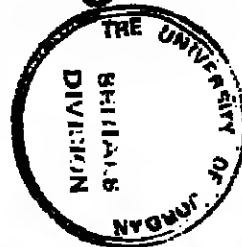


« Sans Visa » : les ombres d'Angkor

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15



BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14993 - 7 F -

SAMEDI 10 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

L'approbation du programme gouvernemental par l'Assemblée nationale

Europe : une mystérieuse initiative

Le discours de politique générale devant l'Assemblée n'est sans doute pas le genre qui se prête le mieux à l'exposé d'une politique étrangère, surtout en période de cohabitation. Le passage que M. Balladur a consacré, jeudi, aux affaires internationales n'en tranche pas moins de façon frappante avec le reste de son intervention. Le style Balladur, explicite, méthodique sur tous les autres sujets y compris les questions communautaires, soudain se brouille ; on entre dans une zone un peu floue, ponctuée par la répétition du terme d'équilibre dont on ne sait pas très bien ce qu'il désigne, et agrémentée d'une proposition apparemment ambitieuse : la réunion d'une conférence internationale ayant pour objectif de stabiliser la situation en Europe et d'y instituer l'équilibre - mais pour le moins mystérieuse.

Sur les affaires communautaires, le premier ministre est d'une clarté définitive, de nature à décourager tout combat d'arrière-garde anti-Maastricht : cette Europe des Douze, M. Balladur la nomme déjà « l'union européenne », comme pour montrer que, dans son esprit, le traité est déjà en vigueur.

Il va même plus loin : « Le traité a été ratifié par dix de ses signataires, dont la France. Maintenant, il faut avancer. » Autrement dit, la Communauté ne doit pas se laisser paralyser plus longtemps par deux pays membres hésitants - le Danemark et le Royaume-Uni.

On ne saurait mieux témoigner d'un engagement européen qui s'exprime par ailleurs non seulement par la réaffirmation des objectifs monétaires, mais aussi par le souhait de « réveiller les politiques communes » qui vaut reconnaissance du rôle de la Commission de Bruxelles. Même si tout cela est ponctué par quelques mises en garde contre les excès bureaucratiques de Bruxelles ou contre les « dérapages » du budget communautaire, c'est bien d'un appel à un nouvel élan qu'il s'agit.

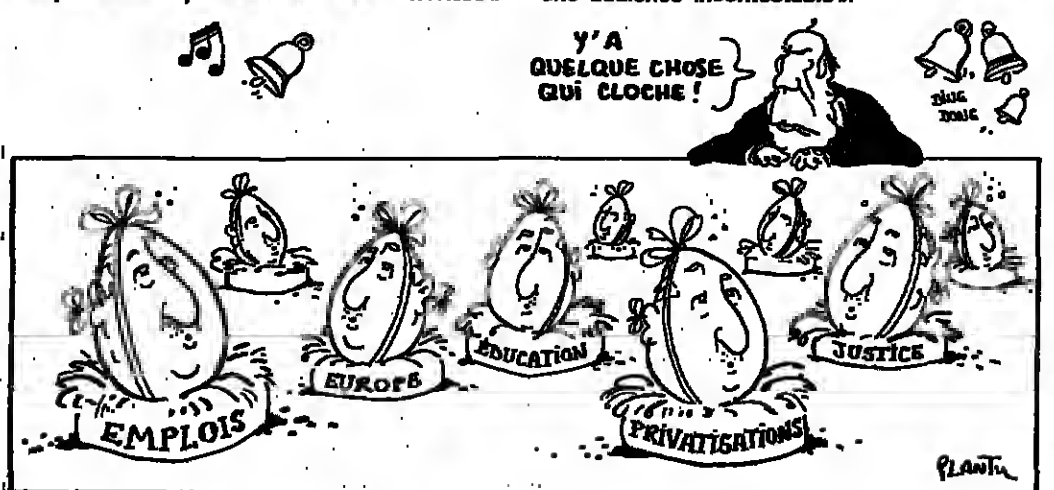
Le message est moins bien déchiffrable lorsqu'on sort de l'Europe des Douze. L'intention vague d'aider les pays de l'Est admet leur transition tellement difficile, ainsi que l'Afrique, d'articuler à première vue assez mal avec les propos tenus la veille par M. Balladur (la situation de la France ne permet pas beaucoup de largesses en dehors de nos frontières). Surtout, la tragédie yougoslave n'est mentionnée qu'une fois en passant, sans l'ombre d'un commentaire qui aurait pu ou moins faire état d'une sensibilité particulière à ce drame.

Elle se fonde dans l'évocation abstraite des « déséquilibres » qui affectent le continent tout entier et auxquels, donc, une conférence internationale devrait chercher remède. Le premier ministre, sans s'expliquer sur l'apparente redondance, suggère que cette conférence soumette ses conclusions à la CSCE, qui, comme son nom l'indique (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), a la même mission. Enfin, après avoir indiqué qu'il lui paraissait sage de ne pas toucher aux frontières en Europe, il fait curieusement référence à l'appui de sa proposition, à plusieurs grandes conférences internationales de l'histoire où les grandes puissances décrétèrent certains passages en Europe dont les conséquences furent pourtant dramatiques. Une ambiguïté sans doute un peu trop rapide de M. Balladur.

Le premier ministre se donne cinq ans pour faire de la France « un exemple »

Les députés ont approuvé, jeudi 8 avril, par 457 voix contre 81 et 2 abstentions, la déclaration de politique générale faite au nom du gouvernement par Edouard Balladur. Le RPR a précisé que son soutien serait assorti d'une « vigilance active et parfois même critique », tandis que l'UDF a invité le premier ministre à « respecter scrupuleusement les minorités ».

M. Balladur, qui a inscrit son action dans une durée de cinq ans pour « faire à nouveau de la France un exemple », a appelé les Français à « un grand effort de redressement, de rassemblement et de tolérance ». Il se propose de recevoir dans les prochains jours les dirigeants des forces politiques « ayant dans notre pays une audience incontestable ».



Le modèle Balladur

par Jean-Marie Colombani

Le « nouvel exemple français », qu'il s'agit de bâtir « en rupture avec la gestion précédente », touchera-t-il autant que la « nouvelle société » ? Le modèle Balladur permettra-t-il au pays d'affronter les années 90 avec l'allant et l'élan que lui donna Jacques Chaban-Delmas pour surmonter les défis des années 70 ? Si telle était l'ambition du nouveau premier ministre, il n'est pas sûr qu'il se soit donné tous les moyens d'y parvenir.

Il est vrai que le discours sur la « nouvelle société » était adressé à une France en croissance forte, facteur qui porte généralement à l'op-

timisme. Edouard Balladur doit affronter aujourd'hui la récession et l'anxiété. Les règles du jeu mondiales, aussi bien Est-Ouest qu'internes au monde occidental, étaient sans doute injustes, mais stables (l'abandon des normes de change fixées à Bretton-Woods ne devait intervenir, à l'initiative de Richard Nixon, qu'en 1973), tandis qu'elles sont aujourd'hui potentiellement plus justes, mais indéterminées et déstabilisatrices.

Ces deux différences essentielles disent suffisamment que la tâche d'Edouard Balladur n'est pas comparable, par sa difficulté, à celle de Jacques Chaban-Delmas.

Lire la suite page 9

Un arrêt du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe

Des Allemands participeront au contrôle aérien en Bosnie

Le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe a estimé, jeudi 8 avril, que les équipages allemands des appareils AWACS de l'OTAN pourront participer, à compter de lundi prochain, aux opérations de contrôle de l'interdiction de survol de la Bosnie-Herzégovine, comme le chancelier Kohl l'avait décidé, en dépit de l'opposition des libéraux et des sociaux-démocrates. A Sarajevo, les forces serbes ont découvert, lors d'un contrôle, des munitions dissimulées à bord d'un camion de l'ONU.

Une décision historique

BONN

de notre correspondant

Par cinq voix contre trois, les juges du tribunal constitutionnel de Karlsruhe ont donné aux hommes politiques de leur pays une leçon de pragmatisme. Sans rejeter la demande des plaignants, ils ont estimé qu'un retrait des équipages allemands tant que la situation constitutionnelle ne serait pas clarifiée aurait pour l'Allemagne plus d'inconvénients que d'avantages. Ils ont fait valoir qu'il aurait pour conséquence de gêner de manière notable les opérations de contrôle de l'espace aérien bosniaque par ses alliés de l'OTAN. Ce retrait constituerait donc une atteinte au prestige international de l'Allemagne, dont il leur a semblé difficile de prendre la responsabilité aujourd'hui dans la perspective d'un jugement positif sur le fond qui pourrait intervenir ultérieurement. Ils ont également estimé que les risques courus par les aviateurs allemands n'étaient pas tels qu'un jugement négatif ultérieur constituerait pour eux un déni de justice.

Cette décision des juges suprêmes a évité au Parti libéral (FDP), qui avait porté plainte contre le gouvernement auquel il appartient, de se poser la question de son éventuel retrait de la coalition gouvernementale. Le mini-drame politique de cette semaine est donc enterré. Les libéraux, qui se déclaraient d'accord, sur le fond, avec une participation de l'Allemagne aux missions AWACS, estimaient cependant que cette participation ne pouvait pas avoir lieu sans accord du tribunal constitutionnel en raison du flou de la Loi fondamentale sur ce point.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 11

ESPACE EUROPÉEN

L'aide aux pays de l'Est

- « PHARE », le programme de soutien de la Communauté européenne aux réformes
- Les embûches de la réforme polonaise
- Premiers pas vers l'adhésion
- Des besoins financiers croissants

par PHILIPPE LEMAITRE

par JEAN DE LA GUÉRIÈRE

pages 14 à 16

Au temps des « musiques dégénérées »

Le disque ranime des œuvres bannies

par le III^e Reich

par Anne Rey

Quatorze lettres noires, en capitales, sur fond rouge vermillon : ENTARTETE MUSIK (« musique dégénérée »). Les disques Decca y sont allés fort en imprimant l'infamant bandeau sur la collection qu'ils ont décidé de consacrer aux exclus du III^e Reich, à ces musiciens interdits parce que la propagande nazie les jugeait trop modernistes, trop cosmopolites, coupables d'idées politiques avancées ou parce qu'ils étaient juifs. Dans les pays de langue germanique, cette nouvelle collection sur disques compacts a fait, comme à Paris, l'objet d'une opération de

promotion sans précédent, avec projection aux journalistes d'un film composé de documents historiques et explications circonstanciées des musicologues qui ont pris part à l'opération.

Mais certains ont dû sursauter en voyant réapparaître en toutes lettres l'abominable terminologie qui, stigmatisant l'art, la littérature et la musique pour cause d'une prétendue « déchéance » d'ordre génétique, justifia après 1933 les autodafés de millions de livres et de partitions, força à l'exil des centaines et des centaines d'artistes et vida pour l'essentiel de leur force créatrice l'Allemagne et l'Autriche.

Lire la suite page 19

Dans « le Monde des débats » d'avril

Alternance : la fin des illusions

L'alternance n'est pas la révolution. C'est un épisode normal dans la vie d'une démocratie et qui ne modifie pas la situation du pays. Les Français n'ont plus d'illusions. Le rêve écologique n'a pu s'inscrire dans la réalité, et des questions essentielles, comme l'emploi ou l'immigration, demeurent sans réponses assurées.

Egalement dans ce numéro : la réforme du mode de scrutin à partir des expériences de la France et de l'Italie ; comment combattre la propagation du sida sans mettre à mal les libertés individuelles ; pour ou contre les reality shows.

► En vente dans les kiosques. Le numéro, 30 F.

Annie Ernaux

JOURNAL DU DEHORS

nrf

GALLIMARD

« Bavures » :

M. Pasqua choisit la fermeté

Le ministre de l'intérieur a choisi la fermeté après les « bavures » policières de Paris, Chambéry et Wettreins. Affirmant que « tout manquement grave sera sévèrement sanctionné », M. Pasqua a suspendu les policiers en cause ainsi que le commissaire responsable du commissariat parisien où a été tué un jeune Zaïrois.

page 17

Sida : polémique sur PAZT

Le ton monte entre les responsables de la firme pharmaceutique Wellcome, qui commercialise l'AZT, et les responsables français et britanniques de la recherche sur le sida. La polémique porte l'interprétation qu'il convient de donner aux résultats de l'essai Concorde sur l'efficacité de l'AZT lors qu'il est administré précédemment aux séropositifs.

page 18

L'avenir de Hongkong

Un entretien avec le gouverneur britannique.

page 13

M0147 - 0410 0 - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 880 m; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 455 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 45 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 150 esc ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,20 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

NOMINATIONS

Aux abris, citoyens !

Tel ministre à la Cour des comptes, tel futur ancien député ou tel(e) protégé(e) du président au Conseil d'Etat, trois ou quatre membres de cabinets ministériels dans le corps préfectoral : les éminences de gauche se sont recasées ; l'opposition a crié au scandale, comme si c'était pour elle une découverte. Est-il choquant de remanier ainsi, tant qu'il en est temps, quelques fidèles compagnons, tout en permettant à la nation de profiter encore de leurs compétences ? Sans doute les quelques trois millions de chômeurs dépourvus, eux, de siège éjectable, sont-ils mieux placés que les éminences de droite pour répondre à cette question.

Mais ces nominations pourraient éveiller d'autres questions dans l'esprit de nombreux fonctionnaires attachés à la vertu par la modestie de leur rang. Car, si elles ont lieu, c'est qu'elles sont rendues possibles par une certaine organisation de l'administration française en castes stratifiées, nids de privilèges tentateurs et d'archaïsmes consensuellement perpétués.

Est-il normal et juste qu'existent, pour les grands corps de l'Etat, des modes de recrutement exceptionnels, échappant aux contraintes des concours ou de l'expérience ordinaire, mais étroitement liés à la faveur du prince ? Et ces voies d'accès parallèles ne sont-elles pas d'autant plus choquantes que les corps en question sont, notamment, chargés de juger les actes ou les comptes du prince et des sous-princes ? Mais trouverait-on autant d'amateurs de ces voies parallèles s'il ne s'agissait de voies royales bien plus que de voies de garage ?

Est-il normal et juste que les membres de ces corps, qu'ils y soient entrés par faveur à cinquante ans ou même par leur seul mérite à vingt-cinq, y jouissent jusqu'à la retraite non seulement de la sécurité de l'emploi propre à toute la fonction publique (particulièrement appréciable par les temps qui courent), mais encore d'avantages économiques du droit commun ? Au choix, et parfois ensemble : logements et voitures de fonction avec personnel associé, échelonnement indiciaire et rémunérations accessoires particulièrement confortables, avancement automatique, quasi-monopole des détachements dans les plus hauts emplois de l'Etat ou des établissements publics avec retour assuré dans le cocon en cas de « pépin », liberté d'organiser son temps et même d'en consacrer le plus clair à autre chose que ce pour quoi on est payé, absence de sanction de l'incompétence... On oserait même de se demander si tous ces privilèges trouvent bien leur justification dans les prestations dont ils sont censés être la contrepartie.

Qui osera remettre en cause de si nobles institutions, si en douze années de gauche égalitaire nul n'y a songé ? La nuit du 4-Août serait-elle encore à faire ? Noble perspective pour la nouvelle co-opposition...

FLORENCE HUGODOT-ZELLER
Saverne (Bas-Rhin)

FEMMES

Dans chaque ministère

Plus de secrétariat d'Etat aux droits des femmes. Après tout, une même personne peut-elle être chargée de remédier à toutes les inégalités qui existent encore, même lorsque les lois interdisent les discriminations envers les femmes ?

La solution ne serait-elle pas d'adopter à chaque ministère une personne - et pourquoi pas une femme - chargée de veiller à la juste application des lois, afin que les droits des femmes soient défendus dans tous les domaines ?

Ce serait peut-être ainsi un moyen de compenser la proportion infime de femmes à l'Assemblée nationale et au gouvernement.

En fait, il ne s'agit pas uniquement de droits, mais d'entendre la voix des femmes, de connaître leur point de vue, ce qui leur permettrait de participer aux décisions prises au sein du gouvernement.

On pourrait concevoir également un poste permanent dans un nombre de ministères où l'écologie serait pleinement prise en compte.

CATHERINE VALABREGUE
derivain

SOCIALISME

De simples militants

UTIL y ait dans un parti des hommes d'Etat et de gouvernement, car l'exercice du pouvoir est bien la finalité normale de la réflexion politique. Mais la vie du parti ne doit pas être aux mains et aux calculs tactiques de ceux qui ont l'ambition - légitime - du pouvoir : cela doit rester aux mains des militants.

En clair, le Parti socialiste devrait être conduit par des militants qui s'engagent solennellement à ne briguer aucune fonction présidentielle, gouvernementale ou législative, pour une durée qu'il faudrait déterminer, mais qui devrait être assez longue. Il faut établir une incompatibilité totale entre les fonctions de responsable du parti et celles de gouvernement ou d'aspirant à une quelconque responsabilité dans l'Etat. Les candidats aux différentes élections seraient alors choisis parmi les militants. A la fin de leur mandat, ils redeviendraient de simples militants.

Jadis dévoués et enthousiastes militants-collèges d'affiches d'un François Mitterrand qui nous laisse très perplexes, nous l'entendons pas n'être que les militants-soldats d'un étiopien-présidentiable. S'ils persistent dans la voie chassée, nos dirigeants pourront bientôt récurer tous les militants du Parti socialiste dans la salle de la mairie de Conflans-Sainte-Honorine, il y aura largement assez de chaises.

JEAN-LOUIS RAMANZIN
Loulé (Jura)

SNCF

Où, les tarifs ont changé

DANS le Monde du 2 avril, M. Jacques Fournier, président de la SNCF, est pris en flagrant délit de désinformation quand il affirme qu'avec SOCRATE, nouveau système de réservation, « les règles tarifaires n'ont pas changé ». En effet, cette assertion n'est pas conforme avec ce que nous observons sur la ligne de la Côte bleue entre Miramas et Marseille.

Le billet de train Marignac-Marseille acheté au guichet à l'aide de SOCRATE est plus cher que le même billet, acheté au distributeur ADDAMS (qui ne rend pas la monnaie) ou acheté dans le train.

Exemple : Marignac-Marseille avec réduction « familles nombreuses » de 30 % coûte 26 francs à l'ADDAMS ou dans le train, mais 27 francs avec SOCRATE. Il y a eu une augmentation subrepticie de 1 franc, soit 4 %.

De nombreuses critiques concernant SOCRATE sont vérifiées : règles tarifaires à géométrie variable dans le temps et dans l'espace, inconnues du public et des associations ; réservations obligatoires avec échange compliqué ; refus de vente et perte de temps (quatre à cinq minutes pour obtenir un billet simple). Tout cela ne représente aucun progrès pour l'usager, comparé aux anciens systèmes.

PIERRE QUILLÉ
La Mède (Bouches-du-Rhône)

HEURE D'ÉTÉ
Respectons la nature

IL y a peut-être des gens qui apprécient l'heure d'été, mais il faut savoir qu'il y en a des milliers qui la réprouvent et sont gênés par ce changement imposé par quelques-uns à beaucoup d'autres.

A l'usage, on s'aperçoit d'ailleurs qu'elle ne correspond pas au but recherché initialement. Les économies d'énergie sont presque nulles et ne justifient pas les nuisances entraînées. La pollution due aux heures de pointe est néfaste pour les végétaux ; la production laitière est diminuée, surtout chez les ovins (pour lesquels cela est quasi irréversible).

Les troubles chez les enfants sont largement observés par les enseignants et les parents. Et que dire de la difficulté à faire coucher les plus petits à une heure où le soleil est encore si haut dans le ciel ? Que dire aussi de la fatigue des adultes qui, « jouissant » tellement bien de ces fameuses veillées prolongées, perdent en fait une ou deux heures de repos par jour ? Et des agriculteurs qui se voient obligés de travailler en plein milieu du jour quand la chaleur est à son comble en été et se voient plus la fin d'interminables journées de travail ?

Pense-t-on aux hôpitaux ou aux maisons de retraite où le repas du soir, servi déjà bien tôt, se retrouve à l'heure du thé, suivi d'une soirée qui n'en finit pas ?

Fait-on assez attention au fait que l'humain, comme tous les autres vivants (plantes ou animaux), a une horloge interne dépendante de la nature qui l'environne (même en ville), et que l'on ne dérange pas impunément cette horloge ? Les voyages hâtifs, avec leurs décalages horaires importants, sont une énorme agression envers l'équilibre biologique, qui demande de nombreuses semaines à se stabiliser. De plus, un décalage hâtif sans déplacement dans l'espace est bien plus pénible à supporter.

TRAIT LIBRE



Srebrenica jumelée avec Guernica (The Independent, 8 avril).

bonne (même en ville), et que l'on ne dérange pas impunément cette horloge ? Les voyages hâtifs, avec leurs décalages horaires importants, sont une énorme agression envers l'équilibre biologique, qui demande de nombreuses semaines à se stabiliser. De plus, un décalage hâtif sans déplacement dans l'espace est bien plus pénible à supporter.

Néanmoins pas trop au plus malin avec la nature. Il y a parfois des économies qui se transforment en dépenses sournaises, et la joie de vivre à pour condition première une bonne santé physique et mentale qui se trouve rarement dans la recherche du plaisir à tout prix.

Espérons que le législateur sera assez intelligent pour reconnaître que cette décision, prise il y a quelques années, n'a plus de raison d'être.

ANNE ET PIERRE MEUNIER
Lyon

CAMBODGE

Des élections mal engagées

QUICQUONQUE ayant suivi de près les étapes de mise en œuvre de l'accord de Paris ne peut éviter de se poser des questions tant la démission de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) est évidente face aux problèmes relevant des responsabilités.

Un an après la prise de fonction effective de l'APRONUC, l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale n'ont jamais été

aussi menacées. Les frontières d'antan, reconnues par la communauté internationale, deviennent une véritable passoire. Plus de deux millions de colons vietnamiens ont franchi ces frontières et s'implantent au Cambodge en pays conquis sans que la moindre mesure soit prise pour contenir cette invasion. Le pays lui-même se transforme actuellement en un vaste centre de spéculations, où opportunistes et trafiquants en tout genre exploitent ignominieusement la misère des Cambodgiens, bafouant leurs us et coutumes.

L'environnement politique neutre, conditions sine qua non pour préparer des élections générales justes et équitables, prévues pour mai prochain, n'existe plus que dans le domaine des rêves de certains. Les mesures de pression, d'intimidation et de violence sont perpétrées en toute impunité. Les liquidations physiques deviennent une pratique courante pour faire taire à jamais les opposants politiques.

Les cas de violations des principes de droits de l'homme ne se comptent plus. L'APRONUC se contente tout simplement de dresser dans chaque cas des rapports circonstanciés, pour les classer... sans suite.

Dans un tel climat d'insécurité, elle persiste obstinément à préparer des élections. Les nombreuses mises en garde des dirigeants des partis politiques khmers sur le risque grave de désordres, d'instabilité et même de guerre, ne semblent guère attirer l'attention des responsables de l'APRONUC.

Devant cet état de fait, les Cam-

bodgiens restent très sceptiques quant à la validité de ces élections. Peuvent-ils encore compter sur l'APRONUC pour créer cet environnement neutre à quelques semaines de la date fatidique ? Croient-ils sincèrement à son équilibre quand ils la voient gouverner le chiffre de la population du Cambodge à plus de 12 millions pour le rendre coquardant au nombre des inscrits, nombre annoncé avec brio à plus de 4,7 millions ? Pensent-ils vraiment pouvoir voter en leur âme et conscience comme le préconise l'accord ? Rien n'est moins sûr, d'autant plus que les Khmers kroms et les Cambodgiens de la diaspora se trouvent d'ores et déjà en situation de contestataires potentiels puisque la loi électorale elle-même limite injustement leurs possibilités et les exclut par conséquent, du processus électoral.

RITHOURN OM
secrétaire général du Comité cambodgien de vigilance (CCV), chargé de suivre l'application de l'accord de Paris sur le Cambodge.

ADOPTION

Enfants polonais

LE 20 mars, votre journal a publié une lettre de M^{me} Anna Zimbris à propos de la demande de renseignements à notre consulat général de Pologne à Lyon pour connaître les conditions d'adoption d'un enfant polonais.

Conformément à la pratique, nous lui avons fait parvenir :

- les conditions d'adoption prévues par la loi polonaise ;
- la liste des documents à fournir ;
- les adresses des organismes habilités en Pologne à instruire la demande.

Pour cette consultation, M^{me} Zimbris a dû régler au préalable, selon l'article 51, p. 1, de la convention consulaire franco-polonaise du 20 février 1976, la somme de 120 francs.

M^{me} Zimbris a visiblement été déçue que notre législation donne priorité aux Polonais pour adopter l'enfant issu de leur propre pays, selon les prescriptions de la convention des droits de l'enfant de l'ONU. Elle n'a pas en revanche retenu que les étrangers peuvent également présenter les demandes - le consulat de Lyon a ainsi enregistré 191 dossiers dont la majorité ont déjà abouti.

Le terme employé de « racket » relève de l'outrage que même une émission mal maîtrisée n'autorise guère.

SLAWOMIR CZARLEWSKI
consul général de Pologne à Lyon

MAROC

Prisonniers et victimes

L'ARTICLE de M. de Barrii consacré au Maroc dans le Monde du 28 mars insiste une fois de plus, et à juste titre, sur le caractère inacceptable des conditions faites aux détenus de Tazmamart ; mais votre collaborateur oublie de dire que les détenus de Tazmamart, eux, savent pourquoi ils se trouvent là ; en revanche, ce que personne ne rappelle c'est que les cent une personnes abattues sauvagement à Skhirat le 10 juillet 1971, les dizaines de cadets d'Al-Haramoun tués dans les combats pour la reprise de la radio à Rabat le même jour, les dizaines de morts du 16 août 1972 mitraillés dans l'avion du roi et sur l'aérodrome de Rabat-Salé n'ont jamais su, eux, pourquoi ils avaient été massacrés. Ne pourrait-on pas, une fois n'est pas coutume, avoir une pensée pour les victimes et pas toujours et uniquement pour les bourreaux ? M^{me} Zimbris, vous n'oubliez pas ceux qui sont morts pour rien et notamment Abderrahman Benabdelkader, directeur de l'École marocaine d'administration, père de cinq enfants dont la dernière avait trois ans à l'époque, ni mon étudiant Ahmed Maazuzzi, qui n'avait pas trente ans et dont l'avenir s'est arrêté ce jour-là.

MICHEL ROUSSET
ancien professeur à la faculté de droit de Rabat, ancien directeur des études de l'Ecole marocaine d'administration

UN LIVRE

Un homme, une femme

L'AMOUR DÉBOUSSOLÉ
de Hubert Aupetit
et Catherine Topin
Edit. François Bourin
268 p., 129 F.

C'EST l'histoire de deux chercheurs qui s'étaient donné un programme de travail très précis : « Chercher où, dans quel lieu, l'amour se vivait encore, et se vivait bien ». Deux chercheurs directement intéressés par le résultat de leurs travaux : « Il nous fallait trouver des amants heureux, obtenir la recette de leur bonheur et nous l'appliquer ».

Catherine Topin est ethnologue de formation. Hubert Aupetit est normalien, agrégé de mathématiques. On les soupçonne de beaucoup ressembler aux deux narrateurs, la Renarde et Graindorge, eds. Les deux amoureux au moment où les mœurs se sont libérées, pour le meilleur et pour le pire : familles éclatées, couples à l'essai, reproduction médicalisée, sexualité assistée...

Cette éducation sentimentale d'un couple d'amants contemporains échappe à toutes les classifications : mi-enquête, mi-manifeste, mi-essai, mi-roman, c'est un livre complexe, touffu, mais plein de sourires et parfois d'écœurement. Hubert Aupetit et Catherine Topin abordent tous les sujets - de la biologie à la psychanalyse, en passant par le néoconfucianisme, le sida et l'avortement - en jouant sur plusieurs cordes. Ils affirment sans cesse que des faits réels. Ils ont cependant choisi beaucoup de

ces limites, en forçant le trait, pour souligner les absurdités d'une société déboussolée qui prétend faire table rase de plusieurs millénaires de culture amoureuse.

Il n'est pas facile aujourd'hui de souhaiter un changement des comportements sexuels ou amoureux sans se faire aussitôt suspecter d'intégrisme. Mais ce couple est trop moderne, dans sa manière de penser, de s'exprimer et de se comporter, pour avoir le moindre complexe en la matière. Graindorge et la Renarde ironisent avec une totale liberté sur des thèmes botaniques qui conduisent à valoriser l'amour homosexuel ; sur l'engrenage contraceptif ; sur le fait de l'enfant « non plus le résultat hasardeux d'une conception mais d'une contraception » ; ou sur « les amants devenus partenaires, comme dans les affaires », dont le premier souci semble être de « se protéger de l'autre, de ses microbes, de ses gènes »...

Cette longue quête d'une morale amoureuse se termine finalement sur une vérité simple, vieille comme le monde : le seul secret d'un couple réussi, c'est... l'amour, la rencontre de l'autre, redécouverte chaque jour, dans un climat de confiance, et sans la conjonction de deux égoïsmes. Cela peut paraître parfaitement banal, d'une totale platitude, mais pourquoi cela semble-t-il si difficile aujourd'hui ?

ROBERT SOLÉ

هكذا من الأصل

LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

Bleu horizon

La déclaration de politique générale prononcée par M. Balladur devant les députés a été approuvée, jeudi 8 avril, par 457 voix contre 81 et 2 abstentions. La majorité requise était de 270. Dans son long discours - une heure et quarante-cinq minutes - le premier ministre n'a cessé, sans crainte des alibis, de scander des mots qu'il avait sans doute eu tout le loisir de répéter en travaillant, l'an dernier, à son Dictionnaire de la réforme : « Rassemblement, redressement, rénové, reconstruire, redémarrage, raffermissement, retour à la confiance, reprendre la politique de participation, recréer un exemple français de société ». Mais l'ancien ministre d'Etat du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac a su aussi trouver le mot de « tolérance », qu'à quatre reprises au moins il a employé. « Renouveau, tolérance, rassemblement, tels sont les principes de l'action du gouvernement », a affirmé M. Balladur, dans ses tout premiers propos.

D'un côté, un homme soudain devenu seul, du fait de ses nouvelles fonctions, un homme impeccable, cheveux lisses et costume bleu horizon - de la couleur de l'Assemblée -, qui allait lui accorder largement sa confiance, - un homme qui, à la tribune, tient le plus souvent à deux mains les

feuilles de son discours et auquel personne, sans doute, n'ira jamais demander la couleur de ses chaussettes. En face, la marée, au point qu'à l'occasion d'une suspension de séance le nouveau président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, recommandera à ses collègues de ne pas hésiter à chahuter la tradition et à entrer aussi par la porte de gauche, afin d'éviter les bousculades et de gagner un peu de temps. Quelques quatre-vingt-cinq députés de la nouvelle majorité, qui, pour la première fois, marquent ostensiblement leur territoire dans l'hémicycle.

Toujours assez haut perché dans l'enceinte du Palais-Bourbon, Raymond Barre a été déporté de neuf rangs vers la gauche, et se retrouve parfaitement au centre. Assis juste derrière le banc des ministres, Valéry Giscard d'Estaing se retrouve au centre-gauche de l'hémicycle. Quant à l'ancien premier secrétaire du Parti socialiste, Laurent Fabius, il côtoie, sur le même banc, tout à fait à l'extrême gauche, les communistes Georges Hago et Maxime Gremetz. « Quand ils se sont tous

levés, je me suis dit : s'ils se mettent en marche, ils vont nous écraser », racontera plus tard le président du groupe socialiste, Martin Malvy.

La nouvelle majorité a du tonus, en effet. Elle n'a pas ménagé ses applaudissements, tout au long de l'après-midi, au chef du gouvernement. Les plus nourris ont accompagné l'annonce, par le premier ministre, de la suspension de « toute suppression de services publics en zone rurale ». Le « problème majeur » des banlieues a laissé, en revanche, l'Assemblée plus indifférente. On a aussi beaucoup applaudi sur les bancs de la droite le projet de reconnaître comme pupilles de la nation les enfants de magistrats, policiers, gendarmes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire qui seraient tués dans l'accomplissement de leur devoir, ainsi que le renoncement aux nominations à caractère politique dans l'administration. A cet instant, le président de l'UDF, M. Giscard d'Estaing, sourit, en songeant peut-être que c'en est fini du cauchemar de naguère, celui de « l'Ente-RPR ». L'ancien président de l'Assemblée natio-

nale, Henri Emmanuelli, lui-même, est le premier à applaudir lorsque le premier ministre « demande à tous les magistrats de se garder de s'immiscer dans les débats politiques ».

Sans effet de style, sobrement mais non succinctement, Edouard Balladur a ainsi exposé un lourd programme d'action pour la législature à venir, quitte à inventer, pour la circonstance, cette curieuse notion juridique que serait la « loi quinquennale ». Mais peut-être n'était-ce là, chez cet homme aussi minutieux, qu'une façon, courtoise, de dire que le balancier est durablement revenu à droite. « Ce sera difficile ? » s'est finalement interrogé le premier ministre. A coup sûr. Périlleux ? Peut-être. Indispensable ? Evidemment. Sans jamais citer le nom de son prédécesseur, ni celui du président de la République, M. Balladur n'avait pris pour référence, tout au long de son discours, que le général de Gaulle, Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, sans oublier cette autre figure de la V^e République, André Malraux, qui proposait de « donner à chacun les clés du trésor ».

JEAN-LOUIS SAUX

« C'est la volonté de créer un nouvel exemple français qui nous permettra de rénover notre société tout entière »

affirme Édouard Balladur

Voici le texte intégral de la déclaration de politique générale prononcée jeudi 8 avril par M. Balladur :

Les Français l'ont décidé, voici que commence une nouvelle période de notre histoire, l'histoire de la République. Les Français ont voulu changer de cap. Vous voilà donc, Mesdames et Messieurs, investis d'une très large confiance. Vous voilà en mesure de donner, en étroite association avec le gouvernement, un élan nouveau à notre nation, d'apporter à notre société les réformes qui lui assureront à la fois le progrès, l'équilibre et la justice.

Telle est la mission qui nous est impartie : orienter la France vers le renouveau. Mais ce n'est pas tout et notre conception de la République que nous impose des devoirs : celui de pratiquer la tolérance et le respect d'autrui ; celui de rester ouverts aux autres, attentifs aux propositions, d'où qu'elles viennent ; celui de somme de rassembler tous les Français.

Renouveau, tolérance, rassemblement, tels sont les principes de l'action du gouvernement.

Votre force et votre unité, vous les avez déjà marquées en élistant le président de l'Assemblée nationale. C'est avec une très grande joie que je salue au nom du gouvernement l'élection de M. Philippe Séguin, dont je connais depuis longtemps les grandes qualités intellectuelles et morales et pour lequel j'éprouve estime et amitié.

Le gouvernement est placé face à une situation difficile... Ce n'est pas une raison pour se résigner mais, au contraire, pour agir plus vite et davantage : l'imagination, la volonté, la cohésion, sont indispensables au redressement du pays. Ce redressement est urgent, il ne peut attendre que les Français, hélas de plus en plus nombreux, aient été frappés par le chômage et à avoir le sentiment que leur sécurité n'est plus suffisamment assurée. Notre nation s'interroge sur elle-même, les Français sont inquiets.

C'est au pays tout entier qu'il faut donner des raisons d'espérer, c'est pour l'ensemble des Français que nous entendons gouverner et assumer notre responsabilité. Pour cette raison, j'ai voulu constituer un gouvernement équilibré, un gouvernement rassemble autour d'une même et unique volonté : celle de relancer de notre pays, comme cela fut le cas jadis, un exemple.

La France fut à plusieurs reprises dans son histoire un exemple pour le monde. Au temps de la chrétienté médiévale puis au temps de la monarchie administrative, puis lors de la Révolution, quand, la première, elle créa une société de liberté et fonda la République sur des principes toujours vivants. Plus près de nous, au vingtième siècle, elle a inventé un modèle de protection sociale et de justice, tout en devenant une nation forte, ambitieuse et prestigieuse, grâce au général de Gaulle, dont aujourd'hui tous les Français se reconnaissent les disciples.

En ce monde où tout change, alors que notre situation intérieure est elle-même incertaine, à notre tour aujourd'hui de faire à l'œuvre de la France un exemple. Il y a de nombreuses années, nous entendions commencer sans tarder. D'autres ensuite prendront le relais.

La France doit s'adapter à un monde plus instable et donc plus dangereux

Nous le savons tous, la France doit s'adapter à un monde nouveau, moins figé, plus libre pour chaque nation, mais aussi plus instable et donc plus dangereux.

En quelques années, nous avons vécu la fin d'un certain ordre mondial. L'effondrement du socialisme, l'échec du modèle soviétique nous ont tous réjouis. Nous y avons vu la victoire de nos idéaux et de la liberté, la promesse d'un avenir meilleur.

Pour autant, si l'ancien équilibre, mais sans doute, parce qu'il était basé sur la contrainte, a été détruit, aucun autre n'a été rétabli aujourd'hui. Les rivalités natio-



nales, les risques de prolifération nucléaire, le crime organisé, les affrontements ethniques pagant dans le monde. Ces bouleversements ont des conséquences graves sur l'ensemble de la vie internationale.

ses responsabilités en matière de sécurité du continent. En contrepartie, la puissance américaine, désormais solitaire, conduit parfois notre grand allié de deux siècles à des attitudes qui nous préoccupent, qu'il s'agisse du dossier agricole ou des négociations commerciales.

Une fois résorbées les conséquences des deux chocs pétroliers, les années 80 ont vu le développement de mécanismes financiers qui perturbent gravement le système monétaire international et les perspectives d'une croissance saine et durable. L'excédent budgétaire américain comme les modalités choisies pour financer la réhabilitation de l'Allemagne troublent les marchés financiers et pèsent lourdement sur les taux d'intérêt.

Cette situation internationale est d'autant plus préoccupante que la France ne s'est pas organisée pour affronter ce monde nouveau et mieux y assurer sa position. Notre appareil militaire, sollicité par des missions multiples, a du mal à répondre à tout ce que l'on attend de lui. Il faut déterminer comment doit évoluer notre politique de défense, dans quelle réflexion politique et stratégique elle doit s'inscrire, quelle consistance précise il faut donner au concept d'union européenne sur le plan militaire.

Enfin, qui se sait que l'équilibre et la solidité des pays africains en

voie de développement, avec lesquels la France entretient une relation de coopération privilégiée, sont menacés ?

Une chance historique de réformer la société française a été manquée

Sur le plan intérieur, la France doit faire face à une situation économique et sociale plus grave qu'aucune de celles qu'elle a connues depuis une quarantaine d'années, lorsqu'elle eut surmonté les conséquences de la guerre. C'est toute notre société qui s'interroge ou, trop souvent, doute : l'aggravation de l'insécurité, comme celle du chômage, jette le trouble dans l'esprit des Français et l'impuissance des gouvernements précédents pour limiter l'une et l'autre a accru leurs inquiétudes ; la crise des banlieues et des villes est sérieuse, les incertitudes des jeunes face à leur avenir sont profondes. Tout ceci conduit à une crise morale.

Aux erreurs graves du début des années 80, et dont nous supportons encore les conséquences, erreurs marquées par la volonté d'assurer le progrès social sans chercher à lui donner une base économique réelle, s'est ajoutée une autre erreur dans les années 1988-1990. Alors, une chance historique de réformer la société française dans une période de croissance a été manquée. En outre, notre pays connaît une crise de l'Etat. Celui-ci ne joue plus de façon satisfaisante son rôle de garant de l'ordre social et de la solidarité. Il a du mal à assumer ses responsabilités régaliennes essentielles dans les domaines de la justice et de la sécurité.

Voilà brièvement décrite la situation que le peuple français nous a demandé de redresser. Encore tout n'est-il pas connu. Pour agir, il nous faut en savoir plus, notamment sur l'ampleur réelle des déficits publics, sur la situation financière exacte des régimes sociaux, sur l'aptitude de notre système d'éducation à donner à notre jeunesse les clés de son avenir, sur les conditions permettant de garantir à notre agriculture sa plus juste place dans notre économie.

Aussi ai-je demandé à une commission composée de personnalités indépendantes, à laquelle je souhaite que les deux Assemblées veuillent bien prêter leur concours, d'établir un bilan de la situation de notre pays dans tous les domaines de la vie publique. Cette commission sera présidée par M. Jean Raynaud, procureur général près la Cour des comptes.

Qu'on ne s'y méprenne pas : il ne s'agit pas, comme d'autres l'ont fait en d'autres temps, de trouver dans ce bilan des arguments de polémique, mais d'asseoir sur ses constatations la nouvelle politique que le pays appelle de ses vœux.

Cette nouvelle politique, c'est en pleine crise économique et sociale que nous devons la mener. Nous le savons, nous l'acceptons. Inspi-

Lire la suite page 4

Les principales propositions du premier ministre

Voici les principales propositions énoncées par Édouard Balladur :

- **Justice.** - Réforme du Conseil supérieur de la magistrature dans sa composition, ses règles de fonctionnement et sa compétence ; obligation pour les parquets de n'appliquer que des instructions écrites de la chancellerie ; révision du code de procédure pénale.

- **Administration.** - Publication des avis motivés des responsables des corps pour les nominations au tour extérieur ; refus de toute nomination « qui ne paraît pas indispensable à l'intérêt du service » dans les trois mois précédant des élections législatives ou présidentielles.

- **Sécurité.** - Attribution de la qualité de pupilles de la nation aux enfants des magistrats, policiers, gendarmes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire tués dans l'accomplissement de leur devoir ; poursuite des infractions aujourd'hui non sanctionnées.

- **Immigration.** - Renforcement des contrôles aux frontières et sur le territoire national ; définition plus stricte des conditions d'entrée et de séjour des étrangers ; révision du code de la nationalité afin que ceux qui veulent être français en fassent expressément le choix.

- **Institutions.** - Réforme de la composition et du fonctionnement de la Haute Cour de justice ;

réforme du statut de la magistrature ; élargissement du champ d'application et des modalités du référendum.

- **Économie.** - Autonomie de la Banque de France ; collectif budgétaire comportant des économies d'au moins 20 milliards de francs ; plan d'urgence pour permettre un redémarrage rapide du marché immobilier et de la construction ; allègement des charges qui pèsent sur l'emploi des personnes rémunérées au niveau du SMIC ou légèrement au-dessus ; prime bonifiée aux PME et PMI ; allègement des droits de mutation sur les ventes d'entreprises individuelles ; loi d'orientation quinquennale en faveur de l'emploi ; loi quinquennale pour maîtriser les déficits publics ; privatisation d'entreprises du secteur concurrentiel ; réforme de la Classe des dépôts et consignations.

- **Social.** - Conférence à l'hôtel Matignon avec les représentants des organisations syndicales et professionnelles pour dresser la liste des problèmes sociaux à résoudre ; mise à l'étude de la création d'un fonds destiné à rétablir l'équilibre des régimes sociaux et élémentaire par une augmentation de la fiscalité indirecte ; loi quinquennale permettant de parvenir à un équilibre durable des régimes de maladie, de vieillissement et d'assurance-chômage ; augmentation du salaire direct grâce au transfert progressif de la charge des coti-

sations familiales des entreprises vers l'Etat ; loi-cadre garantissant le maintien des moyens de financement de la politique de la famille ; mesures en faveur des personnes âgées dépendantes, des handicapés, des sans-abri ; renforcement de la lutte contre le sida.

- **Éducation.** - Autonomie accrue des établissements ; maintien des attributions de l'Etat en matière de recrutement, de formation et de rémunération des enseignants ; doublement du nombre de jeunes en formation en entreprise ; développement des enseignements artistiques.

- **Culture.** - Meilleure répartition des activités culturelles sur tout le territoire de la France ; mesures demandées aux responsables des chaînes de radio et de télévision publiques afin que celles-ci remplissent complètement leur mission de service public.

- **Agriculture.** - Refus d'une application « tatillonne et complexe » de la politique agricole commune, réaffirmation de la préférence communautaire et demande de « compensations légitimes et nécessaires » pour nos agriculteurs ; mesures d'ordre fiscal, social et financier en faveur de l'agriculture ; réunion des représentants des organisations professionnelles à Matignon début mai ; possibilité d'une loi quinquennale sur l'avenir de l'agriculture et de l'espace rural.

- **Aménagement du terri-**

toire. - Meilleur partage des ressources entre collectivités pauvres et collectivités riches ; suspension, jusqu'à nouvel ordre, de toute suppression de services publics en zone rurale ; priorité au développement économique et social des DOM-TOM ; modernisation de l'habitat et développement du logement social dans les banlieues grâce à l'affectation d'une partie des ressources de la privatisation.

- **Politique européenne.** - Mise en œuvre d'une politique européenne « réaliste » ; contrôle plus strict du Parlement français sur les textes communautaires ; modification éventuelle du mode de scrutin pour les élections européennes afin de rapprocher les citoyens des élus ; renforcement du système monétaire européen ; appel à une cohésion militaire et politique plus forte.

- **Défense.** - Etablissement d'un Livre blanc analysant la situation nouvelle et les moyens d'assurer l'indépendance de la France ; élaboration d'une loi de programmation militaire votée au printemps 1994 ; garantie de la pérennité de la capacité nucléaire de la France et de sa modernisation.

- **Diplomatie.** - Solidarité avec l'Afrique ; réunion d'une conférence internationale « ayant pour objectif de stabiliser la situation de l'Europe et d'y instituer l'équilibre », préparée dans le cadre de l'Union européenne puis dans celui de la CSCE.

LA DÉCLARATION DE POLITIQUE

Réformer la réforme
du code de procédure pénale

En plaçant la justice en tête de sa déclaration de politique générale, Edouard Balladur soulignait son attachement à un secteur que bien des hommes politiques délaissent aujourd'hui « résisté ». Soucieux d'apaiser les tensions apparues ces dernières années avec les affaires, le premier ministre a insisté sur la « confiance » qu'il accorde aux magistrats tout en leur demandant « de se garder de s'immiscer dans les débats politiques ». Outre l'engagement d'améliorer le statut matériel de la magistrature — les autres acteurs du monde judiciaire n'ont pas été mentionnés — le monde judiciaire retiendra d'abord un ton, la modération. M. Balladur, qui est resté aussi vague dans ses propos sur la sécurité qu'il s'est montré précis sur la justice, a tenu des propos plus mesurés et moins musclés que ne le laissent présager certaines envolées électorales de ses amis politiques.

Le premier ministre a fait deux promesses : la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et celle du nouveau code de procédure pénale. Au regard de la Constitution de la V^e République, l'indépendance de la magistrature est garantie par le chef de l'Etat, qui est « assisté » dans cette tâche par le CSM. Composé du président de la République, du garde des sceaux et de neuf membres nommés par le chef de l'Etat, le Conseil est à la fois l'organe disciplinaire des magistrats du siège et la clé de voûte de l'institution judiciaire. Les conseillers de la Cour de cassation et les premiers présidents des cours d'appel sont nommés sur sa proposition et le CSM donne son avis sur les nominations de tous les magistrats du siège de France.

Une tâche
« urgente »

La désignation, par le président de la République, des membres d'une institution chargée de garantir l'indépendance de la magistrature, source depuis des années d'une situation qui n'a cessé de se développer. Longtemps promise, jamais engagée, la réforme du CSM est cependant difficile à mettre en œuvre puisque sa composition et ses pouvoirs sont inscrits dans la Constitution de 1958, ce qui oblige les gouvernements à avoir recours pour toute réforme d'ampleur au lourd arsenal de la révision constitutionnelle.

En 1981, la réforme du CSM figurait parmi les « cent dix propositions » du candidat Mitterrand mais le président de la République y avait renoncé en 1989 en invoquant les dangers du corporatisme. Sans la pression des affaires et de la révolte d'une partie de la magistrature, le chef de l'Etat avait toutefois fini par changer d'avis : en novembre 1992, il annonçait une réforme des institutions comprenant une extension des pouvoirs du CSM et l'introduction, au sein de cette institution, de magistrats élus par leurs pairs et de personnalités choisies par le chef de l'Etat et les présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale, du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat.

Dans sa déclaration de politique générale, Edouard Balladur, fidèle aux engagements de l'actuelle majorité, a confirmé que le gouvernement proposerait prochainement une réforme de la composition, des règles de fonctionnement, et de la compétence du CSM en ajoutant qu'il s'agissait là d'une tâche « urgente ». La chancellerie rédigera donc dans les mois qui viennent un texte dont le contenu n'est pas encore connu, mais qui reprendra peut-être en partie les

propositions du chef de l'Etat. Il ne lui sera toutefois pas facile de le faire dans des délais très rapides puisque le ministre de la Justice doit également rédiger un projet de réforme du nouveau code de procédure pénale et un texte modifiant l'actuel code de la nationalité.

Le code de procédure pénale est le second gros dossier qui attend le nouveau garde des sceaux, Pierre Méhaignerie. Critiqué par une grande partie de la magistrature, approuvé par la plupart des avocats, ce texte entré en vigueur le 1^{er} mars ne peut être suspendu puisque l'ancien code a déjà été abrogé. Le gouvernement a donc décidé de remettre totalement l'ouvrage sur le métier. Là aussi, il lui faut agir vite afin de répondre à l'attente pressante de la magistrature. Un groupe d'experts réunissant des praticiens de « terrain » sera chargé dans les semaines qui viennent de dresser le bilan des nouvelles dispositions, et un projet de loi sera rédigé dans la mesure du possible dans un délai d'environ un mois.

Dans son discours, le premier ministre propose sans plus de précisions de distinguer les « dispositions qui méritent d'être maintenues parce qu'elles correspondent à un progrès de notre droit » de celles « qui doivent être modifiées ». Certains des nouveaux articles suscitent en effet peu de problèmes : c'est le cas de l'abolition des privilèges de juridiction ou de l'introduction des dispositions destinées à renforcer la présomption d'innocence. Plus conflictuel sera sans doute le débat sur la présence de l'avocat en garde à vue : lors des discussions au Parlement à l'automne, l'actuelle majorité n'y était guère favorable mais il paraît difficile de revenir aujourd'hui sur une disposition qui accroît incontestablement les droits de la défense. Les organisations d'avocats ont d'ailleurs prévenu qu'elles s'opposeraient vigoureusement à toute remise en cause sur ce point.

La détention
provisoire

Finalement, le débat se cristallise sans doute sur le problème de la détention provisoire. Pour la première fois depuis le XIX^e siècle, le nouveau code de procédure pénale est en effet au juge d'instruction le pouvoir d'écrouer, qui est confié depuis le 1^{er} mars au président du tribunal ou à un juge désigné par lui. Le gouvernement a donc le choix entre trois solutions : maintenir le système actuel du juge « désigné », redonner la détention au juge d'instruction, ou adopter le système qui devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1994 — une détention confiée au président du tribunal assisté de deux assessseurs non-magistrats. La mise en examen qui a remplacé la délicate inculpation sera sans doute elle aussi revue, mais la chancellerie affirme attendre les conclusions du groupe d'experts pour trancher définitivement ces questions.

Au sujet du ministère public, M. Balladur s'est montré plus précis : à l'obligation d'écrire les instructions adressées aux parquets généraux par le chancellerie introduite dans le nouveau code de procédure pénale, le premier ministre souhaite ajouter l'obligation de verser ces instructions au dossier. La promesse mérite d'être soulignée : si elle est vraiment tenue, notamment dans les affaires « sensibles », il réaffirme ainsi l'obligation de l'avenir d'appliquer « que des instructions écrites versées au dossier », il s'agit d'un engagement important des mesures judiciaires.

ANNE CHEMIN

Suite de la page 3

rons-nous de la maxime de Marc-Aurèle : « L'obstacle est matière à action ».

C'est cela le choix du nouveau gouvernement et son appel à la nouvelle majorité : le choix du courage. C'est parce que la situation est grave que nous avons décidé, malgré les risques que cela peut comporter, d'assumer la charge du pouvoir. Mais c'est aussi parce que nous avons la conviction qu'autre chose est possible, qu'une autre politique existe, qui redonne aux Français confiance en eux-mêmes et en la France. C'est pour cela que je vous appelle à l'effort et à la cohésion.

J'inviterai à me rencontrer
toutes les forces politiques
ayant une audience
incontestable

Comment la France inquiète peut-elle devenir une France confiante et rassemblée dans l'effort ? Seule une politique de réforme le lui permettra. Seule cette politique fera à nouveau de notre pays un exemple : celui d'une France plus forte et aussi plus juste, d'une France diverse, dans le respect des principes de la décentralisation, mais aussi plus dynamique et plus cohérente, d'une France moteur de la construction européenne, et aussi déterminée à rester elle-même, d'une France plus solidaire des autres nations du monde.

C'est la volonté de créer un nouvel exemple français qui nous permettra de renouer notre société tout entière, qu'il s'agisse de l'enseignement, de la protection sociale, du statut des salariés, du dynamisme des entreprises, de la réaffirmation du rôle de l'Etat. Ces réformes, il faut les commencer sans tarder, notre pays, républicain, ne peut pas attendre. Nous ne résoudrons pas les problèmes de notre nation sans de profonds changements dans nos structures, dans nos habitudes, dans nos mentalités. Tous nos concitoyens, en sont bien conscients, et, vous qui les représentez, vous le savez. Les Français y sont prêts.

Une politique de réforme à mener en deux années, avant une grande échéance nationale, sera d'autant plus difficile à mettre en œuvre, nul ne l'ignore et moi moins que tout autre. Mais il faut amorcer le mouvement dès mainte-

nant, même si cinq années, au moins, sont nécessaires pour redresser notre pays ; c'est cinq années que vous avez devant vous pour vous y consacrer. Les mesures que nous vous proposerons devront s'inscrire dans une perspective quinquennale qui vous permettra de décider clairement où vous voulez aller et selon quelles étapes.

Il faut le faire en restant largement ouvert, à l'écoute de tous nos concitoyens quels qu'ils soient, à quelque organisation qu'ils appartiennent, dans un esprit de tolérance et de respect mutuel. Nul ne peut être assuré de posséder à jamais les meilleures solutions. C'est pourquoi je me propose, dans les jours qui viennent, d'inviter à me rencontrer toutes les forces politiques ayant dans notre pays une audience incontestable, même quand elles ne sont pas représentées au Parlement.

La mise en œuvre d'un ambitieux programme de réformes requiert l'efficacité et la cohésion des pouvoirs publics, efficacité et cohésion qui reposent sur un fonctionnement des institutions scrupuleusement conforme à leur lettre et à leur esprit. C'est dire que l'action du gouvernement, reposant sur votre confiance, doit pouvoir se développer normalement. Le gou-

vernement politique. Tel est le sens de mes propos et de mes actes depuis huit jours. Mais pour autant l'exercice de leur plénitude des attributions que me confère la Constitution.

Il n'est pas dans mes intentions de décrire devant vous dans le détail tous les aspects de cette politique nouvelle fondée sur la réforme et la construction d'un nouvel exemple français, mais d'en dessiner les traits essentiels. L'objectif, s'il est ambitieux, s'énonce clairement : affirmer l'Etat républicain, assainir notre économie pour développer l'emploi, garantir les solidarités essentielles à notre société, mieux assurer la place de la France en Europe et dans le monde. Ces quatre principes guideront notre action.

Je demande
à tous les magistrats
de se garder de s'immiscer
dans les débats politiques

Première orientation : affirmer l'Etat républicain et reconstruire une démocratie équilibrée où les règles de la morale et les principes

Six partis invités à Matignon

« Nul ne peut être assuré de posséder à jamais les meilleures solutions. C'est pourquoi je me propose, dans les jours qui viennent, d'inviter à me rencontrer toutes les forces politiques ayant dans notre pays une audience incontestable, même quand elles ne sont pas représentées au Parlement. » C'est en ces termes que le premier ministre a annoncé, jeudi 8 avril à l'Assemblée natio-

nale, qu'il allait inviter prochainement à l'Hôtel Matignon les représentants des partis politiques qui ont obtenu un résultat significatif aux dernières élections. Ainsi Edouard Balladur souhaite-t-il recevoir successivement, dans l'ordre d'importance des effectifs à l'Assemblée, le RPR, l'UDF, le PS et le PC. Puis, par ordre alphabétique, l'Entente des écologistes et le Front national.

vernement, aux termes de la Constitution, « détermine et conduit la politique de la nation », et il le fait sous votre contrôle. La période difficile que nous traversons suppose que les efforts de tous soient tendus vers le même but. Nous avons besoin que notre pays vive dans le calme et le travail mais que viennent et que notre efficacité, la votre comme la nôtre, soit assurée. Pour ma part, je ne prendrai aucune initiative qui troublerait cette sérénité. La France travaillera à sa reconstruction, sociale, morale et nationale qui est grande, nul besoin d'y ajouter une

de tolérance et d'impartialité soient mieux respectés. Trop souvent, les citoyens ont le sentiment que l'Etat est possédé et non pas servi par ceux qui gouvernent, qu'il n'est pas au service de tous.

En premier lieu, le travail parlementaire doit être facilité et les rapports du Parlement avec le gouvernement améliorés. Le gouvernement, soucieux d'exercer pleinement ses prérogatives constitutionnelles, veillera cependant au respect de l'initiative parlementaire. Il favorisera, chaque fois que cela sera possible dans le domaine concerné, l'inscription à

l'ordre du jour d'une proposition de loi. Il sera également très attentif aux demandes d'inscription présentées par les présidents de groupe et de commission. Il conviendra qu'à cette fin le calendrier des travaux ménage le temps disponible à l'exercice d'un droit que les élus considèrent, à juste titre, comme fondamental.

L'amélioration du fonctionnement de la justice est, dans un régime républicain, un objectif prioritaire. Pour mieux assurer l'indépendance de la justice, une réforme du Conseil supérieur de la magistrature vous sera proposée. Sa composition, les règles de son fonctionnement, sa compétence seront modifiées afin de mettre la carrière des magistrats à l'abri des pressions politiques, d'où qu'elles viennent. C'est une tâche urgente. Par ailleurs, il sera demandé au parquet de ne plus appliquer, émanant de la chancellerie, que des instructions écrites versées au dossier. Il faut dissiper la lourde impression de malaise qui pèse sur notre vie publique.

La toute récente réforme de la procédure pénale doit être revue : si la loi était appliquée dans son intégralité, le fonctionnement de la justice risquerait d'être totalement bloqué. M. le ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la Justice, proposera une adaptation de ce texte, en distinguant les dispositions qui méritent d'être maintenues, parce qu'elles correspondent à un progrès de notre droit, de celles qui doivent être modifiées.

J'ai confiance dans notre magistrature, dans sa conception du devoir, dans son sens de la responsabilité vis-à-vis de la nation. Je demande à tous les magistrats de se garder de s'immiscer dans les débats politiques et d'assurer, en toute circonstance, l'indépendance, la sérénité de la justice, ainsi que le respect des droits de la défense. Je joins à leur statut matériel l'objet des mesures indispensables afin de leur redonner dans la société la place éminente qui doit être la leur.

En troisième lieu, comment ignorer que l'administration française, si longtemps objet pour le reste du monde d'une admiration légitime, en raison de sa qualité et de son impartialité, traverse une crise ? Elle est méconçue, critiquée et gravement menacée par la politisation de la justice. Cette situation est contraire à la tradition républicaine. Cette tradition doit être retrouvée. Il y a, du respect de l'Etat et de l'adhésion des citoyens à la démocratie. Dépolitiser les nominations et les avancements

Prendre son temps

par Thierry Bréhier

ROMPRE avec la période précédente est l'ambition clairement affichée d'Edouard Balladur. Dans les mots tout ou moins, car, si seul l'avenir permettra de juger les actes, les propositions, elles ne paraissent guères en rupture avec les dernières années de la présidence de Mitterrand, et, paradoxalement, en matière institutionnelle, sur bien des sujets, au contraire, le nouveau premier ministre paraît même, et quoi qu'il en dise, partager l'analyse de son prédécesseur. Le plus surprenant, en effet, dans la déclaration de politique générale d'un homme qui se prépare depuis si longtemps à diriger un gouvernement d'« éternité » est le faible nombre de propositions concrètes et d'applications immédiates qu'il a formulées. La plupart des dossiers chauds — que ce soit le chômage, la crise des banquiers ou l'adaptation des armées à la nouvelle situation mondiale — devront faire l'objet d'études avant toute décision.

Le tempérament d'Edouard Balladur ne risque pas de donner de lui l'image d'un homme pressé. Son discours à l'Assemblée nationale n'a fait que renforcer cette impression. Il a tenté de faire croire que l'obsession présidentielle n'était pas la sienne. En fait, il paraît surtout conscient que sur bien des sujets qui inquiètent le plus les électeurs — et qui ne sont pas pour rien dans l'échec des socialistes aux législatives — il ne pourra pas faire très vite beaucoup mieux que le gouvernement précédent. C'est sa préférence pour un simple — mais important, il est vrai — changement de climat, et pour l'indication, aussi précise que possible, de la nouvelle direction qui sera dorénavant suivie, en espérant que cela suffira à redonner confiance aux Français, qui donc incitera les électeurs à confirmer, lors de la prochaine présidentielle, qu'ils préfèrent confier le pouvoir à la droite.

Cette stratégie explique l'invention de « lois quinquennales » qui seront une curiosité juridique dans

le système institutionnel mis en place en 1958. M. Balladur en a déjà annoncé pour l'emploi, pour la réduction du déficit budgétaire, pour le sauvetage des systèmes sociaux, pour la défense et peut-être pour l'agriculture. Aux yeux du premier ministre, elles auront valeur de programme, d'engagement, de garantie accordée à leurs bénéficiaires, alors qu'une loi — puisque les lois seront — peut toujours être modifiée par le Parlement.

Les leçons
du passé

Etre l'héritier de Georges Pompidou ne conduit pas forcément à se comporter de la même façon que le fils spirituel de l'ancien président de la République. En 1968, Jacques Chirac avait voulu faire vite, et donc avait légitimé par l'ordonnance pour appliquer les points essentiels de son programme. En 1993, Edouard Balladur veut prendre son temps et ne fera traduire aucune de ses idées en formes législatives que par une série de lois-programmes dont la voute interviendra tout au long de l'année à venir. Il y a sept ans, il fallait démontrer ce que la droite pouvait faire. Aujourd'hui, plus prudemment, il s'agit de clarifier son programme de changement pour le long terme. Les leçons du passé ont servi.

La seconde cohabitation sera donc bien différente de la première. Dans les rapports avec le chef de l'Etat aussi. Le premier ministre de droite d'un septennat mitterrandien avait commencé par un échange entre le président de la République et le premier ministre, via un message-programme de l'autre — définissant clairement les règles devant régir leurs rapports. Ni M. Mitterrand ni M. Balladur n'ont jugé utile d'en faire autant cette fois. La cohabitation de ce dernier depuis un semaine avec lequel il traitera la fonction présidentielle. Aussi son propos

devant sa majorité paraissait-il plus dur que ses actes. Il a nettement souligné qu'il ne tenait son pouvoir que d'elle, et qu'il ne pouvait être contrôlé que par elle.

Plus curieusement il n'a cité le président de la République que pour dire qu'il lui demanderait de réunir le Parlement en session extraordinaire, y ajoutant une session lorsqu'il a dit que « toutes les autorités de l'Etat » seraient associées à la réflexion sur la politique de défense. C'est le moins de celui qui est, de par la Constitution, chef des armées. Mais rien n'est dit sur le rôle du président de la République en matière diplomatique. C'est une insinuation de la part d'un chef de gouvernement qui affirme vouloir respecter non seulement « la lettre » mais aussi l'esprit de nos institutions, car c'est peu conforme à la manière dont elles ont été constamment appliquées depuis plus de trente ans.

Des conflits pourraient donc survenir entre les deux têtes de l'exécutif, même si M. Balladur a fermement demandé à M. Mitterrand de ne pas se conduire en surveillant scrupuleux de l'action gouvernementale, comme il l'avait fait tout au long de la première cohabitation. Le président de la République ne pourra certes pas critiquer la volonté du chef du gouvernement de dépolitiser la haute fonction publique. Il a trop lui-même contesté l'Etat RPR pour pouvoir défendre tous ses proches qu'il a placés aux postes-clés.

La réforme
des institutions

En tout état de cause, la décision du premier ministre de rendre publics les avis du corps avant la nomination de personnalités au tour extérieur permettra de clarifier les choix.

Les rapports entre M. Mitterrand et M. Balladur pourraient être plus délicats sur la réforme des institutions. Même si le premier ministre ne s'avance qu'avec prudence sur

ce chemin, il aura besoin, pour mener à bien les deux révolutions constitutionnelles qu'il a souhaité voir voter rapidement (la Haute Cour de justice et le Conseil supérieur de la magistrature), de l'appui du président de la République, à qui la Constitution accorde en la matière un rôle déterminant. Le chef de l'Etat pourra alors faire valoir son regret que soit renvoyé à plus tard la « redétermination » des institutions, qu'il a proposé et que le premier ministre juge tout autant souhaitable que non prioritaire.

Les parlementaires paieront, peut-être, aussi regretter que leurs droits ne soient pas écorchés. Car, même si M. Balladur a eu des mots aimables pour eux, il leur a clairement indiqué qu'il comptait bien user de toutes les prérogatives que lui accorde la Constitution actuelle. Il pourrait y avoir d'autres points de friction. Si le premier ministre s'est montré fort européen, malgré les campagnes de MM. Séguin et Pasqua, mais comme le souhaitait Valéry Giscard d'Estaing, il a été beaucoup plus jacobin que décentralisateur, contrairement au programme de l'UDF (par exemple un maître éducatif). La décentralisation ne sera que maintenue et non pas approfondie, alors même que l'ancien président de la République l'avait rangée parmi les deux priorités qu'il fixait au nouveau gouvernement, et dont il a déjà prévenu qu'il en serait en gardien scrupuleux. De même, alors que lui réclame une « indépendance » de la Banque de France, le premier ministre ne veut lui accorder qu'une « autonomie » ; la différence des mots peut recouvrir une divergence d'idées.

M. Balladur a certes proclamé son « amitié » avec Jacques Chirac mais son comportement et son discours sont plus pompidoliens que chiracien : or être pompidolien, l'histoire l'a montré, c'est être bien peu giscardien. La majorité parlementaire, elle, est à dominante chiraco-giscardienne.

TOKYO:
7 JOURS
7.700 F

VOYAGER PLUS VRAI

42 86 16 16

Le Monde

**LES ÉLECTIONS
LÉGISLATIVES
MARS 93**

مكتبة من الأصل

GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

doit être une tâche prioritaire afin que l'Etat soit rendu aux citoyens. Première application de ce principe : les nominations au tour entier dans les différents corps de l'Etat seront précédées de la publication des avis motivés des responsables des corps concernés. En second lieu, pour éviter toute polémique et toute interprétation bienveillante ou malveillante, je m'interdis de procéder, dans les trois mois précédant une élection nationale, législative ou présidentielle, à toute nomination qui ne serait pas indispensable à l'intérêt du service.

L'administration doit agir sous l'autorité du pouvoir politique, c'est la règle républicaine. Elle applique naturellement les décisions du gouvernement sur l'ensemble du territoire, ce qui marque l'unité de la République. Celle-ci n'est pas contradictoire avec le juste épanouissement de chacun, dans la métropole, qui comprend la Corse, et dans les départements et territoires d'outre-mer.

Elle doit être en mesure d'assurer son rôle dans la clarté et la transparence. On a trop vu dans un certain nombre d'affaires - celle de la transfusion sanguine a été la plus dramatique - les interférences et les confusions qui rendaient peu lisible le sens de l'action et la détermination des responsabilités. J'ai demandé aux ministres d'observer des règles très strictes dans la composition de leurs cabinets, qui devront être réduits au minimum. Ils travailleront ainsi étroitement avec leurs administrations, ce qui implique que celles-ci accomplissent leur mission avec pour seul souci l'intérêt général.

Il faut mener une politique de l'immigration courageuse et respectueuse des droits de l'homme

L'Etat républicain, c'est aussi une meilleure sécurité pour tous. L'augmentation de la délinquance et de la criminalité est une préoccupation grandissante de nos concitoyens. Il est vrai qu'elle frappe d'abord les plus vulnérables d'entre nous. Je suis déterminé à mettre tout mon savoir et mon appui de ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire pour stopper et inverser cette dégradation, douloureuse pour ceux qui sont menacés, et qui, de surcroît, met en cause l'autorité de l'Etat.

Nul d'ignorer combien le tâche des forces de l'ordre est difficile. Toutes les dispositions seront prises pour que leur travail au service de l'Etat de droit soit facilité, dans le respect des conditions juridiques et des droits légitimes des citoyens. De ce point de vue, j'approuve pleinement M. le ministre d'Etat qui vient, à la suite de tragiques affaires, d'appeler les forces de l'ordre à faire preuve de discipline et de maîtrise de soi dans l'exercice de leur mission.

Les magistrats, policiers, gendarmes et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire exercent leur tâche, dans des conditions difficiles, parfois très difficiles, avec courage et dévouement. Il faut que la nation leur exprime sa reconnaissance. J'ai décidé que les enfants de ceux d'entre eux qui seraient tués dans l'accomplissement de leur devoir seraient désormais considérés comme pupilles de la nation. Les mesures législatives nécessaires vous seront proposées sans tarder.

Le dispositif juridique dans lequel s'inscrit leur action doit être amélioré pour lui donner une plus grande efficacité. Je pense notamment aux contrôles d'identité et à la lutte contre les bandes organisées. Il faudra mieux combattre la petite et la moyenne délinquance, grâce à une meilleure organisation de notre système judiciaire, les infractions aujourd'hui non sanctionnées devront être poursuivies - c'est au juge de proximité que je pense. Une réaffirmation de l'autorité de l'Etat devra s'étendre aussi aux quartiers sensibles où les lois de la République, comme l'esprit de solidarité, doivent prévaloir.

Il faudra enfin intensifier la lutte contre la toxicomanie, péril pour notre jeunesse, facteur de déségrégation sociale et de délinquance. Pour cela, au-delà du renforcement des structures d'accueil, qui permettent d'aider les toxicomanes à surmonter leur mal, il conviendra de renforcer l'action menée contre la criminalité organisée.

L'Etat républicain, c'est une nation assurée d'elle-même, de sa cohésion, de son identité, de son avenir. C'est une nation qui sait être accueillante, mais qui entend conserver son identité. C'est dire qu'il faut mener une politique de l'immigration claire, courageuse et, en même temps, respectueuse des droits de l'homme.

Une politique de l'immigration cohérente exige, tout d'abord, qu'il soit mis fin aux situations irrégulières ; elle suppose aussi que les décisions d'expulsion et de reconduite à la frontière soient exécutées sans faiblesse. Les contrôles aux frontières et sur le territoire national seront renforcés, et le travail clandestin vigoureusement réprimé.

Mais appliquer la loi ne suffit pas ; il faut la changer quand elle n'est pas adaptée aux besoins. Les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France doivent être définies de manière plus stricte. La France est une vieille nation qui entend rester elle-même. Elle doit aussi être respectueuse de ceux qui sont animés du désir sincère d'y séjourner paisiblement et régulièrement, dans le respect de nos lois et de nos principes.

Ceux qui veulent être français devront en faire expressément le choix. Aussi le code de la nationalité sera-t-il révisé comme le préconisait la commission ordonnée par M. Marcel Long en 1987 et dont les propositions ont déjà été adoptées par le Sénat.

Enfin, l'Etat républicain, ce sont des institutions adaptées à notre temps. Celles de la V^e République sont bonnes dans leurs principes et leurs modalités essentielles. Il faut les préserver. Cependant, certains ajustements sont nécessaires. J'ai moi-même conscience depuis plusieurs années, aussi essentielle que soit la préoccupation d'un meilleur équilibre institutionnel, elle ne revêt pas, dans la période que nous vivons, un caractère prioritaire. Il est sans doute trop am-
 bieux de prétendre modifier notre Constitution sur des dizaines de points. En revanche, il me paraît évident que deux réformes doivent faire l'objet de nos réflexions immédiates : tout d'abord la composition et le fonctionnement de la Haute Cour, et, dans un deuxième temps, le statut de la magistrature. Il faudra également s'interroger sur l'élargissement du champ d'application et des modalités de référence que, pour ma part, j'ai toujours trouvée souhaitable.



réel du budget de l'Etat, compte tenu des dépenses engagées et du niveau prévisible des recettes. Il devra comporter des économies d'au moins 20 milliards de francs. D'ores et déjà, j'en préviens l'opinion publique, nous serons obligés de demander à tous des sacrifices pour assurer le redressement. Bien entendu, je ferai en sorte que les Français les plus démunis, ceux qui sont déjà dans le besoin, soient épargnés par cet indispensable effort.

J'ai rappelé que des économies ont été demandées sur le train de vie de l'Etat, et notamment les dépenses des cabinets ministériels, des frais de réception et les frais de déplacement. J'ai décidé une réduction de 30 % du nombre d'heures de vol du GLAM ; les fonds spéciaux à la disposition du gouvernement seront diminués de 10 %.

Les 20 milliards de francs d'économies nous permettront de créer des moyens nouveaux à des objectifs prioritaires ou à des secteurs qui souffrent tout particulièrement de la crise.

Il s'agit au nombre de trois : le logement, le bâtiment et les travaux publics ; l'allègement des charges sociales ; le soutien des petites et moyennes entreprises.

Le nombre de logements construits en 1992 est le plus bas constaté en France depuis 1954. Une telle situation n'est tolérable ni sur le plan économique ni sur le plan social et humain.

Il nous faut mettre en œuvre un plan d'urgence afin de permettre un redémarrage rapide du marché immobilier et de la construction.

Des allègements fiscaux encourageant l'accès à la propriété, ainsi que la relance de l'investissement locatif. Des aides financières, notamment sous forme de prêts bonifiés, favoriseront le logement social. Bien des mesures ont déjà été étudiées, il appartiendra à M. le ministre du logement d'en faire la synthèse et de les proposer dans les prochains jours au gouvernement.

Pour les travaux publics, les programmes en cours font actuellement l'objet d'un recensement et leur exécution sera sensiblement accélérée.

Deuxième priorité : l'allègement des charges qui pèsent sur l'emploi. L'alourdissement régulier du coût du travail a été une cause essentielle du développement du chômage. Aussi ai-je demandé à

de la situation monétaire et de la conjoncture économique, l'avenir de l'Europe. Chacun de nos deux pays doit apporter sa pierre à l'édifice, ce menant une politique budgétaire, monétaire et fiscale qui évite des divergences dans l'évolution des économies et qui rende naturels, stables et durables les rapports entre les monnaies.

Ce retour à la confiance, garantie d'une baisse durable des taux d'intérêt, suppose que soit clairement affirmée et définie l'autonomie de la Banque de France. Une loi sera déposée dans les prochains semaines pour mettre en œuvre cette réforme, qui permettra à notre institut d'émission d'entamer avec les autres banques centrales, et notamment la Bundesbank, un dialogue constructif fondé sur la coopération et la prise en compte réciproque des intérêts communs. Les grandes périodes de l'histoire de la France ont toujours été les périodes où sa monnaie était solide. La stabilité du franc, garantie par l'autonomie de l'institut d'émission, est un objectif en soi, un objectif national, rendu d'autant plus nécessaire par le flottement général des monnaies dans le monde.

La confiance rétablie dans notre monnaie, le redressement de notre économie nécessitent de décaler immédiatement les moyens nécessaires à la mise en œuvre des mesures prioritaires.

J'ai demandé à M. le ministre du budget de préparer une loi portant collectif budgétaire. Etabli sur la base de prévisions sèches, il devra prendre la mesure du défi-

ci le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, et à M. le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de formuler très rapidement des propositions sur ce point.

L'objectif est de réduire très sensiblement les charges pesant sur l'emploi des personnes rémunérées au niveau du SMIC ou légèrement au-dessus.

Il en résultera un allègement permanent du coût du travail.

Troisième priorité : les petites et moyennes entreprises industrielles, commerciales et artisanales. Elles forment le tissu de notre vie économique et sont celles sur lesquelles on peut le plus compter pour créer des emplois. Elles bénéficieront comme toutes les entreprises de la baisse des taux d'intérêt et de la réduction des charges. De plus, j'ai demandé au ministre du budget d'étudier les conditions dans lesquelles une solution définitive pourra être apportée à la question du décalage d'un mois du paiement de la TVA. Cette mesure, que je compte inscrire dans le collectif, aura des effets heureux sur la trésorerie de toutes les entreprises.

Mais les petites et moyennes entreprises ont également besoin d'une aide spécifique substantielle et rapide. Elles pourront bénéficier, par des enveloppes de prêts CODEVI ou toute autre technique, de prêts bonifiés à des conditions particulières.

La transmission des entreprises ne doit plus être un risque pour leur survie. Des mesures fiscales seront prises pour alléger les droits de mutation sur les ventes d'entreprises individuelles et rendre plus facile leur transmission aux héritiers, à la condition qu'ils s'engagent à poursuivre l'activité et donc l'emploi.

Les petites et moyennes entreprises ne disposent pas comme les grandes des moyens qui leur permettent de supporter la multiplication des formalités et obligations administratives de quelque nature qu'elles soient. La lourdeur des procédures, le coût et la complexité des déclarations que les chefs d'entreprise ont à remplir les transforment en auxiliaires de l'administration, alors que leur métier est de produire et de vendre.

J'ai décidé la création d'un ministère des entreprises, et du développement économique chargé notamment des petites et moyennes entreprises. Il appartiendra notamment au ministre responsable, que je souhaite associer étroitement à mon action, de soumettre très rapidement des propositions de simplification de ces formalités.

A tous les chefs d'entreprise de participer à la lutte contre le chômage

Au-delà de ces mesures immédiates, nous devons mener une action économique et sociale à moyen et long terme, qui forme le programme de la législature qui commence.

Trois principes devront la guider : la diminution du chômage, la maîtrise des finances publiques, la modernisation de nos structures économiques.

Priorité absolue, l'emploi. Certes, il n'est pas possible en la matière de assigner des objectifs chiffrés. Mais nous devons faire aussi bien, voire mieux, que nos principaux partenaires. Si aujourd'hui notre taux de chômage était au niveau de celui de la partie ouest de l'Allemagne, notre pays compterait un million de chômeurs de moins.

Une loi d'orientation quinquennale - j'y reviendrai - loi élaborée en concertation avec les organisations syndicales, devra définir les principes de l'action à long terme en faveur de l'emploi.

Parallèlement, une commission composée de personnalités nationales et internationales sera constituée. Elle étudiera toutes les mesures permettant d'éliminer les obstacles structurels à la création d'emplois au sein de notre société. Ses conclusions vous seront présentées lors de la session de printemps de 1994 ; elles permettront non seulement de compléter, si besoin était, la loi quinquennale pour l'emploi qui vous sera, j'espère, soumise à l'automne, mais également d'inspirer une réflexion plus générale sur l'organisation du travail dans la société française. Cette commission pourra utilement appuyer sur les études déjà réalisées par le commissariat général du Plan.

Mais, indépendamment de ces travaux, il incombe à tous les chefs d'entreprise de participer à la lutte nationale contre le chômage.

Une économie moderne et humaine doit se fixer comme

Lire la suite page 6

Les pupilles de la nation

La loi instituant les pupilles et orphelins de la nation date du 27 juillet 1917. Elle organisait la prise en charge morale et financière des enfants d'hommes et de femmes tués ou handicapés pendant la guerre de 1914.

Cette loi a été élargie, en octobre 1922, aux enfants des victimes de la guerre en général. L'article premier stipule que « la France adopte les orphelins dont le père ou le soutien de famille a été tué à l'ennemi, ou dont le père, la mère, ou le soutien de famille est mort de blessures ou de maladies contractées ou aggravées du fait de la guerre ». Sont également assimilés aux orphelins, les enfants dont le père, la mère ou le soutien de famille a été blessé, ou atteint de blessures graves ou de maladies contractées ou aggravées par un fait de guerre, dans l'incapacité de pourvoir à leurs obligations et à leurs charges de chef de famille, ainsi que ceux dont le père ou le soutien de famille a disparu à l'ennemi, lorsque les circonstances de cette disparition et l'époque à laquelle elle remonte permettent de conclure que ce militaire est en réalité mort pour la France ».

Ces pupilles sont placés sous la responsabilité d'un Office national qui gère, entre autres, les subventions de l'Etat ou le produit des fondations, dons ou legs qui lui sont faits.

Ette pupille de la nation ouvre droit à des aides financières (bourses spéciales d'études, prêts de première installation, d'installation professionnelle, secours d'urgence aux chômeurs en fin de droits, etc.) et à diverses facilités (maison de retraite, accueil dans les écoles de rééducation professionnelle, majoration - jusqu'à vingt et un ans - d'un diplôme de point lors des concours pour des emplois dans les administrations et établissements publics).

En 1991, on recensait 343 pupilles de la nation âgés de moins de vingt et un ans : 317 orphelins, 15 enfants de pensionnés, 11 enfants de mutilés. La loi du 23 janvier 1990 (article 26) assimile les victimes d'actes de terrorisme à des victimes civiles de la guerre, ce qui a pour effet de permettre aux orphelins mineurs de bénéficier de la qualité de pupilles de la nation.

Contrôler plus sévèrement les flux d'immigration

Contrôler plus sévèrement les flux d'immigration étrangère, modifier les règles d'acquisition de la nationalité française : les deux axes du projet de loi pour la France se retrouvent directement dans le programme législatif annoncé par le premier ministre visent, d'une part, une probable abrogation de la loi Joxe de 1989 sur les reconduites à la frontière et les expulsions et, d'autre part, la réforme très annoncée d'une des dispositions du code de la nationalité jamais modifié depuis 1973.

Soucieux de définir « de façon plus stricte » les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, le gouvernement pourrait proposer un retour aux dispositions de la loi Pasqua de 1986. Celle-ci avait remis en cause les conditions de délivrance et de renouvellement de la carte de résident de dix ans, supprimé le contrôle des juges sur les reconduites à la frontière (en cas de séjour irrégulier) pour les soumettre aux seuls préfets et accru les catégories d'étrangers expulsables (en cas de menace à l'ordre public). Ainsi, la possibilité pour un étranger reconduit à la frontière d'exercer un recours suspensif pourrait-elle être supprimée.

Ce changement législatif pourrait être accompagné d'une restriction, par voie réglementaire ou législative, du droit au regroupement

ment familial, qui excludrait alors les familles polygames et serait soumis à l'approbation des maires, au risque de bousculer les principes de la Convention européenne des droits de l'homme. L'exécution « sans faiblesse » des décisions d'éloignement du territoire promises par M. Balladur constitue la dernière des mesures gouvernementales, de gauche comme de droite depuis quelques années. Le nombre de reconduites à la frontière exécutées (les plus fréquentes) est resté stable depuis la première cohabitation, soit le volume d'expulsions chutant après le retour de la gauche en 1988.

Quant à la réforme du code de la nationalité justifiée par M. Balladur par la nécessité de maintenir l'« identité » de la nation, elle supprime la possibilité pour les parents étrangers de souscrire une simple déclaration de nationalité française pour leurs enfants nés en France. Elle vise surtout à exiger une manifestation formelle de volonté de la part des 23 500 jeunes, enfants nés en France de parents étrangers, nés eux-mêmes à l'étranger, qui acquièrent aujourd'hui la nationalité française à dix-huit ans sans formalité. En revanche, n'est pas remise en question l'acquisition de la nationalité française à la naissance pour les enfants nés en France, dont l'un des parents étrangers est né en France.

Education nationale : la décentralisation gommée

Au chapitre de l'éducation, le premier ministre a tourné deux pages : celle de la priorité budgétaire accordée depuis cinq ans à l'éducation nationale et celle d'une décentralisation renforcée.

En second lieu, nombreux étaient ceux, à droite, qui croyaient avoir trouvé, avec la décentralisation, la solution miracle aux problèmes de l'école. Mais le système d'enseignement français, il y a peu encore, le premier ministre semblait de ceux-là. Dans son Dictionnaire de la réforme (octobre 1992), il réaffirmait, certes, la compétence générale de l'Etat sur « les enseignements, leur contenu, les examens, les diplômes, le statut des personnels enseignants, celui des établissements », mais il soulignait que, sous réserve du respect de ces principes généraux, « les collectivités locales doivent être les gestionnaires de droit commun du service public de la formation ».

Dans son discours à l'Assemblée nationale, M. Balladur n'a retenu que la première partie de la proposition, défendant avec vigueur les responsabilités de l'Etat républicain, et gommant complètement le rôle éventuel des collectivités locales, si ce n'est pour suggérer qu'elles soient mieux représentées dans les conseils d'établissement. Plutôt qu'une décentralisation

plus vigoureuse, c'est désormais une autonomie plus grande des établissements eux-mêmes que préconise M. Balladur. C'est, également, la position ancienne de son ministre de l'éducation nationale.

Enfin, le premier ministre est d'une grande discrétion sur les dossiers plus précis, confirmant l'impression que l'éducation n'est pas au premier rang de ses priorités. Si sa prononciation en faveur d'une « évolution progressive » et d'une « grande action de modernisation » de notre système d'enseignement, il n'entend pas « tout bouleverser » et se garde de se prononcer sur la sorte à réserver aux réformes les plus marquées de ces dernières années (réforme du lycée, des diplômes universitaires et de la formation des maîtres). Toutefois, malgré son exhortation à la « tolérance », il aura sans doute quelque mal à résister aux appels pressants des milieux enseignants proches de la majorité pour remettre en cause ces réformes. Le congrès du SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges) qui vient de se dérouler à Toulouse, tout comme la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur, ont exprimé, à cet égard, de très nettes mises en garde.

GERARD COURTOIS

GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

rétablir l'équilibre. Pour cela, j'ai demandé que soit étudiée la création d'un fonds destiné à solder les comptes de la gestion précédente. Ce fonds serait alimenté par des recettes provenant d'une augmentation de la fiscalité indirecte.

La conférence à laquelle je me propose de convier les organisations syndicales aura pour objectif d'étudier toutes les mesures permettant de parvenir à un équilibre durable des régimes de maladie, de vieillesse, d'assurance-chômage. Là aussi, notre but est d'établir une loi quinquennale, en accord avec les partenaires sociaux. A mes yeux, les principes en sont clairs, mais il faut vérifier qu'ils peuvent recevoir une large approbation : séparation de la gestion de chaque risque, consolidation financière de chaque risque, grâce aux mesures qui viennent d'être évoquées, gestion de chaque risque par une plus grande participation des partenaires sociaux selon les principes du partenariat vers lequel il faut tendre, la tutelle de l'Etat étant allégée.

Néanmoins, l'Etat doit conserver une responsabilité essentielle, veiller à ce que, par une politique de facilité, on ne s'engage dans un cycle de croissance continue des dépenses dépassant une croissance continue des cotisations. Votre assemblée, lors de l'examen de la loi quinquennale, aura l'occasion de décider s'il y a lieu pour le Parlement de se prononcer à échéance régulière sur les conditions dans lesquelles cette nécessaire discipline est respectée.

Le troisième objectif de la réforme sociale, c'est l'amélioration du statut des salariés. Il s'agit de développer davantage la participation à la gestion des entreprises, à leur capital et à leurs profits ; il s'agit de supprimer les entraves au développement de l'intéressement institué lors de la précédente législature ; il s'agit de tendre à l'augmentation du salaire direct grâce au transfert progressif de la charge des cotisations familiales des entreprises vers l'Etat, ce qui permettrait également de développer les retraites complémentaires.

Les familles, sur la solidité desquelles repose l'avenir de la nation, n'ont rien à redouter de la réforme du financement des cotisations familiales. Son objectif n'est nullement de fragiliser la politique familiale, mais au contraire de la conforter. Une loi-cadre garantira de façon incontestable le maintien des moyens de financement de la politique de la famille. Chacun ne pourrait-elle pas être, enfin, contrairement à ce qui s'est déjà produit dans le passé.

Le quatrième objet de la réforme sociale sera de résoudre des situations nouvelles de précarité et de dépendance que font apparaître l'évolution de la société et l'allongement de la durée de la vie. Je pense, notamment, aux personnes âgées dépendantes. Les moyens de leur assurer une vieillesse digne doivent être trouvés. Je pense aux handicapés. Je pense aux sans-abri. Je pense aussi aux victimes des grandes épidémies modernes, en tout premier lieu le sida, contre lequel il faut lutter par une politique de prévention menée sans relâche. Je compte demander à une personnalité scientifique de haut niveau de faire le point sur l'état de la recherche et les moyens de l'améliorer.

Donner une vie nouvelle à notre système d'éducation

Créer un nouvel exemple français de société, c'est aussi donner une vie nouvelle à notre système d'éducation, à l'image de ce que fut l'œuvre de Jules Ferry il y a un siècle, et travailler à une démocratisation véritable de l'accès à la culture.

Le modèle français d'éducation fut un grand modèle. Il a bâti la

France républicaine, fondée sur l'égalité, la gratuité des études, le mérite. Or l'évolution démographique, le perfectionnement des techniques, les excès de l'uniformité et de la centralisation, la crise économique, les difficultés de l'intégration l'ont mis à mal.

Je tiens à rendre hommage au corps enseignant, à son dévouement, à la façon dont il se consacre à la tâche éminente qui est la sienne. Il s'agit de l'associer à la grande action de modernisation qui est indispensable et qu'il appelle lui-même de ses vœux.

Cette action, quels en seraient les principes ? Il ne s'agit pas de tout bouleverser. Il s'agit de faire évoluer progressivement notre système d'enseignement pour le rendre plus juste, plus efficace, plus démocratique.

Les établissements pourraient être rendus plus autonomes et les pouvoirs dévolus à leurs conseils pour l'organisation des études pourraient être renforcés.

Ces conseils d'établissement devraient faire une place plus grande aux représentants des collectivités territoriales, des entreprises et des associations.

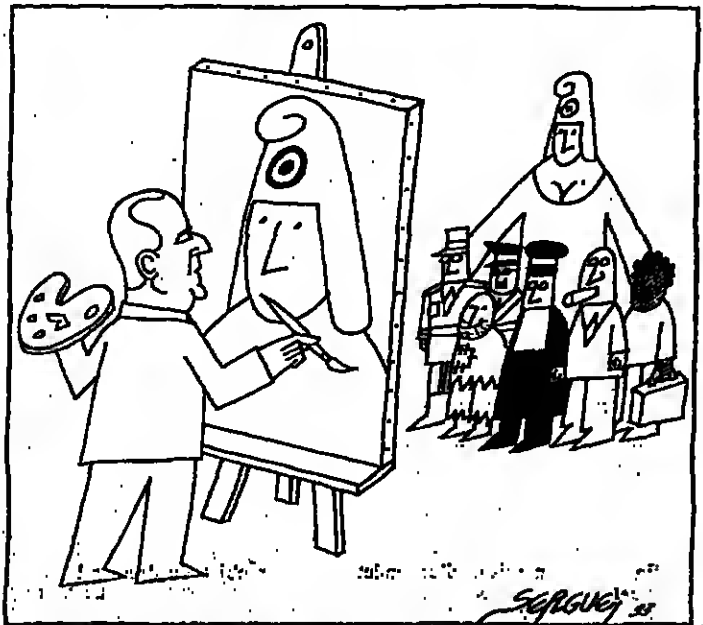
Soyons clairs. L'Etat doit conserver la responsabilité de l'enseignement, qui est l'une de ses missions essentielles. L'Etat doit coordonner notre système d'enseignement, en

destinée y aient vraiment accés. Ce que nous voulons, pour reprendre une phrase d'André Malraux, c'est « donner à chacun les clés du trésor... » Je souhaite, en particulier, que les enseignements artistiques, promus par le gouvernement de M. Jacques Chirac et à la demande expresse de celui-ci, soient développés, que la promotion du livre soit assurée, que la politique de défense du patrimoine soit renforcée et que les activités culturelles soient mieux réparties sur tout le territoire de la France. C'est ainsi que pourra être soutenu de façon plus efficace le rayonnement culturel de notre pays à l'étranger.

Nous ne saurions nous résigner à une agriculture française affaiblie

M. le ministre de la culture et de la francophonie s'y emploiera en liaison avec M. le ministre de la communication auquel je demande de veiller à ce que les chaînes de radio et de télévision publiques remplissent complètement leurs missions de service public.

Les responsables des chaînes publiques seront invités à proposer des mesures à cet effet.



fixer les principes, en définir les programmes, en vérifier les diplômes. Il doit surtout veiller à ce que la solidarité entre les collectivités empêche la naissance d'un enseignement à deux vitesses, l'un dans les régions les moins pourvues, l'autre dans les régions qui le sont le plus. Il doit également garder ses attributions en matière de recrutement, de formation et de rémunération des maîtres et des enseignants.

Quant au développement de la formation professionnelle, de la formation en alternance et de l'apprentissage, j'ai déjà indiqué qu'il était l'un des moyens essentiels de lutter contre le chômage, notamment contre le chômage des jeunes. Notre objectif sera de doubler rapidement le nombre des jeunes en formation dans l'entreprise, grâce à un crédit d'impôt accordé aux entreprises accueillant plus largement qu'il ne l'est aujourd'hui.

Il faut appeler celles-ci à prendre davantage conscience que l'un de leurs devoirs essentiels, afin d'assurer le progrès et l'emploi, est de participer plus activement à la formation des jeunes, et en particulier de ceux qui ont quitté l'enseignement et sont sans emploi.

Dans le domaine de la culture, l'accès du plus grand nombre aux choses de l'esprit et à la connaissance doit être favorisé. La fréquentation des cinémas ainsi que le temps consacré à la lecture n'ont cessé de diminuer depuis une dizaine d'années. Il faut certes aider la création, mais il faut également que ceux auxquels elle est

Créer un nouvel exemple français de société, c'est garantir un développement équilibré de toutes les activités économiques, en évitant de multiplier les exclusions. Cela veut dire garantir une place éminente à notre agriculture, comme à l'aménagement de l'espace dans notre pays. La France souffre des conditions dans lesquelles a été menée la négociation sur la réforme de la politique agricole commune. Elle redoute que ses dispositions ne soient encore aggravées par les discussions actuelles sur le GATT. Il me paraît essentiel d'assurer, dans des conditions équitables, solides, durables, l'avenir de l'agriculture française, pour des raisons qui sont à la fois morales, nationales, culturelles, économiques et politiques. Il n'y a pas tellement de domaines dans lesquels la France soit le deuxième exportateur du monde. Elle l'est dans le domaine agricole, elle doit le demeurer. Nous ne saurions nous résigner à une agriculture française affaiblie, chacun doit bien le comprendre. Nous ne saurions accepter l'inacceptable, et nous entendons pourvoir compter sur la solidarité de nos partenaires.

Pour ce qui est de la politique agricole commune, nous devons absolument obtenir d'eux qu'elle ne fasse pas l'objet d'une application totalitaire et complexe. Nous devons faire en sorte que la préférence communautaire soit renforcée. Nous devons demander pour nos agriculteurs les compensations légitimes et nécessaires.

Soyons en conscience, on ne peut cependant tout attendre de Bruxelles. Il est nécessaire que des mesures nationales soient prises pour que l'entreprise agricole dispose des moyens indispensables à assurer sa rentabilité. Il faudra en tirer les conséquences sur les plans fiscal, social et financier.

En ce qui concerne les négociations du GATT, je confirme que nous demandons une discussion non seulement sur l'agriculture, mais aussi sur les autres dossiers non réglés. Nous n'acceptons pas un système de négociation étape par étape, qui conduit les pays européens à offrir un front dispersé et ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans le monde. Notre agriculture n'est pas seule en cause mais, de façon plus générale, c'est notre activité économique tout entière qui est concernée.

Nos entreprises industrielles et commerciales, comme nos partenaires, doivent en être conscientes. L'avenir de l'économie européenne, et donc de l'emploi, est en jeu. Les

intérêts de tous sont liés, tous doivent définir et proposer au reste du monde des règles de concurrence internationale qui ne fassent pas la part trop belle aux pays les moins soucieux de justice sociale.

Pour assurer l'avenir de l'agriculture, l'ensemble des organisations professionnelles - je les ai déjà repus avant hier - seront invitées à l'hôtel Matignon dès le début du mois de mai, afin de débattre des mesures à prendre et des positions à défendre. Nous verrons avec elles s'il y a lieu de préparer une loi quinquennale sur l'avenir de l'agriculture et de l'espace rural.

J'ai également reçu des représentants du monde de la pêche, dont nul n'ignore qu'il connaît de graves difficultés dues à l'épuisement des ressources naturelles, à la concurrence et à des engagements pris imprudemment dans le passé. M. le ministre de l'agriculture et de la pêche est chargé d'étudier toutes les mesures de nature à améliorer la situation de cette profession.

Une politique vigoureuse et volontaire d'aménagement du territoire est indispensable. C'est une préoccupation commune à M. le ministre d'Etat et à moi-même, c'est celle de tout le gouvernement. Elle est la garantie d'une plus grande justice. Elle est nécessaire à la solidarité nationale. Elle constitue une responsabilité éminente de l'Etat.

Nous devons parvenir à un meilleur partage des ressources entre collectivités pauvres et collectivités riches, grâce à l'affirmation du rôle de l'Etat comme organisateur de la solidarité nationale et répartiteur des moyens financiers, dans le respect des principes de la décentralisation, qu'il nous appartient de faire mieux vivre. Partout où c'est nécessaire, notre territoire devra être doté d'équipements et d'infrastructures indispensables, au profit de toutes les régions, celles-ci devant être plus étroitement associées à la préparation des décisions.

A cet effet, j'ai décidé, sur la proposition de M. le ministre d'Etat, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, et de M. le ministre de l'agriculture et de la pêche, que serait suspendue, jusqu'à nouvel ordre, toute suppression de services publics en zone rurale ; ceci concerne aussi bien les administrations de l'Etat que les entreprises publiques.

Le rôle de l'Etat dans le maintien de la cohésion de la nation tout entière a également d'autres aspects. Je veux évoquer ici la situation de nos départements et territoires d'outre-mer, qui tiennent une place particulière dans notre nation et qui lui donnent une dimension et un rayonnement mondial. Cet attachement renouvelé à la France d'outre-mer doit se manifester, dans le respect de l'ordre public et de l'Etat de droit, par la priorité donnée au développement économique et social.

Les problèmes de la ville et des banlieues constituent dans notre pays, comme dans toutes les nations qui connaissent une forte progression de leur urbanisation, un problème majeur. De brusques poussées de violence témoignent d'une crise aux causes multiples où tout se mêle et s'additionne de façon explosive : la surpopulation, un habitat inadéquat et dégradé, la coexistence de communautés aux traditions différentes, l'échec scolaire, le chômage, l'insécurité. Certains quartiers en France sont devenus des zones de non-droit. Les problèmes étant aussi divers, les solutions ne peuvent être que multiples. Elles rendent indispensable une coordination interministérielle active. Il faut aménager des banlieues trop souvent inhumaines, en modernisant l'habitat et en développant le logement social, grâce notamment à l'octroi d'une partie des ressources de la privatisation. Il faut rétablir la sécurité. Il faut mener une politique généreuse et vigoureuse d'intégration. La société doit mieux accueillir une jeunesse en désarroi, en lui offrant un avenir par une formation adaptée. Il faut réintégrer les banlieues déshéritées dans la communauté nationale afin que chacun puisse donner un sens à sa vie et croire en l'avenir.

M. le ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, en liaison avec tous les autres départements ministériels concernés, et notamment avec M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, prendra en charge ce dossier difficile. Ici comme ailleurs, il n'appartient ni à l'Etat seul, ni aux collectivités locales seules, ni à l'initiative privée seule, d'atteindre ces objectifs. Les efforts de tous doivent être concertés, sous l'égide de l'Etat.

Lire la suite page 8

Plan d'urgence pour le bâtiment

Comme promis, le premier ministre a placé la relance du bâtiment au tête des priorités de son programme. Il a tracé les grandes lignes d'un « plan d'urgence pour le redémarrage rapide du marché immobilier », faisant appel à trois leviers : « Des allègements fiscaux pour l'accession à la propriété », « une relance de l'investissement local », « des prêts bonifiés pour le logement social ».

« Une partie » des ressources des privatisations sera consacrée à cette relance, a annoncé Edouard Balladur. Dernier point concernant le logement, notamment les HLM : la

réforme promise de la Caisse des dépôts donnera « l'occasion de réaffirmer sa mission de financer le logement social ».

On retrouve donc bien les grandes lignes des pistes étudiées pour le bâtiment (le Monde du 9 avril), notamment un accroissement du nombre de prêts aidés à la propriété (dont la coût unitaire est de 50 000 francs et non 5 000 comme nous l'avons indiqué par erreur), ainsi qu'un coup de pouce fiscal pour les accédants et des mesures pour les bailleurs.

F. V.

Cinq ans pour rétablir les finances publiques

Comme il l'avait fait en 1987 lorsqu'il était ministre de l'économie et des finances, Edouard Balladur vient d'annoncer que le gouvernement présenterait prochainement un plan de rétablissement progressif des équilibres budgétaires et sociaux. Il prendra la forme d'un projet de loi d'orientation sur les finances publiques fixant les objectifs à atteindre sur cinq ans, en matière de dépenses, de prélèvements, de déficit budgétaire et d'endettement. Eté sur cinq ans (le lieu de trois ans quand M. Balladur était rue de Rivoli), ce plan devra ramener d'ici à 1997 à moins de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) le déficit

de l'ensemble des administrations publiques.

Les annexes du traité de Maastricht prévoient que pour participer à l'UEM (Union économique et monétaire) en 1997, le déficit annuel des administrations publiques ne devra pas dépasser 3 %. En 1993, ce déficit risque d'atteindre 4,5 % ou 5 %.

Un calendrier de réduction des déficits budgétaires annuels sera probablement fixé, calendrier qui comportera également des chiffres de progression annuelle maximale de la dépense publique ainsi qu'un échéancier de réduction de la pression fiscale.

Services publics : on ne ferme plus !

En décidant la suspension jusqu'à nouvel ordre de toute fermeture de services publics en zone rurale, le chef du gouvernement prend une mesure qui présente deux avantages immédiats : elle n'a quasiment aucun coût budgétaire et elle revêt les échos locaux, notamment les 32 000 maires de communes de moins de 2 000 habitants. Ce faisant, Edouard Balladur s'inscrit dans la tradition de son prédécesseur, Edouard Cresson qui, le 28 novembre 1991, avait pris exactement les mêmes dispositions, valables sept mois, la temps pour les préfets de 25 départements (y compris ceux de Corse et d'outre-mer) considérés comme les plus « fragiles » d'élaborer avec les élus locaux des schémas départementaux d'organisation des services publics.

Le moratoire énoncé par M. Balladur concerne aussi bien les bureaux de poste, les écoles, les perceptions, que les agences de France Télécom ou les lignes SNCF. Depuis plusieurs années, les responsables de ces administrations ou organismes publics ont engagé une politique de restructuration, redéploiement ou regroupement, au nom de la modernité et d'une meilleure efficacité à moindre coût, qui se traduit en fait par des fermetures de bâtiments et guichets. On sait bien que la suppression d'une classe primaire, d'un centre des impôts ou d'une ligne d'autocar dans une petite ville provoque d'autres fermetures en chaîne et accélère la spirale de la désertification des campagnes.

Le programme lancé par M. Cresson a connu des fortunes diverses, car, si certaines administrations ont joué le jeu, d'autres (l'éducation nationale) avaient demandé des dérogations. Mais dans la Haute-Loire, les Alpes-de-Haute-Provence ou la Haute-Saône notamment, les schémas départementaux ont donné des résultats appréciables. Parmi les exemples significatifs on citera aussi : l'action d'EDF-GDF dans le Cantal, le « guichet unique social » de Guillestre (Hautes-Alpes), le Poste au service des personnes âgées en Aveyron.

L'obsession de vouloir maintenir à tout prix dans tous les villages les mêmes services que dans des zones urbaines de forte densité est aussi absurde que les décisions technocratiques

de regroupement ou de fusion des bureaux dès que le seul démographique est franchi. Ce qui compte, à l'heure des déplacements automobiles plus faciles, c'est bien davantage la recherche de la qualité opérationnelle du réseau des services (publics ou privés) à la population, l'efficacité de l'organisation sur le terrain et la polyvalence des administrations.

Edouard Balladur a eussé placé, avec raison, l'aménagement du territoire sous le signe de la solidarité entre collectivités locales riches et régions pauvres. Mais, là encore, le gouvernement n'arrive pas en terrain vierge. Depuis deux ans, plusieurs lois ont été votées - malgré la réticence voire l'opposition de parlementaires des régions dites favorisées comme l'île-de-France - fortement représentées dans l'équipe ministérielle actuelle - qui vont dans ce sens.

La loi du 13 mai 1991 permet de prélever sur la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'Etat à quatorze départements riches une enveloppe (280 millions) redistribuée à vingt-cinq départements pauvres. Ce même texte crée la dotation de solidarité urbaine (1 milliard) pour les villes de plus de 10 000 habitants aux prises avec des problèmes dans leurs banlieues. Un fonds de solidarité, au sein de la région parisienne, permet aussi des péréquations entre communes franciliennes (500 millions). Enfin, en vertu de la loi du 6 février 1992 sur l'organisation territoriale de la République, un fonds de correction des déséquilibres régionaux, alimenté par des contributions de trois régions riches (île-de-France, Rhône-Alpes et Alsace) bénéficie à une dizaine de régions défavorisées. Dernier dispositif de redistribution : la dotation départementale rurale, pour les petits chefs-lieux de canton et les groupements de communes, alimentée par le Fonds national de compensation de la taxe professionnelle.

L'Etat a versé, en 1992, 245,24 milliards de francs aux collectivités locales. Le gouvernement et le Parlement disposent d'une grande latitude pour modifier, s'ils le veulent, les critères et les modes de répartition de cette importante somme.

FRANÇOIS GROSCHARD

PROFESSEUR DES ECOLES
L'école primaire recrute
2380
enseignants dans les
Académies de Créteil et Versailles
INSCRIPTIONS AU CONCOURS JUSQU'AU 30.04.93
Renseignez-vous !
Académie de Créteil : Tél : 43 39 39 18
Académie de Versailles : Tél : 30 83 47 77

Le Monde
PUBLICITE LITTÉRAIRE
Renseignements :
46-62-74-43

LA DÉCLARATION DE POLITIQUE

Prudence
sur le chômage

En égrenant la liste de ses propositions pour lutter contre le chômage, Edouard Balladur a fait preuve de prudence. S'il est toujours question d'alléger les charges sociales pour diminuer le coût du travail, la mesure envisagée se limiterait à un abaissement « permanent » pour les salariés au niveau du SMIC, ou « un peu dessous ». Sans que le premier ministre ne l'ait dit formellement, il est possible que la disposition technique soit proche de ce que Bernard Brunher préconisait dans son rapport pour la préparation du XI^e Plan. A savoir, une franchise sur les premiers 1 000 F qui devrait favoriser l'embauche des moins qualifiés. Cette suggestion, déjà ancienne, avait fini par recueillir l'assentiment d'a priori toutes les parties pendant la campagne électorale, les divergences portant seulement sur les modalités.

Tel qu'il a été annoncé, le projet paraît prendre ses distances avec le plan-fort de l'UPF qui laissait supposer un allègement de portée plus générale. Il s'éloigne en tout état de cause de l'idée, un moment caressée, y compris par des proches de M. Balladur, qui consistait en une exonération totale de charges pour tout nouveau recrutement, et ce, pen-

dant trois ans. Critiquée par l'UDF notamment, et vigoureusement contestée, tant par Philippe Séguin que par Martine Aubry, tous deux anciens ministres du travail, cette formule présentait l'inconvénient d'être dispendieuse. Mécaniquement, elle amenait aussi à financer, sans discernement, les moindres mouvements de personnel au sein d'une entreprise.

Plus éleurement encore, M. Balladur a tourné le dos à ces vieilles lunes que sont la remise en cause du SMIC, l'instauration d'un SMIC-jeunes et la baisse du coût du travail global, souvent revendiqués dans certains milieux politiques ou patronaux. En mettant l'accent sur le poids des charges sociales, et en dénonçant leur « cycle infernal », il a choisi son camp. Pour autant, la tâche ne sera pas aisée et, le premier ministre l'a reconnu, les améliorations du marché de l'emploi ne peuvent pas donner lieu à un « objectif chiffré ». Compte tenu de la situation, promettre la stabilité du chômage pour la fin de l'année, puis la « décroissance » pour 1994, relève déjà du pari audacieux. Même si la croissance, souhaitée et attendue, revient.

ALAIN LEBEAUVE

Apurement progressif
des déficits sociaux

Compte tenu de leur ampleur, l'apurement des déficits sociaux (sécurité sociale et assurance-chômage) sera progressif et prendra appui sur la fiscalité indirecte plutôt que sur une hausse des cotisations ou de la contribution sociale généralisée (CSG). Pour bien marquer que la « crise financière » de l'UNEDIC et du régime général de la « Sécurité sociale » est la conséquence de « l'incision des précédents gouvernements », Edouard Balladur va constituer un « fonds destiné à solder, pour partie au moins, les comptes ». En 1992, le déficit cumulé de la Sécurité sociale atteignait 40 milliards de francs alors que celui de l'UNEDIC était estimé à 16 milliards. Or, depuis le début de l'année, la situation s'est encore dégradée et il faut trouver rapidement des moyens conséquents permettant d'empêcher la cessation de paiement de l'assurance-chômage — en mai-juin si rien n'est fait — et soulager la trésorerie du régime général dont le découvert a, certains jours, plongé à 50 milliards.

en mars. Pour y parvenir, le premier ministre aura le choix entre un relèvement de la TVA (un point supplémentaire rapporterait 30 milliards de francs), une hausse de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ou un relèvement des taxes du tabac ou de l'alcool.

Cette première étape franchie, M. Balladur compte se pencher sur une réforme des régimes sociaux. Mais il s'avance très prudemment : les deux conférences prévues sur ce thème avec les partenaires sociaux (fin avril et à la fin de l'été) risquent d'aboutir à une réduction des « états généraux » de 1987. Enfin, le premier ministre a confirmé son intention de fiscaliser progressivement les prestations familiales, ce qui permettrait de développer des « retraites complémentaires ». Celles-ci devraient fonctionner sur le modèle des fonds de pension. Mais M. Balladur a soigneusement omis de prononcer le terme de « capitalisation ».

JEAN-MICHEL NORMAND

Les essais nucléaires
en question

Edouard Balladur n'a pas seulement promis de présenter au Parlement, l'année prochaine, une nouvelle programmation militaire qui sera explicitée, au besoin, par un Livre blanc sur la défense, dont le dernier en date remonte à plus de vingt ans. Le premier ministre a surtout évoqué, sans plus de détails, la volonté de son gouvernement de tout faire pour garantir la modernisation de la capacité nucléaire française.

La proposition est d'importance. Car, pour les militaires comme pour les techniciens de la dissuasion, il ne peut y avoir de modernisation sans reprise de ses essais nucléaires par la France et, surtout, sans expérimentation dans un premier temps — pour en évaluer et en valider le concept — de la tête qui doit équiper les futurs missiles M-45 destinés aux sous-marins stratégiques. Ce missile, qui sera armé de têtes nucléaires TN-75 plus légères, plus furtives, et capables d'une portée accrue par rapport aux têtes TN-71 actuelles, doit être

prêt en 1995 et être embarqué sur les sous-marins du type le *Triomphant*.

Or, pour l'instant, la France, à l'instar des États-Unis et de la Russie, observe un moratoire de ses essais, décrété par François Mitterrand, chef des armées, jusqu'en juillet au moins. Au-delà, la situation internationale pourrait ne pas favoriser les ambitions de M. Balladur, mais aller plutôt dans le sens d'une limitation des expériences nucléaires dans le monde, voire leur interdiction totale après 1998. D'une part, des bruits persistants font état d'un accord de principe — et secret — sur cette perspective, entre Bill Clinton et Boris Eltsine, à Vancouver. D'autre part, on n'attend, lors de la renégociation, en 1995, du traité de non-prolifération qu'une large majorité des cent cinquante pays signataires réclament, en échange d'un engagement à renoncer aux armes nucléaires, un arrêt définitif de leurs essais par les grandes puissances.

JACQUES ISNARD

Suite de la page 7

J'en viens, mesdames et messieurs les Députés, à la quatrième orientation de notre action : mieux assurer la place de la France en Europe et dans le monde.

La France n'est pas seule, elle ne doit pas l'être. Elle n'y a ni vocation ni intérêt. Depuis un demi-siècle, elle s'est donnée une mission : participer pleinement au progrès de la construction européenne.

Tout l'équilibre du continent a été bouleversé par l'effondrement soviétique et l'unification de l'Allemagne. Le grand marché est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1993. Le traité de l'Union européenne a été ratifié par dix de ses signataires, dont la France. Maintenant, il faut avancer.

Par une singulière ironie de l'histoire, aussitôt les difficultés se sont abattues sur l'Europe. Sa cohésion semble menacée comme si les Douze, après s'être fixés à exécuter une grande ambition, étaient repris par leurs vieilles habitudes de division et d'antagonisme.

Il appartient à la France de lutter contre cette évolution destructrice. C'est à elle de proclamer une volonté de coopération européenne efficace et active ; il faut à la fois maintenir la capacité d'action et la puissance de notre nation, et faire en sorte que l'Europe s'affirme face au monde afin qu'elle paraisse pour tous non pas un risque, mais un moyen supplémentaire de croissance et de force économique, une garantie supplémentaire d'influence et de solidarité.

Cette politique européenne réaffirme l'idée qu'il n'y a pas d'antagonisme entre les intérêts de la nation et les intérêts d'une construction européenne respectueuse de la nation, sera mise en œuvre en liaison avec vous. Il sera donné vie aux dispositions qui ont été votées par le Parlement français au printemps de 1992 et qui prévoient que les textes émanant de la Communauté sont soumis à un contrôle plus strict du législateur français. Des propositions vous seront faites afin que les Assemblées soient en mesure d'assurer ce contrôle régulier et l'adoption.

J'y veillerai personnellement. Vous tiendrez sans doute également à vous intéresser sur le mode de scrutin pour l'élection au Parlement européen, afin de rapprocher davantage les citoyens des élus.

Les objectifs de la politique européenne sont clairs : approfondir le dialogue avec tous nos partenaires européens, au premier rang desquels l'Allemagne et la Grande-Bretagne ; réviser les politiques communes actuellement en discussion, notamment dans le domaine industriel ; limiter les dérives budgétaires et soumettre l'activité trop bureaucratique de la Commission à un contrôle plus strict afin que la Communauté participe, elle aussi, au grand effort de restauration des équilibres fiscaux européens par tous les pays européens. Un dernier objectif, mais non le moindre, est de renforcer le système monétaire européen, dû à l'initiative du président Giscard d'Estaing et qui est fondé sur l'idée que le développement harmonieux des échanges est lié à la stabilité monétaire.

L'affaiblissement de ce système ouvrirait la voie au flottement généralisé des monnaies européennes et assombrirait toutes les perspectives de croissance et d'emploi. On ne peut vouloir que se constitue un grand espace européen et ne pas priver toutes les mesures nécessaires pour que les échanges n'y soient pas perturbés par des variations monétaires erratiques.

Dans le même temps, nous devons, sans relâche, appeler nos partenaires à une cohésion militaire et politique plus forte, qui permette à l'Europe d'exister face au reste du monde.

Nous devons rendre conscients tous nos partenaires européens de l'enjeu vital que constituent pour tous la stabilité politique et le progrès économique des pays d'Europe centrale et orientale, et tout spécialement de la Russie.

Il nous incombe de préparer l'accueil des pays d'Europe centrale et orientale au sein de la Communauté. Ils doivent, pour commencer, y être associés politiquement en attendant que leur réforme leur permette un jour d'y être associés économiquement.

De façon plus générale, nous ne pouvons pas nous accommoder égoïstement des déséquilibres qui existent, d'un côté, de nombreuses régions éprouvées par des conflits ethniques, religieux ou nationaux, et qui remettent en cause des frontières politiques. Sur notre vieux continent, nous savons qu'une frontière n'est jamais totalement naturelle ni sans des géographes. La sagesse élémentaire nous conseille de n'y point toucher.

Lorsque la stabilité de la moitié du continent est en cause, c'est également la nôtre qui est menacée.

Il nous faut étudier sans tarder les mesures propres à rétablir l'équilibre et à aider ces pays, dans leur transition tellement difficile vers la liberté économique et la démocratie politique.

Finalement, il s'agit pour l'Europe des Douze de se réunir, de donner moins de place aux divisions et aux désaccords, de prendre une conscience plus claire de ce qui nous rapproche et de nos intérêts communs.

L'ordre des décennies passées est mort, ne le regrettons pas. Mais le monde, pas plus que l'Europe, n'a encore trouvé un nouvel équilibre. Les déchirements de l'Europe centrale et orientale, notamment en Yougoslavie, en sont la cruelle manifestation.

Quelle meilleure justification trouve-t-elle une politique visant à renforcer la France, à la doter de moyens économiques plus grands et de moyens militaires mieux adaptés, à développer la coopération européenne ?

L'affirmation de notre politique de défense reste donc primordiale. La volonté de la France doit se fonder sur l'analyse des nouvelles données de la situation. Quels sont les dangers auxquels nous devons faire face ? Avec quels alliés et dans quelles circonstances ? Au sein de quelles organisations, et avec quels moyens techniques ou militaires ? Grâce à quelle coopération militaire, technique et industrielle avec nos partenaires ?

Certes, nous voulons dans ce domaine que la France, avec un outil militaire renforcé, soit la force vive d'une véritable entité européenne de défense, établie en liaison avec nos amis et alliés américains. Mais à partir de là, il reste beaucoup de questions auxquelles il nous faut apporter des réponses. Ce sera la tâche de l'année qui vient.

Réunir une conférence
internationale
pour stabiliser
la situation de l'Europe

Afin d'y parvenir sera organisée, en liaison avec toutes les autorités de l'Etat, une réflexion sur ces questions dont les résultats vous seront soumis au printemps prochain. Notre « objectif », M. le ministre d'Etat, ministre de la Défense, est un minimum, est d'être le Livre blanc analysant la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons, les menaces potentielles et les moyens pour notre pays d'assurer son indépendance et sa survie en toute circonstance. Nous ne devons pas prendre le risque de nous trouver à l'avenir dans des situations où nos armées ne disposeraient pas de tous les moyens nécessaires pour assurer les missions que le pouvoir politique leur assigne partout où c'est utile dans le monde. C'est sur la base des conclusions de ce Livre blanc que M. le ministre d'Etat élaborera une loi de programmation militaire qui sera votée au printemps de 1994. J'indique d'ores et déjà, que quelles que soient les difficultés, nous ferons tout pour garantir la pérennité de notre capacité nucléaire et de sa modernisation.

Notre statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies nous y aidera.

Mais la politique étrangère de la France ne se réduit ni à la politique de défense, ni à la politique de coopération. Elle doit avoir une autre ampleur, une vision mondiale. Nous devons réaffirmer nos responsabilités particulières vis-à-vis de l'Afrique, dans le domaine tant culturel qu'économique, et nous nous en sommes toujours très souvenus. Elle doit aussi être une vision mondiale, une vision mondiale. Nous devons réaffirmer nos responsabilités particulières vis-à-vis de l'Afrique, dans le domaine tant culturel qu'économique, et nous nous en sommes toujours très souvenus.

Il n'y aura pas de paix assurée dans le monde aussi longtemps que les déséquilibres économiques, monétaires et financiers subsistent. Ce sont eux qui empêchent toute cohésion dans le développement des nations les plus avancées. Ce sont eux qui menacent la stabilité et le progrès. Ce sont eux, surtout, qui appauvrissent toujours davantage les peuples pauvres.

La France doit, en la matière, s'assigner une mission : envier pour développer un système mondial de commerce et d'échanges fondé sur l'égalité des responsabilités, l'égalité des droits, le respect de tous les intérêts légitimes.

Par ailleurs, qui ne voit, et je n'ai cessé de le répéter depuis des années, que depuis vingt ans la destruction du système monétaire international a perturbé les échanges, déclenché l'inflation,

puis, aujourd'hui, une sorte de récession, creusé les déficits financiers, augmenté les taux d'intérêt et accru le chômage dans des proportions qui deviennent insupportables. Aucun développement adéquat du monde n'est possible sans une organisation monétaire stable et permettant la croissance. Afin d'y parvenir, le Gouvernement fera des propositions à nos partenaires. Mais il est bien évident que ces propositions seront d'autant plus crédibles que nous aurons su préalablement remettre de l'ordre dans le système monétaire européen.

Tout au cours de l'histoire qui a vu si fréquemment les peuples de l'Europe s'affronter les uns aux autres, de grandes conférences internationales ont eu pour objectif de ramener la paix, l'ordre et l'équilibre. Ce fut le cas en 1815, après les guerres napoléoniennes lors du Congrès de Vienne, en 1919-1920 après la première guerre mondiale par les traités de Versailles, de Trianon et de Sévres, ce fut le cas en 1945 lors de la conférence de Yalta.

Il me semblerait souhaitable, comme l'idée en a été émise, que se réunisse une conférence internationale ayant pour objectif de stabiliser la situation de l'Europe et d'y instituer l'équilibre. Cette Conférence pourrait être préparée dans le cadre de l'union européenne, et ses conclusions ensuite soumises à la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe. En Europe en effet, la paix et la prospérité doivent incomber en premier lieu à la Communauté ; la France doit jouer un rôle essentiel dans la préparation de cet équilibre nouveau dont bénéficierait tout notre continent.

Celui-ci s'inscrit naturellement dans une société internationale où, conformément à nos vœux, le rôle des Nations unies s'est considérablement accru ces dernières années. Il revient à la France, qui n'a pas ménagé son soutien à l'ONU, de veiller scrupuleusement à préserver le crédit de cette organisation et son autorité, garants de son efficacité.

Ainsi s'ouvre pour la France une période nouvelle, de travail, d'effort, d'imagination, et de volonté.

Le programme que je viens de vous décrire et dont je vous demande d'approuver les principes est suffisamment important pour que je sois très vraisemblablement amené à demander à Monsieur le Président de la République de faire en sorte que vous puissiez l'examiner à loisir.

Il marque une rupture avec la précédente gestion, et c'est bien la volonté du peuple français. Il a pour ambition de mieux préparer la France à son avenir.

Mesdames et messieurs les Députés, nous ne devons cultiver aucun pessimisme, aucun esprit de renoncement. Dans un grand nombre de domaines, les résultats de notre action peuvent apparaître rapidement, la sécurité être améliorée, l'apprentissage développé, le chômage arrêté dans sa progression, la spirale de l'endettement et des déficits stoppée, la baisse des taux d'intérêt rendue effective, la confiance revenir. Ces résultats, notre pays les appréciera, je l'espère, d'ici un an.

Certaines mesures auront des effets plus progressifs, mais je suis sûr qu'ils commenceront à se faire sentir dès l'année prochaine.

Pour l'ensemble de ces réformes, nos concitoyens doivent avoir le sentiment que, même si tous les résultats ne sont pas encore obtenus d'ici à la fin de l'année 1994, notre pays est engagé sur la bonne voie, que le renouveau est en marche, que l'horizon s'éclaircit. Les Français savent bien que tout n'est

pas possible à la fois, que tout n'est pas possible tout de suite. Ils sont prêts à l'effort, au travail et à la patience, dès lors que le chemin est tracé clairement, dès lors qu'ils peuvent constater que notre pays progresse. Le moment venu, ils nous confirmeront leur confiance, j'en suis convaincu.

A ces nombreuses réformes, il faut associer toutes les femmes et tous les hommes, à quelque parti, à quelque tendance qu'ils appartiennent. Il ne s'agit pas de gouverner pour une catégorie sociale contre une autre, pour certaines régions contre d'autres, pour certains intérêts contre d'autres. Il s'agit de rassembler, c'est l'exemple et le message que nous a laissés le général de Gaulle, le plus grand nombre possible de Français au service de l'action de redressement, sans esprit partisan, avec tolérance et compréhension. Je demeurerai toujours ouvert à toutes les consultations indispensables. Le rassemblement de tous les Français est notre héritage commun, que nous ne devons ni déchoir ni menacer.

C'est à un grand effort de redressement, de rassemblement et de tolérance que le gouvernement vous convie. En application de l'article 49, premier alinéa, de la Constitution, j'engage la responsabilité de mon gouvernement sur la présente déclaration de politique générale, que je demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir approuver.

Vous me permettez, mesdames et messieurs les Députés, de terminer par une note plus personnelle.

Durant la plus grande partie de ma vie, j'ai servi l'Etat, notamment aux côtés du président Georges Pompidou, ce grand Français dont je tiens à saluer la mémoire et dont je m'honore d'avoir été le collaborateur. Ce fut pour moi une période féconde et heureuse, à laquelle le destin assigna un terme trop brutal. Bientôt des années après l'entrée dans la vie publique, sous les auspices et à la demande de Jacques Chirac, auquel m'attachent depuis si longtemps les liens d'une indéfectible amitié ; grâce à sa compétence et à son courage, son gouvernement est, entre 1986 et 1988, une action-bénéfice pour la France ; grâce à son soutien constant, je suis moi-même parvenu à la mission qu'il m'avait confiée.

Me voici aujourd'hui devant vous, responsable cette fois du gouvernement, sollicitant votre confiance et votre appui pour une action de redressement et de réforme qui concerne la plupart des domaines de la vie nationale.

Mon engagement dans cette action est total. Seul son succès m'importe. Je n'y dévierrai exclusivement. Je sais que vous ne mesurerez pas votre soutien au gouvernement, qu'il a besoin de votre confiance pour accomplir sa lourde tâche.

Ce sera difficile ? A coup sûr. Périlleux ? Peut-être. Indispensable ? Evidemment.

Ayez conscience de notre responsabilité devant la France, devant les Français, tous les Français, quelles que soient leurs opinions. Convoquons-les que nous saurons comprendre leurs attentes, que nous voulons les rassembler dans le respect de leurs différentes convictions. C'est l'ensemble du peuple français que nous devons servir, dans sa diversité, mais dans son amour commun pour la patrie.

Mesdames, messieurs les Députés, une page de la longue histoire de notre pays est tournée. Une autre est ouverte ; elle est encore blanche, c'est à nous d'y écrire les premiers mots. N'ayons pas peur du risque. Ensemble, nous allons bâtir le nouvel exemple français.

GATT : urgent d'attendre

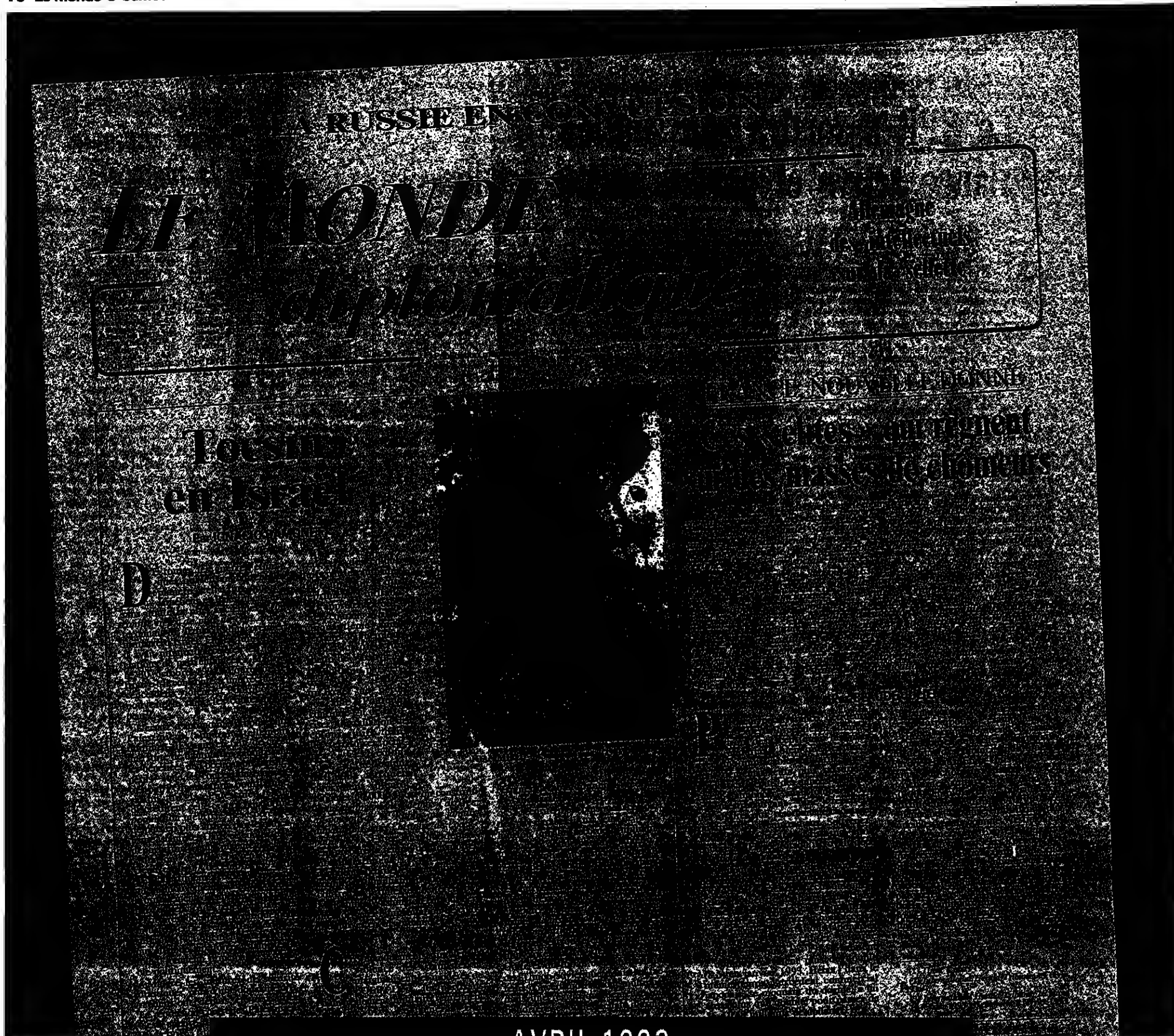
La France n'entend pas se laisser imposer une politique de « saucissonnage » au sein du GATT. Pas question de négocier des accords séparés sur l'agriculture, les services... Car ce serait risquer de ne voir imposer par les Américains autant de défaites successives. Telle était grosso modo la position du gouvernement de Pierre Bérégovoy. C'est également cette attitude que Edouard Balladur, la France, s'est rappelée devant les députés, demande une discussion non seulement sur l'agriculture mais aussi sur les autres dossiers non réglés. « Nous n'acceptons pas un système de négociations étape par étape qui conduit les pays euro-

péens à offrir un ordre dispersé et ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans le monde », a ajouté le premier ministre.

Continuait donc son fond de bilan de la Communauté : au cours du conseil européen qui s'est tenu en début de semaine à Luxembourg, le gouvernement français a obtenu un délai pour remettre à plat le dossier du GATT. Du côté européen comme du côté américain, tout se passe en fait comme si la conclusion des négociations ne constituait plus la priorité des priorités. En dépit du contentieux, le commerce mondial continue d'ailleurs à se développer.

فكرنا من الأصل

"Edouard Balladur, qui n'a pas été
luivie d'un vote. Le premier minis-
re présentera, jeudi 15 avril
evant le Sénat, une autre déclara-
on de politique générale, su-
quelle il sollicitera un vote de
onfiance.



AVRIL 1993

LA DROITE FRANÇAISE S'APPRÊTE A RELANCER LA PRIVATISATION

par *Danièle Gervais* et *Serge Halimi*. Au nom de l'urgence financière et d'un credo idéologique

LE GATT C'EST « L'AMÉRIQUE D'ABORD »

par *Marie-France Toinet*. L'Europe désarçonnée par le nouveau protectionnisme de Washington

L'EUROPE EST-ELLE L'AVENIR DE L'EST ?

par *Marie Lavigne*. Le désenchantement d'une coopération limitée

DIFFICILES TRANSITIONS EN AFRIQUE

par *Donald B. Cruise O'Brien* et *Gérard Prunier*. Du Sénégal au Rwanda en passant par l'Erythrée

POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU VIETNAM

par *Nguyen Duc Nhuan*. Terrains de golf ou respect des aspirations populaires ?

LES BIDONVILLES DE LIMA OU LA RAGE DE VIVRE

par *Carmen Bader* et *Jean-Michel Rodrigo*. Entre libéralisme et maoïsme.

UNE AUTRE RÉVOLUTION VERTE POUR 2020

par *Alain Vidal-Naquet*. Garantir la sécurité alimentaire, nourrir les villes.

En vente chez votre marchand de journaux — 20 F

فكزا من الأصل

ÉTRANGER

La guerre en Bosnie-Herzégovine

Une semaine sera nécessaire pour déployer le dispositif d'exclusion aérienne

L'OTAN a décidé, jeudi 8 avril à Bruxelles, de commencer lundi 12 avril, à 12 heures GMT, l'opération visant à faire respecter une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie-Herzégovine. Une semaine sera nécessaire pour déployer le dispositif.

Soixante-dix avions sont attendus pour mener à bien la mission qui consiste principalement à interdire le ciel bosnien aux avions et aux hélicoptères serbes à l'exception des vols que les Nations unies classeront à l'avance comme humanitaires. On recense quelque 500 intrusions illégales depuis octobre 1992, date de la première résolution du Conseil de sécurité, qui a instauré cette interdiction.

Des avions américains, néerlandais et français ont été requis (le 8 avril). Certains sont déjà à pied d'œuvre sur leurs bases d'accueil en Italie, voire à bord des porte-avions qui croisent depuis plusieurs jours en Adriatique, comme le *Theodore-Roosevelt* américain et le *Clemenceau* français. Mais, à l'exception de ses avions radars AWACS-Sentry, qui scrutent le ciel, de ses appareils de trans-

port C-130 Hercules, qui acheminent la logistique, et des Harrier embarqués sur son porte-avions *Ark Royal*, la Grande-Bretagne n'est censée à ce jour de mettre ses avions Tornado F-3 à la disposition de l'OTAN sans, pour autant, participer au déploiement initial.

En effet, le général américain John Shalikashvili, qui est le « patron » militaire de l'Alliance atlantique, semble avoir, pour le moment, écarté de son dispositif les six Tornado, en provenance de Leeming (Yorkshire), que le Royaume-Uni a prévu de fournir. « Cette décision n'est pas une surprise », écrit le quotidien *The Independent* du jeudi 8 avril, en expliquant que le Tornado F-3 n'est pas spécialement adapté à cette mission.

Sous contrôle américain

A l'origine, le Tornado est un chasseur-bombardier de pénétration à basse altitude, à partir duquel les Britanniques ont développé une version, dite F-3, pour la défense aérienne et pour l'exportation (notamment en Arabie saoudite et au Koweït). Mais il s'agit d'un avion lourd pour l'interception aérienne et le combat aérien.

tonnoyant, qui seront les cas de figure les plus fréquents au-dessus de la Bosnie. Le radar du Tornado n'est pas jugé performant, comme en témoignent les exercices aux- quels, traditionnellement, les Britanniques sont associés avec les Français en mer du Nord par exemple. Ne disposant pas d'avion agile ou manœuvrier, la Royal Air Force compte sur l'EF-2000 (European Fighter Aircraft), concurrent du Rafale français, dont l'avenir paraît compromis - avant la fin de ce siècle - en raison des tergiversations allemandes.

Cette absence provisoire des avions britanniques n'est pas le seul point en discussion à l'OTAN. Il en existe encore d'autres à résoudre avant le 12 avril. Ainsi, sont en cours de définition, dans le détail, les procédures tactiques de vol - à respecter entre alliés - et les règles d'engagement du feu - à appliquer par les équipages - contre les aéronefs serbes contrevenants (avions et hélicoptères) ou contre des batteries antiaériennes qui, depuis le sol, les prendraient pour cibles ou les menaceraient en « pointant » leur radar. En particulier, il convient de déterminer comment les appareils - engagés sous couvert d'une résolution internationale - doivent lancer leurs

premiers avertissements censés décourager les intrusions, puis comment ils encadreront et sanctionneront, par des sommations, voire par des tirs au but, les vols déclarés illicites.

C'est la première fois depuis sa création, en 1949, que l'OTAN doit élaborer de tels plans au profit de l'ONU et, jusqu'à présent, chaque pays concourait à ses propres pratiques nationales. Il s'agit aujourd'hui de les harmoniser ou de les coordonner. Comme ce fut le cas, précédemment, dans la guerre du Golfe, les aviateurs français, qui ont mobilisé dix Mirage 2000, quatre Mirage F1 CR, des avions radars AWACS (basés à Avord, dans le Cher) et des ravitailleurs en vol, se font à la perspective de devoir travailler, si besoin était, sous le contrôle opérationnel d'un commandement américain de l'OTAN.

En la circonstance, les ordres d'opérations pourraient émaner, au sol, de la base de Vicenza, située dans le nord-est de l'Italie, où des avions radars de l'OTAN, qui sont de vrais PC volants chargés de guider les interceptions, en liaison avec l'état-major des forces aériennes alliées du Sud-Europe.

JACQUES ISNARD

Allemagne : une décision historique

Suite de la première page

Il a été voté, vendredi 2 avril, contre le chancelier Kohl et les ministres chrétiens-démocrates au cours de la réunion de cabinet consacrée à ce dossier et à cette décision.

La Constitution allemande prévoit, à la fois que la Bundeswehr ne peut être utilisée que pour des tâches de stricte défense, mais que l'Etat peut cependant s'engager à un système de sécurité collectif pour le maintien de la paix. Tant qu'il s'agit d'assumer sa place dans le dispositif défensif de l'Alliance atlantique face à l'URSS sur le continent européen, cette ambiguïté ne posait pas problème. Le changement de situation stratégique après la chute des régimes communistes

a, en revanche, obligé tout le monde à revoir ses priorités en matière de sécurité. Depuis la guerre du Golfe, l'Allemagne a bien été contrainte, elle-même, à se poser la question, d'autant plus qu'avec l'unification la RFA avait été rétablie dans une souveraineté pleine et entière.

Le droit

de l'engagement militaire

Deux conceptions s'opposent dans le pays sur cette question. Le Parti social-démocrate (SPD) doit compter avec un vieux courant pacifiste qui refuse, au nom du passé militariste allemand, de voir l'Allemagne remettre le doigt dans un engrenage militaire. Il envisage tout au plus une participation à des missions de main-

tien de la paix sous l'égide des Nations unies. Les chrétiens-démocrates estiment, en revanche, que l'Allemagne ne peut se permettre un nouvel isolationnisme et doit assumer ses responsabilités, aux côtés de ses alliés, dans le cadre des organisations internationales auxquelles elle appartient (Nations unies, Alliance atlantique, Communauté européenne, Union de l'Europe occidentale). Le ministre de la Défense, Volker Rühe, a estimé que cette décision historique de Karlsruhe avait une signification importante pour la politique étrangère allemande.

Il faudra bien cependant songer à amender à l'avenir le texte de la Constitution pour éviter des débats sans fin. Mais ce jugement va néanmoins dans le sens du gouvernement et du Parti démocrate-chrétien (CDU) en ce sens qu'il reconnaît que l'Allemagne ne peut s'isoler de ses alliés sans subir un préjudice. Il devrait permettre à la coalition du chan-

lier Kohl de continuer à avancer pas à pas, pour forcer les sociaux-démocrates à sortir de leurs retranchements. Une majorité est en effet nécessaire pour toute modification de la Constitution.

La participation des équipages allemands aux missions de l'OTAN en Bosnie, si symbolique qu'elle soit, n'en est pas moins une étape significative. C'est la première fois depuis la guerre que l'Allemagne prend part à une opération militaire en dehors de la zone défensive de l'Alliance.

Jusqu'à présent, la République fédérale n'avait fait que participer à des opérations de déminage ou de surveillance maritime dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO). Elle a également envoyé une antenne médicale dans le dispositif des « casques bleus » au Cambodge.

HENRI DE BRESSON

La Cour de La Haye ne reconnaît pas le « droit à la légitime défense » de Sarajevo

Répondant à la demande bosnienne de mesures protectrices d'urgence, la Cour internationale de justice a rendu, jeudi 8 avril, un arrêt paradoxal : les juges ont admis que la Bosnie-Herzégovine était en position d'agressée et qu'elle courait « un risque grave de génocide », mais ils n'ont pas reconnu son « droit à la légitime défense ».

LA HAYE

de notre correspondant

La Bosnie-Herzégovine a obtenu devant l'organe judiciaire des Nations unies une victoire essentiellement morale. L'arrêt de la Cour est en effet explicitement

dirigé contre la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Alors que Belgrade avait nié devant eux toute participation à la guerre « civile » en Bosnie, les juges ont souligné à l'unanimité son implication en lui ordonnant « de prendre toutes les mesures en son pouvoir afin de prévenir le crime de génocide ». S'adressant directement au « gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie », la Cour a précisé qu'il devait « en particulier veiller » à ce qu'aucune unité militaire ou paramilitaire, organisation ou personne « sous son pouvoir, autorité ou influence » ne commette un tel crime.

Cette victoire morale reste cependant en deçà des espérances de la Bosnie-Herzégovine, qui a

essuyé devant la Cour un échec juridique : celle-ci n'a accordé aucune des mesures concrètes qu'elle demandait. Les juges n'ont ni dénoncé ni ordonné la cessation du « génocide » invoqué par Sarajevo : n'ayant pas le pouvoir, à ce stade de la procédure, de tirer des conclusions, ils ont simplement considéré qu'il existait « un risque grave que des actes de génocide soient commis ». Et, prudemment, ils ont demandé à la Yougoslavie comme à la Bosnie de ne rien faire qui puisse aggraver ce risque.

Sarajevo n'a pas obtenu non plus la reconnaissance explicite de son « droit à la légitime défense ». La Cour n'a pas examiné directement ce point, constatant qu'il n'entrerait pas dans le champ d'application de

la Convention sur le génocide, sur laquelle la Bosnie-Herzégovine avait basé sa demande. Or c'est pour contourner la résolution de l'ONU imposant un embargo militaire aux anciennes Républiques yougoslaves que Sarajevo avait saisi la Cour de La Haye.

Son avocat a admis l'échec de la démarche en déclarant que la parole « est maintenant au Conseil de sécurité », et ce disant compter sur l'aspect moral de l'arrêt de la Cour pour mobiliser l'opinion publique internationale. Le chef de la délégation yougoslave a tout aussi sobrement commenté la décision des juges, estimant « n'avoir aucune raison d'y voir une défaite ».

CHRISTIAN CHARTIER

Admission officielle de la Macédoine aux Nations unies

L'ex-République yougoslave de Macédoine a été officiellement admise, jeudi 8 avril, aux Nations unies par l'Assemblée générale de l'ONU. Dans une résolution adoptée par acclamation, l'Assemblée générale a décidé l'admission de cet Etat « provisoirement dénommé à toutes fins à l'ONU » sous cette appellation, « en attendant que soit réglée la divergence qui a surgi au sujet du nom de cet Etat » (le Monde du 9 avril).

Après neuf mois de blocage dû à un conflit entre Skopje et Athènes - la Grèce estimant que ce nom appartenait exclusivement au patri-moine hellène - un compromis a permis cette admission, qui doit être suivie de négociations sur le com-

plément de cet ex-République yougoslave, son drapeau et les mesures de confiance » réclamées par Athènes.

Bien que le président Kiro Gligorov ait estimé qu'il s'agissait d'un « jour historique » pour son pays, l'événement a été accueilli à Skopje avec pessimisme et amertume. Si le premier ministre Branko Crvenkovski a pu déclarer que l'admission, sous cette forme, de son Etat à l'ONU représentait « un premier pas vers la reconnaissance et l'affirmation de la Macédoine à l'étranger », le principal parti de l'opposition parlementaire, le VMRO-DPMNE, a reproché au gouvernement sa « capitulation » devant les exigences grecques et a déposé une motion de censure à l'Assemblée. - (AFP, Reuters)

Les Serbes multiplient les obstacles à l'action de l'ONU

Alors que les Serbes de Bosnie s'emploient par tous les moyens à faire échouer les opérations lancées par les Nations unies pour sauver l'enclave musulmane de Srebrenica assiégée depuis un an et sur le point de tomber, le commandant en chef des forces de l'ONU (FORPRONU) dans l'ex-Yougoslavie, le général suédois Lars-Eric Wallgren, s'est rendu, jeudi 8 avril, à Belgrade pour demander au président de la Serbie d'amener ses alliés de Bosnie à la table des négociations.

BELGRADE

de notre correspondant

Une réunion entre les commandants de la FORPRONU et les dirigeants militaires serbes de Bosnie devait être organisée, vendredi 9 avril à Belgrade, sous les auspices de Slobodan Milosevic. « Notre mission est d'assister les opérations humanitaires en Bosnie-Herzégovine. Nous y parviendrons à force de négociations et en utilisant tous les moyens politiques et diplomatiques car il n'est pas question de mener des actions à la John Wayne », a déclaré le général Wallgren, qui réaffirmait ainsi qu'il ne faisait pas usage de la force pour imposer aux Serbes bosniaques le déploiement de « casques bleus » dans la poche musulmane de Srebrenica, devra renégocier un accord qui avait été conclu il y a quinze jours.

Lors d'une rencontre, le 26 mars à Belgrade, avec le général Wallgren et le commandant de la FORPRONU pour la Bosnie, le général Philippe Morillon, le chef des forces serbes de Bosnie, le général Ratko Mladic, avait accepté une trêve en Bosnie (entrée en vigueur le 28 mars pour être ensuite violée à plusieurs reprises), le déploiement de « casques bleus » dans la poche de Srebrenica, l'ouverture d'un corridor aérien et terrestre pour l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation des civils de l'enclave assiégée et la liberté de mouvement pour la FORPRONU en zone sous contrôle serbe.

Depuis, les Serbes s'opposent à l'envoi de « casques bleus » à Srebrenica et resserrent l'étau sur la ville. Manifestement décidés à réduire cette enclave, ils s'efforcent de rendre vains tous les efforts déployés par le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) et la FORPRONU pour sauver quelque soixante mille personnes prises au piège. Sans léser sur les moyens, ils semblent y être parvenus ; car, depuis mercredi soir, c'est une véritable course d'obstacles que la FORPRONU a dû entreprendre.

Pour saluer la décision du général Morillon de se porter au

secours de Srebrenica, où la situation s'était dégradée après la reprise de l'offensive serbe au début de semaine (le Monde du 8 avril), les forces serbes bosniaques ont bombardé la ville, atteignant l'hôpital, la poste, où sont installés des observateurs militaires de l'ONU, et le système d'alimentation en cas de ville.

Le général Morillon renonce

L'artillerie serbe n'a pas non plus épargné la région de Tuzla, une ville sous contrôle musulman, où devaient en principe se regrouper les « casques bleus » canadiens censés être déployés ces jours-ci à Srebrenica par le général Philippe Morillon, tué dans la nuit de mercredi à jeudi, avait dû négocier son passage pendant sept heures à un point de contrôle serbe au nord de Sarajevo, avant de pouvoir poursuivre sa route, et a été contraint jeudi d'annuler son voyage à Srebrenica. Le général Morillon et son escorte ont notamment été pris à partie par quelque trois cents Serbes, des femmes pour la plupart.

« Morillon-Hüter », ont-ils lancé en reprochant à l'officier français d'avoir manqué à ses engagements concernant l'évacuation des Serbes de Tuzla. Les manifestants exigent, en effet, que les Serbes de Tuzla soient évacués dans une proportion équivalente au nombre de Musulmans évacués de Srebrenica. Les responsables de la FORPRONU avaient toutefois indiqué que, parmi les dix-huit mille Serbes de Tuzla, seule une minorité était candidate au départ. Après s'être réfugiés dans leurs véhicules blindés assiégés par une foule en colère, le général Morillon et les dix hommes qui l'accompagnaient ont été pris par un général serbe de rebroussement vers Tuzla.

La journée de jeudi aura toutefois permis au HCR de reprendre l'évacuation de civils de Srebrenica qui butait sur l'exigence des responsables musulmans locaux de voir se déployer les « casques bleus » dans l'enclave. Après avoir été bloqué pendant une heure dans une localité sous contrôle serbe par un millier de manifestants, le convoi de quatorze camions du HCR a pu rallier la ville assiégée et décharger ses cinquante-sept tonnes de vivres et de médicaments. Dans l'après-midi, le convoi évacuait sur Tuzla quelque quinze cents réfugiés de Srebrenica, essentiellement des femmes, des enfants et des vieillards.

Cependant, les « casques bleus » canadiens qui devaient être déployés à Srebrenica pour dissuader les forces serbes de lancer l'offensive finale, n'ont pu remplir leur mission ; ils ont été refoulés à un barrage serbe et contraints de rejoindre leur point de départ.

FLORENCE HARTMANN

Radovan Karadzic prêt à reprendre les négociations sur le plan Vance-Owen

Le leader des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, s'est déclaré « optimiste » quant à la poursuite des négociations sur la Bosnie, à l'issue d'un entretien avec l'émissaire spécial du président russe Boris Eltsine, Vitali Tchoukine, a annoncé, jeudi 8 avril, l'agence Tanjug. M. Karadzic n'estimé que des chances de voir « le processus de négociation prendre la bonne direction » existaient et qu'il s'attendait « plus optimiste aujourd'hui ».

qu'il y a. Il a, dans le même temps, assuré que les Serbes bosniaques étaient prêts à reprendre les pourparlers.

Après son séjour à Belgrade, M. Tebourkine, qui a également rencontré le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, devait gagner New-York pour s'y entretenir avec les coprésidents de la Conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie, lord Owen et Cyrus Vance. - (AFP, Reuters)

Lors d'un contrôle par les forces serbes Des munitions ont été découvertes dans un convoi du HCR

Des munitions ont été découvertes, jeudi 8 avril, à bord d'un camion de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) lors d'un contrôle mené par les forces serbes, ainsi que dans deux conteneurs à l'aéroport de Sarajevo, a annoncé la FORPRONU. Un porte-parole de la Force, Barry Frevert, a indiqué que les Serbes avaient trouvé 3 840 munitions de 12,7 mm pour mitrailleuses ainsi que 18 720 cartouches de 7,9 mm à bord d'un camion qui avait été chargé à l'aéroport et faisait partie d'un convoi du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à destination de Butmir, un

faubourg de la capitale sous contrôle musulman.

A l'aéroport, la FORPRONU a ensuite découvert, dans deux conteneurs, 7 500 cartouches de 12,7 mm, 750 de 7,9 mm, 500 de 7,62 mm, utilisées pour les fusils d'assaut Kalachnikov et 24 sacs de poudre, a précisé le porte-parole. La FORPRONU a ouvert une enquête. La télévision de Belgrade a, pour sa part, affirmé, citant des sources militaires serbes bosniaques, que le convoi à bord duquel les munitions avaient été découvertes était escorté par des soldats de la Légion étrangère. - (AFP)

Le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan Annoncé par Moscou, l'accord de cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh paraît très aléatoire

L'agence de presse russe Itar-Tass a annoncé, jeudi 8 avril à Moscou, qu'un cessez-le-feu avait été négocié à Sotchi entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan par le ministre russe de la Défense, Pavel Gratchev, cessez-le-feu censé entrer en vigueur vendredi.

Ni Bakou ni Erevan n'ont cependant confirmé cette information, dont les termes paraissent extrêmement flous. De passage à Paris, le ministre arménien des Affaires étrangères, Vagan Papazian, a même démenti qu'un cessez-le-feu ait été signé. Il n'a pas exclu que des contacts aient pu

avoir lieu à Sotchi, sur la mer Noire, entre les représentants des deux pays sur les engagements militaires qui se sont produits dans la zone frontalière. Mais la position officielle arménienne est que ce sont les forces du Haut-Karabakh (enclave majoritairement peuplée d'Arméniens en Azerbaïdjan) et non les forces régulières de la République d'Arménie qui ont mené la dernière offensive de Kelbadjar.

Selon les Russes, les premiers ministres arméniens et azerbaïdjanais devraient se rencontrer, mardi, à Moscou. - (UPI, AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : le référendum constitutionnel du 21 avril

Des prétendants au trône font campagne pour le rétablissement de la monarchie

Lors du référendum du 21 avril prochain, les électeurs brésiliens seront appelés à choisir leur futur régime politique, qui entrera en vigueur en 1995. Monarchie ou République, système parlementaire ou présidentiel, telles sont les options qui sont proposées à l'occasion de cette consultation.

RIO-DE-JANEIRO

« Je préférerais faire mon travail et rester à la maison, mais je suis comme un soldat dans cette affaire, et l'on m'envoie au front où l'on veut. » Agé de quarante-deux ans, le prince Dom Manuel de Orléans y Bragança n'est pas vraiment un simple soldat. Homme d'affaires vivant en Espagne, à Séville, où il fut dernièrement commissaire adjoint pour le Brésil de l'Exposition universelle, il est revenu dans son pays faire campagne pour la restauration de la monarchie, et aider la famille impériale brésilienne, dont il est l'un des descendants.

Le prince Dom Alberto, son cousin, fait lui aussi campagne, sa journée d'avocat d'affaires terminée. Un soir de mars, assis à la table de la salle à manger d'un appartement cossu du bord de mer à Rio-de-Janeiro, devant une assemblée d'une cinquantaine de personnes, il détaille les garanties qu'il offre au roi modérateur dans un pays où la République a connu d'assez nombreuses crises. Il flanche tout de même un peu lorsqu'un chauffeur de taxi lui demande s'il « pourra rectifier les défauts de ma boîte

automatique de changement de vitesse, dont personne ne veut assurer la garantie ». Après la chute de l'empire en 1889, trente-deux années d'exil en France de la famille impériale, et l'interdiction - « dite loi de pierre » - de toute campagne monarchique jusqu'à la Constitution de 1988, les Orléans y Bragança sont unanimes sur un point : la nécessité de la restauration. Tous ses membres multiplient les conférences, les déplacements dans le pays, et bénéficient de vingt minutes de campagne télévisée quotidiennes.

« Voter pour le roi », tel est le simple thème choisi par leurs partisans, qui se gardent bien d'indiquer le nom du futur monarque. Ou plutôt ils indiquent plusieurs. Car la rivalité entre les deux familles prétendantes, celle de Petropolis (Etat de Rio-de-Janeiro) et celle de Vassouras (Etat de Sao Paulo), est leur principale pomme de discorde. La lettre de renouciation de l'héritier de Petropolis, écrite au début du siècle avant un mariage non princier sous l'injonction de sa mère Dona Isabelle, a-t-elle ou non une quelconque valeur ? C'est toute la question.

Royales injures

La branche de Petropolis, représentée par Dom Pedro Gastao, assure que ce simple manuscrit ne vaut rien, et l'héritier de Vassouras, Dom Luis, affirme être le seul véritable chef de la maison impériale, suivi par son frère Dom Bertrand. La querelle est alimentée par quelques royales injures : Dom

Pedro Gastao qualifie de « fou » ses deux cousins, et assure « l'honneur aboyer tant qu'ils veulent, cela n'a pas d'importance ». Ces derniers, en termes à peine voilés, qualifient Dom Pedro Gastao d'usurpateur sans foi ni loi.

La querelle dynastique déborde aussi sur la politique. La brochure de Petropolis défend une royauté à la mode espagnole « libérale, modérée », et dont la désignation du souverain reviendra au Congrès, dit Dom Pedro Gastao. La campagne de leur Mouvement monarchiste monarchique condamne une République « qui a connu, en un peu plus d'un siècle, sept Constitutions différentes et dix-neuf révolutions militaires », et vante les mérites du « quatrième pouvoir arbitre, d'un roi qui ne pense pas à la prochaine élection, mais à la prochaine génération ». Un roi en costume cravate, qui partira le week-end à bicyclette faire des pique-niques, précise son neveu Dom Joao Henrique. Et ils accusent leurs deux cousins d'être des « extrémistes liés à l'organisation Tradition, famille patrie (TFP), un groupuscule fascisant ».

Les héritiers de Vassouras ne reculent pas leur engagement. Dans son bureau de Sao Paulo, Dom Luis en fait même la justification de son choix de vie, le célibat, et de sa chasteté, « conforme à la morale catholique immuable ». Il regrette aussi « l'immoralité des plages, reconnue par la doctrine de l'Eglise, au moment où le tapage succède au bikini », et déplore d'être obligé « de choisir des endroits isolés pour apprécier les bains de mer ». Il justifie totalement son combat, « en première

ligne aux côtés du TFP, contre la guerre subversive des communistes qui recherchent une cubanisation du Brésil ».

Son frère Dom Bertrand insiste lui aussi sur « les dangers du communisme et du nazisme, qui ne sont que les deux revers d'une même médaille », et prône « la nécessité d'un Etat le plus léger possible et d'un plan de privatisation radical ». Les deux héritiers « légitimes », réunis dans le Conseil pro-Brazil monarchique, justifient le nécessaire engagement d'un souverain « qui ne peut être un simple d'esprit, mais un homme », et soulignent que le futur régime « ne pourra pas être autre chose qu'un empire, vu la taille continentale de notre pays ».

Une idée qui fait son chemin

Parmi les choix de régime politique proposés par le référendum du 21 avril prochain, la monarchie apparaît à 7 %, peu de temps encore comme un simple anachronisme introduit par un député royaliste, Antonio Henrique Cunha Bueno, ou tout au plus comme la réparation d'une injustice : la République, lors de son instauration, n'avait-elle pas aussitôt promis de procéder à une consultation populaire jamais réalisée ? « L'idée pourrai au début paraître folle ou, au minimum, curieuse, conviens le prince Joao Henrique, mais ce n'est plus vrai ».

Les sondages montrent qu'à trois semaines du scrutin, l'idée fait son chemin. Près de 20 % des électeurs se déclarent partisans d'une telle

option et d'importantes personnalités brésiliennes, comme l'ancien ministre de la justice, Celso Borja, ou l'économiste réputé Mario Henrique Simonsen, ont fait part de leur soutien à la restauration. « Je suis en effet convaincu de l'échec complet du présidentisme au Brésil », confie M. Simonsen à l'hebdomadaire *Vieja*, et je ne vois pas le système parlementaire fonctionner correctement dans notre pays avec un président élu. Les sources de conflits seraient dans cette dernière hypothèse permanentes. Il ne reste que le roi ».

Si les partisans d'une République présidentielle, largement en tête dans les sondages, désignent eux le mouvement monarchique, les tenants du système parlementaire sont moins catégoriques et pourraient procéder à un « vote utile » en faveur d'une royauté parlementaire.

taire, d'autant qu'ils sont au coude à coude dans les intentions de vote. « Même si les partisans de la restauration ne gagnent pas, assure le politologue Amory de Souza, il persistera de toute manière un fort courant monarchiste ».

Beaucoup d'observateurs s'interrogent tout de même sur l'opportunité d'une telle consultation : « Cette révision constitutionnelle est loin de constituer une urgence. Nous sommes un malade qui se préoccupe plus de la forme de son lit et de la couleur de la robe de son infirmière, que de se soigner à l'aide d'antibiotiques », écrit ainsi dans le quotidien *Globo* l'économiste et ancien secrétaire d'Etat Roberto Campos.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Arrestation à Rio d'un ancien avocat de Pablo Escobar. - Frank Lino Diaz, un ancien avocat du trafiquant de drogue colombien Pablo Escobar, a été arrêté à Rio-de-Janeiro, a annoncé jeudi 8 avril la police fédérale brésilienne. Diaz, qui avait travaillé comme avocat du chef du cartel de Medellín de 1982 à 1985 à Miami (Etats-Unis), avait été arrêté et incarcéré une première fois au Brésil en 1987 avant de s'échapper en décembre de la même année. Américain d'origine cubaine, Diaz est considéré par les services américains de lutte contre le trafic de drogue (DEA, Drug Enforcement Administration) comme l'un des principaux responsables du blanchiment d'argent provenant du trafic, selon la presse brésilienne. - (AFP)

ASIE

HONGKONG : un entretien avec le gouverneur britannique

« Nous sommes la puissance souveraine jusqu'en 1997 et cela ne va pas changer » nous déclare Chris Patten

Engagé dans une guerre des mots avec la Chine, Chris Patten n'est pas un gouverneur de Hongkong comme les autres : il n'est ni fonctionnaire ni diplomate, il est journaliste. Il est journaliste du Foreign Office, le rebelle à l'agence dans l'uniforme emblématique de sa fonction. Ancien président du Parti conservateur battu aux législatives d'avril 1992, cet homme politique a plus l'habitude de donner des ordres que d'en recevoir. Et, face au dragon impérial crachant ses flammes verbales, il réagit à la fois avec ce signe que partagent nombre de Britanniques et d'Orientaux, et une franchise à laquelle les caciques de Pékin ne sont guère habitués.

De passage en Europe pendant les vacances d'été, Chris Patten a été interrogé par le journaliste de L'Espresso, Patrick de Beer, à l'occasion de sa tournée de campagne pour le LECCO (Conseil législatif, en partie élu, en partie nommé) fait relâche, ce petit homme au visage rond couronné de cheveux clairs a répondu aux questions du Monde d'une voix calme, avec une fermeté oisive de diplomate et d'invitations à une reprise des négociations. Il a tout d'abord rappelé à ceux qui, à Pékin, se refusent à dialoguer avec lui, qu'il n'est pas un bureaucrate subalterne.

« On me traite de créature du mal (...). Mais n'importe qui ayant la moindre connaissance de la politique britannique sait que je suis un collègue et ami très proche du premier ministre, John Major, du chef du Foreign Office et de la plupart des ministres, et que l'on ne s'y prendrait pas autrement si on voulait renforcer le soutien politique dont je bénéficie. »

Car, non seulement les conservateurs l'appuient, « mais le Labour et les libéraux aussi. Pékin se berce d'illusions en croyant pouvoir jouer l'un contre l'autre ». Ce soutien, M. Patten l'a obtenu pour un projet de démocratisation qui n'est pas sorti de son bonnet mais résulte de discussions avec les responsables de Hongkong dans le mois qui a suivi son arrivée, en juillet dernier. « Pour les démocrates, ce n'était qu'un second choix, mais je pense qu'il représente une proposition mûrie. Après, je suis allé à Londres, où j'ai obtenu l'aval du gouvernement ». Un projet prudent

puisque, dit-il, citant la formule du ministre australien des affaires étrangères, Gareth Evans, « il ne représente que deux septièmes de trois huitièmes » d'une réforme. Il ne parait pas lui être venu à l'esprit, à l'origine, que de si modestes ambitions auraient pu susciter un tel ouragan de protestations de la part de la Chine. D'une Chine qui se semblait pas avoir compris que la visite ratée de M. Major à Pékin, en septembre 1991, avait sonné le glas de ces « extrémistes liés à l'organisation Tradition, famille patrie (TFP) », adeptes de l'apaisement à tout prix sur Hongkong, et favorisé le retour des tories à leur méfiance naturelle à l'égard du communisme. « Mon principal objectif est l'application pleine et entière de la déclaration conjointe sur la restitution de Hongkong à la Chine le 30 juin 1997. »

« Pas une feuille de vigne »

Chris Patten ajoute : « Tout ce que je peux faire, c'est élaborer des plans pour l'application de la déclaration conjointe. Les officiels chinois répètent que Hongkong doit être gérée par ses habitants. Si c'est ainsi, pourquoi ne pas commencer avant 1997 ? Les textes prévoient un développement graduel de la démocratie pour parvenir, en 1995, à un LECCO élu en totalité. Ce problème, nous ne l'avons pas inventé, il n'avait pas encore été résolu. Il fallait trouver le moyen d'organiser des élections libres, et non truquées ». « La déclaration conjointe est un document historique. (...) Ce n'est pas une feuille de vigne dont se parerait la Grande-Bretagne pour se retirer dans l'honneur. C'est la garantie du mode de vie, de la prospérité et de la stabilité de Hongkong. »

Pourquoi alors ce rejet brutal ? Comment s'est-il manifesté ? « Les accusations chinoises ne sont pas précises. Cela me rappelle l'histoire d'un ami arrêté à bord de sa voiture sur la route. Le policier à qui il demandait ce qu'on lui reprochait lui répondit : « Vous devez le savoir puisque le vous ai arrêté ». Les Chinois répètent constamment que je n'ai pas respecté la déclaration conjointe et la Loi fondamentale (1).



mais ils n'en fournissent jamais la preuve. On évolue dans une discussion à la Kafka.

« Ils nous accusent d'avoir violé la Loi fondamentale. Je leur réponds : voici les textes, montrez-moi les articles que j'ai enfreints. Ils répondent qu'ils savent que je l'ai violée puis qu'ils ont été rédigés par eux. Je leur dis : indiquez-moi ce que j'ai violé, et je vous le fais. Mais, ripostent-ils, ne comprenez-vous pas que vous en avez violé l'esprit ? Quel est cet esprit ? L'esprit, c'est que c'est nous qui l'avons écrit. Et ça tourne en rond. Le barreau de Hongkong vient de publier une étude préparant qu'en réalité les violations de ces textes ont été le fait de la Chine. »

Il est vrai que les Chinois ont été désagréables par la personnalité de M. Patten, soutenu fermement par Londres. Ils ont d'abord refusé de discuter avec le gouverneur ou avec son administration, exigeant qu'ils se fassent plus partie de la délégation britannique aux pourparlers bilatéraux, réclamant que d'éventuelles conversations soient non seulement secrètes, mais que leur existence même reste confidentielle.

Enfin, début mars, ils ont rompu les ponts, à un moment où, selon des médias de Hongkong, Deng Xiaoping en personne aurait donné des instructions de fermeté, « écartant pas une récupération de terri-

toire avant la date fixée. Ensuite, dans un florilège d'insultes inédites depuis la révolution culturelle, M. Patten s'est vu successivement traité de « danseur de tango », de « traître » et de « prostitué ». « Je me trouve en bonne compagnie », répliquait-il en riant. La plupart des dirigeants chinois actuels ont été traités bien plus mal par l'agence *China Newsweek*, l'organe de presse officielle de représentants officiels à Pékin à Hongkong. « A quoi cela peut bien servir de raser des forêts entières pour imprimer des injures contre moi ? »

Ce qui empêche pas M. Patten de tendre en permanence un râteau d'olive, de demander une reprise du dialogue, sans préconditions de part et d'autre, car « les préconditions sont chinoises ». « Il ne s'agit pas de notre part, d'une politique du fait accompli, mais de propositions ». « Je souhaite que la Chine puisse sortir du trou qu'elle a elle-même creusé. Mais, s'il n'y a pas de négociations, nous n'avons pas d'autre choix que de promouvoir la législation que nous avons publiée. Car, si nous ne voulons pas aller plus loin que ne le souhaite la population de Hongkong, nous ne voulons pas non plus rester en deça ». De toute manière, « la Grande-Bretagne est la puissance souveraine à Hongkong jusqu'en 1997, et cela ne va pas changer ».

« L'honneur, c'est ce qui compte »

Mais, rassure-t-il, il n'est aucune ment question de remettre en cause l'accord signé, ni la restitution promise : « Les Chinois nous accusent de vouloir internationaliser la question de Hongkong. Ce n'est pas vrai. Les autres pays reconnaissent que l'application de la déclaration conjointe ne concerne que la Grande-Bretagne et la Chine. Mais ils s'insistent quand même à ce qui se passe à Hongkong, importante communauté économique au croisement de l'Asie et du reste du monde. A cause de cela, beaucoup de gens considèrent le traitement de Hongkong par la Chine comme une des preuves de sa volonté d'entrer dans la communauté des nations responsables. » Par exemple, nous soutenons à fond la candidature de Pékin au

GATT. Quand on en est membre, on ne peut plus proférer des menaces contre le commerce des autres. La Chine a un excédent commercial avec la Grande-Bretagne de 500 millions de livres : à quel cela peut bien servir de nous menacer ? D'autant que l'économie de Hongkong, selon M. Patten, représente à elle seule 19 % du PNB chinois et, si on y ajoute la province voisine de Canton, 29 %.

Prêt pour le meilleur comme pour le pire, le gouverneur de Hongkong a la peau dure, et il se dit persuadé de rester en place jusqu'en 1997. Pour lui, les considérations face à si importantes en Asie, où emportent guère les hommes politiques occidentaux : « Surtout si on a pris part à des élections, ce qui n'est pas le cas des dirigeants chinois. Quelle valeur voutez-vous que cette question de face ait pour un politicien français qui vient de perdre son siège, comme M. Rocard, ou britannique comme moi ? La face, c'est ce que les autres pensent de vous. L'honneur, c'est différent : c'est la manière dont on se comporte envers les autres, et c'est cela qui compte ».

Honneur contre face. Pot de terre contre pot de fer. M. Patten réussit-il à résister au rouleau compresseur chinois, prêt à tout pour assurer le soutien des élites locales, auxquelles Pékin promet des affaires en or si l'ordre impérial régit, et menace, en cas d'insoumission, de ruine financière, voire personnelle, après 1997, en affirmant que toute décision prise sans son aval sera considérée comme nulle et non avenue. Alors que la conjoncture reste relativement florissante en Extrême-Orient, l'attrait du dollar facile est grand pour ceux qui savent que, si un jour cela va mal, ils auront toujours les moyens de se payer un billet d'avion pour l'Amérique. Dans ces circonstances, même si la majorité des habitants de Hongkong apprécie les efforts de Chris Patten pour leur assurer des garanties minimales, ils sont de moins en moins nombreux à parier sur son succès. Il demeure risqué de se heurter au dragon chinois.

PATRICE DE BEER

(1) Mini-Constitution de Hongkong promulguée par Pékin.

CAMBODGE

La France condamne « le lâche assassinat » d'un volontaire japonais de l'ONU

Le Quai d'Orsay, jeudi 8 avril, a condamné avec la plus grande vigueur le lâche assassinat d'un volontaire japonais de la composante électorale de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge). Ce crime commis de sang froid contre un civil désarmé chargé de la préparation des élections au moment même de la visite du secrétaire général (de l'ONU) appelle une réaction très ferme de la communauté internationale toute entière. Face à la menace terroriste, tous les pays engagés dans le processus de paix doivent marquer leur détermination commune à mener jusqu'à leur terme leur mission au Cambodge.

La mort du volontaire japonais

tué, ainsi que son interprète khmer, a suscité une vive émotion dans l'archipel, nous indique notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons (le Monde du 9 avril). Le porte-parole du gouvernement a annoncé que cet assassinat ne remettrait pas en cause la participation des troupes nippones (600 hommes) aux opérations de paix au Cambodge et qu'il poursuivait les préparations pour l'envoi de cinquante civils supplémentaires chargés d'y surveiller les élections. Cette mort a cependant relancé le débat sur la participation japonaise à ces opérations de paix, qui est loin de faire l'unanimité dans une opinion qui ne fait guère de distinction entre un volontaire civil et un soldat.

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

L'aide aux pays de l'Est

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le rapprochement des PECO et de la Communauté est de plus en plus dans l'air du temps. La nouvelle majorité, en France, a souvent fait savoir qu'elle y était favorable. Sans attendre le conseil européen de juin, la réunion que les Danois organisent au niveau ministériel les 13 et 14 avril à Copenhague sera l'occasion de faire le point sur l'évolution en cours. Elle rassemblera les douze de la CEE, les sept de l'AELE, les onze PECO, la Commission européenne, la BEI et la BERD. La France y sera représentée par Alain Lamassoure, ministre des affaires européennes, déjà spécialiste du dossier lorsqu'il siégeait au Parlement européen, et le Commissaire par Sir Leon Brittan.

Les pays de l'Est européen associés à la Communauté attendent beaucoup du conseil européen qui se tiendra en juin à

Copenhague. Leur principal objectif politique est d'adhérer à la Communauté. Ils entendent que les Douze indiquent, sans ambiguïté, qu'ils partagent cet objectif, qu'ils restent vagues quant au calendrier et aux modalités de ce nouvel élargissement.

Il est vraisemblable que les Douze répondront à cette attente. Une telle extension de la Communauté — on compte actuellement onze PECO (pays d'Europe centrale et orientale), qui peuvent devenir onze candidats — ne condamnera-t-elle pas l'Union européenne à la dilution et à l'impuissance? N'aura-t-elle pas pour sanction l'entêtement définitif des ambitions du traité de Maastricht?

Le risque est réel, mais les candidats d'Europe de l'Est peuvent faire valoir que le problème se pose déjà avec l'élargissement en cours à quatre pays de l'Association européenne de libre échange (AELE), à savoir l'Autriche, la Finlande, la Norvège, la Suisse. Les pays fidèles au modèle proposé

par Maastricht, au premier rang desquels la France et l'Allemagne, sont conscients qu'il leur faut engager sans tarder une réflexion politique sur l'organisation de l'Union européenne, le partage des pouvoirs, le degré d'intégration souhaitable, la réforme des institutions. Pour Paris comme pour Bonn, ce serait là une priorité.

Les partenaires de l'Est apprécient l'aide, notamment financière, qui leur est consentie par la CEE et qui dépasse très largement ce que font les autres pays industrialisés. Mais ils réclament avec beaucoup d'insistance un meilleur accès aux marchés de la CEE : constatant que les exportations des Douze vers leurs marchés progressent plus vite que l'inverse, autrement dit que la réorientation radicale de leurs échanges profite surtout à la riche Communauté, ils s'insurgent lorsque celle-ci cherche à nouveau à se protéger, comme c'est le cas actuellement pour l'acier.

PHILIPPE LEMAITRE



PHARE, le programme de soutien aux réformes

Une stratégie trop centrée sur l'assistance technique.
La tendance est de privilégier désormais l'aide à l'investissement

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'APPARENCE est séduisante. Depuis 1990, la Communauté, au titre du programme PHARE, a mobilisé sur son budget 2,5 milliards d'euros pour soutenir le processus de réformes économiques dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Ce qui représente environ les trois quarts de l'effort consenti par les nations industrialisées sous forme de subventions pour y favoriser le passage à l'économie de marché.

Pourtant les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances nourries lorsque le sommet des sept principaux pays industrialisés, en juillet 1989 à Paris, chargea la Commission européenne de coordonner l'aide occidentale à la Pologne et à la Hongrie. Ce témoignage de confiance marqua le début d'une entreprise où elle s'est engagée. En dépit des moyens financiers toujours importants (plus d'un milliard d'euros en 1993), PHARE est contesté tant par les bénéficiaires que par les États membres de la CEE. Dans certains, au premier rang desquels la France, commencent à s'agiter pour tenter de « décommunautariser » — au moins partiellement — l'opération. La Cour des

comptes européenne leur a fourni des arguments en publiant sur la gestion de Phare, en décembre 1992, un rapport où elle dénonce gaspillage, inefficacité et, même, à propos de l'aide à la Pologne, des erreurs de gestion. Ses critiques lui reprochent de ne pas avoir pris à temps la mesure des difficultés d'une mission nouvelle et considérable à laquelle elle n'était pas préparée. Mais aussi, ce qui est plus grave, un manque de vision sur l'action à entreprendre. Une défaillance dont on devine que l'européen Leon Brittan, le vice-président chargé depuis l'installation de la nouvelle Commission le 1^{er} janvier des relations économiques extérieures, aura à cœur de remédier.

La Commission est consciente qu'il lui faut réagir pour corriger des insuffisances patentées. Ses critiques lui reprochent de ne pas avoir pris à temps la mesure des difficultés d'une mission nouvelle et considérable à laquelle elle n'était pas préparée. Mais aussi, ce qui est plus grave, un manque de vision sur l'action à entreprendre. Une défaillance dont on devine que l'européen Leon Brittan, le vice-président chargé depuis l'installation de la nouvelle Commission le 1^{er} janvier des relations économiques extérieures, aura à cœur de remédier.

Un champ d'application élargi

Sur le papier, Phare s'est développé comme un exercice bien réglé. Son champ d'application géographique s'est élargi au fur et à mesure que les pays de l'Est européen s'engageaient dans la voie de la démocratie et de l'économie de marché : après la Pologne et la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie, puis l'Albanie, les trois Républiques baltes et la Slovaquie,

soit onze pays en tenant compte de la division survenue de la Tchécoslovaquie. Les Républiques de l'ex-Yugoslavie auront vocation à rejoindre le club lorsque la situation sera apaisée. Un seul accord, en reste bref : l'aide à la Roumanie a été suspendue pour quelques mois, fin 1990, afin de sanctionner l'expédition musclée, orchestrée par le régime, des mineurs à Bucarest.

Lorsque la Communauté commence à intervenir, en 1990, l'économie est en friche et elle pourvoit donc aux premiers besoins. La composante « fournitures matérielles » est alors importante ; d'autres projets visent à réparer les infrastructures les plus urgentes. Au cours de la phase initiale, la stratégie de Phare met l'accent sur la formation de l'administration, des collectivités locales, des entreprises, des établissements financiers. Il s'agit de définir un cadre juridique adapté à l'économie de marché ainsi que les réformes qu'il faut entreprendre, dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la santé nucléaire, l'environnement. Vient ensuite le temps où il s'agit de résoudre les problèmes industriels, la restructuration des entreprises, la privatisation, le soutien aux PME, la prospection pour attirer l'investissement.

Le mode d'intervention repose pour l'essentiel sur l'assistance technique, c'est-à-dire le transfert de savoir-faire, l'apprentissage de

l'économie de marché. Et c'est là où le bât blesse : les pays bénéficiaires en ont par-dessus la tête de cette aide d'experts, plus ou moins qualifiés, qui produisent de beaux rapports destinés à finir sur une étagère et qui débouchent rarement sur des réalisations concrètes. « La seule limite aux voyages d'experts bruxellois à Varsovie, c'est la capacité des lignes aériennes polonaises », grince Saryusz Wolski, secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

Des procédures lourdes et des délais considérables

Transparence obligée (chaque État-membre jaloux des contrats conclus « au voisin »), les procédures sont lourdes et les délais considérables entre l'adoption d'un projet et son exécution. « En fait il y a trop d'argent et de la Commission a de la peine à le dépenser, elle n'a pas les moyens humains de gérer les programmes », s'exclame de manière moins paradoxale qu'il pourrait paraître à première vue Laurent Vachey, chargé de mission à la Mission pour la coopération en Europe centrale et orientale (MICECO), rattachée à Matignon, dont les crédits sont chèrement comptés, et qui aimerait bien récupérer une partie du budget de PHARE.

« Il y a une part beaucoup trop considérable des moyens disponibles qui sert à payer des consultants »,

renchérit Bernhard Friedmann, membre allemand de la Cour des comptes européenne. Le mot est lâché : les consultants sont partout, ils sont chers et ils ne sont pas toujours à leur place. L'omniprésence des bureaux de conseil constitue une des critiques majeures adressées au dispositif.

« La Commission n'a pas été capable de redéployer son personnel. Elle n'a personne sur le terrain : quatre personnes à la délégation de Varsovie pour gérer 200 millions d'euros par an, alors qu'il y en avait dix à l'ambassade de France pour prendre en charge les mêmes 100 millions de francs de la MICECO. Il y a très peu de fonctionnaires communautaires dans les unités de gestion des programmes, lesquelles, dans les ministères concernés, supervisent la mise en œuvre des projets. Même pour cette fonction, elle est obligée de recruter des gens à l'extérieur qui pour l'attribution de contrats, risquent de se trouver jugés et punis. C'est parfaitement malsain », raconte Laurent Vachey.

Plusieurs États membres, dont la France, insistent sur la nécessité de faire davantage appel à l'expérience des administrations nationales, des organisations professionnelles ou des entreprises, pour appliquer des programmes fondés sur le transfert de savoir-faire. « Il y a actuellement en Hongrie, en cours de démarrage, un projet visant à mettre en place une administration territoriale. Il est ridicule que cela soit géré par un consultant privé. Du coup nous avons entrepris un recensement de fonctionnaires volontaires pour de telles missions à l'Est et nous en avons parlé aux Allemands et aux Anglais », note Laurent Vachey.

Jean-Louis Cadieux, directeur général adjoint de la Commission chargé des relations avec l'Est, admet que ses services ne comptent pas assez avec les administrations nationales. « J'aimerais bien mobiliser celles-ci davantage, mais leur disponibilité n'est pas toujours évidente et on se heurte à des problèmes linguistiques. Il est vrai aussi que les consultants savent bien présenter leurs dossiers. C'est pareil avec les entreprises, elles n'ont pas toujours dix cadres de qualité à détacher pour aller travailler avec nous à l'Est, fait-il valoir. Cependant, des expériences, plutôt concluantes, ont été tentées par Bruxelles pour créer, à partir des administrations nationales, des équipes capables d'écouter des programmes de formation ayant trait à la législation douanière ou fiscale.

Des consultants bouillonnent

L'aspect rapprochement des législations et mise en place de l'appareil administratif nécessaire au fonctionnement d'une économie de marché est certainement indispensable mais pas suffisant. Les PECO reprochent à la Communauté de ne pas faire ce dont ils ont besoin. En résumé, ils réclament moins d'assistance technique et davantage de soutien à l'investissement. Un rééquilibrage dont apparemment personne ne conteste le bien-fondé. « Lorsque 80 % des moyens disponibles servent à financer des rapports de consultants, on n'a pas résolu le problème. On ne peut se limiter à définir les mécanismes de privatisation et à procéder à l'audit des entreprises à privatiser », souligne Claude Villain, délé-

gué général de la MICECO.

Des propos qui trouvent un écho favorable auprès des groupes industriels et financiers, qui ne seraient évidemment pas mécontents que les pouvoirs publics, nationaux ou communautaires, les aident à s'implanter sur place. Nul doute que les pays de l'Est deviennent plus attractifs alors que la perspective d'une adhésion, même lointaine, à la Communauté semble se préciser. « Il y a là un nouveau marché, c'est trop souvent oublié », note Bernhard Friedmann. La Cour des comptes insiste dans ses rapports sur la priorité à donner à la mise en place d'un réseau bancaire opérationnel, passage obligé pour développer une politique active en faveur de l'investissement.

D'autres font valoir que cet accent qu'il faudrait désormais mettre sur l'investissement est d'autant plus nécessaire que les PECO ne se sont pas encore vraiment attaqués à la restructuration de leurs monstres industriels : une opération qui aggraverait le chômage et rend donc particulièrement urgent la création de nouveaux emplois. Les idées ne font pas défaut : ainsi, au sein du Parlement européen (très concerné par le développement des relations avec l'Est), Gérard Fuchs, vice-président de la commission économique et monétaire, demande qu'on s'inspire de cette ONG qui, avec de petits moyens, en envoyant une équipe d'ingénieurs (dont certains préretraités) et en fournissant les pièces de rechange qui manquaient, est parvenue à réhabiliter une sucrerie en Roumanie en augmentant sa rentabilité de 40 %.

La Commission pousse à la roue et donne de son exemple de sa détermination 500 programmes. Studer d'aides à la création de PME dans les provinces polonaises qui connaissent un retard de développement. Mais elle ne convainc encore qu'à moitié. « La Commission ne voit pas une vision claire de ce qui pourrait être fait en dehors de l'assistance technique. Elle n'a jamais présenté un schéma expliquant comment s'orienter vers des actions plus concrètes et indiquant quel type d'instrument financier on va utiliser. Il n'y a aucune conception d'ensemble ni, par exemple, de propositions sur ce que pourrait être la répartition des rôles entre les vrais investisseurs que sont la BERD et la BEI et ce qui pourrait être accompli en amont par la Communauté », regrette Claude Villain.

La critique est sévère et, alors que la Communauté semble vouloir se remobiliser pour accélérer le redressement économique de ses voisins orientaux, elle pourrait trouver bientôt des prolongements politiques au niveau des Douze. Autrement dit, la recherche d'un nouveau partage des missions mais aussi des moyens. Mais, en dépit des reproches qu'ils adressent eux-mêmes à la gestion bruxelloise, il n'est pas du tout certain que les pays bénéficiaires verraient d'un bon œil une mise à l'écart, même partielle, de la Commission. « Ils préfèrent collaborer avec elle, qu'ils connaissent bien, les États-membres, ils le savent, ont trop tendance à se montrer directs », admet Bernhard Friedmann.

Ph. L.

Premiers pas vers l'adhésion

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Un des grands moments de l'émancipation des anciens pays de derrière le rideau de fer fut la signature, le 16 décembre 1991 à Bruxelles, des accords d'association liant la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie à la Communauté européenne. Il fallait voir l'enthousiasme des ministres venus de l'Est et des journalistes qui les accompagnent au Charlemagne, l'immeuble du conseil. Il était encore plus grand que leur excitation et leur curiosité pour leurs premiers pas au siège de l'OTAN, un autre lieu dont l'ouverture à leurs délégations symbolisait la fin d'un monde. Pour bien les distinguer des simples accords antérieurs de commerce et de coopération, signés à la fin des années 80, ces textes furent appelés « accords européens ». Outre les avantages réciproques en matière commerciale, ils fournissent un cadre institutionnel pour un dialogue politique, marquant nettement un saut qualitatif dans les relations entre les parties.

La négociation avait été menée rapidement, malgré le caractère ardu de certaines clauses. En décembre 1989, le conseil européen de Strasbourg avait décidé que la Communauté devait évaluer son examen des formes appropriées d'association avec les pays qui sont sur la voie de la réforme économique et politique. De son côté, dans une communication, au conseil, en février 1990, le Com-

mission avait précisé son cadre de relations qui relierait la proximité géographique, le partage des valeurs politiques, économiques et culturelles et l'interdépendance croissante. De fait, les accords signés sont globaux, avec des volets politiques, culturels, commerciaux, financiers et économiques.

Toutefois, la mise en œuvre des accords est plus longue qu'on ne l'avait pensée à l'origine. Obligatoirement consulté pour ce type d'engagements, le Parlement européen a donné son avis conforme pour la Pologne et la Hongrie, en décembre 1992. On espère que la Commission que les Parlements nationaux ratifieront d'ici à l'été, mais ce n'est pas encore fait. Heureusement, les accords intermédiaires sont entrés en vigueur dès mars 1992 pour la partie commerciale.

La partition de la Tchécoslovaquie a compliqué les choses. Le Parlement européen n'avait pas donné son avis conforme dès lors qu'il devenait évident que l'unité du pays signataire allait disparaître. Il faut renégocier l'accord avec les Tchèques et les Slovaques, sur des bases un peu nouvelles, analogues à celles qui ont été retenues pour les autres « accords européens » paraphés avec la Roumanie et la Bulgarie en novembre et décembre 1992. Il est convenu que la République tchèque et la Slovaquie se partageront les concessions commerciales consenties par la Communauté à l'ex-Tchécoslovaquie. Mais la Commission veut introduire des clauses précises sur la protection des droits

de l'homme, ce qui ne figurait pas dans les premiers accords.

En outre, les exigences de nature politique de la Commission voudraient que les Douze soient plus généreux dans les clauses commerciales, et elle le dira au prochain conseil européen. « Au conseil (des ministres), il y a toujours un problème pour améliorer l'accès des produits, constate-t-on à la Commission. L'Allemagne est devenue aussi vigilante que la France en matière agricole. »

Le casse-tête de l'immigration

Contrairement à une idée répandue, et malgré des mesures de sauvegarde, la libéralisation des échanges avec les partenaires ou futurs partenaires des accords européens s'est traduite par un solide commercial net en faveur de la Communauté, notamment parce que les exportations textiles communautaires se sont développées plus vite que prévu. Mais il y a des disparités entre les Douze. Au-delà des déclarations de principe, ceux-ci se battent en fonction de leurs propres intérêts, ce qui rend, par exemple, très difficile un accord de pêche avec la Pologne.

Un point délicat concerne l'immigration. Les accords européens ne parlent que de la circulation des travailleurs, et non de celle des personnes, ce qui, en principe, limite les risques d'afflux massif. Certains pays de l'Est seraient tentés d'attirer à la Communauté le système des contrats de travail tempo-

naires avec contingents fixés à l'avance tel qu'il était pratiqué par l'Allemagne. Cela a été refusé. « Même la Commission n'insiste pas sur ce sujet délicat », dit-on à Bruxelles, où les commissaires européens sont généralement considérés comme des « activistes » en matière d'accords européens.

Pour le moment, malgré les demandes du Danemark, il n'est pas question de négocier des accords européens avec les pays latins, trop récemment libérés du carcan soviétique et pas assez préparés à un libre-échange déjà contraignant pour les premiers signataires. Un minimum de bases économiques est d'autant plus nécessaire que l'association est conçue comme un premier pas vers l'adhésion. Régulièrement, la Commission publie des « eurobaromètres », c'est-à-dire des sondages, sur les sentiments des populations des Douze et des autres pays à l'égard de la Communauté. Celui de février fait apparaître que quatre habitants d'Europe centrale et orientale sur cinq sont en faveur d'un statut de membre à part entière à plus ou moins longue échéance. Dans le baromètre des « accords européens », la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie obtiennent des sentiments comme avant l'adhésion. La Commission voudrait que les Douze souscrivent plus explicitement à cet objectif sous forme d'une déclaration en bonne et due forme.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

فكرنا من الأصل

as embûches de la

INTELECTUELS
EST-ALLEMANDS
SUR LA SELLETTE

ESPACE EUROPEEN

L'AIDE
AUX PAYS DE L'EST

Les embûches de la réforme polonaise

L'aide de la CEE est parfois critiquée, mais les vraies difficultés viennent de l'absence de cadre juridique et de l'impréparation des entrepreneurs

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

C'EST une région pour romans de Marguerite Yourcenar, aux confins nord-est du pays, qui, avant la guerre, appartenait à la Prusse orientale. La Fondation pour les lacs de Mazurie a son siège dans une baraque d'ou centre sportif installé, comme il se doit, au bord d'un plan d'eau.

Rassemblant les efforts de deux voïvodés (préfectures) et dix-sept municipalités, avec l'appui du ministère à Varsovie ainsi que de la CEE, la Fondation a pour objet de défendre l'environnement d'une des provinces les plus propices au tourisme de la Pologne. Dans cette zone de lacs et de rivières, sa tâche première est la protection du milieu aquatique. Il faut moderniser et multiplier les stations d'épuration, faire la chasse à l'épandage anarchique d'engrais ou de lisier.

L'ingénieur Roman Stanczyk, qui préside la Fondation, est un homme de terrain, modeste à l'évidence peu enclin à la critique systématique. Et pourtant il est sévère. L'aide accordée par PHARE atteint 1,8 million d'euros, dont 450 000 ont été affectés à l'élaboration d'un plan d'aménagement de la zone et 700 000 à l'achat d'équipements pour les stations d'épurations.

Trois régions

nales

« Le plan d'aménagement, ce n'était pas notre idée, la décision a été prise par les gens de la Communauté et du ministère à Varsovie. Il a été rédigé par un bureau de conseil danois, qui ignore tout de nos conditions de travail, de la faiblesse de nos moyens et qui utilise un langage compliqué, peu adapté à nos mentalités. Ce plan n'est pas réaliste, il ne nous sera pas utile, sauf peut-être pour impressionner les banques... », constate Roman Stanczyk.

« L'argent de la Communauté

n'est pas facile à gagner », poursuit-il, en évoquant les procédures qui doivent suivre les entreprises polonaises pour être choisies comme fournisseurs. « Les documents sont difficiles à comprendre. Nous venons de lancer un appel d'offre selon les spécifications de la CEE. Les entreprises polonaises intéressées ne s'en sont pas sorties et nous allons devoir l'annuler, c'est trois mois de perdu. »

Entre les lacs de Mazurie et Varsovie, le chef-lieu de Sokolow-Podlaski. C'est une des trois régions rurales choisies pour installer à titre expérimental, avec le concours de la Communauté, un réseau de téléphone digital moderne et, en même temps, remplacer les PTT polonaises par des compagnies privées, supportées plus opérationnelles. Une réforme à la fois technologique et juridique.

PHARE finance donc la Fondation pour le téléphone qui doit créer des compagnies locales. Celle de Sokolow-Podlaski, dirigée par Maciej Waz, réunit dans son conseil d'administration, outre la Fondation, des entreprises locales mais aussi la TPSA (les PTT polonaises) ; lorsque ses équipements seront en place, les quelque 6 000 abonnés de la TPSA y seront connectés.

Choisie après appel d'offre, la filiale espagnole d'Ericsson, qui fournit les nouvelles installations. Le contrat a été signé par les représentants de la Commission européenne au nom du gouvernement polonais. L'aide de la CEE se situe autour de 2,13 millions d'euros ; elle est financée l'étude de faisabilité et pris en charge partiellement l'achat d'équipements. Pour Maciej Waz, la principale difficulté tient beaucoup moins à la lourdeur des procédures de PHARE qu'à la « mauvaise volonté » de certains fonctionnaires de la TPSA.

« Nous sommes des pionniers, il n'y a aucun modèle pour notre action, nous devons créer l'environnement légal. Bien plus qu'à des problèmes techniques, nous nous heurtons à notre ignorance de l'économie de marché. Notre rentabilité

dépendra beaucoup des compensations que nous devrons payer à la TPSA. Nous aurons besoin de l'arbitrage du ministre », dit-il, apparemment confiant.

Cette nécessité de surmonter l'ignorance, les pesanteurs du passé, de se familiariser avec des méthodes nouvelles, n'est assurément pas remise en cause au Fonds de coopération, une organisation publique qui, sous la houlette de Hubert Skrzyszewski, gère une dizaine de programmes, la plupart financés par PHARE. Hubert Skrzyszewski, jeune et brillant cadre supérieur d'une banque au Luxembourg, avec les avantages de la fonction, est revenu dès 1989 pour se consacrer au développement de son pays.

Un secteur bancaire

défaillant

Il ne cache pas que les résultats affichés par certains programmes ne sont guère satisfaisants. Ainsi les paiements opérés au titre de l'aide aux PME ou bien du soutien à l'agriculture (agroline) ne représentent qu'une partie très faible des sommes mobilisées par PHARE. 25 millions d'euros pour le premier programme et 30 millions pour le second. Dans les deux cas, les raisons, à quelques variantes près, sont les mêmes. D'une part le secteur bancaire s'est révélé défaillant - c'est là un des principaux goulots d'étranglement freinant les efforts de réforme ; d'autre part, les bénéficiaires potentiels ne possèdent souvent pas la préparation suffisante pour s'insérer dans le processus.

Deux handicaps qu'il a fallu surmonter. En renforçant le partenaire bancaire (la campagne, le Fonds a choisi de s'appuyer sur le réseau de banques coopératives), mais aussi en sélectionnant dans chacune des provinces une organisation locale (chambre de commerce, agence régionale de développement, ONG, université...) que le Fonds charge d'apporter assistance aux chefs d'entreprise perdus dans le maquis administratif. L'idée est d'aider financièrement une quinzaine de centres de soutien aux affaires ainsi que de centres de formation, en donnant la priorité à l'est du pays moins favorisé par l'aide occidentale. De tels centres sont déjà opérationnels en Basse-Silésie et dans la région de Cracovie.

Un travail

de longue haleine

Les crédits aux entreprises peuvent donc converger à l'ère accordée et, ce stade étant atteint, la crainte de Hubert Skrzyszewski et de son équipe, est assurément de voir le gouvernement se mettre d'accord avec Bruxelles pour renouer à ces programmes. « Ce serait une erreur, lourde d'effets pervers, de se concentrer sur la rapidité des décisions. La transition vers l'économie de marché est une œuvre de longue haleine. La plupart de nos projets impliquent de la part des acteurs un changement de comportement qui prend du temps », insiste le directeur du Fonds de coopération, qui hésite pas à marquer quelque distance par rapport à son patron, Jacek Saryusz-Wolski, sous-secrétaire d'Etat pour l'intégration européenne et l'aide extérieure. Celui-ci, préoccupé d'accroître l'investissement, ferait volontiers le ménage en annulant des programmes à la rentabilité estimée trop lointaine.

Marek Krawczyk et Boguslaw Hoba, respectivement directeur de l'Agence pour le développement industriel et de la Fondation pour la privatisation, bénéficiant l'une et l'autre du concours de PHARE, ne sont pas tendres, eux non plus, pour le système bancaire du pays, jugé trop timide lorsqu'il faut investir. Il est difficile, expliquent-ils, de lancer sur le marché une entreprise, même restructurée, avec un capital de départ quasi insignifiant. Ils suggèrent donc la création d'un fonds d'investissement, mais aussi l'adoption d'une loi pour pousser les banques à investir.

L'agence a prêté son concours à 400 opérations de restructuration, dont une centaine sont actuellement en cours. Le scénario est immuable : il faut stabiliser la situation financière, vérifier la capacité technologique, commerciale, professionnelle, procéder à une réduction de l'emploi. Souvent intervient un partenaire étranger. Sont-ils mal accueillis ? On cite le cas de la centrale thermique de Cracovie, où Solidarité a bloqué l'achat de l'entreprise par les Américains. Mais, en sens inverse, le même syndicat a appuyé (il est vrai qu'il n'y avait guère de choix) la prise de contrôle de Huta Warszawa par le sidérurgiste italien, Lucchini, la plus importante opération de privatisation accomplie en Pologne après le rachat par Fiat de FSM, principal

constructeur automobile du pays. Le problème des limites à imposer au capital étranger se trouve au centre du débat difficile, en cours au Parlement, sur le projet de loi de privatisation de masse.

Trois experts détachés par la CEE siègent à l'outil de gestion de l'agence qui, par ailleurs, pour ses multiples audits, fait appel à un nombre toujours plus élevé de consultants.

L'appréciation est également positive à la Fondation pour le développement du secteur financier, active dans quatre secteurs : la banque, l'assurance, la comptabilité, la réforme fiscale. Le directeur, Waldemar Maj, se plaint de l'insuffisance des crédits qui lui sont alloués par PHARE (16 millions d'euros sur trois ans) mais ne pense pas avoir à sa disposition trop d'experts venus de Bruxelles ou de consultants pour exécuter les rapports d'évaluation, les audits financiers, les conseils ou tout genre qui exigent, avant de s'engager dans des réformes, la restructuration des banques ou des assurances.

« C'est vrai que nous avons parfois sous-estimé les difficultés. Mais, grâce, ne tirez pas sur le planiste, nous savons bien que quelques programmes devront être révisés et n'oubliez pas que PHARE représente, et de loin, l'aide extérieure la plus importante », conclut Alexander Dijkster, chef de la délégation de la Commission en Pologne. Oubliant un instant ses critiques et son ironie corrosive, Jacek Saryusz-Wolski confirme : PHARE est le meilleur programme d'assistance extérieure. Il constitue pour nous un instrument d'intégration progressive à la Communauté. Il faut certes l'améliorer, rendre son mécanisme plus souple, mais ce serait une catastrophe de le diviser, de restituer aux États membres de la CEE la gestion d'une partie des crédits disponibles. »

Ph. L.

Au secours de l'air hongrois

BUDAPEST

de notre correspondant

A partir de la fin mai, cinq camionnettes aux couleurs de la CEE vont silloner les routes hongroises. Leur mission : détecter les niveaux de pollution. Ces véhicules spécialement aménagés, appelés « stations mobiles », ainsi que quatorze autres stations fixes réparties dans huit départements, font partie de l'un des plus importants projets européens de lutte contre la pollution de l'air. Financé par le programme PHARE (3,5 millions d'euros), l'appel d'offres pour sa mise en œuvre a été remporté par la Société française d'ingénierie (SFI), en collaboration avec la société environnement SA, l'un des principaux constructeurs d'équipements d'analyse de la qualité de l'air.

La mise en place du matériel est en cours et répond à une demande des autorités magyares qui ont engagé, il y a cinq ans, une étude sur la modernisation et l'extension des malgros installations existantes. Pour la Hongrie, il s'agit presque d'une opération de salubrité publique vu l'ampleur de la pollution atmosphérique.

Les voitures

voilà l'ennemi !

L'Organisation mondiale de la santé notait récemment que ce pays figurait parmi les cinq pays occidentaux où la morbidité était la plus élevée pour les maladies respiratoires, telles le cancer du poumon, les bronchites chroniques et l'asthme ; même si ces maladies ne sont pas directement provoquées par la pollution, celle-ci aggrave considérablement leur développement.

L'ennemi principal, ce sont les voitures. Non seulement la plupart sont vétustes (moyenne

d'âge : dix ans), mais les Trabant et les Wartburg, équipées de moteurs à deux temps particulièrement polluants, représentent 20 % du parc. Responsables en grande partie des émissions de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote et d'hydrocarbures, elles asphyxient littéralement les villes comme Budapest ou Győr, située, à la sortie du tronçon d'autoroute qui relie la capitale à Vienne. Autre priorité : le bassin industriel du nord-est, gravement affecté par les dioxydes de soufre et les poussières en suspension qui charrient des particules de métaux toxiques.

Le programme PHARE ne va pas anéantir ces fléaux, mais permettra de mieux les cerner. Les quatorze stations fixes reliées à un centre régional par liaison radio transmettront toutes les demi-heures des données sur la pollution de l'air. « C'est un progrès énorme, car, jusqu'à présent, nous devions attendre presque un mois avant de recueillir les informations », se félicite le docteur László Szantgyörgyi, l'un des responsables du projet.

Une pollution supérieure aux normes une fois décelée, une action de prévention peut être déclenchée en coordination avec la municipalité concernée. Exemple : limiter ou dévier la circulation. « Cela sera sûrement plus difficile quand il faudra s'attaquer aux industries », reconnaît le docteur Szantgyörgyi. Même avec le meilleur équipement technique, l'application des plans Smog va sûrement donner lieu à des conflits entre les lobbies industriels, écologiques et sanitaires. Le plan Smog de Budapest n'a jamais été mis en œuvre depuis son adoption il y a dix ans. Et ce n'est pas parce que l'air est pur.

YVES-MICHEL RIOLS

Des logements pour l'Albanie

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Bien que ce ne soit pas l'objet principal de sa mission, la cellule du programme PHARE consacre environ un dixième de ses moyens à l'aide humanitaire. Elle est intervenue pour secourir les orphelins roumains. Elle est active en Macédoine. Mais, actuellement, c'est l'Albanie qui l'occupe la plus.

L'ancienne dictature communiste la plus caricaturale d'Europe a reçu 55 millions d'euros en 1990, 1991 et 1992. Avec sa population atteignant et pleine de bonne volonté, ses innombrables dépressions humaines et aussi ses potentialités, son paysage agricole comme figé depuis le début du siècle, l'Albanie laisse un souvenir ému aux fonctionnaires de Bruxelles en charge des pays de l'Est. « Nous sommes comme des explorateurs, des missionnaires, en pleine Europe », dit l'un d'eux, retour de Tirane.

PHARE a mis en place un fonds d'urgence destiné à financer les projets d'intervention des ONG sur l'ensemble du territoire. Il s'agit de fournir des vêtements et de la nourriture à des villages isolés et de remédier à la grande misère des dispensaires locaux. Le secteur hospitalier est totalement sinistré et la pénurie de

médicaments est dramatique, malgré la jeunesse de la population (moyenne d'âge vingt-sept ans).

« Le matériel médical ? Dépassé et inutilisable, explique un cadre de PHARE. Les infrastructures ? Plus d'éclairage, lits rouillés, plus de vitres aux fenêtres et plus de chauffage. Impossible de doter les médicaments. Les chambres froides ne fonctionnent plus. » PHARE a dû fournir non seulement des médicaments et du matériel médical d'urgence mais aussi des camions neufs, les autorités ne disposant que de deux véhicules vétustes pour l'ensemble du pays.

Un autre aspect étonnant du programme d'aide humanitaire est le sauvetage des anciens détenus politiques. Jusqu'en 1990, la répression a touché à des degrés divers un tiers de la population. Lorsqu'un mauvais esprit était incarcéré, toute sa famille était reléguée dans des camps de travail. Il y a deux ans, les nouvelles autorités ont prêté en liberté quelque 20 000 détenus politiques. « Leur réintégration dans la société s'annonce particulièrement difficile », estime-t-on à la cellule PHARE. Dans l'immédiat, PHARE s'emploie à leur faire construire deux cent cinquante logements.

J. de la G.

LE MONDE
diplomatique

AVRIL 1993

INTELLECTUELS
EST-ALLEMANDS
SUR LA SELLETTE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

Le Monde
DES PHILATELISTES
AVRIL 1993

Golf : un parcours en timbres
EIRE

FRANCE
DES NOUVEAUX
TIMBRES EN AVRIL

Avril. En vente en kiosque

BON DE COMMANDE DU N° 473 DU « MONDE DES PHILATELISTES »

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____ LOCALITÉ : _____

CODE POSTAL : _____

France métropolitaine seulement : 30 F (port inclus)

Nombre d'exemplaires _____ x 30 F = _____ F

(les virements ne sont pas acceptés.)

Commande à faire parvenir avec votre règlement à
LE MONDE - Service vente au numéro - 15, rue Falguière, 75011 PARIS CEDEX 15

Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque bancaire ou postal.

*En attendant les investissements privés,
les pays d'Europe centrale sont tributaires des crédits publics*

STRASBOURG

de notre correspondant

Depuis 1948, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a pour rôle d'électer la communauté internationale à l'égard des droits de l'homme. Le Parlement européen a montré attentif à cet aspect des relations de la CEE avec les pays tiers. L'Assemblée communautaire tente de donner un contenu concret à la reconnaissance des droits de l'homme intégrés à la convention lent les Douze à leurs associés d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Strasbourg produit régulièrement des recommandations qui tendent à atteindre à la dignité humaine. Pour bien montrer le priorité qu'il accordait à cette tâche, les parlementaires ont créé, en 1970, un poste de rapporteur chargé de la liberté de l'esprit. Il a été successivement attribué à Nelson Mandela et Anatoli Merchenko, Alexandre Dubcek, Aung San Qu Yu, Adem Demaci et aux députés argentines de la place du Moi.

Le rôle

La loi du Conseil de l'Europe

Indéniablement, c'est le Conseil de l'Europe qui e à sa disposition les instruments les plus forts pour garantir au mieux les droits de l'homme. Tout Etat candidat à l'adhésion à l'organisation de Strasbourg doit non seulement signer la Convention européenne mais accepter le recours individuel auprès de la Cour des droits de l'homme et se soumettre eux arêts rendus.

La République tchèque et le Slovaquie, qui reforme l'acte de candidature après la partition, se sont déclarées d'ores et déjà formellement liées par les dispositions européennes. Les autres — Estonie, Lituanie, Lettonie, Roumanie, Slovaquie, Croatie, Hongrie — ont marqué leur volonté d'être liées par des contraintes à l'issue des négociations d'adhésion. L'entrée de la Lettonie risque toutefois d'être retardée en raison des problèmes liés aux droits civiques des minorités (notamment russe), alors que les deux autres candidats, la Hongrie et la Pologne, rejoindront le club de Strasbourg avant l'été.

Les responsables européens cherchent des formules transitoires afin que les pays qui ne sont pas encore membres tiennent compte de la Convention des droits de l'homme et acceptent « un certain contrôle » par les instances strasbourgeoises. Ca mené à la carte, prévu pour l'été 1998, de la Convention des droits de l'homme, remises, proposée à ce stade deux options : la première concerne la Bosnie-Herzégovine ; La comité des ministres des « Vingt-cinq » vient de décider qu'il contribuera à la création d'une cour des droits de l'homme dans ce pays. Elle sera composée de cinq juges désignés par le Conseil de l'Europe et de quatre magistrats nommés par les autorités bosnien-

La seconde formule porte sur la constitution d'un comité intermédiaire composé de membres de la Cour européenne et fonctionnant comme un organe de surveillance du respect des droits de l'homme dans les pays qui seraient prêts à s'y soumettre. A l'évidence, les autorités européennes pensent à des pays qui ne sont pas candidats, comme les Républiques de l'ex-URSS (Ukraine, Biélorussie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan), mais qui pourraient l'être plus tard.

Toutes les initiatives du Conseil de l'Europe tendent vers un même objectif : créer une atmosphère pour un rapprochement et « naturel » des droits de l'homme. Banaisers, se réflexe démocratique ne peut se faire qu'en progressant par étapes successives. « On ne tient compte de besoins différents correspondant à des situations particulières. » Aujourd'hui, affirme Hans-Peter Furrer, directeur des affaires politiques de l'organisation européenne, il n'est pas possible d'appliquer la même médecine dans tous les cas de fautes.

MARCEL SCOTTO

Ly a trois manières d'aider l'Europe de l'Est : apporter de l'assistance technique pour accélérer la modernisation ; ouvrir les marchés de l'Ouest pour augmenter les exportations ; prêter des fonds pour assaillir les capitaux multilatéraux qui peuvent paraître secondaire en regard de l'ampleur des transformations en cours, est en fait primordial. Car seule une position financière externe stable est susceptible d'engendrer la confiance des investisseurs et d'ouvrir l'accès aux marchés internationaux des capitaux. En clair, d'engendrer les ressources des États. Derrière l'appellation globale d'aide macroéconomique, on trouve principalement les prêts à court terme, les lignes de crédit, les financements multilatéraux et les remises de dette.

Immédiatement après la chute des régimes communistes, les socialistes extérieurs des anciens pays socialistes se sont nettement détournés. Leur commerce avec les partenaires du COMECON s'était effondré, les obligeant à se tourner vers le monde libre. Les échanges commerciaux avec l'Ouest n'avaient pas encore décollé. Certains Etats, dont la Hongrie, la Bulgarie et surtout la Pologne, étaient de dettes extérieures énormes. Ils avaient pu bénéficier de crédits internationaux monétaires (convertibles en devises occidentales) et de renforcer leurs réserves de change. Dès le mi-1989, un groupe d'aide se mit en place, regroupant les principaux pays industriels, sous le nom de G-24.

Une générosité en baisse

De l'avis de tous les spécialistes, la coordination et la comptabilisation de ces crédits reste — en dépit des nombreuses conférences internationales — presque impossible à réaliser. Malgré tout, les flux financiers apportés à l'Europe de l'Est depuis trois ans ont été importants. Selon les estimations de la commission économique pour l'Europe de l'Est (CEECE-ONU), entre 1985 et 1992, les pays d'Europe centrale et orientale (EC) ont reçu 6,5 milliards de dollars de la part de la Banque mondiale, 5,6 milliards du FMI, tandis que la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a apporté 5,5 milliard, la Banque européenne d'investissement 3,5 milliard, et le Fonds monétaire international 3,2 milliards. En ajoutant à ces sommes 75 milliards de dollars environ de crédits bilatéraux.

Reste à savoir si ces flux se poursuivront ces prochaines années. Déjà, la générosité a faibli en 1992 : l'Europe centrale et orientale a reçu 10 milliards de dollars de crédits multilatéraux en 1991 (sans compter les « crédits spéciaux »).

mais seulement 5 milliards l'an dernier. L'aide macroéconomique apportée à l'Europe de l'Est ces dernières années a d'autre part été largement composée de « financements spéciaux », c'est-à-dire principalement de réaménagements de dette.

Ainsi, la Pologne a bénéficié en 1991 d'un accord de réduction de sa dette officielle (33 milliards de

Accompagner la transition

Conçue en 1990, inaugurée en 1997, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est pleinement opérationnelle depuis 1992. Pour mettre en œuvre sa mission - financer les infrastructures publiques en Europe centrale et orientale, et encourager le développement du secteur privé, - elle dispose d'un capital de 10 milliards d'euros (88 milliards de francs) et emprunte sur les marchés internationaux des capitaux.

Son fonctionnement ressemble donc fort à celui d'autres organismes régionaux de développement, comme la Banque asiatique, ou la Banque inter-américaine de développement. Principale innovation : ses statuts définissent clairement son rôle d'assistance à la transition vers l'économie de marché.

La BERD, dont l'existence même a été critiquée, notamment par les Etats-Unis, est encore un pourvoyeur de capitaux relativement modeste en comparaison des autres principales institutions multilatérales. Au cours de son exercice comptable clos au 31 décembre, elle s'est engagée à 1,2 milliard d'allocations (dont 400 millions de francs) sur 55 projets, la majorité sous forme de prêts, et 10 % environ sous forme de prise de participation dans le capital d'entreprises. Conformément à sa vocation, la banque, dont le siège est à Londres, a servi de « catalyseur » à des fonds d'origine diverse (les associations de pays donateurs ont versé 7 milliards d'écus, contre 1,5 milliard seulement l'année précédente).

Le BERD a réalisé une grande partie de ses opérations dans le secteur des télécommunications, consentant par exemple deux prêts importants à la Roumanie et à la Pologne pour la modernisation de leurs réseaux. Par ailleurs, l'organisme dirigé par l'ancien conseiller spécial du président de la République française, Jacques Attali, dispose d'une équipe d'économistes et de techniciens. Dans certains pays, notamment dans l'ex-URSS, le BERD effectue surtout des missions de conseil.

dollars) très avantageux, tandis que la Bulgarie et l'Albanie ont des relations très mouvementées avec leurs créanciers. Le non-remboursement des dettes apporte souvent un ballon d'oxygène, comme c'est le cas à l'heure actuelle en Russie. De plus, la Pologne avait constitué, grâce

Programmes

Ces crédits, ces remises de dette, n'ont permis à tous les gouvernements de l'Est de boucler tant bien que mal leurs balances des paiements. Cependant, seules la Hongrie et la Tchécoslovaquie inspirent suffisamment confiance pour être à même d'emprunter sur les marchés des capitaux internationaux (après des banques internationales ou des grands investisseurs); elles attirent la quasi-totalité des investissements privés à l'Est. Cette année, il est vrai, le chemin de l'Est vers l'Occident se permet d'espérer un redémarrage des flux privés.

Tant que l'investissement privé n'aura pas pris davantage d'ampleur, les pays d'Europe centrale et orientale resteront largement dépendants de l'aide officielle et multilatérale. La CEE a engagé des

programmes pluriannuels. Mais les sommes en jeu sont faibles, surtout comparées à la cinquanteaine de milliards de dollars transférés chaque année par l'Etat allemand à l'ex-RDA. De plus, le soutien du FMI reste lié au respect de critères macroéconomiques stricts, ce qui explique en partie les versements plus faibles en 1992 qu'en 1991 (1,1 milliard de dollars contre 3,7 milliards).

Enfin, plusieurs pays d'Europe centrale entrent dans une nouvelle phase de leur transformation : après les dures années de stabilisation monétaire, d'ajustement des prix et de chute de la production, les taux de chômage augmentent rapidement. Le nombre de sans-emploi pourrait atteindre 16 % de la population active polonaise cette année.

Cette évolution, qui s'ajoute à la chute de la demande à l'Ouest pour cause de marasme économique, fera naître sans aucun doute de nouveaux besoins financiers. Préoccupés avant tout par le Russe, les pays européens et les autres créanciers pourraient bien se montrer moins réceptifs aux requêtes de l'Europe centrale et orientale.

FRANCOISE LAZARE

(1) Albanie, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, ex-Tchécoslovaquie, ex-Yougoslavie, ainsi que les trois pays baltes.

L'impératif de la sécurité

Rassurer les anciens membres du pacte de Varsovie sans isoler la Russie

LORSQU'IL orsqu'il est question de leur sécurité, c'est vers l'OTAN, non vers l'Europe communautaire, que se tournent les pays de l'Est. Dès le démantèlement du pacte de Varsovie, les pays d'Europe centrale se sont sentis en situation d'insécurité et ont frappé à la porte de la seule organisation en mesure de les protéger face à un voisin russe qui restait une grande puissance militaire : l'alliance atlantique.

La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie de l'époque, ont assez rapidement compris qu'il s'agissait d'une question pour les Occidentaux de leur offrir ni une intégration dans l'alliance, ni une garantie collective, ce qui revenait au même. Élargir l'alliance jusqu'aux frontières de l'URSS, ou de la Russie, c'était, aux yeux des Occidentaux, isoler trop dangereusement Moscou.

Ecartant toute garantie formelle de sécurité aux Etats d'Europe centrale et aux pays baltes, l'OTAN a choisi la voie de la coopération avec tous les anciens membres du pacte de Varsovie, y compris les Républiques de la CEE.

Le Conseil de coopération de l'Atlantique nord (COCONA) a été créé fin 1991. Il institutionnalise le dialogue entre l'OTAN et les

anciens membres du pacte de Varsovie, sous forme de réunions régulières entre ministres de la défense et ministres des affaires étrangères et entre responsables militaires.

Dans l'effort qu'ils font pour adapter l'alliance atlantique à la nouvelle donne de l'après-guerre froide, les Etats-Unis ont essayé d'aller plus loin en décembre 1992, en proposant une coopération entre l'OTAN et les pays de l'Est pour des opérations de maintien de la paix. Le principe en a été acquis, ce dépit de l'éternelle querelle interne de l'alliance atlantique - en l'occurrence l'opposition de la France à ce que les instances militaires de l'organisation (auxquelles elle ne participe pas) soient le maître d'œuvre de telles opérations.

L'exemple de l'ex-Yougoslavie permet en toute hypothèse de douter de l'ardeur des Occidentaux (Européens comme Américains) à aller éteindre les feux qu'allume dans tout l'est du continent le réveil des nationalismes. Ni à ce type d'insécurité ni à celui qu'engendre le voisinage d'une Russie instable et militairement puissante n'a été pour l'instant apportée une réponse vraiment crédible.

C. T.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la Société
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

6, RUE FAUBOURG
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 266.906F

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :

1. PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94852 IVRY-SEUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SEUR-SEINE CEDEX.
TEL. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE etries
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 892 F	2 006 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne **libre** sur demande.

Pour vos abonnements, renvoyez ou bulletin accompagnant de votre invitation à l'adresse ci-dessous ou par MINUTE : 36-15 LEMONDE.com d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN 0395-2037) is published daily for \$ 500 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 Ivry-sur-Seine, France. Except that postage paid at New York, NY, USA, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to 1666 67th St. New York, NY 10019. Canada Post # 22917 - 1216

For the advertisement service, see USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICES, Inc. 3300 Pacific Avenue Suite 400 Virginia Beach VA 23461 - 2983 USA

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

361 MON 01
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75982 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-82-72-72
Téléc MONDUFIB 634 128 F
Vente : 46-82-72-81. Société Officielle de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tout les sous-propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris PP

Le Monde

TELÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Inscripción de « Le Monde »
12, C. de Camille
94852 IVRY Cedex

PP-Paris PP

Le Monde
PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourd
Directeur général : **Michel Cros**
Membres du comité de direction :
Jacques Gode, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardieu

15-17, rue du Colonne-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDUPUB 344 128 F
Téléfax : (1) 46-62-70-71 - Société Anonyme
de la SOCIÉTÉ de Presse et de Médias de France S.A.

Le Monde

TÉLÉMATINE
Composant 36-15 - Tarifs LEMONDE
ou 36-15 - Tarifs LM

Imprimerie
de « Monde »
12, rue Marmont
94852 IVRY Cedex

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie :

3 mois ☐ **6 mois** ☐ **1 an** ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

_____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les sous-propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ

Les « bavures » policières de Paris, Chambéry et Wattrelos

Le ministre de l'intérieur affirme que « tout manquement grave sera sanctionné »

Après la succession de « bavures » policières, le ministre de l'intérieur Charles Pasqua a opté pour la fermeté. Quatre fonctionnaires de police ont été suspendus, jeudi 8 avril, « sans préjudice d'autres sanctions qui pourraient être prises si des responsabilités nouvelles venaient à apparaître, à quelque niveau que ce soit ».

Il s'agit du policier, dont l'identité n'a pas été précisée, auteur du coup de feu qui a tué, le 4 avril, à Chambéry (Savoie), un ouvrier, âgé de dix-huit ans, lors de son interpellation; de l'inspecteur Pascal Compain, auteur du coup de feu qui a tué, le 6 avril, un Zaïrois, âgé de dix-sept ans, durant sa garde à vue dans un commissariat

parisien; du gardien Frédéric Fournier, auteur du coup de feu qui a grièvement blessé, le 7 avril, un jeune lycéen à Wattrelos (Nord); et, enfin, du commissaire principal José Ruiz, responsable du commissariat des Grandes Carrières, à Paris, où était affecté l'inspecteur Compain.

« Tout en mesurant la difficulté de la mission de la police et les risques encourus par ses personnels qui ont souvent payé de leur vie leur engagement total au service de la sécurité des personnes et des biens », M. Pasqua a tenu à rappeler « de la manière la plus ferme, qu'ils seront certes soutenus, mais qu'il leur appartient de faire preuve de maîtrise dans l'exécution de

leurs missions ». « Leur action, a-t-il ajouté, doit nécessairement s'inscrire dans le respect du droit et des libertés fondamentales, et tout manquement grave sera sanctionné ».

La justice a mis en examen les policiers impliqués à Chambéry et Wattrelos, tandis que l'inspecteur Compain était écroué pour homicide volontaire, chef d'accusation rarement retenu dans ce genre d'affaire. Le jeune Zaïrois était « retenu arbitrairement » depuis plusieurs heures dans le commissariat parisien où il a été tué, l'inspecteur ayant ignoré l'instruction de levée de garde à vue qui lui avait été notifiée par le parquet des mineurs de Paris.

De nouveaux incidents ont opposé, jeudi soir, des manifestants et les forces de l'ordre dans le dix-huitième arrondissement de Paris. Après avoir été reçu au ministère de l'intérieur, le père du jeune Zaïrois a lancé « un appel au calme » en compagnie du président de SOS-Racisme, Fodé Sylla.

Enfin, une nouvelle polémique a surgi à la suite du décès, mercredi 7 avril, dans le commissariat d'Arcachon (Gironde) d'un jeune, victime d'un éclatement de la rate et ayant un poumon perforé, sans que l'on sache encore s'il s'agit d'une nouvelle « bavure » ou d'un décès consécutif à une rixe antérieure à son interpellation.

Une « monstruosité déontologique »

« Une bavure chimiquement pure », commente un haut responsable de la police, « une monstruosité déontologique », ajoute un magistrat. Les douze heures séparant l'arrestation du jeune Makome M'Rowole et sa mort restèrent dans les annales policières. Avant que l'inspecteur Pascal Compain tire une balle dans la tête de ce jeune Zaïrois de dix-sept ans, il y eut une série d'erreurs et de libertés prises avec la légalité. Une demi-journée qui vaut aujourd'hui à l'inspecteur d'être écroué après avoir été mis en examen pour « homicide volontaire » — un chef de poursuites très rarement utilisé dans un dossier impliquant un policier.

L'enchaînement fatal commença à 4 h 30 du matin, mardi 6 avril. Les trois suspects interpellés par une patrouille de police ont dû à l'échappatoire, les bras encombrés par une cargaison de cigarettes et de cigarettes viciées, se précipiter dans une cour. Les trois suspects interpellés par une patrouille de police ont dû à l'échappatoire, les bras encombrés par une cargaison de cigarettes et de cigarettes viciées, se précipiter dans une cour.

en garde à vue. Le parquet de Paris en est immédiatement avisé.

A partir de cette heure — 6 h 30 — c'est le même officier de police judiciaire, l'inspecteur Compain, qui s'occupe de Makome. D'une première interpellation, il transmet régulièrement au parquet des mineurs les informations recueillies pendant l'audition. Si bien que la progression de l'enquête conduit le substitut de permanence à ordonner, en fin de matinée, autour de midi, la levée de la garde à vue. L'inspecteur Compain reçoit personnellement l'instruction du parquet, enregistrée, noir sur blanc, sur la procédure rédigée au commissariat, de remettre en liberté ce jeune mineur. Mais le policier n'en tiendra pas compte, agissant dès lors de son propre chef, sans jamais aviser le parquet que l'ordre de levée de garde à vue n'a pas été exécuté.

Si les instructions du parquet avaient été suivies, Makome aurait été remis en liberté à 12 heures. Comme le second mineur, que ses parents sont venus chercher au commissariat. Mais ceux de Makome n'ont pu être joints: ils n'ont pas le téléphone et, selon leur avocat, M-

Francis Terquem, aucun gardien de la paix n'est venu les prévenir à domicile de la situation de leur fils. La famille n'apprendra la vérité que bien plus tard, lorsque des policiers l'informeront du décès de Makome. Le parquet de Paris découvrira à peu près au même moment que l'adolescent, qu'il croyait remis en liberté, venait d'être tué.

Le geste d'apaisement de Charles Pasqua

Entre-temps, Makome est d'abord enfermé dans une cellule. Deux heures d'attente, le temps pour l'inspecteur Compain d'aller déjeuner. Pourquoi ce maintien aux Grandes Carrières? Le policier assure aujourd'hui qu'il aurait reçu des déclarations « spontanées » du mineur arrêté avec Makome mettant en cause ce dernier. Mais M. Terquem s'étonne de ne pas trouver trace de l'audition concernée dans le dossier qu'il a consulté après la mise en examen du policier.

Quand l'interrogatoire reprend, Makome est plus agressif et plus méfiant. Comme le second mineur, que ses parents sont venus chercher au commissariat. Mais ceux de Makome n'ont pu être joints: ils n'ont pas le téléphone et, selon leur avocat, M-

ministère. Et que la « patron » des Grandes Carrières, le commissaire José Ruiz, vient passer un moment dans le bureau, dix minutes environ avant le drame. Les aveux de l'inspecteur et l'enquête de l'IGS ont éclairé la suite: Makome a menacé le policier de « le retrouver à la sortie », l'inspecteur a sorti son revolver du tiroir de son bureau pour, dit-il, lui « faire peur ». Une balle a atteint l'adolescent en pleine tête, alors que le canon du revolver était appuyé contre la face de Makome, « à bout touchant ».

Judi 8 avril, la famille du jeune homme, le président de SOS-Racisme, Fodé Sylla, et M. Terquem ont été reçus place Beauvau par un conseiller du ministère de l'intérieur. Le père de Makome, un Zaïrois sous le coup d'une « invitation à quitter le territoire » française depuis décembre 1992, a néanmoins reçu l'assurance qu'il pourrait revenir dans l'hexagone après avoir enterré son fils au Zaïre. Un geste d'apaisement, accompagné de sanctions édictées pour les policiers, grandement apprécié par M. Terquem qui, récemment passé du PS à Génération Ecologie, assure qu'il n'a guère de précédent.

ERICH INCIVAN

Les policiers invités à faire preuve de « maîtrise » et de « professionnalisme »

Le ministre de l'intérieur vient d'inviter fermement tous les échelons hiérarchiques de la police nationale à rappeler à leurs troupes les règles élémentaires de professionnalisme. A cette fin, le directeur général de la police nationale, Bernard Grasset, a adressé un télégramme aux préfets, tandis que le chef du service central de la police urbaine, Michel Tanière, s'adressait par la même voie à l'ensemble de ses directions régionales.

« La sécurité des personnes et des biens, écrit M. Grasset, est une priorité qui implique un engagement total de la police nationale et une grande détermination de la part de ses personnels. Face à cette exigence, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire m'a demandé de transmettre aux policiers la confiance du gouvernement. Ils savent pouvoir compter sur mon soutien. Toutefois, tout en mesurant la difficulté de leur mission et les risques qu'ils encourent, il vous appartient de leur rappeler qu'ils doivent faire preuve de maîtrise et de professionnalisme dans l'exercice de leurs tâches. Leur action doit toujours s'inscrire dans le respect du droit et des libertés fondamentales. Si l'on peut comprendre les erreurs et les maladresses, il ne saurait être question de tolérer les fautes caractérisées et les manquements aux règles essentielles qui régissent l'action de la police. L'estime et le respect de la population pour la

police en dépendent aussi, et les policiers doivent le savoir, comme ils doivent savoir qu'ils seront soutenus dans leurs actions difficiles et souvent dangereuses qui concourent à la sécurité des biens et des personnes ».

De son côté, M. Tanière a adressé un télégramme aux responsables des polices urbaines ayant pour objet les « mesures de sécurité lors des interventions » ainsi que « l'usage et la manipulation des armes ». « De récents incidents », écrit M. Tanière, ont mis en évidence l'insécurité des règles élémentaires de sécurité en matière d'utilisation des armes lors des interventions. Ces règles, de même que les conditions de la légitime défense, doivent être de stricte application.

En conséquence, vous veillerez à ce qu'elles soient à nouveau et dès à présent rappelées à l'ensemble des fonctionnaires. Par ailleurs, il conviendra également de prendre toutes les dispositions pour qu'une sensibilisation particulière des personnels dans ce domaine soit assurée dans le cadre de la formation continue et de l'entraînement au tir et aux techniques d'intervention que chacun d'entre eux doit suivre impérativement ». En conclusion, M. Tanière demande à ses subordonnés de lui « rendre compte sans délai de tous manquements ou difficultés ».

ÉDUCATION

Soumis à des pressions contradictoires

François Bayrou se donne trois semaines pour décider du sort de la réforme des lycées

En remettant en question l'application de la rénovation des classes de première à la rentrée 1993, le ministre de l'éducation nationale n'a pas choisi la voie de la facilité.

A quelques jours seulement du long tunnel des vacances de printemps, moins de trois mois avant la fin de l'année scolaire, peut-on, une fois de plus, remettre sur le métier une réforme des lycées laborieusement élaborée au cours des deux dernières années? Après quelques jours de réflexion et plusieurs entretiens informels avec des membres de la communauté scientifique, notamment l'académicienne Jacqueline de Romilly et le Prix Nobel Pierre-Gilles de Gennes, et après avoir réuni les recteurs des vingt-huit académies, mercredi 7 avril, le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, semble prêt à prendre la décision.

Dans un communiqué, il a en effet annoncé, mercredi 7 avril, la mise en place d'une « commission d'évaluation de la rénovation des lycées ». Cette commission, dont la composition sera rendue publique le lundi 11 avril, devra rendre ses conclusions dans un délai de quinze jours afin que le ministre puisse arrêter ses décisions avant la fin du mois d'avril (le Monde du 9 avril).

Le temps presse, et François Bayrou est bien conscient que s'il veut imposer sa marque sur ce dossier sensible, il doit agir vite. La nouvelle équipe du ministère évoque le flou de la réforme engagée par MM. Jospin et Lang; flou sur les modalités et les coûts de la rénovation « qui ne sont pas pleinement maîtrisés », mais aussi flou sur les programmes qui ne sont pas définitivement arrêtés — ce qui est effectivement le cas en histoire-géographie, lettres et phi-

losophie et pour certaines options.

Dernier argument et non des moindres: « Un véritable effondrement culturel » est à craindre et la réforme pourrait réduire « sensiblement » le nombre des élèves apprenant les langues anciennes et des effectifs dans les séries scientifiques. Bref, même si la nouvelle équipe paraît reprendre à son compte l'esprit général des textes — « réajustement entre les différentes séries du bac » et « parcours plus diversifiés » — elle pourrait aussi céder aux injonctions de ceux qui, depuis deux ans, plangent consciencieusement la réforme. Or ces deux attitudes semblent difficilement conciliables.

Discorde sur les options

La réforme, qui doit entrer en vigueur à la rentrée 1993 pour les classes de première et à la rentrée 1994 pour les classes terminales, propose de substituer aux quelque vingt-huit filières actuelles, sept grands volets de formation (trois pour l'enseignement général et quatre pour l'enseignement technologique). Chacune engloberait des enseignements obligatoires représentant vingt-cinq à vingt-huit heures de cours. S'y ajouteraient, au choix des élèves, des options facultatives dont une seule pourrait être choisie dans le bloc des matières dominantes. Autre innovation: parmi ces dernières, chaque discipline passerait d'un poids égal au baccalauréat. Ainsi, dans la voie scientifique, désormais unique, le poids des mathématiques serait minoré au profit, notamment, de la biologie. C'est notamment sur ce point que se sont concentrées les critiques les plus vives. En affichant l'ambition de proposer des voies de formation « d'égale valeur et

d'égale dignité », cette nouvelle architecture fait effectivement disparaître la voie royale actuelle de la première S et de la terminale C (mathématiques), celle des bons élèves.

Autre pomme de discorde: les options. Afin de réduire la charge horaire des lycéens, Lionel Jospin avait proposé qu'ils se limitent à une seule option. Mais sous la pression conjuguée des spécialistes de langues anciennes et de mathématiques, M. Lang avait dû en rabattre. Il avait élargi le choix à deux, « voire à trois options ». Les recteurs ne cachent pas que les moyens qu'ils ont d'offrir déjà à la disposition des établissements en vue de la rentrée 1993 ont été calculés sur la base de deux options en moyenne. « Mais les palinodes que nous avons effectués à partir des vœux d'orientation des élèves maintiennent qu'ils choisissent moins de deux options en moyenne », souligne un recteur avant de conclure: « Ça passe. De justesse dans certaines académies, mais ça passe ».

Ni moratoire ni statu quo

Dans un bel ensemble, les recteurs l'un d'ailleurs expliqué au ministre le 7 avril: sur un plan technique, la réforme est trop engagée pour que l'on puisse faire machine arrière. Les moyens dégagés permettent globalement de faire face aux besoins. Enfin, sur le terrain, les grands principes de la réforme commencent à être compris et acceptés. Le Syndicat national des personnels de direction de l'éducation nationale (SNPDEN), qui regroupe près des trois quarts des chefs d'établissement, ne dit pas autre chose. Le SNES, syndicat majoritaire chez les enseignants des lycées, à l'occasion de son congrès de Bourges-Bresse, a vivement réagi au

communiqué du ministère: « Ni moratoire ni statu quo ».

Les enseignants, sur le terrain, se montrent également plutôt favorables (64 %) à la rénovation pédagogique des lycées, comme le montre un sondage (non public), réalisé par l'institut CSA pour le ministère en mars. Une majorité (59 %) estime qu'il est bon de resserrer le nombre des filières, et ils sont 93 % à juger positive l'idée des modules de soutien. Néanmoins, ils sont beaucoup plus réservés sur les effets de la réforme: un tiers d'entre eux seulement estiment, en effet, qu'elle permettra d'éviter « la sélection par certaines filières ».

Dans les lycées, le désarroi est bien réel depuis le communiqué du ministère. « Je réunis tous les parents de seconde le 9 avril pour leur expliquer les nouveaux textes, dit un proviseur de l'académie d'Orléans-Tours. Qu'est-ce que je vais leur dire? » Un autre, du Val-d'Oise, renchérit: « On ne sait pas quel rôle joueront les maths, notamment l'aplanir de maths, pour l'accès aux classes préparatoires ». En brouillant les cartes, la réforme engagée par la gauche pose effectivement un problème: faut-il en non reconstruire une voie naturelle vers les prépas qui passerait, forcément, par les mathématiques?

Une supplique, enfin, est adressée au ministre: ne touchez pas aux modules! En seconde, cette année, élèves et enseignants ont plébiscité cette innovation qui permet de travailler en groupes restreints. Or ce sont justement ces modules qui coûtent très cher en postes et qui pèseront de redoutables problèmes de locaux quand ils seront étendus à toutes les classes des lycées.

CHRISTINE GARIN

De violents incidents ont eu lieu à Paris et à Tourcoing

De nouveaux incidents ont éclaté, dans la soirée du jeudi 8 avril, aux abords de la mairie du 19^e arrondissement de Paris, deux jours après la mort du jeune Zaïrois tué par un inspecteur de police du quartier. Comme la veille (le Monde du 9 avril), environ deux cents jeunes gens ont affronté les CRS et les gardes mobiles qui avaient pris position dans le secteur de la place Jules-Joffrin. Selon la préfecture de police, trois policiers ont été légèrement blessés, trente véhicules ont été endommagés et une quarantaine de vitrines ont été brisées dans le quartier. Les policiers ont dû tirer des gaz lacrymogènes et charger à plusieurs reprises pour disperser les assaillants. Une trentaine de personnes ont été interpellées.

Les premières échauffourées ont éclaté vers 18 heures, lorsque des policiers en civil ont procédé à plusieurs interpellations devant la mairie, où cent à deux cents personnes manifestaient depuis la fin de matinée. Par la suite, alors que de nombreux jeunes gens convergent vers la mairie pour lancer des pavés et des bouteilles en direction des CRS et des gendarmes mobiles, les accrochages se sont faits de plus en plus violents. Le calme est revenu vers 22 heures après que des adolescents eurent promis de « revenir samedi avec la banlieue ».

Remise en liberté du policier de Wattrelos

A Tourcoing (Nord), notre correspondant Jean-René Lore nous signale que deux policiers municipaux ont été roués de coups par des amis du jeune Rachid, gravement blessé à la tête, mercredi matin, par un policier à Wattrelos (le Monde du 9 avril). Huit voitures ont été brisées et des vitrines brisées. Les incidents ont commencé à la suite d'une rumeur infondée — annonçant la mort du jeune Rachid. Une compagnie de CRS a été dépêchée sur place pour tenter d'empêcher les

jeunes de poursuivre leurs exactions.

L'enquête sur le drame de Wattrelos a abouti à la mise en examen de l'auteur du coup de feu, le sous-brigadier Frédéric Fournier, pour « violence avec arme ayant entraîné une infirmité permanente ». Les témoignages ont permis d'établir que le jeune Rachid était allongé à terre lorsque le sous-brigadier, qui était accroupi, un genou sur le dos du jeune homme, a fait feu. « Le coup est parti accidentellement », a affirmé le policier. « Il avait menacé Rachid », témoignent les jeunes.

Il est établi qu'un moment des faits, le sous-brigadier était sous l'emprise de l'alcool. Le parquet et le juge d'instruction ont demandé sa mise en détention provisoire « pour la nécessité de l'enquête et compte tenu de troubles à l'ordre public ». Mais le juge délégué n'a pas suivi cette requête et a décidé la remise en liberté sous contrôle judiciaire du sous-brigadier. Au CHR de Lille, le jeune Rachid demeure dans un état critique. Il n'a le bras gauche paralysé, semble-t-il, de façon définitive.

FAITS DIVERS

Quatre morts dans la collision d'un train avec un minibus près d'Aix-en-Provence. — Un minibus de la municipalité d'Aix-en-Provence, qui revenait d'une journée de classe verte en Camargue, jeudi 8 avril, avec vingt-trois enfants de CM2, s'est retrouvé bloqué sur un passage à niveau de la nationale 7 à la Calade (Bouches-du-Rhône). Un train express régional, venant de Marseille, n'a pu éviter le minibus, qu'il a entraîné sur une centaine de mètres. Le chauffeur du véhicule et trois enfants ont été tués. Six autres élèves, sérieusement blessés, ont été hospitalisés. Les élèves indemnes avaient eu le temps d'évacuer le car avec leur accompagnatrice.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat du porte-parole du Recours-France

Le meurtrier présumé de Jacques Roseau est revenu sur ses aveux

Gérard Huntz, qui avait avoué avoir tiré sur Jacques Roseau le 5 mars à Montpellier, s'est rétracté en partie la veille 8 avril. Il reconnaît avoir appartenu au groupe qui a organisé l'exécution mais nie désormais avoir eu l'arme en main au moment du meurtre. Il a été placé en détention à la maison d'arrêt de Villeneuve-lès-Maguelonne (Hérault), ainsi que Jean-Claude Lozano et Maurice Navarro, également mis en examen dans le cadre de cette affaire.

MONTPELLIER

de notre correspondant

Depuis la mise en application du nouveau code de procédure pénale, la personne « mise en examen » doit d'abord être présentée au juge d'instruction chargé du dossier, mais c'est à un juge délégué que revient la décision de la mise en détention, à l'issue d'un débat contradictoire entre le procureur de la République et le défenseur de l'intéressé. Cette procédure, appliquée rapidement après une interpellation, avait ici été suivie de vingt-quatre heures. Elle a donc eu lieu jeudi 8 avril, en fin d'après-midi, au palais de justice de Montpellier.

Devant le juge Régis Verbaeghe, Gérard Huntz est alors revenu partiellement sur ses aveux, expliquant qu'il avait « craqué » sous l'effet de la fatigue dans la nuit de

mardi à mercredi dernier. S'il ne nie pas avoir préparé l'assassinat et y avoir participé avec Jean-Claude Lozano et Maurice Navarro, il affirme, lui qui, invalide à 80 %, a beaucoup de problèmes de motricité, ne pas être celui qui tenait l'arme et a appuyé sur la détente. « Que celui qui l'a fait prenne ses responsabilités », a-t-il dit.

Pour la première fois, les trois hommes se sont mutuellement accusés. Leur arrestation n'est donc pas, a priori, remise en question, car tous maintiennent leur participation au meurtre. Mais la question qui se pose est de savoir lequel a tiré.

Changement de stratégie

Pendant toute la journée de jeudi, des plousiers de la gendarmerie d'Agde ont cherché l'arme du crime dans un canal de l'Hérault dont les enquêteurs ont tu le nom et le lieu pour ne pas être gênés. Marcel Navarro aurait, en effet, reconnu que l'arme lui appartenait. Il s'agissait d'un vieux Colt 45 qu'il avait ramené d'Algérie. Les balles de 11,43 saisis lors des perquisitions ont été trouvées à son domicile, à Bessan. Il faudra attendre les nouvelles conclusions du laboratoire d'expertise de Marseille pour savoir si elles font partie de même que celles utilisées le 5 mars.

Le revirement de Gérard Huntz semble, en fait, correspondre à un changement de stratégie de sa part. Il refuse désormais de porter seul un « chapeau » apparemment trop grand pour lui et ne veut pas

apparaître comme le sacrifié de cette affaire. Sa famille, après avoir pris contact avec lui, ne souhaite plus que René Blanchot, pas ailleurs avocat de l'USDFRA, prenne sa défense, ce qu'il avait annoncé dès que l'on apprenait la prochaine mise en examen des trois hommes mercredi après-midi. Me Blanchot déclarait, dans la foulée, qu'il s'agissait selon lui d'un acte isolé, ajoutant : « Ils disent qu'ils étaient tous les trois, qu'ils sont venus jouer aux boules, garder leur voiture normalement, à pied comme d'habitude. Ils se sont promènes un peu partout et ont été vus par tout le monde. Cela démontre l'absence de préparation et de préméditation. Lorsqu'il s'est agi d'aller voir Roseau pour l'interpellation parce qu'il était en colère contre lui, contre sa stratégie, sa façon de défendre les rapatriés, alors la mort leur a monté au nez et puis ça a dégénéré. Ça ressemble plus à un accident qu'à une exécution ».

La famille de Gérard Huntz craint donc que la présence à ses côtés d'un proche d'Eugène Ibagne, le président de l'USDFRA, puisse être un frein à la recherche d'éventuelles autres responsabilités au sein de la mouvance de l'association. Si son souhait se concrétise — mais seul Gérard Huntz peut y consentir — un nouvel avocat, extérieur à l'USDFRA et, sans doute, domicilié à Montpellier, serait amené à prendre le dossier en main. Et Gérard Huntz pourrait peut-être alors en dire plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent.

JACQUES MONIN

Le président de l'USDFRA ne se reconnaît « aucune responsabilité morale dans ce qui est arrivé »

NICE

de notre correspondant régional

Quand il a appris « la nouvelle », mercredi 7 avril dans la matinée, à la sortie de sa garde à vue dans les locaux de la police de Toulon, M. Ibagne a été « surpris ».

« Mais, ajoutait-il, et ce sera sans doute tout au long de l'entretien, — il faut voir comment des hommes en arrivent à devenir des criminels ».

« La plupart du temps, raconte Eugène Ibagne, les gens qui arrivent chez nous ont eu, auparavant, des problèmes. Huntz est un ancien de la police en Algérie. Il a servi dans l'armée, puis il a monté une petite affaire de transports qui n'a pas duré à cause de la crise du pétrole. Il a mis en liquidation de biens. A ce moment, dans les années 80, il s'est adressé au Recours, à Montpellier, qui n'a rien fait pour le tirer des griffes du syndic. Le matériel de son entreprise a été saisi et vendu. Un jour, il a entendu parler d'un mouvement de rapatriés, l'USDFRA, qui s'occupait de ces cas-là. Il est venu voir. Sa villa, aussi, devait être vendue. On lui a fait obtenir les mêmes choses que l'ensemble des rapatriés, alors qu'il y avait forclusion. Les poursuites ont été suspendues et il est venu travailler avec nous ».

« Lozano, lui, est rentré dernièrement du Venezuela. Après avoir séjourné dans la banlieue parisienne, il a rejoint ses enfants qui sont installés au côté de Perpignan ».

Elizabeth Cons-Boutboul, respo-nsable devant la cour d'assises. — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé, jeudi 8 avril, Elizabeth Cons-Boutboul devant la cour d'assises de Paris. Mère de la femme jockey Darie Boutboul, M^{me} Cons-Boutboul, soixante-huit ans, avait été inculpée, le 9 octobre 1989, de complicité dans l'assassinat de son gendre, l'avocat Jacques Perrot, trente-neuf ans, tué le 27 décembre 1985 à son domicile parisien. Le 4 mars dernier, la chambre d'accusation avait ordonné un supplément d'information. Cette procédure visait à verser au dossier de l'assassinat les pièces relatives à une seconde affaire : le meurtre de l'homme de main Jean-Denis Dumas en 1988 au Havre. M^{me} Bernard Prévoist, défendeur de M^{me} Cons-Boutboul, a aussitôt dénoncé l'instruction « inéquitable » qui a abouti au renvoi de sa cliente devant la cour d'assises. Il a annoncé sa décision de se pourvoir en cassation.

Je l'ai vu, la première fois, l'été dernier, au cours d'une réunion du Conseil national supérieur des rapatriés (CNSR) à La Roquebrassane (commune vacquoise proche de Toulon). Il a voulu servir, avec nous, la communauté et, en quelques mots, il a fait un travail extraordinaire.

Leur passage à l'acte ? « Un coup de folie », dit M. Ibagne qui ne croit pas à la préméditation : « Quelqu'un, suggère-t-il, les choses ne tournent plus rond, ça fait « tite » et puis ils réagissent comme ça. Cela peut arriver à n'importe qui. Et peut-être que cela arrivera encore... Ils ont pu en parler entre eux. Ils se connaissent depuis longtemps car ils étaient tous les deux [Huntz et Lozano] originaires de la région de Montaganem ».

« Je ne fais pas de comp dans le dos »

Les prises de position de Jacques Roseau n'étaient pas récentes, quel a été le facteur déclencheur ? C'est sur ensemble de choses. Beaucoup de rapatriés, en particulier, ont été très choqués qu'il serve la main à l'ancien chef du FLN, Yacéf Saadi (1). C'est comme si Mitterrand avait donné l'accroche à Barbie. Il y a eu, également, cet alignement du Recours sur le RPR. Nous, c'est clair et net, on a deux ennemis en France : le communisme et le gaullisme. Eh bien, eux, ils sont allés jusqu'à la dernière extrémité. Dans nos réunions (du CNSR), des quantités de gens disaient des choses très dures sur Roseau. J'avais averti Forzy (le président du Recours). Je lui ai dit : il y a trop de monde qui veut lui mettre des balles dans la tête. Ces menaces, précisément, n'ont-elles pas été proférées par Eugène Ibagne, lui-même ? « Un hebdomadaire parisien [l'Express] a cité l'écrit. C'est totalement faux ».

La question d'un commanditaire de l'assassinat de Jacques Roseau ne peut, cependant, être éludée. M. Ibagne ne fait-il pas, lui-même, l'objet de soupçons voilés ? Comme ces immigrés de l'Ancien Régime qui n'avaient rien appris, ni rien oublié, ne fait-il pas partie de ces nostalgiques de l'Algérie française qui n'ont jamais admis l'indépendance de l'Algérie ? Entre 1973 et 1976, n'a-t-il pas travaillé avec Mohamed Kassam, le responsable des Soldats de l'opposition algérienne (SOA), dont le principal objectif était de préparer le retour des rapatriés en Algérie ? Oui, on pense que j'aurais pu donner des

instructions. On dit que je suis très dur et qu'en parlant je peux entraîner des gens à faire des impairs. Mais on s'exprime comme cela dans toutes les associations de rapatriés. J'ai été, c'est vrai, un sympathisant des SOA et un membre actif de l'OAS. Entre Ati Temouchent et Mostaganem, où j'existais un domaine qui me venait de mon grand-père, nous n'étions qu'une poignée d'Européens. J'ai été condamné à mort, plusieurs fois, par le FLN. J'ai eu des amis égarés, tués. Mais, moi, je suis un homme libre. Quand j'ai quelque chose à dire ou à faire, c'est au grand jour. Quand il le faut, je prends mes responsabilités, je suis à la main, devant tout le monde. On dit, aussi, que notre association est proche du FN. C'est de la foutaise. J'ai reçu, bien sûr, Le Pen et ses partisans, à deux ou trois reprises sur ma propriété, où je me suis reconverti dans la restauration pour les groupes. Ce sont des clients comme les autres et je ne vais pas refuser leur argent. J'ai aussi reçu des gens du RPR. Surtout, pour autant, RPR ? L'USDFRA n'est pas une association d'extrême droite. Elle est apolitique, et d'ailleurs, des que l'un de nos dirigeants s'affiche dans un parti, il est exclu. La seule chose que je puisse dire au sujet de Le Pen, c'est qu'il a raison sur le problème de l'immigration. Un point, c'est tout. J'ai mon franc-parler. J'ai une voix qui porte, des colères. Mais après, je ne fais pas de comp dans le dos. Je ne peux pas contrôler les pensées et les actes de chacun des nos adhérents. C'est pourquoi, je ne me sens aucune responsabilité morale dans ce qui est arrivé ».

Dernière question : le mouvement des rapatriés n'est-il pas mort avec Jacques Roseau ? La tragédie de la disparition de celui-ci n'a-t-elle pas eu pour effet, à la fois de décapiter le Recours et de discréditer l'USDFRA à travers l'acte présumé de trois de ses partisans ? « Les rapatriés », répond Eugène Ibagne, ne connaissent pas vraiment l'USDFRA. Ils connaissent Ibagne, le gars qui défend leur cause le fusil à la main, même si le disparu, quel qu'il soit, ne reprendra le flambeau pour faire l'unité de notre communauté et exiger la justice ».

GUY PORTE

(1) Cet épisode, qui serait survenu lors de l'assassinat qui a suivi la projection de la série Les Années algériennes, sur France 2, est controversé.

Un arrêt du Conseil d'Etat sur l'aléa thérapeutique

Un hôpital condamné pour responsabilité sans faute

Le Conseil d'Etat a rendu, vendredi 9 avril, un arrêt condamnant l'Assistance publique de Marseille à verser à la victime d'un acte médical, réalisé en l'absence de toute faute, une indemnité de 1 500 000 F, augmentée des intérêts depuis le 1^{er} octobre 1982. Cette décision ouvre la voie à la reconnaissance de l'indemnisation du risque médical sans faute (aléa thérapeutique), domaine qui n'est encore régi par aucun texte législatif.

En 1974, M. Bianchi, âgé de trente-huit ans, souffre de différents maux, attribués à des chutes brutales de sa tension. Le 18 septembre 1978, il présente un nouvel épisode de chute tensionnelle plus grave, au cours duquel de nouveaux symptômes cliniques laissent apparaître une paralysie faciale droite. On décide alors de l'hospitaliser dans le service neurologique de l'hôpital de la Timone, au sein du CHU de Marseille.

Différents examens (fond d'œil, électro-encéphalogramme, scannographie) n'ayant rien révélé d'anormal, on décide de poser un peu plus loin les investigations diagnostiques en pratiquant une artériographie (radiographie du système vasculaire) grâce à l'injection d'un produit radioopaque dans la circulation sanguine des artères verté-

brales. Malheureusement, à la suite de cet examen, M. Bianchi présente une tétanoplégie (paralysie des quatre membres). Son incapacité est actuellement quasi totale, son état s'étant compliqué d'une atrophie musculaire grave, imposant l'aide constante d'une tierce personne.

M. Bianchi s'est, dans un premier temps, adressé au tribunal administratif de Marseille pour obtenir réparation de son préjudice. Dans un jugement du 8 novembre 1982, le juge a rejeté sa requête, estimant notamment, en se fondant sur la jurisprudence, qu'il n'y avait pas eu de faute médicale. Une nouvelle expertise était ordonnée le 23 septembre 1988. Elle devait confirmer l'absence de faute médicale et conclure que l'explication la plus vraisemblable était celle d'une occlusion secondaire à l'artériographie dont le siège se trouvait au niveau de l'artère vasculaire de la moelle cervicale. L'origine de cette occlusion est à rechercher dans un phénomène d'embolisation, et ses conséquences correspondent au type de lésion dont M. Bianchi reste atteint.

Les bases

d'une nouvelle jurisprudence

M. Bianchi, dont il est établi qu'il ne souffrait ni d'une sclérose en plaques ni d'une affection dégénérative avant son examen, est donc « aujourd'hui malade des conséquences d'un acte médical non fautif », a précisé M. Dael, commis-

saire du gouvernement, lors de la séance du 2 avril dernier du Conseil d'Etat. Celui-ci a rappelé que les accidents consécutifs aux arthrographies étaient exceptionnels et que celui de M. Bianchi était « hors de proportion » avec l'état qui avait justifié un tel examen à visée diagnostique. Le Conseil d'Etat, suivant en cela les conclusions du commissaire du gouvernement, estime à 1 500 000 F le préjudice subi, une indemnité à laquelle il faudra ajouter les intérêts au taux légal à compter du 1^{er} octobre 1982. M. Bianchi réclamait 6 250 000 F.

Si l'on excepte un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon en date du 21 décembre 1990 (1), le concept de responsabilité sans faute n'était jusqu'à présent pas acquis. A ce titre, l'arrêt du Conseil d'Etat fournit les bases d'une nouvelle jurisprudence permettant aux victimes d'être indemnisées de manière substantielle en l'absence de toute faute médicale. En dépit des nombreuses propositions de loi rédigées ces dix dernières années, le Parlement n'a pas en encore à se prononcer.

JEAN-YVES NAU

(1) L'arrêt du 21 décembre 1990 de la cour administrative d'appel de Lyon (Le Monde du 24 décembre 1990) avait admis la responsabilité pour risque en cas de complications exceptionnelles et anormalement graves, consécutives à des thérapeutiques normales non entièresment maîtrisées, et dont l'emploi ne s'imposait pas pour des raisons vitales.

MÉDECINE

Après la publication des résultats de l'essai Concorde sur l'efficacité de l'AZT chez les séropositifs

Le directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida répond à la firme Wellcome

La publication des résultats préliminaires de l'essai franco-britannique Concorde tendant à montrer que l'AZT n'aurait pas d'effets bénéfiques lorsqu'il est administré aux personnes séropositives asymptomatiques (Le Monde du 3 avril) a suscité de nombreuses réactions. La firme pharmaceutique britannique Wellcome, qui commercialise l'AZT, conteste ces résultats et entend demander aux autorités sanitaires européennes d'autoriser la prescription de l'AZT aux personnes séropositives asymptomatiques. Dans une déclaration au Monde, le professeur Jean - Paul Lévy, directeur de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS), répond à Wellcome et revient sur les enseignements qu'il convient de tirer de l'essai Concorde.

La fuite en avant. Plutôt que de s'interroger avec lucidité sur les résultats de l'essai Concorde, les responsables de la firme pharmaceutique britannique Wellcome ont préféré, à coup d'arguments médicaux et scientifiques parfois douteux, remettre en cause leur caractère significatif. Au cours d'une conférence de presse, à Londres mercredi 7 avril, ils ont expliqué que cinq études différentes, réalisées sur un total de 3 000 patients, avaient démontré un effet positif de l'administration précoce d'AZT. Ces études, n'ont-ils ajouté, indiquent que la fréquence des décès est deux fois plus élevée chez les patients mis sous placebo. Dans ces conditions, la firme britannique affirme qu'elle n'a l'intention de maintenir ses demandes d'autorisation de l'AZT dans les pays européens pour les patients infectés par le VIH, mais ne présentant aucun symptôme (1).

Ces déclarations des dirigeants de la firme Wellcome, s'ajoutant à celles de médecins dont le professeur Willy Rosenbaum, ont contraint le professeur Jean-Paul Lévy, directeur de l'ANRS et, à ce titre, l'un des responsables de l'essai Concorde, à sortir de sa réserve. « Une telle annonce pour les personnes touchées par le VIH n'aient pas été prises en compte ».

« La situation est à la fois paradoxale et déraisonnable », répond le

professeur Lévy. « Nous sommes soumis à une très forte pression nous incitant à rendre publics immédiatement les résultats, fussent-ils incomplets, des différents essais. Je me demande s'il ne faudrait pas mettre fin à ces pratiques et ne faire état que des études ayant de véritables conséquences thérapeutiques, basées sur des données scientifiques et médicales nettes ». En d'autres termes, affirme le professeur Lévy, « je plaide pour un retour rapide à la rationalité. Plus de dix ans après le début de l'épidémie, il est urgent d'en revenir à des critères d'évaluation rigoureux ».

« Cela dit, ajoute le professeur Lévy, les résultats de l'essai Concorde nous apprennent qu'il serait infondé de préconiser une attitude de prescription systématique de l'AZT chez les personnes asymptomatiques ne présentant pas de signe d'évolution de la maladie et ayant un chiffre de lymphocytes CD4 encore bien conservé ».

Des critères d'évaluation rigoureux

Dans ces conditions, pourquoi l'essai Concorde a-t-il abouti à des résultats différents de ceux des différents essais menés aux Etats-Unis ? « Les autres essais ont été menés pendant, au maximum, un an et, pour la plupart, ne prenaient pas en compte le nombre de personnes décédées sans traitement ni sous placebo », explique le professeur Lévy. « Je voudrais dire ici combien il est scientifiquement infondé de cumuler, comme le fait Wellcome, l'ensemble des patients ayant participé aux essais avec l'AZT. Je ne pense pas qu'il y ait contradiction entre Concorde et les autres essais. Simplement, nous disposons d'un recul de trois ans. L'analyse des résultats complets de Concorde permettra sans doute de retrouver le bénéfice transitoire mis en évidence dans les essais américains. Je le répète : aucun essai réalisé jusqu'à présent n'a la puissance statistique de Concorde. Aucun ne peut se prétendre d'une importance comparable ».

D'autres critiques, formulées tant à l'adresse des responsables de Concorde que des médias, font état de l'impréparation psychologique dans laquelle se trouvaient les personnes infectées par le VIH au moment où ont été publiés ces données. Ainsi l'association AIDES (2) estime-t-elle que « la violence de l'annonce des résultats de l'essai Concorde a généré la confusion ». AIDES regrette, en particulier, que « les conséquences graves d'une telle annonce pour les personnes touchées par le VIH n'aient pas été prises en compte ».

« La situation est à la fois paradoxale et déraisonnable », répond le

professeur Lévy. « Nous sommes soumis à une très forte pression nous incitant à rendre publics immédiatement les résultats, fussent-ils incomplets, des différents essais. Je me demande s'il ne faudrait pas mettre fin à ces pratiques et ne faire état que des études ayant de véritables conséquences thérapeutiques, basées sur des données scientifiques et médicales nettes ». En d'autres termes, affirme le professeur Lévy, « je plaide pour un retour rapide à la rationalité. Plus de dix ans après le début de l'épidémie, il est urgent d'en revenir à des critères d'évaluation rigoureux ».

« Cela dit, je voudrais dire combien j'ai regretté les prises de position à priori de certains médecins à propos des résultats de Concorde. Que Wellcome veuille en nier la signification ne peut être que profondément choquant. Mais au moins voit-on là où sont les motivations. En revanche, je ne comprends pas ce qui peut pousser certains médecins à adapter une attitude similaire ».

« A l'inverse, poursuit le professeur Lévy, je voudrais dire combien me paraît positive l'attitude d'associations comme Act Up ou AIDES. Paradoxalement, au en arrive même à constater de leur part une attitude plus rationnelle que celle de bien des médecins. Ces associations font un vrai travail et sont devenues pour nous des interlocuteurs essentiels ».

Cette mise au point nura le mérite de rappeler à quel point il serait dangereux de se bercer d'illusions. S'agissant du médicament de référence du traitement du sida, il est essentiel de disposer d'une évaluation médicale d'autant plus rigoureuse que les évaluations d'efficacité des autres médicaments anti-sida ne sont faites que par comparaison avec l'AZT.

FRANCK NOUCHI

(1) Les indications de l'AZT sont actuellement les suivantes : manifestations de l'infection par le VIH aux stades avancés de la maladie tels que le sida ou ARC; manifestations précoces de l'infection par le VIH lorsque le taux de lymphocytes CD4 est inférieur à 500 par mm³; patients asymptomatiques dont les marqueurs de l'évolution de la maladie sont en progression, en particulier lorsque les lymphocytes CD4 sont, lors de mesures répétées, inférieurs à 200 par mm³ ou lorsque ils sont compris entre 200 et 300 par mm³ et en diminution rapide.

(2) AIDES, 247, rue de Belleville, 75019 Paris (tel : 44-52-00-00).

مركز من الأصل

Propos recueillis par
ANNE REY

BILLET

L'improbable embargo contre la Libye

La Libye ne se verra pas imposer un embargo pétrolier. Du moins pas à court terme. Appelé à s'intéresser à nouveau au cas de la Libye, pays qui persiste à refuser de livrer deux de ses ressortissants accusés d'être mêlés à l'attentat contre un avion de la PanAm au-dessus de l'Ecosse en 1988, le conseil de sécurité de l'ONU s'est contenté, jeudi 8 avril, de maintenir les sanctions décidées il y a un an. Les liaisons aériennes avec la Libye sont donc toujours interdites. L'embargo sur les ventes d'armes est renouvelé. Et les relations diplomatiques resteront à un niveau minimal. Mais ce ne sont pas ces mesures qui pourront faire fléchir le régime du colonel Kadhafi. Elles ne sont pas suffisamment contraignantes. Les responsables américains le savent bien qui, poussés par les familles des victimes de l'attentat de Lockerbie, très actives au Congrès, s'efforcent depuis des mois d'obtenir un embargo pétrolier à l'encontre de la Libye. L'obtenir ce serait toucher Tripoli « à la caisse ». La dizaine de milliards de dollars de recettes pétrolières encaissées bon en mal en par la Libye constituent en effet la quasi totalité des ressources du pays. Mais si la recette paraît simple, il y a peu de chance qu'elle soit jamais mise en œuvre. Etats-Unis mis à part, les pays industrialisés ont trop à perdre d'un embargo contre le pétrole libyen, schéma producteur de brut au sein de l'OPEP. C'est particulièrement vrai de l'Europe. L'Italie, l'ancienne puissance coloniale, est ainsi le premier acheteur de pétrole libyen - un brut d'excellente qualité soit dit en passant. Vient ensuite l'Allemagne tandis que la Suisse dépend de Tripoli pour près du tiers de ses fournitures en brut. Or, aucun de ces pays ne veut d'un embargo pétrolier. Sur le Vieux Continent, l'opinion publique a oublié l'attentat de Lockerbie. Elle se soucie davantage des événements de Yougoslavie. Et le régime du colonel Kadhafi ne fait plus peur comme par le passé. Surtout, un embargo risquerait de pousser les cours du pétrole à la hausse alors que les pays européens, menacés par une récession économique, aux prises avec un chômage qui touche des millions de salariés, ont besoin du prix aussi bas que possible. Pour ne pas casser une reprise économique que chacun espère proche. Et pour pouvoir taxer davantage les prix des carburants « à la pompe » et partant remplir à peu de frais les caisses d'Etats qui ont bien besoin. Les Américains devront se faire une raison.

J.-P. T.

■ Air France assurera la plupart des vols au cours du week-end. En dépit du mouvement de grève contre la nouvelle grille horaire observé depuis une semaine par le personnel au sol à Orly-Sud, la compagnie Air France compte assurer la plupart des vols au cours du week-end de Pâques. Les vols à destination des Antilles seront remplacés soit par des vols au départ de la Belgique (les passagers étant acheminés en car d'Orly-Sud à Bruxelles), soit par des vols assurés par une autre compagnie au départ d'Orly-Sud. Les vols vers le Maghreb seront partiellement assurés à partir de Lille. Les passagers qui doivent se rendre à New-York (aéroport de Newark) pourront emprunter l'un des vols quotidiens d'Air France à destination de New-York (aéroport John F. Kennedy) au départ de Roissy. Quant au préavis de grève déposé par le Syndicat des mécaniciens au sol, son effet ne devrait se faire sentir qu'un bon de plusieurs jours.

■ Renseignements : départ au 05-05-11-55 ; arrivée au 05-05-15-55 ; réservation au 44-05-24-24.

Conséquence de la faible marge de manœuvre de l'administration Clinton

Le budget des Etats-Unis pour 1994 évoluera peu

Rien qui ressemble davantage à une leçon de modeste politique que la présentation du projet de loi de finances par une nouvelle administration : en dépit de la volonté de changement affichée par l'équipe Clinton, les grandes masses du budget fédéral 1994, annoncées jeudi 8 avril, évolueront peu, tant nombre de dépenses sont incompressibles.

WASHINGTON

de notre correspondant

C'est dans ces chiffres que se mesure la faible marge de manœuvre des gouvernements, qu'ils soient démocratiques ou républicains, et la relativité des discours sur le désengagement de l'Etat fédéral du temps des administrations précédentes. Sur un projet de budget 1994 (l'année fiscale commençant le 1^{er} octobre) prévoyant des dépenses d'un montant de 1 520 milliards de dollars, la répartition des grands postes évolue peu ou pas du tout : 21 % pour la sécurité sociale (essentiellement les retraites), 18 % pour la défense, 16 % pour les deux grands programmes fédéraux de couverture médicale (Medicare et Medicaid), pas moins de 14 % pour le paiement de la dette publique, et 21 % pour le « reste ».

A peu de choses près, ces pourcentages étaient les mêmes l'an

passé : l'enveloppe « dépenses » 1994, par exemple, ne dépasse que de 3 % celle de 1993. Plus de la moitié du budget est quasiment intangible, construite de dépenses sociales qui sont autant de droits acquis ou automatiques (entitlements) et dont le volume croît tous les ans ou presque. Bref, d'un budget à l'autre, la structure générale de l'intervention de l'Etat fédéral dans la vie économique et sociale reste sensiblement la même.

Le poids des dépenses sociales obligatoires

C'est dans les « détails » qu'il faut chercher la marque de l'impulsion politique. La hausse de la fiscalité annoncée par le président Bill Clinton dans son discours sur l'Etat de l'Union, le 17 février, devrait permettre un début de réduction du déficit budgétaire : avec un montant de recettes de 1 256 milliards de dollars, le déficit doit être de 264 milliards en 1994 (pour 290 en 1993 et sans doute 319 milliards en 1995).

Même s'il représente encore une masse de 278 milliards de dollars, le budget de la défense subit le gros des coupes dans les dépenses publiques, notamment avec de fortes réductions de personnels. Tel quel, il constitue, en pourcentage du produit intérieur brut, le plus faible budget militaire des Etats-Unis depuis 1945, et il en aurait été de même avec le programme Bush.

Au volet dépenses, l'emprunte

du programme de M. Clinton se retrouve dans l'augmentation des sommes consacrées à l'amélioration des routes (déjà largement programmée par l'équipe Bush) et des grandes infrastructures, au reclassement des chômeurs, à la formation professionnelle et à l'éducation en général.

Masses impressionnantes, la sécurité sociale et les dépenses de santé de l'Etat, c'est-à-dire l'aide médicale aux personnes âgées (Medicare) et aux pauvres (Medicaid), ne cessent d'augmenter. Sans maîtrise de ces postes-là, toute réduction sérieuse et durable du déficit paraît illusoire. Leur poids rend d'autant plus impératif le financement par de nouveaux impôts - sans doute des taxes sur le tabac, l'alcool, les ventes d'armes individuelles - de la réforme de la santé que l'épouse du président, Hillary Clinton, devrait en principe présenter le mois prochain mais qui sera vraisemblablement retardée tant la tâche paraît complexe et l'enjeu explosif.

La « touche » Clinton se retrouve

ALAIN FRACHON

■ Forte hausse prévue des dépenses d'investissement aux Etats-Unis. - Les entreprises américaines prévoient d'accroître de 8,3 % cette année par rapport à 1992 leurs dépenses d'investissement, et indiqué, jeudi 8 avril, le département du commerce, se fondant sur une enquête réalisée au premier trimestre. En 1992, ces dépenses ont augmenté de 5 % par rapport à 1991.

■ 900 suppressions d'emplois chez American Airlines. - La première compagnie aérienne américaine, American Airlines, va licencier au moins 900 de ses salariés, dont 500 pilotes. Les réductions de personnel dépasseront probablement 2 000, soit plus de 2 % de l'ensemble de ses effectifs actuels, et débiteront à l'automne. American a accusé une perte nette de 935 millions de dollars (3,1 milliards de francs) en 1992. Comme les autres compagnies aériennes américaines, elle souffre d'une surcapacité. Lundi dernier, Delta Airlines, la troisième

compagnie aérienne américaine, avait annoncé le licenciement de 600 de ses pilotes et la mise au parking de 28 de ses avions. United Airlines (UAL), la deuxième transporteur aérien américain, avait indiqué en janvier qu'il licencierait 2 800 salariés et qu'il renouait à ses plans d'embauche de 1 900 personnes.

Les opérations commenceront au mois de mai

L'Italie à la veille des privatisations

Le gouvernement italien a approuvé, jeudi 8 avril, le plan et le calendrier des privatisations du secteur public annoncées l'automne dernier. Ces privatisations, qui débuteront le mois prochain, concerneront des sociétés représentant globalement un chiffre d'affaires annuel de 177 000 milliards de lires, soit l'équivalent de 600 milliards de francs.

Dès le mois de mai, Nuvo Pignone (turbines à gaz, groupe énergétique ENI) et SME (produits alimentaires, groupe IRI) seront prêts pour la privatisation. En juin-juillet, l'Etat mettra sur le marché le secteur restauration de SME. En août, ce sera la cession de la majorité des actions de la banque publique Credito Italiano (groupe IRI) et, vers décembre, la mise sur le marché de la Banque commerciale italiana.

L'ENEL (groupe public électrique) sera privatisé à partir de 1994, et la STET (téléphones-télématique) entre 1994 et 1995. En ce qui concerne l'ENI (office national des hydrocarbures), le conseil des ministres a approuvé une privatisation totale du secteur énergétique intéressant à terme toutes les sociétés du groupe.

Il s'agit du premier calendrier des privatisations approuvé par le gouvernement, pour accélérer le rythme d'opérations qui, de l'avis du président du Conseil Giuliano Amato, étaient trop lentes. (AFP)

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

■ Prix de gros : + 0,4 % en mars. - L'indice des prix de gros a augmenté de 0,4 % en mars par rapport à février. Cette forte hausse suit une augmentation équivalente enregistrée en février. Sur l'ensemble du premier trimestre, les prix de gros ont augmenté au rythme annuel de 3,9 %. En 1992, les prix de gros avaient augmenté de 1,6 %. La flambée de mars s'explique essentiellement par les prix de l'énergie (+ 1,3 %) et par une accélération des prix de l'alimentation (+ 0,5 %). Si l'on exclut ces deux postes de l'indice - postes qui fluctuent beaucoup d'un mois à l'autre - la hausse des prix de gros en mars n'a été que 0,1 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DIVIDENDE : 43 FRANCS PAR ACTION AVEC OFFRE DE PAIEMENT EN ACTIONS
DISTRIBUTION GLOBALE : + 16,9 %

PRÉVISION DE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ 1992 : 2,9 MILLIARDS DE FRANCS, + 10 %

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de Guy Dejouany, a examiné, dans sa séance du 6 avril 1993, les comptes sociaux de la Compagnie Générale des Eaux.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie, qui inclut les diverses redevances figurant sur les factures d'eau, s'est établi à 12,5 milliards de francs, en hausse de 9,5%. Dans le résultat d'exploitation, les marges des services d'eau ont été d'un montant comparable à celui atteint en 1991, malgré des conditions climatiques défavorables. Le résultat financier comprend, notamment, les dividendes versés par les filiales, en progression soutenue. L'incidence des comptes de la télévision par câble et les frais financiers nets, en augmentation modérée (+7%). Au total, compte tenu de l'effet négatif des résultats de sociétés en nom collectif du secteur immobilier, le résultat courant a été de 1 210,5 millions de francs. Après plus-values de cession, le bénéfice net de l'exercice a atteint 1 446,3 millions de francs, en augmentation de 3,3%.

Les investissements industriels de la Compagnie se sont maintenus au niveau élevé de 1,5 milliard de francs (investissements liés aux nouveaux contrats de concession de services d'eau, modernisation, extension et renouvellement des réseaux et ouvrages gérés

par la Compagnie). Le montant des investissements financiers a été de 3,7 milliards de francs en 1992, contre 5,9 milliards en 1991 (expansion à l'étranger et ressources affectées au développement des filiales, notamment dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, du radiotéléphone).

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 29 juin prochain un dividende de 43 francs par action (64,50 francs avec avoir fiscal), contre 41 francs pour le précédent exercice. La distribution globale, qui s'appliquera à un capital augmenté sensiblement après la souscription de bons en juillet dernier, s'élèvera ainsi à 1073,5 millions, en croissance de 16,9%.

Les dernières estimations relatives aux comptes consolidés de 1992 font apparaître un chiffre d'affaires d'un montant d'environ 143 milliards de francs (dont 38,4 milliards réalisés à l'étranger), en augmentation de près de 6%. L'autofinancement serait de l'ordre de 10,5 milliards de francs, en bonne progression. Comme indiqué antérieurement, le bénéfice net consolidé du Groupe serait voisin de 2,9 milliards de francs, en croissance de plus de 10%.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

Les difficultés des hommes d'affaires étrangers

Pièges de la corruption au Nigéria

Plongé dans une crise économique sévère, le Nigéria est devenu au fil des années le pays de toutes les corruptions. Un haut responsable nigérien vient de mettre en garde les hommes d'affaires étrangers contre un nouveau type d'escroqueries.

La Nigéria est un pays malade. Une dette impossible à rembourser, une inflation supérieure à 50 % l'an, une monnaie nationale, le naira, qui perd chaque jour de sa valeur, le pays n'en finit pas de s'enfoncer dans la crise. Et ce n'est pas l'élection présidentielle promise pour la mi-juin qui y changera grand-chose : au pouvoir depuis huit ans, les militaires ont pris soin de sélectionner deux candidats à eux. Quel que soit le résultat des urnes, ils resteront aux commandes.

Néanmoins, en dépit de la dégringolade des prix du pétrole en 1992, le Nigéria - plus peuplé à lui seul que l'ensemble des pays francophones - est devenu le royaume de la grande débauche. La corruption prospère. Les pots-de-vin sont monnaie courante. Les escrocs pullulent.

Il y a quelques jours, un haut fonctionnaire nigérien expliquait que certains de ses collègues s'étaient fait une spécialité d'attirer au Nigéria des hommes d'affaires étrangers en leur faisant miroiter la signature de contrats minifraques. Une fois débarqués à Lagos, la capitale, les malheureux étaient en fait délestés de leur argent. Des millions de dollars auraient ainsi été extorqués.

Fausse factures et commissions

C'est ce genre de mésaventure qu'a fait connaître récemment - à deux reprises - un fabricant lyonnais de machines-outils, la société Favrin. Au départ, une offre dépourvue d'ambiguïté transmise par télécopie : dans un cas, un cadre de la compagnie pétrolière nationale, la NNPC, propose à la PME lyonnaise de servir de boîte à lettres pour le transfert dans ses comptes de 30,2 millions de dollars (165 millions de francs). La somme, écrit-il, avait été mise de côté « par des politiciens nés » avant la prise de pouvoir de l'armée en 1993.

Le responsable de la NNPC et deux de ses collègues, avec l'appui « de hauts responsables du ministère des finances et de la banque centrale du Nigéria », veulent mettre la main dessus pour se lancer dans le « business privé ». Mais ils sont prêts à abandonner la moitié de la somme à la société française en échange de trois factures vierges mais signées. Officiellement, la firme lyonnaise sera censée fournir des équipements pour une raffinerie de pétrole.

Doutes

sur les transferts

A l'automne dernier, d'autres interlocuteurs nigériens approchant la société française. L'affaire dans son principe est du même type que la précédente. En échange de 18,5 millions de dollars (80 millions de francs) de fausses factures - elles doivent porter sur l'équipement de l'aéroport d'Abuja, la nouvelle capitale fédérale - la PME lyonnaise se voit proposer une commission de 35 %.

Le PDG de Favrin s'étonne-t-il du procédé ? Met-il en doute la possibilité de transférer les sommes annoncées ? Pour le rassurer, l'un de ses interlocuteurs n'hésite pas à évoquer, dans une autre télécopie, plusieurs transferts récents et leurs bénéficiaires : un ancien ministre du pétrole pour « 87 millions de dollars » ; « dix responsables de la banque centrale » pour 1,5 milliard de dollars. « Vous savez bien que la corruption règne au Nigéria (et que ce ne sont pas) nos grands hommes du gouvernement (qui vont) arrêter de tels transferts », conclut-il.

Et de fait les autorisations signées de hauts responsables nigériens arrivent en France. Ne restant plus à lever que les dernières obstacles avant le transfert effectif des fonds. Des obstacles mineurs mais qui nécessitent, assure-t-on au patron de la société lyonnaise, sa venue au Nigéria. Avec dans ses valises quelques milliers de dollars en billets pour conclure l'affaire.

Le président de Favrin aura la sagesse de ne pas se rendre au Nigéria. L'été-là, il aurait sans doute connu le sort de ces dizaines d'hommes d'affaires étrangers pris au piège de gains trop faciles.

JEAN-PIERRE TUQUOI

ÉCONOMIE

SOCIAL

Une étude de l'INSEE

Le périmètre des entreprises publiques a été beaucoup modifié de 1988 à 1991

Après les mouvements dus aux privatisations de 1987, les rachats ou les ventes de sociétés, puis avec l'arrivée de La Poste et de France Télécom, en provenance de l'administration, la France comprenait, en 1991, 2 622 entreprises publiques. Celles-ci, contrôlées par l'État, employaient 1 763 000 salariés. Mais, en trois ans, de 1988 à 1991, les effectifs se sont réduits de 40 000 personnes – hors PTT – estime l'INSEE qui vient de publier une étude (INSEE première, n° 253) consacrée à ce secteur, qui représente 11,6 % de l'emploi salarié des activités marchandes non agricoles.

Dans l'énergie, avec EDF, GDF, Charbonnages de France, Elf et le Commissariat à l'énergie atomique, les entreprises publiques rassemblent les trois quarts des effectifs salariés. Dans les transports, avec la SNCF, la RATP, le groupe Air France, la Compagnie générale maritime, les Ports autonomes et Aéroports de Paris, elles en emploient 38 %. Elles dominent les télécommunications, avec 89 % des effectifs, grâce à La Poste et à France Télécom.

Dans l'industrie manufacturière, les groupes publics pèsent 10 % de l'emploi salarié. Cela s'explique par la taille d'entreprises telles que Usinor-Sacilor, Rhône-Poulenc, Pechiney, Bull, Thomson, Renault, l'Aérospatiale, la SNECMA, etc. Dans les banques, le secteur public totalise 38 % des emplois, notamment avec ces mastodontes que sont la BNP, le Crédit lyonnais, la Banque de France et quelques autres. Trois groupes publics d'assurances (UAP, AGF et GAN) emploient 21 % des salariés du secteur. Et ainsi de suite, dans les services (France 2, France 3, Radio-France), à l'exclusion, pratiquement, du bâtiment, du commerce, de l'agriculture, des industries de biens de consommation ou de l'agroalimentaire (la SITA, l'Office national des forêts).

Globalement, ces entreprises ont connu, ces dernières années, un développement international. Elles contrôlent, au travers de leurs filiales françaises, un millier de filiales étrangères, « dont plus des

2/3 à 100 % ». Mais des changements sont aussi intervenus. En 1987, les privatisations ont écarté en fait près de 1 100 entreprises, employant 330 000 salariés.

A la suite de mouvements, les 2 000 restantes sont devenues 2 600, qui se répartissent entre 1 500 « permanentes », 1 100 nouvelles « entrantes » et 500 « sortantes ». On constate que la « respiration » du secteur public a été importante puisque le GIAT-Industrie, La Poste et France Télécom l'ont intégrée tandis que de nombreuses restructurations ont eu lieu. Chaque groupe, en moyenne, enregistre 34 entreprises contre 28 en 1988.

Sans tenir compte des 450 000 salariés des ex-PTT, ces entreprises seraient, ensemble, perdues 40 000 emplois et seulement 21 000 si l'on limite l'observation aux sociétés « permanentes ». Comme ailleurs, ce qui ne les distingue pas du secteur privé concurrentiel, ces suppressions sont principalement dues aux gains de productivité. Elles ont concerné 10 000 personnes à la SNCF et aux Charbonnages de France, entre 5 000 et 8 000 chez Usinor-Sacilor, Pechiney et Renault.

Le gouvernement nomme un commissaire aux entreprises publiques. Le nouveau ministre du Travail, Michel Girard, a désigné, jeudi 8 avril, Jean-Marc Boulanger, inspecteur général des affaires sociales, pour mener une mission de conciliation dans le conflit qui oppose la direction de l'usine Kimberly-Clark Sopalin de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime) aux délégués de la CGT qui occupent l'établissement depuis près de deux mois. M. Boulanger, qui a rencontré, jeudi après-midi, successivement les deux parties, a indiqué qu'il souhaitait « trouver une solution dans les plus prochains jours » dans ce conflit qui dure depuis l'annonce, le 19 novembre 1992, du plan de restructuration européenne de la société.

CONJONCTURE

Alors que le marché stagne

Le Crédit foncier juge incertaine la reprise de l'immobilier

Les experts du Crédit foncier ont établi, jeudi 8 avril, un tableau extrêmement sombre de l'immobilier français en 1992 et se sont montrés sceptiques sur les chances d'une reprise en 1993.

« En 1990, la crise est apparue. En 1991, elle s'est généralisée. En 1992, elle s'est aggravée », le diagnostic annuel des experts du Crédit foncier sur le marché immobilier français est particulièrement pessimiste. « Sur tous les marchés abordés – logement en Ile-de-France et en province, immobilier d'entreprise – « le constat est pessimiste », ont-ils affirmé jeudi 8 avril en présentant à la presse leur analyse. L'avenir ne s'annonce guère meilleur : dans le logement francilien, « il y aura au mieux une modeste embellie » et « il est prématuré d'affirmer que 1993 sera l'année de la reprise ». En province, « à court terme on ne peut guère espérer mieux qu'une reprise modeste ». Dans l'immobilier d'entreprise, « sans reprise économique, aucune embellie n'est à prévoir ».

Pour le logement en Ile-de-France, « 1992 a été une année sombre, mais on a peut-être atteint le fond ». Dans le nord, les ventes ont atteint « un plancher historique » avec à peine 9 000 ventes en 1992 contre 1 000 à Paris. Et ce, malgré des baisses de prix : on trouve désormais des programmes à moins de 25 000 francs le mètre carré à Paris, à moins de 20 000 francs ex péage périphérie et à moins de 15 000 francs en deuxième couronne, ont indiqué les experts. En outre, les promoteurs ont multiplié les offres : « Tout se négocie, à commencer par les prix », reconnaissent-ils. Néanmoins, le coup de frein des mises en vente – dû à des ajournements de projets ou des mises en location de programmes initialement destinés à être vendus – n'a permis une légère décade de l'offre.

Dans l'ancien, le ralentissement a été aussi sensible : à Paris, les

experts notent que les prix sont revenus en francs constants aux niveaux pratiqués dans le courant de l'année 1987. Les folies des années 1987-1990 sont donc gommées et « la bulle spéculative a été éliminée ».

La mévente

des bureaux anciens

Le logement en province, qui n'a pas connu les mêmes excès que la capitale, vit une situation incertaine : « La crise s'est manifestée par une nette contraction du nombre de transactions alors que le baisse des prix a été contenue ». Dans le neuf, les prix évoluent selon les villes, les ventes de grands logements étant difficiles. Dans l'ancien, le marché des maisons est resté stable, mais les lotissements récents situés en périphérie ont été « très difficiles à vendre malgré les prix modérés ». Dans le locatif, l'offre abondante de petits logements n'a permis une détente des loyers, mais les valeurs restent soutenues pour les grands appartements.

En ce qui concerne l'immobilier d'entreprise, la situation est tragique : « La crise actuelle est une crise majeure », assurent les experts du Crédit foncier. En Ile-de-France, les surfaces placées (un million de mètres carrés) ont baissé d'un quart en 1992 et de près de moitié par rapport à 1989, année record. Le stock à court terme atteint 4 millions de mètres carrés. Sont particulièrement touchés « les bureaux anciens qui risquent de rester vides, sauf placement à prix cassés » et les bureaux neufs haut de gamme dans la capitale.

Par ricochet, les loyers des bureaux baissent de 10 à 15 % pour les meilleurs produits, de 20 à 25 % pour ceux qui le sont moins. Le Crédit foncier note en particulier « la tendance à la multiplication des négociations de loyers », mais estime que l'« on ne peut parler de phénomène de casse pour les bureaux de prestige parisiens ».

FRANÇOISE VAYSSÉ

FINANCES

Grâce à un développement maîtrisé

Le résultat du Crédit mutuel a progressé de 13 %

« Nous tirons bien notre épingle du jeu », a déclaré, sans fierté, jeudi 8 avril, Etienne Pflimlin, président du Crédit mutuel, première des grandes banques mutualistes et coopératives à annoncer son résultat annuel. Dans un environnement difficile, le Crédit mutuel n'a réussi à améliorer son résultat net de 13 % pour le porter à 1,5 milliard de francs. Ce résultat, l'un des meilleurs de la place, selon M. Pflimlin, a été obtenu grâce à une parfaite maîtrise du développement, notamment en matière de rentabilité et de sélectivité.

Le produit net bancaire (PNB) a augmenté de 10,5 % pour s'établir à 16,7 milliards de francs, et, grâce à la monétique, secteur dans lequel le Crédit mutuel occupe le quatrième rang, les commissions ont progressé de 20 % et représentent aujourd'hui 16,7 % du PNB contre 15,3 % en 1991. Les frais généraux ont connu une croissance maîtrisée de 6,5 % pour revenir de 73 % à 70 % du PNB.

Mais, comme le notait M. Pflimlin, « les investissements nécessaires ont généré des coûts qui gêneront plus tard des économies... ». Les effectifs sont passés de 22 300 à 22 000, et une lente décroissance est encore à l'ordre du jour, dans la mesure du possible sans licenciement mais en jouant sur la mobilité des salariés.

A l'instar des autres établissements de crédit, le Crédit mutuel n'échappe pas à une augmentation de ses provisions face aux risques

domestiques et professionnels, notamment sur les PME. La dotation nette aux provisions a augmenté de 34 % pour atteindre 2 milliards de francs, soit 1 % de l'encours des crédits, et le taux de provisionnement est de 53 %.

L'affectation du Livret bien au logement social, résultat de l'accord intervenu en mars 1991 (le Monde des 17 et 18 mars 1991) entre le ministère des finances et le Crédit mutuel n'est pas pesé sur le résultat final à hauteur de 160 millions de francs, après 50 millions de francs en 1991. Le Crédit mutuel y a consacré, en 1992, 3,6 milliards de francs, soit un total de 8,2 milliards de francs pour les deux premières années d'application du protocole.

Autre motif de satisfaction pour M. Pflimlin : les dépôts ont augmenté de 8,3 % contre 7 % en moyenne pour le reste de la profession bancaire. En matière de crédit, leur croissance a atteint 5,3 % alors que celle de la profession est de 3,7 %. Le Crédit à la consommation, comme l'année précédente, a connu un relatif ralentissement (+ 1,6 %). En revanche, le crédit accordé aux professionnels progressait de 8 % pour finalement représenter 26 % de l'encours total des crédits. A la fin de 1992, le total de l'épargne gérée par le Crédit mutuel s'élevait à 387 milliards de francs.

F. Bn.

INDUSTRIE

Malgré des déconvenues dans le secteur de l'acier

La Société générale de Belgique limite les dégâts

BRUXELLES

de notre correspondant

Le résultat net de la Société générale de Belgique en 1992 est encore en recul – 6,2 milliards de francs belges (1 milliard de francs français), contre 7,6 milliards (1,25 milliard de francs) en 1991 et 12,2 milliards (2 milliards de francs) en 1990, – mais les dégâts ont été limités, compte tenu de la mauvaise conjoncture, et la progression du résultat courant est un signe encourageant.

Tel est l'essentiel de la conférence de presse tenue à Bruxelles, jeudi 8 avril, par Etienne Davignon et Gérard Mestrallet, président et administrateur délégué de la société, pour la présentation de l'exercice 1992 du premier holding belge. Le résultat courant atteint 6,1 milliards de francs belges, soit 38 % de plus qu'en 1991. En revanche, le résultat exceptionnel s'est réduit à 100 millions, alors qu'il était de 3,1 milliards en 1991 en raison d'importantes cessations d'actifs.

En 1991, les résultats de l'Union minière, dont la SGB détient 81,9 % du capital, avaient été particulièrement mauvais. Le géant des mines belges a connu une perte nette consolidée, mais son résultat courant est positif, à hauteur de 577 millions de francs belges (95 millions de francs) en ce qui concerne la part de la SGB. Sans donner plus de détails qu'il y a quelques semaines (le Monde du 10 mars), M. Mestrallet a confirmé qu'« on recherche un partenaire industriel au niveau du groupe ».

Cette année, ce sont les résultats négatifs de l'Arbed qui ont donné le plus de « saucis » à la SGB, qui possède un quart de son capital. Malgré la mise en place d'un plan de crise et des accords de synergie avec Usinor-Sacilor dans les produits longs, la part du groupe dans le résultat courant accuse un déficit de plus d'un milliard de francs belges (165 millions de francs).

Bon comportement des filiales

Confirmant la volonté de la SGB de « réduire sa sensibilité aux cycles industriels », M. Davignon a indiqué que le holding avait eu des conversations avec le gouvernement luxembourgeois, principal actionnaire de l'Arbed. Les deux parties sont convenues de mettre sur pied une société commune dont la mission sera de rechercher ensemble un partenaire industriel « dans le contexte des regroupements sidérurgiques qui ne manqueront pas d'avoir lieu d'ici à 1995 ».

En valeur boursière, la part des services représente 56 % du portefeuille de la SGB et celle de l'industrie 46 %. Le bon comportement des filiales actives dans les services pourrait inciter la SGB à opérer certains recouvrements. Mais M. Davignon a qualifié de « Monopoly-fiction » les informations prêtant au holding l'intention de vendre ses parts du groupe cimentier CBR pour entrer dans la Lyonnaise des eaux.

J. L. G.

AGRICULTURE

37 % d'installations nouvelles de moins en 1992

Le CNJA demande des aides pour les agriculteurs débutants

Christian Jacob, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a présenté, jeudi 8 avril, deux jours après son entrevue avec Edouard Balladur, une plate-forme de revendications intitulée : « Quatre priorités pour cent jours ».

L'ensemble de ces mesures n'a pour but de redonner courage aux jeunes qui choisissent le métier d'agriculteur. Or une statistique inquiétante vient d'être publiée : pour un agriculteur qui s'installe, quatre s'en vont. Le nombre des nouvelles installations en 1992 a baissé de 37 %.

Les priorités énoncées par Christian Jacob sont les suivantes : « accorder aux jeunes un prêt global bonifié et assouplir le dispositif d'abattement fiscal ; – dédensifier les entreprises agricoles ; – créer un fonds de gestion de l'espace et des territoires alimentés par la CEE et par l'État (taxe sur les bureaux et revalorisation de 1 % de la TVA sur les produits alimentaires) ; – moderniser les prélèvements obligatoires sur l'entreprise agricole, en agissant sur les cotisations sociales, la fiscalité et le statut juridique ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALCATEL ALSTHOM

Réuni le 7 avril 1993, sous la présidence de Monsieur Pierre SUARD, le Conseil d'administration d'Alcatel Alsthom a arrêté les comptes de l'exercice 1992. Le résultat net enregistré une progression de 14,1 % et s'élève à 7.053 millions de francs au lieu de 6.180 millions de francs en 1991.

Alcatel Alsthom
Résultat net de 1992 :
7,1 milliards de francs
en augmentation de 14 %

Le bénéfice par action croît de 4,3 % en 1992 à 53,17 francs, sur la base d'un capital totalement dilué de 141,5 millions d'actions.

Le résultat opérationnel s'élève à 14.806 millions de francs, contre 14.945 millions de francs en 1991, après prise en compte de la charge financière supplémentaire liée à l'acquisition de la participation d'ITT dans le capital d'Alcatel.

Par ailleurs, le Groupe a généré en 1992 un cash flow d'exploitation de 15.360 millions de francs à comparer aux 14.774 millions de francs dégagés en 1991.

Le résultat net d'Alcatel Alsthom, société mère, s'élève à 3.401 millions de francs contre 2.723 millions de francs en 1991.

Le Conseil a exprimé sa satisfaction devant les bons résultats obtenus par le Groupe en 1992 dans une conjoncture particulièrement difficile et a décidé de proposer à l'Assemblée générale de distribuer un dividende par action de 14,50 francs (13,50 francs en 1991) correspondant à un revenu global de 21,75 francs par action (20,25 francs en 1991). Ce dividende représente une distribution de 1.964 millions de francs

CHIFFRES CLES		
en millions de francs (sauf mention particulière)		
	1992	1991
Principales données consolidées		
Chiffre d'affaires	161.677	160.082
Résultat opérationnel	14.806	14.945
Résultat net (part groupe)	7.053	6.180
Bénéfice net par action totalement dilué (en franc)	53,17	50,96
Distribution proposée		
Distribution globale	1.964	1.629
Dividende distribué par action (en franc)	14,50	13,50
Avoir fiscal par action (en franc)	7,25	6,75

en progression de 20 % par rapport à celle de l'exercice 1991. Il sera mis en paiement à partir du 30 juillet 1993. Les actionnaires disposeront, comme les années précédentes, d'une option pour recevoir ce dividende sous forme d'actions Alcatel Alsthom.

Afin de statuer sur les comptes de l'exercice, le Conseil a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée générale mixte le 24 juin 1993 à 14 h 30 au Palais des Congrès à Paris.

Le Conseil proposera à l'Assemblée générale de renouveler les mandats d'administrateurs, qui arrivent à expiration, de Messieurs Guy Dejouany, Jean Marnignon, Cesare Romiti et Pierre Suard et de ratifier la cooptation de Monsieur Jacques Rouze, décidée par le Conseil de ce jour, comme administrateur en remplacement de Monsieur Jacques Friedmann, démissionnaire.

ALCATEL ALSTHOM EN DIRECT :
• MINTEL : 36.16 Code CLIFF
• Téléphone vert actionnaires : 05 354 354

COMMUNICATION

L'organisation de la presse en Espagne

L'« autorégulation » des journalistes catalans

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

Après la résistance au régime franquiste, dans le fol élan qui poussait à reconstruire la démocratie en Espagne, la presse catalane n'avait pas pris le temps de réfléchir sur le papier ses principes d'éthique. Le vent de l'histoire animait les âmes, elle faisait de la déontologie comme M. Jourdain de la prose. Dix-huit ans se sont écoulés depuis la mort de Franco. Les journalistes catalans ont jugé que le moment était venu de réexaminer les usages de leur profession.

Un premier congrès les avait réunis à Barcelone en 1978, témoignant de leur consensus. Un second les a rassemblés du 29 octobre au 1^{er} novembre 1992, pour l'édification de leur charte. Ils furent deux mille au rendez-vous, soit un travailleur sur trois répertoriés dans ce secteur en Catalogne — pour conjurer « l'ère de l'info et du postmodernisme social ». La province autonome s'est vue une fois encore plébisciter et elle œuvre à entretenir Madrid et le reste du pays sur la voie de la moralisation des médias.

Le code éthique élaboré par les journalistes catalans reprend pour l'essentiel les grands principes profes-

sionnels des autres chartes. Il affirme l'obligation de « séparer » l'information de l'opinion, d'employer des méthodes « dignes » pour obtenir ces informations, le refus des « rétributions et gratifications » provenant de tiers, l'interdiction d'utiliser « à des fins personnelles » des informations privilégiées, etc.

L'originalité de la démarche catalane réside surtout dans sa genèse, amorcée par une poignée de journalistes dont fait partie Josep Penua, le directeur-éditorialiste d'*El Periódico*, qui préside actuellement le Collège des journalistes de Catalogne.

Cette association est issue du Groupe démocratique de journalistes créé en 1966 pour résister au franquisme. Organisatrice du premier congrès en 1978, elle s'est toujours voulue ouverte à toutes les tendances. Jouissant d'un incontestable crédit, c'est elle qui a porté la nouvelle charte sur les fonts baptismaux.

Il s'agit d'abord de remédier aux erreurs de la période postfranquiste dans les milieux de la presse. De nombreux journalistes avaient participé, au côté de la censure avec les services politiques, à la lutte contre le dictateur. Ce dernier disparu, les frustrations nées dans la résistance ont pesé lourd, parfois trop. Certaines alliances ont engendré des situations

conflictuelles. « Il y a eu confusion entre le rôle d'acteur de l'histoire et celui de témoin qui doit être avant tout celui du journaliste », dit-on au Collège. Ainsi s'expliquent les violentes diatribes qui opposent encore certaines rédactions concurrentes.

Mais l'opinion publique y voit surtout une « agressivité » qu'elle juge « excessive » et tel est aussi, désormais, le sentiment d'une partie des journalistes eux-mêmes, qui voient décliner leur prestige après avoir été les chéris des foules.

Cette « agressivité » se déverse principalement par l'intermédiaire des canaux de la radio et de la télévision, de plus en plus nombreux depuis le boom du secteur privé. Les « prédicateurs » de table ronde privilégiant l'idéologie au détriment de l'information ont fini par lasser. De même que le sensationnalisme à tous crins. Le public n'a guère apprécié, par exemple, de voir à l'écran l'image d'un enfant de cinq ans violée à Séville. Il y a eu aussi quelques cas de corruption. La profession s'est divisée.

A Madrid, la charte catalane proposée à la discussion à l'Association de la presse a du mal à recueillir des signatures. Mais en Catalogne, journalistes, directeurs de rédactions et propriétaires de médias y souscrivent

massivement. « Pour le respect de cette charte, nous mettons au point une commission d'appel, précise Josep Penua. Celle-ci pourra être saisie, en cas d'irrégularités, par les citoyens ou les organes professionnels comme le Collège; elle sera formée de personnalités indépendantes; elle n'exercera pas d'autre sanction que morale ».

En revanche, la presse catalane se déclare opposée à tout renforcement du code pénal, comme cela avait été envisagé il y a quelque temps par les autorités espagnoles après quelques épisodes sauteux.

Tomás Delgado, sous-directeur du quotidien *El País*, fait partie, lui aussi, des pionniers de la charte. Il se prononce sans hésitation pour « l'autorégulation de la profession ». Face aux dérives, « il fallait ériger, dit-il, que le gouvernement ne prenne l'initiative en légiférant ». Le rédacteur en chef chargé des suppléments du quotidien *La Vanguardia*, Vladimir De Semir, exprime la même conviction. Ici, de la base au sommet de la pyramide professionnelle, tous les journalistes refusent « une censure venue d'en haut, ou une juridiction spéciale », les ayant « trop » connus pendant des décennies.

Dans l'immense salle de rédaction d'*El País*, une affiche appelle à une

assemblée générale pour « constituer un syndicat des journalistes de Catalogne parce que l'expérience européenne (en la matière) est hautement positive ». L'organisation syndicale constitue en effet la deuxième priorité de la presse catalane, qui se défend toutefois « de tout corporatisme ». Il existe, certes, des sections « presse » à l'intérieur des deux principales centrales nationales — les Commissions ouvrières et l'Union générale des travailleurs (UGT) — mais leurs effectifs fondent parce que ces organisations sont jugées peu efficaces pour défendre les intérêts spécifiques des professionnels de la presse, « fortement prolétariats » par le développement des technologies. Les Commissions ouvrières ont déjà donné leur accord pour la création de syndicats indépendants. L'UGT fait attendre sa réponse.

José Penua ne voit aucun inconvénient, pour sa part, à ce que les membres de sa profession suivent ainsi deux voies d'organisation complémentaires. Il sait que le Collège des journalistes de Catalogne « ne perd pas sa raison d'être », il est même le premier à dire que les choses évoluent si vite, dans la presse catalane, que sa charte est... « déjà insuffisante ».

DANIELLE ROUARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MICHELIN

Compagnie Générale des Etablissements Michelin

Résultats consolidés 1992

Le redressement de MICHELIN s'est poursuivi en 1992. Après une charge nette exceptionnelle, non récurrente, de 587 millions de francs, due aux nouvelles normes comptables applicables à ses filiales américaines, le résultat consolidé est une perte de 11 millions de francs, contre une perte de 1.013 millions de francs en 1991. La part du Groupe dans ce résultat est un bénéfice de 79 millions de francs, et celle des intérêts minoritaires est une perte de 90 millions de francs.

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ DE L'EXERCICE :

L'évolution du volume des ventes durant l'année 1992 a été très contrastée. Après une progression de 3,5 % au cours du premier semestre par rapport à la période correspondante de l'année précédente, l'activité sur les marchés européens a chuté fortement à partir de l'été.

Malgré une légère amélioration des marchés d'Amérique du Nord où MICHELIN est maintenant fortement implanté, le volume des ventes pour l'ensemble de l'année a baissé de 0,2 %.

A cette chute des volumes vendus s'est ajouté l'effet des baisses des cours de plusieurs devises européennes ainsi que du dollar par rapport au franc : le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 1992, de 66.847 millions de francs, ressort ainsi en baisse de 1,2 % par rapport à celui réalisé au cours de l'exercice 1991.

ANALYSE DES RÉSULTATS :

L'amélioration des résultats de MICHELIN constatée au premier semestre, grâce notamment aux effets du plan de redressement mis en œuvre début 1991, a pu être poursuivie dans la conjoncture très dégradée des marchés européens à partir de l'été. Le résultat d'exploitation est un bénéfice de 4.254 millions de francs, en augmentation de 377 millions par rapport à celui de l'exercice précédent.

La charge financière nette de 2.698 millions a diminué de 399 millions, sous l'effet des variations monétaires, de la baisse des taux d'intérêt et de l'endettement moyen.

Le résultat courant est un bénéfice de 1.556 millions de francs, en amélioration de 776 millions de francs par rapport à l'exercice précédent.

Malgré cette amélioration, le résultat courant avant impôt ne représente que 2,3 % du chiffre d'affaires pour l'ensemble de l'année 1992, alors qu'il avait atteint près de 4 % pour le premier semestre de cette même année.

La réalisation du plan de redressement s'est poursuivie en 1992. Dans le cadre de ce plan, MICHELIN a réduit ses effectifs de 16.000 personnes en deux ans. Les charges de restructuration correspondantes, provisionnées en 1990 et 1991, sont sans effet sur le résultat exceptionnel de l'exercice 1992 qui ressort en bénéfice de 221 millions de francs, enregistrent pour l'essentiel de plus-values de cessions d'immobilisations diverses.

Au total, après prise en compte des impôts et de la charge exceptionnelle de 587 millions de francs due à l'incidence de nouvelles normes comptables applicables aux sociétés américaines, relatives à l'enregistrement comptable des frais médicaux du personnel retraité et des impôts différés, le résultat net consolidé de l'exercice est une perte de 11 millions.

La capacité d'autofinancement de l'exercice 1992 est de 5.145 millions de francs, en augmentation de 2.056 millions par rapport à celle de l'exercice précédent.

Les comptes de la Compagnie Générale des Etablissements MICHELIN font apparaître pour l'exercice 1992 un bénéfice de 213 millions de francs contre un bénéfice de 118,4 millions en 1991. Avec un résultat d'exploitation en légère diminution du fait de l'évolution des parités de change intervenues dans le second semestre et un résultat financier redevenu positif de 55,2 millions de francs, le résultat courant avant impôt est passé de 326,6 millions de francs à 403,1 millions pour l'exercice 1992. Le résultat exceptionnel négatif, compte tenu d'une dotation

pour dépréciation de 200 millions de francs des titres de la Manufacture Française des Pneumatiques MICHELIN, est passé de 224,3 millions de francs à 198 millions en 1992.

GROUPES MICHELIN - PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DES COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS :

(en millions de francs)	1992	1991
Chiffre d'affaires net	66.847	67.649
Résultat d'exploitation	4.254	3.877
Résultat financier	(2.698)	(3.097)
Résultat courant	1.556	780
Résultat exceptionnel	221	(1.193)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(241)	(200)
Impôt sur les bénéfices	(950)	(425)
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	(10)	24
Charge nette due à l'incidence de nouvelles normes comptables américaines	(587)	-
Résultat net	(11)	(1.013)
dont : part du Groupe	79	(699)
part des intérêts minoritaires	(90)	(314)
Capacité d'autofinancement	5.145	3.089

Ces comptes ont été présentés au Conseil de Surveillance de la Compagnie. Les Gérants, qui convoquent l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires pour le 25 juin 1993, à 9 heures 30 à Clermont-Ferrand/Aulnat, proposeront la distribution d'un dividende net de F. 1,50 par action "B" et par action "A" partiellement amortie, et de F. 1,60 par action "A" de capital.

LES PERSPECTIVES :

Dans le prolongement de ce qui s'est produit durant l'automne 1992, l'activité du premier trimestre 1993 reste très contrastée avec d'une part l'effondrement des marchés européens, particulièrement ceux liés à la construction de véhicules neufs, alors qu'apparaît, d'autre part, une reprise sur les marchés d'Amérique du Nord.

Les paramètres qui influenceront les résultats 1993 sont encore difficiles à prévoir, plus particulièrement, l'amplitude et la durée de la crise européenne, la confirmation de la reprise américaine et la baisse des taux d'intérêt européens.

En l'absence de redressement rapide des conditions qui ont prévalu au premier trimestre, le résultat du premier semestre 1993 se traduira par une perte.

Pour faire face à cette nouvelle situation, MICHELIN a pris les dispositions suivantes : - mise en place de mesures de chômage partiel pour adapter constamment la production aux ventes,

- nouvelle limitation des investissements. Ils porteront essentiellement sur les gains de productivité et sur l'amélioration de la flexibilité de l'outil de production.

Les efforts considérables accomplis par MICHELIN dans le cadre du plan de redressement ont permis de rétablir la situation en deux ans.

La dégradation brutale des marchés, dont l'ampleur reste imprévisible, impose de nouvelles mesures pour faire face à ce qui pourrait annoncer une mutation profonde de l'économie. En conséquence, l'accélération de l'effort de réduction des coûts s'impose : en l'état actuel des choses, l'objectif est fixé à 3,5 milliards de francs en deux ans, pour l'ensemble du Groupe.

Les effets négatifs de la conjoncture actuelle seront ainsi limités, mais surtout MICHELIN, ayant atteint son objectif prioritaire d'abaissement des prix de revient, sera en meilleure position concurrentielle pour bénéficier rapidement de toute reprise.

Au terme d'un premier colloque sur la communication

Le roi du Maroc crée un conseil supérieur de l'information

RABAT

correspondance

« Au secours ! La médiocratie s'installe dans les médias, à la tête surtout ! » Ce cri du cœur de Taieb Laalej, l'un des chroniqueurs les plus réputés du pays, lancé au cours d'un des multiples débats qui ont marqué pendant trois jours, du 29 au 31 mars, le premier colloque sur l'information et la communication au Maroc, illustre bien la passion avec laquelle plusieurs centaines de professionnels de la presse et de la communication ont vécu cet événement. Ou plutôt ce « grand débat » selon l'expression de Latifa Akharbach, cette universitaire et journaliste qui ajoute : « Après trente ans d'indépendance, il était temps de faire un arrêt sur image ». Cette immense mise à plat de l'espace médiatique marocain, opérée par le biais de plusieurs commissions invitées à réfléchir sur de nombreux thèmes touchant aussi bien à une charte déontologique qu'au statut du journaliste ou à la formation professionnelle, a débouché sur un certain nombre de résultats.

Les participants ont d'abord, et sans surprise, entériné une suggestion du roi Hassan II qui, dans un message adressé au colloque, avait proposé la création d'un conseil supérieur de l'information ayant pour objet de réguler le système médiatique national, en tenant compte des bouleversements techniques et de l'évolution du pays.

Ils ont aussi adopté diverses recommandations concernant, par exemple, la réforme du code de la presse, le droit à l'information et à la liberté d'expression, l'élaboration d'une convention collective régissant les rapports entre patrons de presse et journalistes, l'amélioration des conditions de travail des journalistes, etc.

Un contexte électoral

Mais si le ministre de l'intérieur et de l'information, Driss Basri, principal promoteur de cette manifestation, a affirmé, au cours de la séance de clôture, qu'il sera « du devoir de l'Etat d'examiner, à travers le futur conseil supérieur de l'information, les points importants relatifs au développement de la profession qui ont été examinés pendant le colloque », nombre de participants ne cachent pas leur scepticisme. Tout en se félicitant du climat de liberté qui a régné, ils expriment la crainte, au lendemain des débats, que ce colloque n'apparaisse bientôt plus que comme un euphémisme dans l'eau : « Les aspects budgétaires ont été superbement ignorés », déclarent plusieurs responsables de presse.

L'amertume est particulièrement vive chez les photographes et journalistes sportifs, grands absents des travaux ; ils en tirent la conclusion qu'on les considère comme des professionnels de seconde zone.

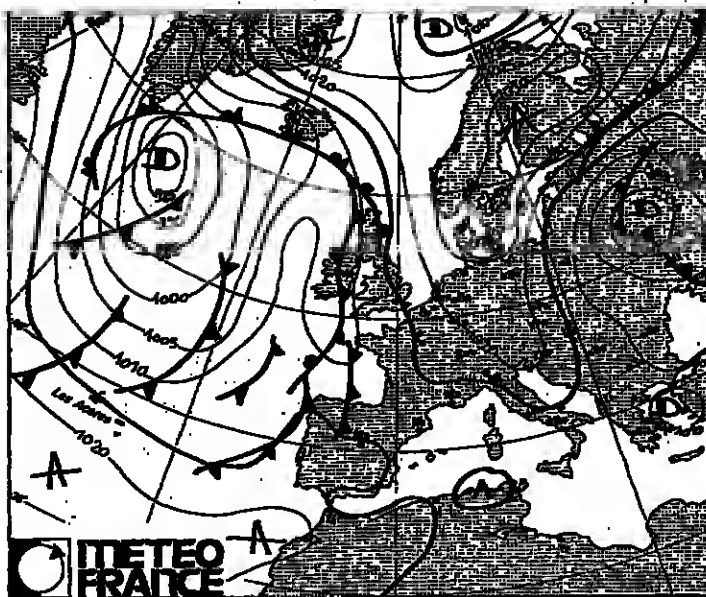
De nombreux participants se demandent aussi pour quelle raison les autorités ont attendu aussi longtemps avant de se pencher sur le sort des métiers de l'information et de la communication, qui connaissent depuis très longtemps d'énormes difficultés. Si le roi Hassan II cherche naturellement à adapter aux réalités modernes ce secteur stratégique, les motivations de M. Basri peuvent être différentes. L'approche des élections législatives du 25 juin, le ministre de l'intérieur et de l'information — qui vient de vivre des semaines difficiles avec l'affaire Tabet (1), et que certains participants au colloque n'ont pas hésité à égratigner, lui reprochant par exemple de favoriser la presse étrangère au détriment des médias nationaux — tient sans doute à présenter l'image d'un homme ouvert, de celui qui, en tout cas, aura mis la presse nationale sur les rails de la modernité. De l'avis de beaucoup de participants au colloque, M. Basri ne coiffa plus la double casquette de ministre de l'intérieur et de ministre de l'information dans le gouvernement qui sera constitué après les législatives. Un grand ministre de la communication pourrait en effet voir le jour. L'actuel ministre pourrait donc se prévaloir d'un rôle moteur.

MOUNA EL BANNA

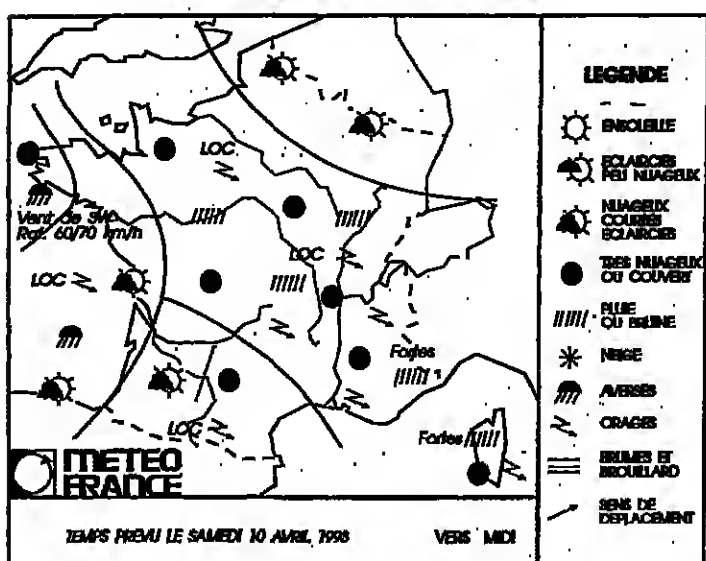
(1) Du nom d'un commissaire des renseignements généraux condamné à mort, le 15 mars dernier, pour avoir violé plus de cinq cents femmes.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 AVRIL À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 AVRIL 1993



Pluies orageuses avec fortes dans le sud. - Nuges et pluies ou orages orageux donneront le ton de cette journée, sous des températures tout juste saisonnières.

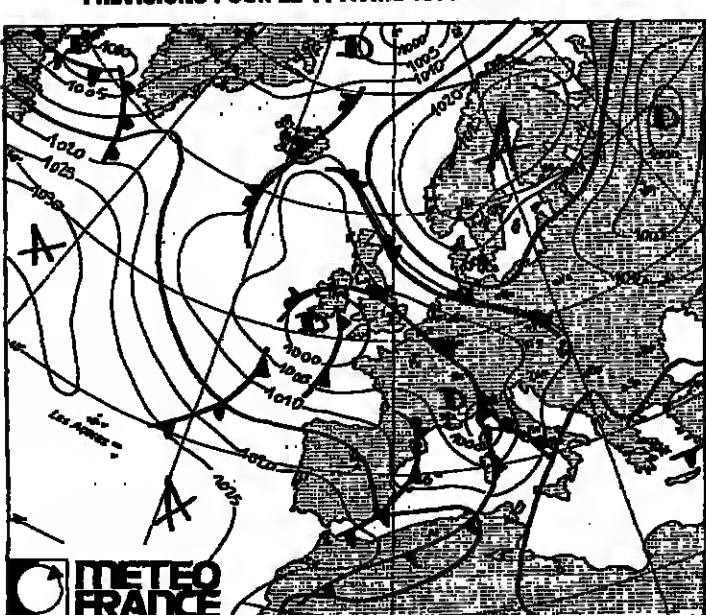
Dès le matin, les précipitations touchent toutes les régions de l'ouest et du sud du pays, avec quelques orages mêlés aux pluies. Du nord au centre et au nord-est du pays, temps plus calme et seulement rugueux pour la matinée. En revanche, l'après-midi les orages orageux discontinues se déclencheront également.

Les pluies les plus fortes seront à attendre, l'après-midi, sur les régions à l'est du Rhodan, des Alpes à la Côte d'Azur et à la Corse.

A noter, dans l'après-midi, un ciel plus variable et des éclaircies entre les averse, pour toute la façade ouest du pays. Attention aux rafales de vent de sud-ouest sur les côtes sud de la Bretagne.

Les températures minimales seront comprises entre 5 et 10 degrés, du nord au sud du pays. Les maximales s'éleveront entre 12 et 14 degrés du Nord à l'Alsace, 13 à 15 au nord de la Loire, 14 à 17 dans le Sud-Ouest, et 15 à 18 dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 11 AVRIL 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 08-4-1993 à 18 heures TUC et le 09-4-1993 à 8 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	14	0 D	LUXEMBOURG	12	3 D
ALGER	17	8 D		MADRID	27	12 N
BARCELONE	18	10 N		MARRAKECH	31	14 D
BORDAUX	22	12 P		MEXICO	26	18 N
BRETAGNE	15	7 C		MILAN	19	9 C
CAEN	12	7 C		MONTREAL	15	1 C
CHARENTAIS	14	10 C		MOSCOW	13	6 C
CLERMONT	17	8 C		NAIROBI	26	18 N
COCHINCHINE	14	8 C		NEW DELHI	22	20 D
DAKAR	13	7 C		NEW YORK	17	6 C
DIJON	13	7 C		PALMA	30	9 N
LYON	13	7 C		PARIS	13	6 C
NANTES	13	7 C		SAO PAULO	26	18 N
PARIS	13	7 C		SEVILLE	26	18 N
PERPIGNAN	13	7 C		SINGAPOUR	31	24 O
RENNES	13	7 C		STOCKHOLM	4	- 6 D
STRASBOURG	13	7 C		TOKYO	15	6 A
TUNIS	24	12 P		TURIN	26	10 D
VALENCIENNES	13	7 C		VIENNE	18	9 C
YERREY	13	7 C		VIENNE	18	9 C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

Fédéric et Pascale AMMAR-KHODJA ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils

Adrien,

le 14 mars 1993.

5, rue Legendre-Hérail, 34000 Montpellier.

Anniversaires de naissance

Irène et Clément CASSIO souhaitent un heureux anniversaire à

Jean CASSIO,

né le 10 avril 1937, à Grasse.

Décès

M^{me} Annie Bouleanger, son épouse, M^{me} Marie-Sophie Neugu, ses filles, Parents et amis, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean BOULENGER,

survécu à Menton (Alpes-Maritimes) le 6 avril 1993, à l'âge de soixante-huit ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 11 avril, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, Paris-6, où l'on se réunira.

Condoléances sur registre.

M^{me} Colette Clerc, son épouse, Jean-François et Catherine Clerc, Denis et Marie-France Clerc, ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, disent adieu au

commandant René CLERC, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, TOE, qui les a quittés dans l'espérance de la Résurrection et a été inhumé, le 29 mars 1993, dans l'intimité familiale.

Rue du Général-Poocet, 70140 Pannes, 5, rue des Saules, 38160 Seyssins, 37, boulevard de la Motte, 21800 Quétigny.

Alexandre MNOUCKINE.

Etretum.

On nous prie d'annoncer le décès, dans sa quatre-vingt-dixième année, de

M. Pierre DELONGRAYE-MONTIER, chevalier de la Légion d'honneur,

survécu à Etretum le samedi 3 avril 1993.

M. et M^{me} Jean Mamelle, M^{me} Jean Bourhis, M^{me} Sylvette Menegaux, ses enfants, Gérard et Chantal Mamelle, Yves et Sylvie Le Mar, Jean-Christophe Mamelle, Agnès Mamelle, Sylvain et Sophie Huet, Jérôme Le Bourhis, Xavier et Pascale Le Bourhis, Mathilde Le Bourhis, Fabrice et Carole Le Foyer de Costil, Fabrice et Christine Menegaux, Eric et Violaine Jacout, Antoine Menegaux, ses petits-enfants, Et ses quinze arrière-petits-enfants, M^{me} Firda Da Culin, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne LANG,

survécue le 6 avril 1993, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Friez pour elle. Et rappellent au souvenir de son épouse,

M. Louis LANG, ingénieur général de l'armement (GM), décédé le 13 décembre 1973.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 13 avril, en l'église Saint-Saturnin, 132, Grande-Rue-Charles-de-Gaulle, Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), où l'on se réunira à 14 heures, suivie de l'inhumation au cimetière sud de Saint-Mandé, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Saint-Paul, 92200 Neuilly-sur-Seine, 15, avenue Gambetta, 92410 Ville-d'Avray, 48, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.

Bruno Abissini, Claudio Saraceni, E. Pietro Notaranni Ricordano, con grande affetto e stima,

Alexandre MNOUCKINE.

(Le Monde du 7 avril)

ENVIRONNEMENT

Après l'explosion d'une cuve de matières radioactives

Les responsables de la sûreté nucléaire russe ne sont pas d'accord sur la gravité de l'accident de Tomsk

Accident sérieux ou incident sans conséquences ? Trois jours après l'explosion à Tomsk (Sibirie) d'une cuve d'une trentaine de mètres cubes de matières radioactives (le Monde des 8 et 9 avril), les différents acteurs du nucléaire russe ne sont toujours pas parvenus à parler d'une même voix.

Georgi Kasourov, porte-parole du ministère russe de l'énergie atomique, déclare sans rire : « Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une catastrophe parce que je sais que ce n'est pas une catastrophe. C'est pour ainsi dire un accident sans danger, mais c'est tout de même un accident. » On se saurait être moins clair !

Le vice-président de l'Institut Kossatchov de recherches nucléaires, Nikolaï Ponomarev-Stepnoi, indique que le nuage provoqué par l'explosion de Tomsk « existe bel et bien » et que sa radioactivité « est de l'ordre de quelques curies ». On est bien loin des 2 millions de curies transportées par les vents lors de l'accident de 1957 à Tchernobyl, mais ce n'est pas une raison pour se désintéresser de son trajet. Pour le moment, les simulations sur ordinateur faites par l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire (IPSN) montrent que le nuage se déplace vers le nord-est, et ne menace guère que la Sibirie.

Les dangers, s'il y en a, concernent surtout les environs proches de l'usine. Bien que l'IPSN ne connaisse pas avec précision les niveaux de radioactivité des terrains contaminés, il y a tout lieu de croire que les matières répandues par l'explosion « crachent » à moins quelques milliers de curies sur une zone que le comité russe pour les situations

d'urgence estime à quelques 200 kilomètres carrés. Affaire à suivre donc. D'autant que cinq cents spécialistes travaillent déjà à la décontamination, celle de l'atelier détruit devant attendre sans doute plus longtemps du fait de la radioactivité forte (30 rads/heure) qui règne sur le lieu de l'accident. Une réalité qui conduit des responsables russes à s'interroger sur la vétusté, le progrès et la sûreté de certaines installations nucléaires russes. « Cet accident, reconnaît M. Ponomarev-Stepnoi, nous montre que ces installations du cycle du combustible sont, en termes de sûreté, moins évoluées que les réacteurs nucléaires » et qu'il faut, comme le propose le conseiller du président Boris Eltsine, « contrôler tous les sites nucléaires dangereux, et notamment militaires, sur tout le territoire russe ».

Siemens obtient la condamnation de l'Etat de Hesse. - La deuxième chambre civile du tribunal régional de Wiesbaden (Allemagne) a condamné, jeudi 8 avril, l'Etat régional de Hesse à verser des dommages et intérêts au groupe Siemens pour avoir ordonné la fermeture de son usine de production de combustible mixte d'oxydes d'uranium et de plutonium (MOX) de Hanau. Cet établissement avait été fermé en juin 1991 par le ministre régional de l'environnement, Joschka Fischer (Verts), à la suite d'incidents mettant en cause la sûreté. M. Fischer avait, ensuite, refusé d'autoriser une reprise de l'activité, malgré une injonction du ministre fédéral de l'environnement, Klaus Töppfer, début 1992. Selon les experts cités par le tribunal, la décision de fermeture en raison de dangers potentiels était infondée. - (AFP.)

Anniversaires

- Le 10 avril 1989,

Claire LISLE

s'endormait dans l'espérance de la Résurrection.

Ayez une pensée ou une prière pour elle et pour ceux qu'elle aimait.

- Il y a deux ans, le 11 avril 1991,

Henri WALLON

nous quitte.

Le 8 juin 1992,

Marie-Claire,

son épouse,

l'a rejoint.

En cet anniversaire, jour de Pâques, tous deux sont unis dans nos pensées.

Communications diverses

- Les membres des familles des déportés partis le 15 mai 1944 par le convoi n° 73 de Drancy à Kaunas-Kovno (Lituanie) et à Tallin-Reval (Estonie) sont informés que l'association des

Fils et Filles des déportés juifs de France, (président, Serge Karsfeld)

organise, du 16 au 24 mai 1993, un voyage dans les pays baltes et en Pologne, qui leur permettra de se recueillir sur les lieux mêmes où fut amené ce convoi, ainsi qu'à Sobibor, à Maidanek, à Auschwitz et au ghetto de Varsovie. Renseignements : FFDJF. Téléphone : 42-89-30-09.

Conférences

- Conférence et débat avec dîner sur place. Journée du 29 avril 1993, sur bateau (port de Suffren, Paris-15). Thèmes : « L'ex-Union soviétique après la fin de la guerre froide. Les Européens de l'Europe des Douze et le traité de Maastricht. Quel avenir pour l'Afrique (aide humanitaire ou au développement) ? »

Renseignements et inscriptions : 47-23-47-47 (heures de bureau).

Le Monde

Édité par le *Service de la Presse* de la *Direction de la Presse* du *Ministère de l'Éducation*.
Directeur de la publication : Bruno Frenet
Directeur de la rédaction : Jacques Gully
Directeur de la gestion : Marcel Loubet
Secrétaire général :

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Thomas Frenet, Philippe Harroche, Jacques-François Simon
Daniel Vermet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1984-1988), Jacques Frenet (1988-1992), André Laurens (1992-1993), André Fontaine (1993-1994)

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGIERE, 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BONIN-MÉRY, 94092 RIVY-BOIS-SEINE CEDEX 12
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

HORS-SÉRIE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La droite sans partage

LES RÉSULTATS COMPLETS

1988 - 1993 :

BILAN DE LA LÉGISLATURE

LES THÈMES DE LA CAMPAGNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

DÉTAIL NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 10 avril

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Une veillée sur TF 1

TF 1, après quelques faux départs, ayant finalement résolu de diffuser «Télé Vision», son émission hebdomadaire consacrée aux médias, on ne pouvait faire moins que de s'inviter à la première, prévue à 23 h 45. A l'heure dite, on se trouva en compagnie de Philippe Bouvard et d'une animatrice platinée, Amélie Lear, qui nous promit une surprise pour après la pub. Strip-tease, bavardage, pub, et la surprise promise arriva : des images d'un hémaphrodite brésilien. Sigle l'États-on déjà dans «Télé Vision» ? Assistons-nous à un reportage-vérité sur le système TF 1 ? Pas du tout. C'était une vraie émission de TF 1, «Méfiez-vous des blondes !», la première émission d'horreur sans effets spéciaux ni autres costumes, que des strings et des trucs en stress.

Après une ultime page de pub, une bande-annonce pour «Des flics à abattre» (samedi à 22 h 30, avec aux amuseurs), cette expédition nocturne à TF 1 touchait enfin au but. Batrice Schoenberg, transfuge de la Cinq, avait pris la place de sa concubine platinée. On put toutefois se demander si l'on avait bien quitté «Méfiez-vous des blondes !» : un des premiers reportages de «Télé Vision» fut consacré à une émission italienne, animée par un transsexuel, diffusant des vidéos porno conjuguées envoyées par des téléspectateurs. Quelques

minutes plus tôt, «Méfiez-vous des blondes !» nous avait fait découvrir une autre émission italienne, présentée, elle, par une animatrice nue. On n'en sortait plus. On ne savait qu'admirer davantage, de l'imagination des italiens ou de la capacité des grands esprits de TF 1 à se rejoindre.

Mais il était écrit que la séquence choc de «Télé Vision» serait politique. Au cours de la soirée du second tour, TF 1 avait laissé ouvert en permanence les micros et les caméras enregistrant les hémées politiques, à leur insu évidemment. Le subterfuge ne valut d'entendre distinctement Jack Lang, attendant de passer à l'antenne, puis une de ses collaboratrices d'aller appeler sa femme Monique «pour qu'elle demande immédiatement à Kouchner de dire un petit mot sur moi, un homme original qui a réussi à se faire élire dans un département traditionnel». Le procédé pouvait apparaître moralement des plus surprenants, mais était-il encore bien l'heure de parler de morale ? On eût enfin que pour le premier fois, un feuilleton français, «Hélène et les garçons», pourrait bien être diffusé sur une chaîne américaine. A peine le temps de se réjouir pour TF 1 de cette bonne nouvelle annoncée par TF 1, et il était l'heure d'aller rêver de TF 1.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire «Le Monde radio-télévision». On peut voir : ■■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 9 avril

TF 1	20.50 Magazine : Les Marchés de la gloire. Présentation du Salon international de la maquette et du modèle réduit. Sujets : La carrière de Gernot ; Musée à la troncature ; A bout portant ; Sauvetage de baléna ; Le rapide de la dent noire ; Le frère effréné.
22.35	Magazine : Ushuaia. La fontaine de Jannes ; Bichons des grands fonds ; Enfants du fun, de Patrick Passet ; Au bonheur des rats, de Frédéric Hadenque ; Morcier corallier, de Frédéric Ouedra.
23.40	Diversité : Sexy Dingo.
0.15	Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
FRANCE 2	20.50 > Téléfilm : Pris au piège. De Michel Favart.
22.20	Magazine : Bouillon de culture. Spécial dense. Invités : Roland Petit (L'été dans les flots) ; Dominique Chailion ; Marie-Claude Pietraglia ; Ghislaine Thénier ; Victor Verdy ; Kader Belarbi ; Olivier Fourès, interprètes d'«Hier et d'aujourd'hui des ballets Roland Petit» ; Lilian Ahefeldt, dédicataire des Mémoires d'Anne, de Serge Lita.
23.40	Journal et Météo.
0.00	Cinéma : L'Évangile selon saint Matthieu. ■■ Film italien de Pier Paolo Pasolini (1964) (v.o.).
FRANCE 3	20.45 Magazine : Thalassa. En direct du Salon de la maquette et du modèle réduit. Les loutres du Bengale.
21.50	Magazine : Fait pas rêver. Invité : Jean-Pierre Cassel. France : fondateurs de cloches ; Japon : Cinéaste à Tokyo ; Anglet : les tasses noires de Londres.
22.50	Journal et Météo.
23.15	Cinéma : La Légende de Joseph. D'après Edouard Mélé. Mise en scène de Pierre Jourdan.
CANAL PLUS	20.35 Téléfilm : Dossier rouge. De Michel Rhodes.
22.05	Diversité : Ce soir avec les Nouveaux.

TF 1

13.15	Magazine : Reportages. La condole est dans l'escalier.
13.50	Jeu : Millionnaire.
14.20	La Une est à vous.
17.20	Magazine : Trente millions d'amis.
17.50	Diversité : Les Roucasseries.
18.20	Diversité : Vidéo gag.
18.55	Série : Beverly Hills.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.40).
20.00	Journal, Essais du Grand Prix d'Europe de Formule 1, Tiersé, Météo et Trafic info.
20.45	Diversité : Crise de rire. Avec la participation d'Yves Lecoq, Elie et Dieudonné, Dany Brillant, Didier Gustin, Marc Jolyet, Pascal Brunner, Chevalier et Laspalle, Indra, Elie Kérou, les Astrobelles, Muriel Montossey, Lila, Hélène et les Garçons, Chantal Gallie, Johnny Maron, Otto Wessely, des échantillons de Muriel Robin, Patrick Sébastien, Smalin, Jean-Marie Rigard.
22.40	Téléfilm : Des flics à abattre. D'Eric Weston.
0.20	Magazine : Formule sport. Formule 1 : spécial Grand Prix d'Europe de Formule 1 ; Football : championnat de France, PSG, Bordeaux-Montpellier, Lens-Strasbourg, Lyon-Lille.

FRANCE 2

13.25	Magazine : Géopolis. Russie, la bataille du pouvoir. De Gilles Rabine et Georges Hansen.
14.15	Magazine : Animalia. Nos cousins les léopards.
15.15	Magazine : Sport passion. Rugby : à 15.45, Toulouse-Bagles, match du championnat de France ; à 17.30, Cyclisme : présentation de Paris-Roubaix.
18.05	Série : Matt Houston.
18.55	INC.
19.00	Magazine : Frou-frou. Invité : Anémone.

TF 1

11.05	Magazine : Téléfoot. Championnat de France : Retour sur les coupes d'Europe ; Morceaux choisis ; Lens-Rome, Saint-Etienne-Kiev, Torino-Bastia ; Top 10.
11.50	Jeu : Millionnaire.
12.18	Météo.
12.20	Jeu : La Juste Prix.
12.50	Magazine : A vrai dire.
12.55	Météo et Journal.
13.15	Côté enfants (et à 18.15).
13.20	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
14.20	Sport : Formule 1. Grand Prix d'Europe, en direct de Donington ; A 14.55, Diffusion de la course ; A 18.50, Le podium.
17.05	Disney Parade. Mickey bananeur.
18.20	Diversité : Vidéo gag.
18.55	Des millions de copains. Avec la série : Alerte à Hollywood.
20.00	Journal, Tiersé et Météo.
20.45	Cinéma : Black Rain. ■■ Film américain de Ridley Scott (1989).
23.00	Magazine : Ciné dimanche.
23.10	Cinéma : Un château en enfer. ■■ Film américain de Sydney Pollack (1968).
1.00	Journal et Météo.
1.05	Magazine : La Vidéo Club.

FRANCE 2

11.00	Messe. Célébrée en direct de la chapelle de Santa Croce, à Rive San Vitale (Suisse).
12.00	Bénédictine Uri et Orbi. Par Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, en mondovision et en direct du Vatican.
12.30	Pâques au balcon. La Pique juive et les pâques chrétiennes : orthodoxe, catholique, protestante et évangélique. Invités : Marie Vialy, Didier Decoin, Roy Vard.
12.59	Journal et Météo.
13.20	Dimanche Martin.
14.55	Série : Mission casse-cou.
15.40	Dimanche Martin (suite).
17.20	Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. A la recherche de l'Atlantide (2 parties).
18.25	Magazine : Stade 2. Football : Automobile ; Rugby : Wigan-polo.
19.30	Série : Maguy.
20.00	Journal, Journal des

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50	Théâtre : C'est encore mieux l'après-midi. Pièces de Ray Cooney.
23.25	Variétés : Taratata. Avec France Gall, Marc Lavoine, Tonton David, les Chéris, Renaud Henson.
0.45	Journal et Météo.
FRANCE 3	13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
14.00	Série : La croisière s'amuse. Série : Macloche.
15.55	Magazine : Montagne. La Dernière Vie de la piste Ho Chi Minh, de Patrick Boitet, invité : Patrick Gaberri, alpiniste.
18.25	Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50	Un film, un jour. Voyage de Holdérin en France, de Jacques-Pierre Amette.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : Hugo d'été (et à 20.40).
20.15	Diversité : Yacapa. Présenté par Pascal Brunner.
20.45	Téléfilm : Jules Ferry. De Jacques Rouffio.
22.45	Journal et Météo.
23.10	Magazine : Zanzi bar. Dieu, poste restante, Jérusalem. Documentaire de Frédéric Laffont.
0.05	Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Dibango et Yanna Kossoukos.
0.50	Continental Club. Meilleurs moments de la semaine.

CANAL PLUS

13.30	En clair jusqu'à 14.05
14.00	L'Œil du cyclone. Le Journal du cinéma.
14.05	Téléfilm : L'Amour coté en Bourse. De Charlotte Brandström.
15.35	Catch à Bercy.
16.40	Sport : Basketball américain.

Dimanche 11 avril

20.50	courses et Météo. Cinéma : Pirates. ■■ Film français de Roman Polanski (1986).
22.50	Cinéma : Un nommé La Rocca. ■■ Film français de Jean Becker (1981).
0.40	Journal et Météo.
0.55	Sport : Patinage artistique. Trophée Lydiane Laurent.
FRANCE 3	11.00 Magazine : Musicales. Présenté par Alain Dussut. L'œil écoute... Jérusalem (1 ^{re} vol). Pâques dans la ville sainte. Avec des chants religieux juifs, musulmans, chrétiens et des mélodies populaires yiddish.
12.00	Magazine : Informations. 12.05 Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : Sports 3 dimanche. Cyclisme : Paris-Roubaix, en direct ; A 14.15, Etape du secteur pavé de la forêt d'Ardenne ; A 15.15, Tiersé ; De 18.45 à 17.30, Arrivée au vélodrome du parc des sports à Roubaix.
17.30	Desen animé : Les Simpson.
18.00	Magazine : J'aurais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp. Invités : Alain Decaux ; Bernard Trépo ; Le Peccateur de lumière : Nivir de Chassepierre, maître verrier ; André Rolin, journaliste au Canard enchaîné ; A propos de film au-delà de Colette Audry ; Yves Berger à propos de la Maison de l'Autre, de Scott Monod.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le journal de la région.
20.05	Diversité : Yacapa. Invités : André Veldy, Karen Chary, Bernard Mobilie, Linda de Souza.
20.45	Spectacle : Les Superstars de la magie à Las Vegas. Présenté par Sergio. Les grands magiciens Siegfried et Roy, d'origine allemande, accompagnés par les ballets du Lido, au Stardust Hotel de Las Vegas.
21.50	Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Treese. Invité : Léon Zitrone.
22.35	Journal et Météo.
23.00	Cinéma : L'Homme. ■■ Film français de Fritz Lang (1933).
CANAL PLUS	11.10 Cinéma : Allô! Maman, c'est encore moi, d

Match de championnat de la NBA : Phoenix-Utah.

18.00	En clair jusqu'à 20.30
18.00	Dessin animé : Les Rasmoules.
18.25	Décode pas Bunny.
19.20	Animéux superstars. Vampires.
19.30	Flash d'informations.
19.35	Le Top.
20.30	Téléfilm : Poursuite en Arizona. De John Guillemin.
22.05	Flash d'informations.
22.10	Documentaire : Les dauphins ont-ils une âme ? De Wolfgang Bayer.
23.00	Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 31 ^e journée du championnat de France de D1.
23.30	Cinéma : Popcorn. ■■ Film jamaïcain-américain de Mark Winter (1991).
1.00	Sport : Golf.
ARTE	Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00	Magazine : Transit. De Daniel Laconté (rediff.).
19.00	Magazine : Via Regio. Les régions européennes.
19.30	Documentaire : Histoire parallèle. Actualités allemandes et américaines de la semaine du 10 avril 1993.
20.20	Chronique : Les Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Le Danemark.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Documentaire : Une passion mexicaine. De François Reichenbach.
22.00	Téléfilm : Lenz. D'Egon Günther.
23.30	Montreux Jazz Festival. Quincy Jones, Big Band & Nejo, Tovin Campbell, Everet Harp, Kristen Gustafson. Sébastien Gervais.
0.00	Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
M 6	13.00 Série : O'Hara.
13.55	Série : Supercopier.
14.50	Série : Les Champions.

15.40 Série : Amicalement vôtre.

16.40	Magazine : Culture rock. La saga de Paul McCartney.
17.10	Série : Le Saint.
18.15	Série : Le Monstre dévot de l'espace.
19.05	Magazine : Turbo. Renaissance d'un mythe : la Voisin ; Grand Prix ; Le musée de Maurice Dufrenoy ; Labour de modisme ; Le chef-d'œuvre de Gaston ; Essai : la Cio SPI ; Camion de courses ; La rubrique news.
19.54	Six minutes d'informations. Météo.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Diversité : Tranche de rire.
20.40	Téléfilm : Commando sur Téhéran. D'Andrew V. McLaglen.
0.50	Six minutes première heure.
FRANCE-CULTURE	20.30 Photo-portrait. Fernand Duboulet, compositeur.
20.45	Dramatique. Le Livre des sept jardins, de Claude-Henri Rocquet.
22.35	Musique : Opus. Claude Barthélemy, invité du Festival Baroque de Blois.
0.05	Rencontre au clair de la nuit... Avec Xavier Gouet.
FRANCE-MUSIQUE	19.30 Soirée lyrique (donnée le 26 avril 1992 lors du Festival Schwetzingen) : L'Occasion fait le laron, de Rossini, par l'Orchestre radio-symphonique de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. : Stuart Kale, Susan Patterson, Robert Gambell ; Naxos de Carolin, Monica Bacchi, Alessandro Corbelli. Un secret d'importance ou le Barbier de Séville, de Rossini, par l'Orchestre radio-symphonique de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. : Francesco Piccoli, José Fardilha, Sara Mingardo, Barbara Fritoli, Donato di Stefano, Giacomo Prestia, Christian Barbieri, Carolina Calvi, Vito Gobbi.
23.35	Ciné-radio Days. Par François Jenny, Alex North, compositeur américain.
0.30	Sortilèges du flamenco.

M 6

11.50	Série : Mariés, deux enfants.
12.20	Série : Ma sorcière bien-aimée.
12.55	Série : O'Hara.
13.50	Téléfilm : Jésus de Nazareth. De Franco Zeffirelli.
17.05	Série : L'Exilé.
18.00	Série : Clair de lune.
19.00	Série : Tonnerre mécanique.
19.54	Six minutes d'informations. Météo.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Sport 6.
20.50	Cinéma : La Révolte des gladiateurs. ■■ Film franco-italien de Vittorio Cottarelli (1959).
22.20	Magazine : Culture pub. La mode de l'impression à la télé, ou jusqu'où peut-on aller trop loin ?
22.45	Cinéma : La Guerre des éfilées. ■■ Film américain de Jerry Jameson (1980).
0.35	Informations : Six minutes première heure.
0.45	Magazine : Métal express. Les frères Van Halen, Little Angels.
FRANCE-CULTURE	20.30 Atelier de création radio-phonique. Uri et Uri : l'urbanisme et la dimension auditive (rediff.).
22.25	Poésie sur parole. Le Concert Joyeux Pâques : Œuvres de Charpentier, Honegger, Martin.
0.05	Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	20.35 Concert (donné le 10 avril 1992 à Berlin) : Finales, cantata op. 50, de Brahms ; Messe en mi bémol majeur D 950, de Schubert ; par le Chœur de la Radio de Berlin et l'Orchestre radio-symphonique de Berlin, dir. Hans Graf.
22.33	Autoportrait. Claude Balif, par David Jéa.
23.35	L'Oiseau rare. Par Michèle Lajeune et Maguy Laroque. Vénitienne, de Rivier ; Trois danses op. 8, de Durufé ; Sonate pour violoncelle et piano en si bémol majeur op. 5, de Dussak.
1.00	Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Norvège.

Les O

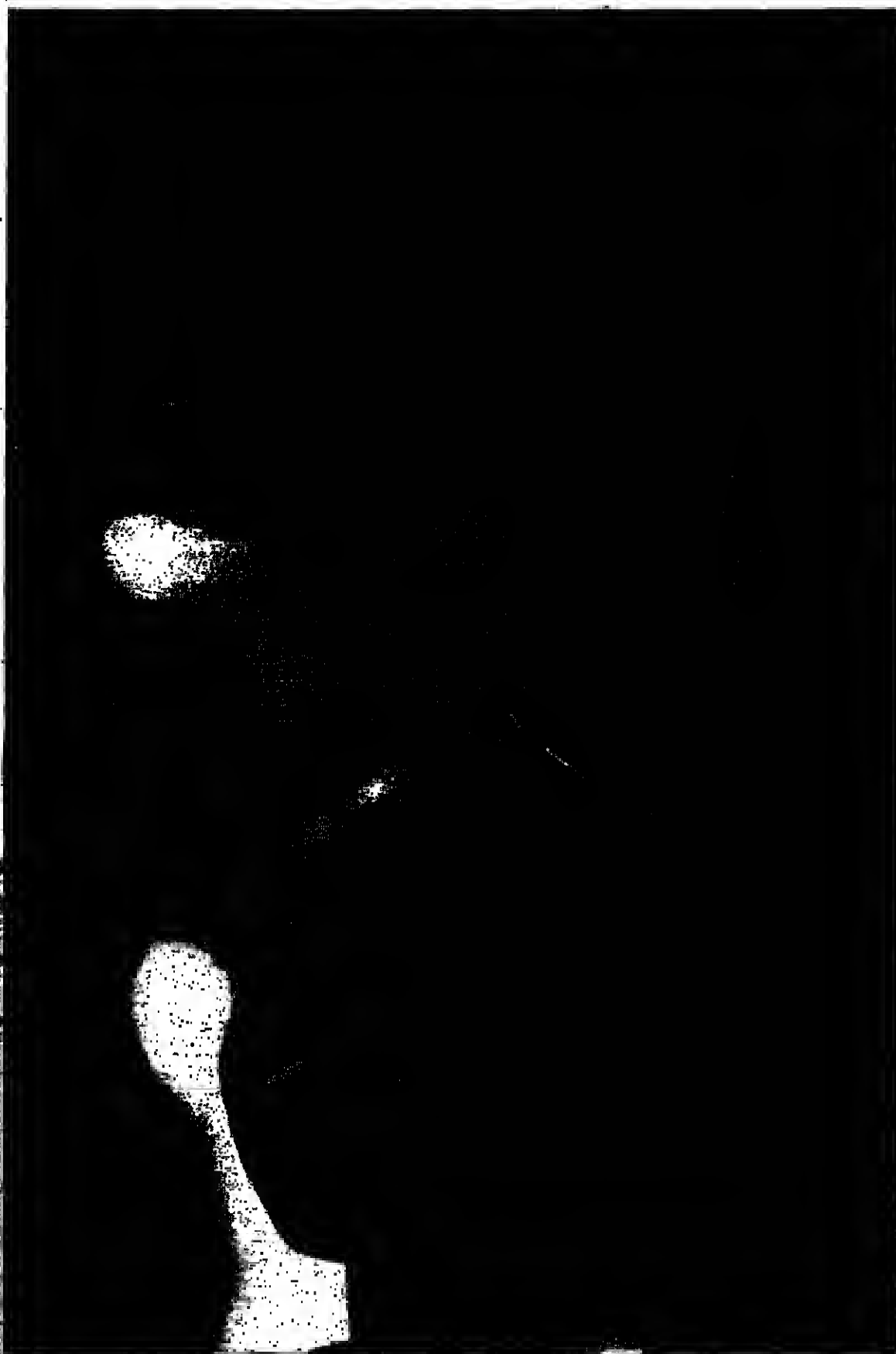
S A N S V I S A

Les ombres d'Angkor

Le parc d'Angkor, que l'Unesco veut inscrire au patrimoine de l'humanité, est menacé par la reprise de la guerre civile au Cambodge. Encore récemment, une statue du IX^e siècle a été volée dans le jardin de la résidence du prince Sihanouk, à proximité des temples d'Angkor, et cinq têtes de statues ont disparu à Angkor-Tom. Après deux décennies de guerres et de massacres, le peuple khmer est-il en voie de perdre, cette fois, le témoignage d'un lointain et prestigieux passé ?

« C'EST par ici que les cortèges royaux accédaient à Angkor-Vat. Au fur et à mesure qu'ils avançaient, une nouvelle perspective effaçait la précédente, un espace en remplaçant un autre. Regardez avant de monter ces marches, ce que vous voyez maintenant, vous ne le verrez plus dans trois mètres. L'espace n'est plus le même. » Janos Jelen, un Hongrois qui parle aussi bien le vietnamien que l'anglais, est un passionné de civilisation khmère et fait partager sa passion. L'avenue des cortèges royaux n'est qu'une vulgaire piste face au temple d'Angkor-Vat. Elle n'est empruntée que par des chars à bœufs. A la saison sèche, elle peut également servir de raccourci aux visiteurs attardés et pressés de gagner le terrain d'aviation de Siem-Reap. De leur temps, les Français ont construit une route, plus courte mais latérale, pour relier l'agglomération de Siem-Reap au parc des Temples. Angkor-Vat n'est plus en perspective.

Qu'importe, Angkor a été construit par des dieux. Qui pourrait aujourd'hui en douter ? Leurs traces se retrouvent du plateau de Korat, en Thaïlande, jusque dans le delta du Mékong vietnamien. « Au début du siècle, a rapporté Georges Coedès, on pouvait encore entendre des Cambodgiens cultivés déclarer en toute bonne foi qu'Angkor-Vat avait été, dans la nuit des temps, bâti miraculeusement par l'Architecte céleste, et accueillir avec incrédulité les affirmations des historiens européens préten-



Jeune religieux près de la rivière de Siem-Reap.

plus se rendre à Angkor. Et puis, on l'oublie trop facilement, le plus grave massacre de Vietnamiens à ce jour - celui qui devait marquer le début d'un exode - a été perpétré, le 10 mars, dans un village situé à moins de vingt kilomètres, à vol d'oiseau, d'Angkor-Vat.

Le matin-même, de trente à quarante Khmers rouges avaient réquisitionné, dans un village cambodgien sur la rive du Tonlé-Sap, de petites embarcations de pêche et leurs six propriétaires. Selon ces derniers, le groupe s'était alors dirigé vers une plage peu loin du village lacustre de Chong-Kneas, habité en majorité par des Vietnamiens. Les Khmers rouges avaient offert un déjeuner aux bateliers. Ils avaient profité de la pose pour troquer leurs uniformes contre des vêtements civils. Selon un rapport de l'APRONUC, l'autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge, la flotille était allée mouiller à la tombée de la nuit, soit vers 18 h 30, à proximité de Chong-Kneas. Deux heures plus tard, les Khmers rouges sont passés à l'attaque, visant en priorité une grosse embarcation où une cinquantaine de Vietnamiens étaient réunis devant un poste de vidéo.

Les assaillants ont tiré dans les tas, tant femmes et enfants. Dans une embarcation voisine, occupée par une famille de onze membres, ils ont tué neuf personnes, balayant par-dessus bord deux nourrissons blessés. Deux fillettes, âgées de onze et treize ans, n'ont eu la vie sauve qu'en se jetant à l'eau. Bilan : 38 morts et 29 blessés, pour la plupart des femmes et des enfants. Leur forfait accompli, les Khmers rouges se sont fait déposer par les pêcheurs cambodgiens sur la terre ferme. Si les forces régulières de Phnom-Penh avaient été retirées du secteur quelque temps auparavant, le poste de la police fluviale cambodgienne, installé à quelques centaines de mètres de Chong-Kneas et doté de hors-bords armés de mitrailleuses, n'est pas intervenu pendant le massacre. Alerté, les « bérêts bleus » bangladais de l'APRONUC, stationnés à Siem-Reap, ont décidé de reporter au lendemain une visite des lieux.

L'indifférence des hommes vaut celle des dieux. Comme il s'agissait de Vietnamiens et que, en près d'un quart de siècle de guerres et de massacres, les Cambodgiens en ont vu bien d'autres, personne n'a bougé. Personne ne s'est même retourné sur le passage du cortège funéraire. Pourtant, le 26 janvier, soit deux semaines auparavant, l'APRONUC était déjà au courant d'un « risque » d'attaque contre ce village. Les Khmers rouges avaient réactivé des unités dans le secteur et concentré des hommes à une vingtaine de kilomètres du lieu du massacre. Sans le revedoquer ouvertement, les Khmers rouges se sont félicités du massacre. D'autres partis politiques se sont gardés de le condamner expressément. De Pékin, le prince Sihanouk lui-même a demandé aux Vietnamiens, « pour leur propre sécurité », d'évacuer le Cambodge, et ces derniers ont commencé à le faire.

Depuis le début de l'année, la province de Siem-Reap est devenue, après celle de Kompong-Thom, dans le centre, l'une des plus « sensibles » du Cambodge. Les Khmers rouges, sous le commandement de Ta Mok, redoutable unijambiste, en tiennent les collines du centre et le nord-est.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 31

(1) Cité par Solange Thierry dans *Les Khmers* (Seuil, 1984).

AU SOMMAIRE



Budapest	
Belle	
Époque	p. 32
La Malaisie	
au vert	p. 30
Gastronomie	
le chef	
du mois	p. 35
Sainte-Hélène	
l'île-prison	p. 36
Escapes (p. 30)	Tél. (p. 30)
Jeux (p. 34)	Table (p. 35)

dant que ce temple prestigieux avait été construit par leurs ancêtres depuis moins d'un millénaire, à une époque où leur pays était, après la Chine, la plus grande puissance de l'Asie du Sud-Est (1). Ces « Cambodgiens cultivés » d'il y a près de cent ans avaient sans doute raison : à voir ce que les hommes en font, l'histoire mythique d'Angkor séduit davantage que l'histoire des rois-bâtisseurs qui, du IX^e au XIII^e siècles, firent rayonner l'empire khmer. S'il reste la huitième merveille du monde, le rayonnement s'en est dissipé.

Comme le Cambodge, la pierre souffre. D'indifférence, d'une multitude d'indifférences. Dans un pays sans protection, chacun fait ce qu'il veut, et ce qui est vrai ailleurs l'est aussi dans le parc des temples d'Angkor. A Preah-Khan, temple bouddhiste du XII^e siècle situé non loin d'Angkor-Vat, plus de soixante statues ont récemment perdu leur tête. A Banteay-Srei, joyau de l'art khmer du X^e siècle, temple le mieux préservé, deux têtes ont été coupées récemment et plusieurs tableaux de pierre ont

été détachés des murs. Début février, trois jours avant la visite de François Mitterrand, une bande d'hommes armés ont défoncé au B-40 les coffres-forts de la coconservation d'Angkor et volé pour un demi-million de dollars de statuettes. Au même moment, leurs complices se répandaient dans la ville voisine de Siem-Reap, en terrorisant les habitants et en régnant, au passage, quelques comptes personnels.

En l'espace de quelques mois, les gamins et gamines qui tournent autour de Janos-Jelen et des quelques visiteurs qui l'écoutent ont appris à bégayer suffisamment l'anglais pour aider les touristes sans guide. C'est d'ailleurs plus étonnant que le tourisme n'a vraiment repris qu'en 1992. Le matin, les enfants traînent dans les temples, histoire de glaner quelques dollars et, l'après-midi, ils fréquentent l'école à Siem-Reap. Mais tous les touristes ne sont pas innocents. Entièrement libres de leurs mouvements, certains repèrent quelques pièces, fragments de bas-reliefs, têtes de statues, que des voleurs viendront

recupérer plus tard. Les enfants l'ignorent-ils ? Les agents des trafiquants d'art khmer agissent encore plus à leur guise dans les centaines de temples secondaires, disséminés à l'extérieur du parc lui-même et qu'on ne peut visiter faute de voies d'accès ou de sécurité. Les pièces rares transitent par la Thaïlande, dont la frontière, poreuse, incontrôlée, se situe souvent qu'à deux pas. On a même vu à Banteay-Chmar, un temple proche de la frontière thaïlandaise, des marchands choisir des objets dans l'enceinte du temple alors qu'à l'extérieur des hommes en armes attendaient à bord de camions.

Siem-Reap, chef-lieu de la province du même nom, avait commencé à croître au tourisme. Sur l'emplacement de l'antrefois fameuse Auberge des Temples, coiffée d'Angkor-Vat, il ne reste rien, pas même la moindre trace de fondation. Les Khmers rouges, lors de leur passage au pouvoir (1975-1978), l'ont rasé, de même qu'ils ont fait sauter les locaux de la banque centrale à Phnom-Penh, puisque le Cambodge, sous leur

férule, devait se passer ou seulement d'étrangers mais également de monnaie, d'écoles et même de poste. Mais ils n'ont pas touché au vénérable Grand Hôtel, belle bâtisse de style colonial.

En 1991, cet hôtel et quelques auberges avaient accueilli au peu plus de cinq mille touristes, dont certains, faute de chambres, avaient dû camper, de nuit, à l'aéroport de Siem-Reap. Puisque le cessez-le-feu, décrété en juin 1991, semblait tenir bon, Siem-Reap a même connu, l'année suivante, un petit boom touristique : plus de dix mille visiteurs. Une dizaine de minihôtels, dont plusieurs gérés par des Thaïlandais, sont sortis de terre. Mais la sécurité s'est dégradée depuis. En février, il y a eu le commando armé, sans doute d'anciens soldats de l'armée de Phnom-Penh, contre la conservation d'Angkor. Au même moment, plusieurs accrochages ont eu lieu dans une province où les Khmers rouges, plus agressifs, sont très présents, surtout dans le nord-est. A la suite du vol dont a été victime un touriste japonais, Tokyo a conseillé à ses ressortissants de ne

La Malaisie au vert

KUALA-LUMPUR

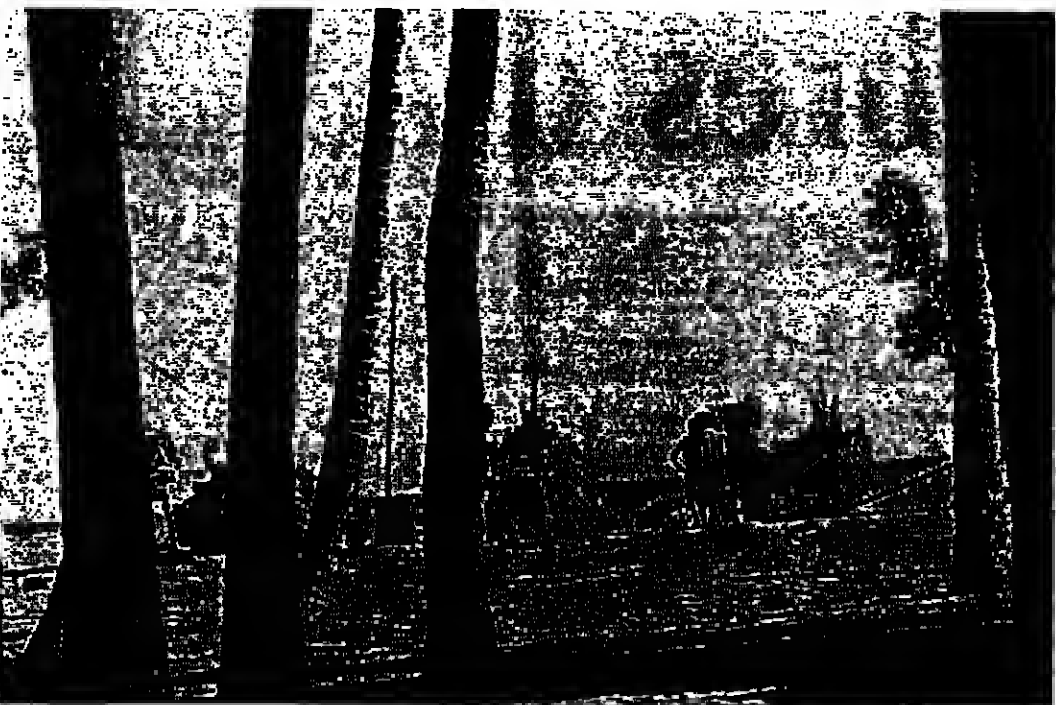
LES tours de Kuala-Lumpur dressent leur rectitude islamique dans un ciel où les nuages d'après-midi impriment une mobilité extrême. A la mosquée Jame, l'un des replats de la ville, de nombreux jeunes gens se lavent les pieds sous les robinets, se rafraîchissent, portant à leur visage l'eau des bassins en étoile, puis avancent, les épaules légèrement voûtées, vers l'une des salles de prière. Un homme assis en tailleur sur le marbre gris, devant un petit pupitre, lit en suivant le texte avec son doigt.

Voisin de la mosquée, le bâtiment du sultan Abdul Samad. Rose et blanc, avec des dômes en cuivre. A l'ombre projetée d'une tour lointaine, il fait délicieusement bon quand des bouffées de brise soulèvent les voiles ajustés sous le menton des jeunes musulmanes qui sourient en passant. De l'autre côté de l'avenue, immaculés sur la pelouse verte, des joueurs de cricket à la peau brune. Nonchalants, donc malais, et très anglais. Une clameur s'élève : la balle a filé. Les bannières flottent haut dans le vent. Les silhouettes entrent sans hâte dans le Selangor Club.

Les dragons, héros et alliés, montent la garde tandis que deux petits pékins, bruyants et inoffensifs, mènent un train d'enfer au bout d'une chaîne. Les portes du temple chinois sont closes. Plus bas, dans la même rue encombrée de voitures et d'une nuée de bus aussi petits que roses, le sanctuaire hindou avale ses dévots. A l'entrée, guirlandes de fleurs, plateaux de pâtisseries, morceaux de sucre que l'on offre à Mariamman, la déesse mère. La nuit tombe sur la grâce légère des saris, sur les jeunes femmes qui viennent, rieuses au dehors, recueillies au dedans, joindre les mains et se prosterner devant le dieu éléphant. Une pyramide sculptée s'élève au-dessus du seuil, foisonnement de mythologie réaliste, charmante et colorée, où le sacré se sent de petits arbres et des herbes folles.

La Jalan-Kuching longe l'élégante gare de Kuala-Lumpur sur le côté et côtoie tout ce qui compte à KL (prononcez à l'anglaise), comme on l'appelle dans la capitale. Ce faisant, elle offre une vue saisissante sur ce Manhattan malaisien, éblouissant avec ses tours rectangulaires, octogonales, trapézoïdales, en marbre blanc ajouré dans le style mauresque, ou en fourreau de krys, le poignard malais. Dans le quartier chinois, les boutiques multicolores et les échafaudages géométriques des immeubles en construction se haussent au ciel.

L'autoroute monte vers Cameron Highlands, une station d'altitude (1524 mètres) très britannique avec son golf magnifiquement arrosé par les pluies de mousson, fines ou lourdes, ses bungalows noyés dans la verdure et ses plantations de thé employant travailleurs indiens et



bangladeshis. Ils vivent sur place avec leur famille, leur temple hindou et leur mosquée. Ici aussi, le voile islamique voisine avec la pastille rouge sur le front.

Politique appliquée au restaurant (chinois) où une famille (chinoise) d'âge accompagnée de la bonne (philippine) aussi menue que la petite fille dont elle a la charge. « Dans ce pays, il faut mieux parler chinois si l'on veut survivre », note un habitant de la capitale, fils de père indien et de mère chinoise. Car, même s'ils ne sont pas numériquement majoritaires (37 % de Malais, 32 % de Chinois, 10 % d'Indiens ; une population de 18,2 millions d'habitants), les Chinois tiennent le commerce. Ici, on pense que « le gros dragon (la Chine) va avaler le petit dragon (le Japon) ». Ce qui tend à faire oublier les autres « petits tigres » : Taiwan, Hongkong et Singapour — cette dernière s'étant détachée de la Malaisie en 1965.

Pour l'instant, oubliant la diligence conquérante des colons de l'empire du Milieu, abandonnons-nous à la surprise des Cameron Highlands : le vert domestiqué. Epaiss tapis dont le dessin régulier épouse la pente de vagues vallonnements du sol. Entre les minces espaces se glissent les femmes. Elles émondent les plants à l'aide de ciseaux. Auparavant, on détachait chaque feuille une à une.

Grandeur et décadence des Orang (homme) Asli (de l'origine), sortis de la forêt tropicale pour vendre le produit de leur cueillette du jour : pousses de fougère, fruits de la jungle, fleurs d'anturum. Ils chassent toujours avec une sarbacane et des flèches trempées dans le poison de l'ipoh (*Anilaris toxicaria*). Debout au bord de la route, un vieil homme, la chemise kaki au ras des fesses, la peau de ses jambes oues fripée par

l'âge et le soleil, s'approche lentement, s'arrête et attend. L'habitude de l'immobilité. La perte de leur identité pour ces aborigènes, l'embaras pour le gouvernement qui voudrait, en les sédentarisant, les plier à ses lois, et pour le visiteur, le sentiment d'une infinie tristesse.

L'allégresse renait sur l'autoroute. Magnifiques autoroutes malaises taillées dans la forêt. Il ne faudrait pas les multiplier à l'infini car, si le voyageur culte, la forêt, atteinte dans son intégrité, souffre. Celle qui descend d'Ipoh vers la ville royale de Kuala-Kangar offre une succession de vues panoramiques. Des blocs oblongs sont semés dans la plaine comme autant de pains de sucre. Puis viennent les maisons sur pilotis cachées dans les arbres et que l'on aperçoit entre les troncs. Puis apparaît le point sans fin, fil jeté sur la mer pour relier l'île de Penang à l'Etat du même nom.

Les barques de pêche amarrées les unes aux autres le long de la jetée rouillent, l'ingérence, soulèvent impuissamment leur proue rouille en signe de bonne chance. Les cordages se tendent, l'eau clapote, les cafards courent sur le plancher. Le soleil brille, c'est son métier ici. A Chua-Jetty, une petite ville chinoise sur pilotis, les rues en bois se coupent à angle droit, bordées par des maisons à toit pointu couvert de tôles ou de palmes. Tout est très propre. A chaque porte d'entrée, un petit autel rouge, des sandales sur le seuil et, à l'intérieur, le brio-à-brac on la nudité, selon le tempérament des occupants. « *Manga mangue* » : un marchand ambulancier transporte les fruits sur une bicyclette. Pressent les matelots birmans, le long du quai à la taille, le tee-shirt impeccable, les cheveux mouillés lissés en arrière. Ils ont fait leur toilette, s'envoyant des

cuvettes d'eau sur la tête, les épaules. Ils viennent de Rangoun avec leur cargaison.

Les matelots chantaient sur les bâteaux birmans. Ils ont roulé des bidons sur le pont, tiré des balles, posé des conteneurs bleus. Des tôles bosselées, des nattes donnent de l'ombre. Un visage brulé de soleil passe devant une ouverture. A la balustrade sculptée. Pendant ce temps, la Chine, pieds et torse nus, discute, rit, prend le frais. Le soir tombe, le ferry jaune glisse sur l'eau verdâtre et lourde. Au loin, le pétrolier allume ses feux. Des matelots tirent sur leur cigarette et soufflent de la fumée.

Penang, paradis des arbres tropicaux et des fleurs éclatantes, les « mille épices et parfums », dont les palmiers le bousculent sur la plage de Batu-Feringi, ne peut rivaliser avec le dépouillement de la côte est. Là vit un peuple de pêcheurs aux barques colorées. Là s'écrasent les vagues violentes de la mer de Chine, là s'écrit la poésie des cocotiers aux troncs penchés, aux palmes bassées par la brise. Les rectangles colorés de batik sèchent sous les vérandas des maisons délicatement juchées sur leurs échasses et les singes cueilleurs de noix sifflent le lait de coco avec une palette.

Il faut une journée pour aller de Penang à Kota-Bharu, traversant d'ouest en est la Malaisie, les rizières de l'Etat du Kelah — principal producteur de riz de la péninsule avec trois à cinq récoltes annuelles —, les plantations d'hévéa et de palmiers à huile de palme du Perak et du Kelantan. A temps pour le retour des pêcheurs au kampung (village) de Pantai-Dasar-Sabah.

Le moteur s'est tu. Le bras de mer s'allonge entre les cocotiers. La barque effilée, peinte de lignes multico-

lores, file en silence sur l'eau scintillante. Le village s'est rassemblé. A bord, six hommes debout, la tête, enturbannée, semblent glisser sur l'onde verte. De la route, ils retirent les poissons d'argent qui s'échappent de leurs mains et tombent dans le baquet en plastique. C'est le moment du *chendol*, un dessert rafraîchissant faite de tapioca fermenté, de sucre noir, de farine de riz, de caramel et de glace pilée. Les jeunes filles qui le servent portent le *baju kurung* — une tunique et une longue jupe — en batik, très seyant. Les femmes d'ici sont réputées être les plus jolies de Malaisie et l'Etat du Kelantan est le cœur de la culture malaise.

Au marché de Kota-Bharu, les femmes sont des roines. En *baju kurung*, en sarong de toutes couleurs, voilées ou non, elles trônent, assises au milieu des légumes et des fruits de la terre. Dans un octogone de lumière entouré de galeries. Par terre coloré disposé sur des journaux à même le sol : petits monticules ou alignement de piments verts, rouges, légumes très frais dans des cuvettes, des plateaux ronds. Géométrie colorée et savoureuse présentée avec goût et logique : les ronds (oranges, citrons, tomates) dans des corbeilles, les longs (légumes verts) couchés sur le flanc ; les gros (famille des choux) soigneusement empilés ou disposés côte à côte. A 13 h 30, le chant du mnezzin ne couvre pas les bavardages.

L'air est différent, riche et parfumé, à Kampung-Belimbing, dans le Pahang. Des aras d'oiseaux s'entrecroisent, mélodieux : petits pépiements, trilles, crisements, et tous les chants — flûtes, griffes, frottes, modulés, pinots. Un petit chat blanc taquine un serpent qui se tort, le retourne et l'emporte dans sa gueule. Au bord de la rivière, la pirogue de Pak Hashim attend, prête à remonter son cours jusqu'au lac Chini, sous le toit de la forêt primaire. Ici, les oiseaux s'élancent et se fixent. La voie d'eau s'élargit, le lac Chini étend les quatre doigts de ses ramifications. Trois maisons d'Orang Asli se reflètent sur la surface étale. Couvrant les rives : la masse des grands arbres. Au commencement était la forêt, et le monde était vert.

Danielle Tramard

La flamme d'Atlanta

Le vent n'a pas tout emporté. Et le général Sherman n'a pas pu tout brûler. Malgré sa hargne et sa volonté de rayer la ville de la carte. On ne brûle pas l'Histoire. Le passé ne se consume pas. Il imprègne l'espace, il densifie l'air des rues à l'architecture si moderne, il enrobe de nostalgie la douce végétation qui entoure la ville et camoufle quelques demeures à blanches colonnades. Il transparait aussi dans la musique, la peinture, l'allure balancée des gens du Sud, dans les prêches des pasteurs, dans les chœurs qui ont vite fait d'embraser la moindre assemblée.

Attention ! Atlanta peut décevoir celui qui ne retiendrait d'elle que ses tours arrogantes, ses chantiers de béton en prévision des JO, ses centres commerciaux à air conditionné, le siège de la chaîne de télévision CNN que l'on peut visiter, voire le centre Jimmy Carter, ridicule par sa suffisance. Vision un peu courte cependant. D'autant que la ville se sillonne facilement, sans crainte de s'y perdre. A explorer donc, par-dessus et par-dessous. Si un quartier semble désert, vérifiez de toute urgence que la vie n'y grouille pas en sous-sol ! Bienvenue à « Underground Atlanta », avec ses bars, ses restos, ses boutiques nichées dans les entrailles d'une cité riche en salimbriques, rappers et promeneurs extravagants. Tout ça manque de musées ? Allons donc ! Que faites-vous du Coca-Cola Pavilion ? Un temple, oui, un hymne à l'Amérique triomphante. Quelle plaisanterie ! Mais quelle science du marketing, de la publicité, du « massage » culturel ! Découvrir l'Amérique c'est, aussi, en passer par là.

Si Atlanta reste avant tout une base pour rayonner dans le Sud, et filer droit sur Savannah, l'inoubliable (*le Monde voyage*, *Terres d'été*, 31 mars 1993), encore convient-il d'y passer au moins un dimanche, dans le quartier d'Auburn, celui où naquit Martin Luther King et où se ressent si fort l'âme d'Atlanta. Cela vaut toutes les visites dans le vieux Sud et cela remplace cent lectures. Une vraie leçon d'histoire et de sociologie. Une clé pour comprendre l'Amérique. Une bouffée d'émotion. La maison d'enfance du pasteur est là, presque intacte, comme s'il allait entrer d'un moment à l'autre, et des Noirs la visitent, en parlant à voix basse, le visage un peu grave. Dans les rues jouent des enfants, habillés en dimanche et soucieux de ne pas se salir avant la cérémonie, point d'orgue du week-end familial. Et puis il y a l'église, l'Ebenzer Baptist Church, si vivante et si ardente, lorsque le prêtre l'enflamme, lorsque le chœur entre en transe, lorsqu'on donne des nouvelles des absents, lorsqu'elle accueille aussi les amis de passage et quand elle chante si bien, à la mémoire de Luther King et des ancêtres esclaves...

Atlanta est desservie quotidiennement de Paris via New-York par la compagnie TWA qui assure également des liaisons depuis New-York, St-Louis, Washington et Boston. Le voyageur Jetset propose des vols réguliers à partir de 3 600 F A/R pour Atlanta, point de départ d'itinéraires Géorgie/Louisiane ou Géorgie/Floride. Le sud des Etats-Unis est à l'honneur dans la brochure estivale de ce voyageur (dans les agences et au 42-89-18-00) qui propose notamment divers hôtels à Atlanta (dont le Terrace Garden Inn, 385 F par personne en chambre double) et à Savannah (le Days Inn Historic District, 260 F par personne en chambre double), un système de coupons et divers circuits en voiture, sur les routes du Sud, au départ d'Atlanta, jusqu'à Miami par exemple (2 520 F par personne en chambre double, 7 jours avec hébergement d'oct 2 nuits à Savannah et voiture en kilométrage illimité) ou en boucle depuis Atlanta (8 jours, 2 600 F) avec étapes à Charleston et Savannah.

Annick Cojean

Guide

• Treize Etats, neuf eutans et un roi élu pour cinq ans parmi ces derniers, dont la plupart des privilèges ont été supprimés en janvier dernier, font de la Malaisie une monarchie constitutionnelle dont la religion officielle est l'islam. La liberté de culte est respectée, si bien que la péninsule cumule les jours de fête (4 jours de l'An).

Décalage horaire : ajouter 8 heures. Température de 22 degrés à 32 degrés toute l'année, plus fraîche dans les Cameron Highlands (nuit froide). En principe, mousson de mai à septembre sur la côte ouest, de novembre à janvier sur la côte est où il est mortel de vouloir se baigner dans la mer. Jours fériés : samedi après-midi et dimanche à KL, vendredi dans les Etats de Terengganu, Kelantan, Johor, Kedah et Perlis.

Le voyageur Passion Travel (3, boulevard de Belleville, 75011 Paris, tél. : 43-38-32-58) est le seul à proposer l'itinéraire présenté ici, longeant la côte est. A partir de 11 500 F/personne pour six participants, tout compris, avec nuit à Singapour et vols réguliers Air Malaysia. Correspondant de Passion Travel à KL : l'agence Grace Holidays (tél. : 03-457-35-94, fax : 03-457-35-94).

03-457-39-08). Un guide exceptionnel, Ravindran Menon.

A Paris : Malaysia Airlines (tél. : 47-42-28-00) et ses vols Paris-Kuala-Lumpur (à partir de 6000 F, A/R, dans les agences de voyages). Office du tourisme de Malaisie : 29, rue des Pyramides, 75001, Paris, tél. : 42-87-41-71.

Sauveurs de la cuisine chinoise, indienne ou malaise dans les plus minuscules gargotes, très propres (l'eau y est bouillie), à préférer à toutes les étoilées. Déguster, dans les Cameron Highlands, le « steam boat » (fondue chinoise), un repas que l'on fait cuire à son rythme dans l'eau bouillante avant de consommer le bouillon devenu bouillabaisse. A Penang, prendre au moins un dîner à Gurney Drive, au milieu des carioles des cuisiniers.

Arôme du thé au Boh Tee Estate, qui cultive le manihout et le rajah jeng, des variétés de l'Asam au parfum d'une rare finesse. Le Cameronien est le meilleur avant le boh et le tigr.

On met du boh dans le théâtre de Ye Olde Smokehouse : salons intimistes, fauteuils à oreillettes, cheminées et scènes à la crème : à défaut d'y aller, y prendre le thé. La Malaisie possède de très grande hôtels sur ses plages. Le

plus beau : le Tanjung Ara Beach Hotel, construit dans la tradition des palais malais, prix d'architecture de l'Age Khan en 1983. A Kuantan, le Hyatt, qui va s'agrandir et défigurer le baie. A Penang, le E and O (Eastern end Oriental Hotel), colonial, et deux palaces, le Penang Mutiara et le Park Royal. A KL, le directeur du Pan Pacific, un agréable 5 étoiles, est français. Selon une enquête de Visa International, Kuala-Lumpur est l'une des capitales les moins chères de la région Asie-Pacifique en matière de dépenses touristiques (notamment les 5 étoiles).

Lire, Malaisie, d'Henri Fauconnier (Stock, 1946), épuisé. Qui rééditera ce texte somptueux que l'on trouve en anglais à la librairie de l'E et O ? Babouin et autres nouvelles de Malaisie, Ollivier, 1981, une sélection significative d'écrivains malais contemporains. Chez la même éditeur, un guide excellent : Malaisie, de Wendy Moore. Gallimard publie deux albums de photographies : la Malaisie et la Malaisie vue du ciel. Sur l'univers des plantes : Amok, de Stefan Zweig (Stock); chez Frasses Pocket : les Nouvelles de Somerset Maugham et le Sortilège de Pierre Boule.

TÉLEX

Promotion spéciale « vacances de Pâques » du voyageur Sealink sur toutes ses traversées entre la France et la Grande-Bretagne jusqu'au 9 mai. Deux conditions pour bénéficier d'une remise de 30 % : réserver avant le 18 avril et apporter un œuf de Pâques à son agent de voyages.

Bateaux de croisières et ferries en vitrine dans le cadre du Salon Croisières, les 14 et 15 mai, de 10 à 19 heures à l'Espace Demours (7-9, rue Pierre-Demours, 75017 Paris). Au menu, conseils et informations, une sélection « Spécial Salon » et une réduction de 5 % lors de la confirmation de la réservation auprès d'une agence de voyages. Entrée gratuite.

L'annuaire chèque-vacances 1993, ce sont plus de 40 000 adresses d'hôtels et de locations de vacances, d'agences de voyages et de compagnies de transport aérien ou maritime. L'édition 1993 s'est enrichie de 8 000 adresses supplémentaires dont 1 000 prestataires culturels (Opéras, festivals) et points d'accueil en Ile-de-France. En tête, conseils d'utilisation et avantages offerts. En vente par correspondance

(55 F, port inclus) auprès de l'Agence nationale pour les chèques de vacances, 67-69 rue Martre, BP 209, 92112 Clichy Cedex ou par Minitel 3615 C-Vacances. Renseignements : 47-30-00-11.

« Les Habsbourg », thème de l'exposition présentée en Autriche jusqu'au 31 octobre au château d'Ambras, dans la région d'Innsbruck. Plus de deux cent cinquante œuvres parmi lesquelles des Titien, Van Dyck, Anton Mor, Lucas Cranach et Diego Vélasquez. Une impressionnante galerie de portraits, témoins d'une époque où un simple portrait du futur époux était pour mainte épouse la seule façon de découvrir le destin fixé pour elle par des négociations purement politiques, caractéristiques de la façon dont la célèbre dynastie régna sur l'Europe au seizième siècle. Renseignements à l'Office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard.

فكرنا من الأصل

Les ombres d'Angkor

Suite de la page 29

Le 12 janvier, deux employés civils de l'APRONUC ont été tués lors de l'attaque, attribuée aux Khmers rouges, d'un campement de l'ONU au nord de la ville de Siem-Reap.

Depuis, les Khmers rouges ont saisi au moins six véhicules de l'APRONUC et refusé de les rendre. Régulièrement, forces de Phnom-Penh et Khmers rouges échangent des tirs d'artillerie. Le 27 mars, ces derniers ont attaqué un autre camp de l'ONU, tant un «bêret bien» bangladais. La veille, des Khmers rouges avaient tué quatre civils et en avaient blessé cinq autres dans un village. Quelques heures plus tôt, des bandits armés avaient pillé un marché de campagne, y tuant trois personnes. Car le banditisme et même l'anarchie prennent des proportions inquiétantes.

Dans l'après-midi du 20 mars, le marché de Siem-Reap a fermé ses portes à la suite d'une panique. La rumeur rapportait que, dans la capitale, le riel, monnaie cambodgienne, avait brutalement chuté : en échange d'un dollar, disait-on, on obtenait 8 000 riels alors qu'il n'en fallait que 2 500 trois jours auparavant. En fait, la dégringolade s'était arrêtée à 5 000 riels, moyennant une fermeture du marché de l'or de la capitale et, surtout, une vigoureuse intervention du gouvernement, appuyé par certains milieux d'affaires sinitkhmers. Le riel devait même se remettre un peu en se stabilisant, la semaine suivante, aux alentours de 3 500 riels pour un dollar. Le 24 mars, des soldats de l'armée de Phnom-Penh arrivés à bord de deux camions, trouvant les prix inabordablement, ont pillé plusieurs échoppes du marché de Siem-Reap. Les échoppes avaient fermé au secours et l'armée avait vite dans l'ordre. Un soldat de Phnom-Penh touche environ 10 dollars par mois et sa solde peut lui être versée avec deux ou trois mois de retard.

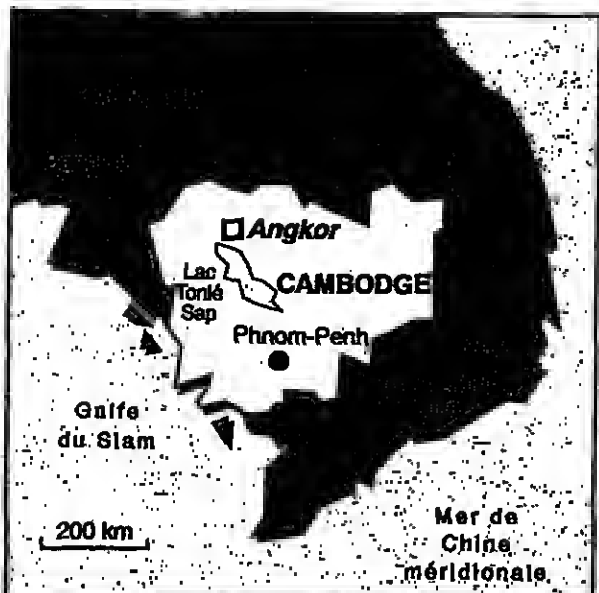
Dans de telles conditions, les touristes se font de plus en plus rares, et les hôteliers d'Angkor - certains n'ont ouvert leurs portes qu'au début de l'année - en sont pour leur compte. Ils perdent de l'argent et se mordent les doigts d'avoir parié sur la paix. Des agences de Bangkok avaient envisagé, faute d'obtenir l'ouverture d'une ligne aérienne Bangkok-Siem-Reap, d'organiser des visites par la route. Depuis que des ingénieurs militaires thaïlandais ont refait les 46 kilomètres de la RN5

qui relie le poste frontalier de Poipet à la ville cambodgienne de Sisophon, seul le tronçon Sisophon-Siem-Reap (106 kilomètres) demeure, en effet, un cauchemar pour les chauffeurs. Mais cette idée a dû être abandonnée pour des raisons de sécurité.

Les temples ont été moins affectés qu'on ne l'avait pensé par les combats du début des années 70. Des soldats de tous les bords se sont amusés, c'est vrai, à prendre pour cible des statues. Mais, même après le retrait de l'École française d'Extrême-Orient, le parc d'Angkor a rarement été le théâtre de combats. Avec le développement du banditisme, du vandalisme et du trafic des objets d'art, la «paix» voulue par la

perdue. Mais certains conservateurs redoutent que les produits chimiques utilisés abîment les monuments. Les Indiens le nient : leurs procédés, affirment-ils, ont été utilisés ailleurs et sont reconnus internationalement. Plusieurs toitures arrondies des galeries qui relient les cinq tours supérieures se sont néanmoins effritées lors du ravalement. Le plus grave est peut-être que, ainsi mise à nu après avoir perdu une protection étouffante, la pierre risque de tomber malade, ajoute les critiques. Seul l'avenir le dira.

Des Français, de leur côté, ont commencé la restauration de la fameuse terrasse des Éléphants. Des travaux, financés par une fondation américaine, ont également



société internationale s'annonce une épreuve peut-être plus rude. En juin 1990 déjà, la police paramilitaire thaïlandaise a intercepté douze superbes figures mises à l'abri à Bangkok en attendant des jours meilleurs. Depuis, beaucoup de monde s'intéresse au trafic des objets d'art, des seigneurs de guerre locaux, de tous bords, aux petits administrateurs, en passant par les bandits de grand chemin.

Alors que l'UNESCO poursuit ses efforts, qui devraient bientôt aboutir, pour qu'Angkor rejoigne le «patrimoine de l'humanité», des travaux de restauration ont lieu dans le parc. Entrepris en 1986 par des ingénieurs indiens, le ravalement, très controversé, d'Angkor-Vat est pratiquement achevé. La pierre, mise à nu, a retrouvé des nuances qu'elle avait

été entrepris pour dégager Preah-Khan. L'UNESCO s'efforce, enfin, d'entreprendre d'autres choses, d'élaborer un plan de préservation du site. Mais la revanche des hommes peut être terrible et une nouvelle menace pèse sur le parc : la disparition, pure et simple, de la «fortification» qui a protégé, au fil des siècles, les temples contre les intempéries. Les ruraux pratiquent, ce qui était interdit autrefois, la génération : chaque tronc des majestueux arbres qui dominent l'ensemble des temples a été percé et les paysans y ont mis le feu pour en faire sortir la résine, utilisée comme gomme. Ainsi vidés de leur vie, les arbres s'abîment au bout de quelques années. Des coupes sauvages ont également été pratiquées.

Les reproductions, de mauvais

comme de bon goût, des tours d'Angkor-Vat sont omniprésentes dans l'ensemble du Cambodge. Elles ornent salons privés, salles de café, restaurants, hôtels, bâtiments publics, emblèmes. Elles figurent même sur le drapeau de l'État du Cambodge, le régime au pouvoir à Phnom-Penh. Les hommes accaparent ainsi le souvenir khmère, rapporte encore Solange Thierry (2). Pis, l'architecte céleste, «d'un seul coup, modèla l'ensemble en terre. Puis, grâce à un enduit magique, transforma l'édifice en pierre. C'est pourquoi dans les volées même des toitures on ne voit ni poutres ni chevrons». Comme leurs légendes le rappellent, les Cambodgiens ont-ils tout

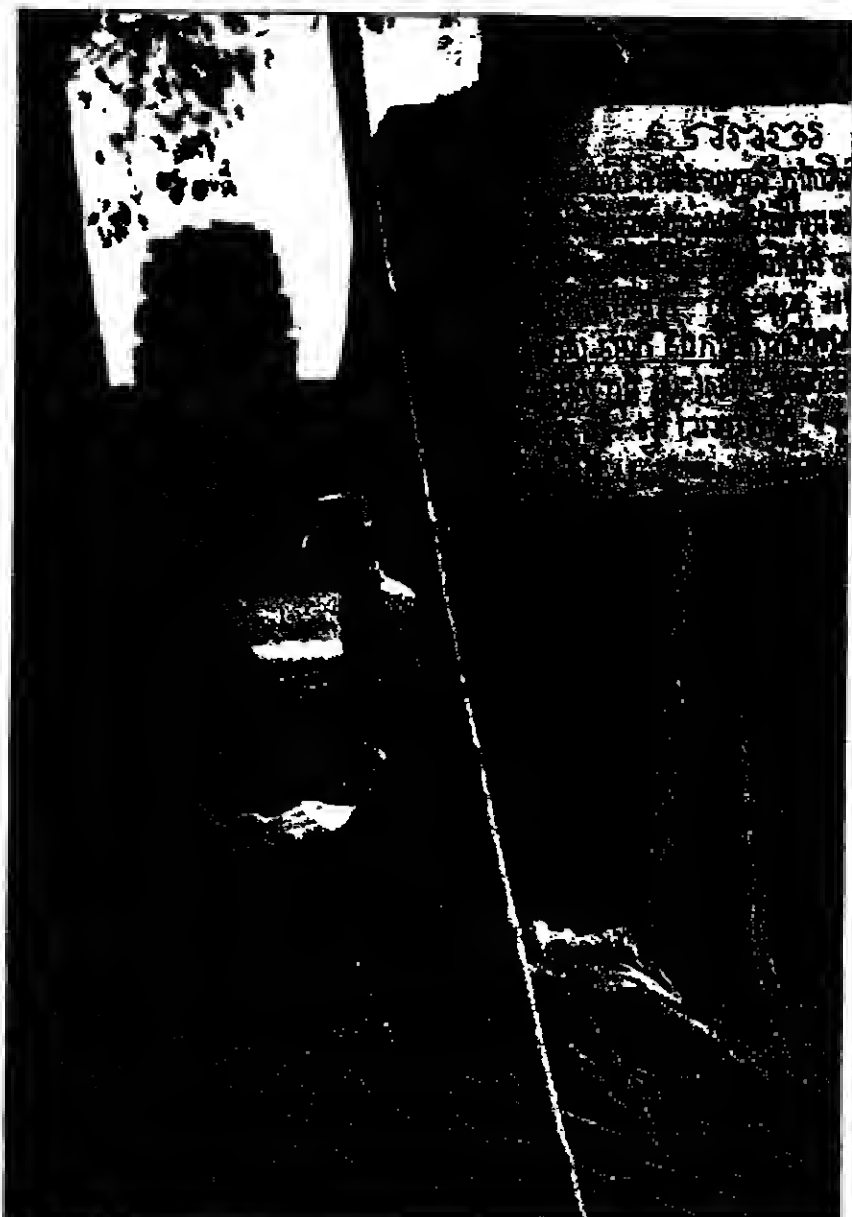
de croire à l'origine fabuleuse et mythique des constructeurs des temples ? Fallait-il démontrer, à l'heure des redécouvertes, des recherches, des interprétations, que les grands bâtisseurs du IX^e au XIII^e siècles ne pouvaient être que leurs ancêtres ?

Angkor ramené au niveau des hommes, la réintégration «historique» s'est faite dans un pays qui, à l'issue des terreurs qu'il vient de subir pendant plus de deux décennies, ne sait plus à quel dieu se vouer. Les Cham, venus de l'est, pillèrent Angkor en 1177, à la veille du règne de Jayavarman VII, monarque déjà de la décadence, envahit au bouddhisme et au sourire de compassion et de souffrance, l'éternel

«sourire khmer». Venus de l'ouest, les Siamois envahirent Angkor au lendemain de la mort de ce roi et mirent à sac les temples en 1431, en provoquant l'abandon l'année suivante. Les habitants du lieu n'en perdirent, au fil des siècles, apparemment pas la trace, puisqu'ils en montrèrent le chemin aux Français au siècle dernier. Mais peut-être y avait-il eu, entre-temps, une rupture secrète dans l'histoire des Khmers. Et que cette césure a eu quelque chose d'irréparable.

De notre envoyé spécial
Jean-Claude Pomonti

(2) Cité par Solange Thierry dans les Khmers (Seuil, 1964).



A l'entrée d'Angkor-Vat, un panneau énumère tout ce qu'il est interdit de faire sur le site, notamment tirer des coups de fusil.

VILLES

Maëstricht est-il encore dans Maastricht ?

Faut-il gratter l'Arc de triomphe ? Nous avons, dans «Le Monde sans visa» du 13 mars, évoqué certains aspects «français» - comme la mort de d'Artagnan - de l'histoire de la ville néerlandaise de Maastricht. Le sujet n'est pas pour autant épuisé, telle la controverse à propos de l'orthographe même du nom de la cité-symbole de l'Europe à douze.

Le modeste camp romain de *Trajectum ad Mosam*, «Passage-de-Meuse», devenu l'illustre Maastricht que nous connaissons, s'est écrit durant des siècles, en français, «Maëstricht», comme en témoigne l'Arc de triomphe de l'Étoile à Paris et maints dictionnaires de référence encore en circulation. Maurice Denzelière, dans des colonnes, en 1973, utilisait la graphie classique avec «ë», à laquelle demeurent fidèles, de nos jours, quelques plumes - stigmatisées comme «nationalistes» - telle celle du président de l'Assemblée nationale, Philippe Seguin, par ailleurs antimaastrichtien.

Depuis quelques années pourtant, le Petit Robert, à l'article «Maëstricht», renvoie à «Maastricht». Une mode orthographique, partie de quelques

«spécialistes» hexagonaux et ayant peu à peu gagné presse et administration puis les entrées francophones limitrophes (Wallonie, Romandie, etc.), s'est appliquée à remplacer la manière spécifiquement française de transcrire les termes géographiques étrangers par l'orthographe ne la scolarité dans la langue du terroir original : on a ainsi *Bel-jing* (encore que les fidèles de «Pékin» résistent), *Bejaia* (Bougie), *Antananarivo* (Tananarive), *Belarus* (Biélorussie), *Istanbul* (Istamboul), etc. Sans oublier la ville natale du premier ministre Edouard Balladur, Smyrne, que chacun s'écrit à l'écrit *Izmir*, en turc donc. Quand Christiania décida de s'appeler Oslo ou Bône Annaba, on s'inclina évidemment, mais dans le cas de Smyrne, Pékin ou Bougie il n'y a aucune raison de renoncer à la graphie française.

Néanmoins, les trains d'États francophones ne partent plus pour Aix-la-Chapelle mais pour Aachen, ni pour Venise ou Milan mais pour Venezia, Milano, etc. Le Guide vert Michelin nous parle de *Gent* (Gand) ou *Brugge* (Bruges), et tel journal sportif annonçait un match à «Hertogenbosch», cité néerlandaise connue en français depuis le Moyen Âge sous la plaisante appellation de Bois-le-Duc.

Cette tendance ne joue, à propos de la ville du traité européen, que sur une lettre, mais cela a suffi pour que la française Maëstricht cède le pas à la flamboyante Maastricht. Faudra-t-il infliger à l'Arc de triomphe un ordre de mise à jour ?



Mais, rétorquent, agacés, certains linguo-xénophiles zélés : «Le temps de l'impérialisme linguistique est révolu, il faut respecter maintenant l'écriture et son des idiomes d'origine.» Dès lors, s'ils ne redoutent pas de se faire éconduire, pourquoi ne demandent-ils pas la réciprocité aux nations étrangères à l'égard du français ? Les Chinois devraient donc ne plus désigner notre pays sous le terme assez maisonnant pour nous de *Faguo*, mais dire tout simplement... France. Et les Anglais, enlever cet insupportable «s» final dont ils ont inutilement affublé Marseille...

Ce que n'ont pas compris les activistes du «retour aux sources» à condition que ce ne soit pas les nôtres, c'est que le génie - et souvent le charme - d'une langue consiste précisément à fabriquer des noms parvenus très éloignés du mot indigène. Ainsi les Arabes appellent Venise non pas Venezia, mais *Bondoukia*, et ils y tiennent.

À propos de Maastricht au pluriel Maëstricht, la mini-modification graphique s'est accompagnée d'un abandon, et c'est sans doute plus grave, de la prononciation traditionnelle française du nom du chef-lieu limbourgeois : MASTRIK. En revanche, sans aucune logique on continue de prononcer Utrecht UTREK. Là aussi il y eut pourtant signature d'un traité fameux (1713-1715), mais il y a également dans cette ville néerlandaise une célèbre étoffe. Le velours d'UTRECHE serait bien rêché à l'oreille...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Budapest, cafés froids... et

bains de v

S'il est une chose qui appartient à la mythologie de la Mitteleuropa, c'est bien les cafés. Ils reflètent, dit-on, l'âme et l'esprit d'une ville. Or, si tel est le cas, Budapest, surnommée la « plus belle ville du Danube », fait aujourd'hui petite figure. Explication.

COMPARÉE non seulement à Vienne, l'éternelle rivale, mais aussi à Prague, la capitale magyare compte peu de cafés pour ses deux millions d'habitants rassemblés dans la plus grande agglomération d'Europe centrale. Ou plutôt, elle compte peu de *kavék*, comme disent les Hongrois, des établissements plus élégants que les simples bars ou bistros de quartier.

Il sont pourtant une référence majeure de l'histoire contemporaine magyare. La guerre d'indépendance de 1848 contre les Habsbourg est partie du café *Pilax* de Pest. Soixante-dix ans plus tard, c'est sous les lambris sombres du café de l'*Hôtel Astoria* qu'une poignée de bolcheviks ont donné le coup d'envoi à l'éphémère révolution de 1919. Autre référence, la projection du premier film en Hongrie s'est déroulée au café de l'*Hôtel Royal* en 1896 (1). Sans parler des grandes revues littéraires du début du siècle comme *A Hét* (la Semaine) et *Nyugat* (l'Ouest) qui avaient établi leurs quartiers généraux dans les cafés du centre-ville, notamment au *New York* et au *Central*.

Mais aujourd'hui, point de relève. Si l'apparition de nouveaux cafés est un signe de renouveau social, le résultat ne peut être que décevant. Non seulement leur nombre est assez modeste mais, à quelques rares exceptions près, ils sont faiblement branchés, clinquants et prétentieux.

En revanche, les fast-foods font recette. Présents avant la fin de l'ancien régime, ils ont, depuis, poussé comme des champignons à travers la ville. C'est là, et non pas dans les cafés, que les lycéens et les étudiants se retrouvent après les cours autour d'un Coca. Budapest est un paradis commercial pour les marchands de hamburgers qui ont réussi à s'implanter à tous les carrefours stratégiques. Le *McDonald's* de la gare de l'Ouest passe pour l'un des plus beaux du monde, installé dans une annexe de la gare construite par le bureau d'Éiffel à la fin du siècle dernier. Le *Burger King*, idéalement situé sur les « Champs-Élysées » de Budapest, a investi les locaux de feu le prestigieux café *Savoy*.

Tout cela décourage Ferenc Bodor. Historien des cafés, il recueille sans relâche depuis des années toutes les traces (photos, anecdotes, etc.) d'une mémoire en voie de disparition. « Le vrai café de Budapest n'est plus qu'un souvenir. Seules quelques personnes âgées se rappellent encore l'atmosphère des anciens cafés que les yuppies d'aujourd'hui ne veulent pas recréer, lâche-t-il amèrement. Il faut maintenant aller à Vienne si l'on veut s'asseoir dans un vrai café, voir des serveurs aimables, avoir un verre d'eau sans le réclamer et voir des clients qui discutent entre eux ».

Un verdict cruel teinté de fatalisme très magyare mais qui reflète l'amertume de ceux qui ont connu l'apogée de la « culture des cafés » de Budapest de l'avant-guerre. La plupart des bâtiments qui les abritaient ont été détruits, et quelques-uns transformés en *self-service*. En fait, seuls deux vestiges témoignent encore d'un passé définitivement révolu, mais pas si loin que cela.

Il y a d'abord le café *New York* de l'avenue Elisabeth (ex-Lénine), bijou rococo et baroque à souhait,



PHOTOS B. BOURLE

Le café New-York.

jadis l'un des repaires privilégiés du Tout-Budapest littéraire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si François Mitterrand a choisi ce lieu pour y recevoir les intellectuels hongrois lors de sa visite, en janvier 1990, recourant ainsi symboliquement avec une tradition que quatre décennies de communisme avaient définitivement enterrée. L'autre rescapé, c'est le café de l'*Hôtel Astoria* avec son décor partiellement art nouveau et son groupe de vieilles dames dignes, elles se retrouvent là en fin d'après-midi et surtout les week-ends, coiffées de chapeaux défraîchis, pour tenir salon autour d'un *rété* – galette feuilletée – ou d'un gâteau enrobé de crème.

A ce catalogue de souvenirs il faut ajouter les trois grandes pâtisseries de la capitale : le *Gerbeaud*, sur la place Vörösmarty,

a été physiquement et spirituellement anéanti ».

Ces quarante dernières années ont également profondément bouleversé la géographie de Budapest. Les cafés de jadis étaient fortement concentrés dans le quartier Elisabeth autour du septième arrondissement, où se trouvait aussi le siège de nombreux journaux. Mais aujourd'hui, le voisinage est différent. Des ghettos de pauvreté, surtout tziganes, côtoient à présent le centre-ville. La clientèle potentielle n'est donc plus la même. Quant à l'absence des innombrables terrasses qui bordaient autrefois les boulevards de la capitale, l'explication est sûrement plus prosaïque : elles ont été chassées par la pollution qui étouffe régulièrement la ville.

Aujourd'hui, il y a un grand mélange sans vraiment de visage, constate Balázs Draviczky, le

dux-neuvième siècle aux années 30, ils ont été étroitement associés à l'essor et au bouillonnement culturel d'un ville, enfin devenue une vraie capitale. Un essor particulier puisque Budapest s'est construite en un temps record, passant du stade de bourgade danubienne, à la fin des années 1860, à celui de la plus jeune métropole d'Europe au tournant du siècle. « Que le café New York, ouvert en 1894, ait été conçu par le même architecte – Alajos Hauszmann – à qui l'on avait confié la reconstruction du Palais Royal en dit long sur l'importance qu'avaient alors les cafés à Budapest. (1) »

La nouvelle bourgeoisie urbaine magyare, souhaitant à tout prix se démarquer de l'empire de Vienne – qui a interdit jusqu'en 1873 la réunification des trois villes de Buda, Pest et Obuda pour éviter la création d'une capitale rivale, –

fraîches et aux espaces clairs. Ils ont introduit deux nouveautés, le bar américain, autour duquel on pouvait s'asseoir, et la machine à café à vapeur, alors que le café turc était encore largement de rigueur (héritage de l'occupation ottomane au seizième et au dix-septième siècles). « Les expressos incarnent un mode de vie italien dans un cadre hongrois », ironise Ferenc Bodor.

Seul un flot d'établissements a survécu aux ravages de la guerre et du communisme. Les soirées jazz du café de l'*Hôtel Bristol* étaient très courues jusqu'à sa destruction, en 1964, pour faire place au paquebot bétonné de l'*Hôtel Intercontinental*. Il fut un temps où, sur ce même *corso*, le promeneur le long du Danube, il n'y avait qu'une terrasse continue de cafés entre le pont des Chaines et le pont Elisabeth. C'est là qu'il fallait se montrer en sifflant un verre au *Carlton* ou dans le prestigieux jardin d'hiver de l'*Hungaria*.

A deux pas de là, le café *Gresham*, à la célèbre façade art nouveau, fut longtemps un repaire favori de la génération du baby-boom avant d'être transformé en restaurant chinois et aujourd'hui en casino. « On y mangeait des salades françaises avec de la bière est-allemande en écoutant du rock américain, et on se croyait en Europe », sourit encore Ferenc Bodor.

Et maintenant ? Hormis les amateurs de la revue 2000 qui se réunissent tous les jeudis après-midi au café *New York*, plus personne n'entretient le flambeau littéraire de jadis. Cependant, un nombre confidentiel de cafés-librairies a refait surface, de même que quelques fantômes comme M^{me} Olga Augustus qui, après une interruption de quarante ans, vient d'ouvrir une petite pâtisserie dans une cour du centre-ville.

« Il est peut-être impossible de revitaliser les traditions du passé, estime Gabor Gyanyi. La vie sociale a été douloureusement atomisée par l'ancien régime et l'on assiste de nos jours à un repli généralisé vers la sphère privée. De plus, les ambitions de la classe moyenne ne sont plus les mêmes : elle aspire au statut social, qui est incompatible avec une vie de loisirs ».

Ferenc Bodor, le chevalier de la nostalgie, reconnaît lui aussi que les habitudes sociales ont changé. « La continuité a été interrompue et le rythme de la vie s'est accéléré. Mais il a dû mal à se résigner : « Les nouveaux bars et les salles de jeux modernes sont nées par le bruit des machines à sous et par une musique insipide. Les cafés d'autrefois étaient des lieux humains faits pour se rencontrer et discuter. » Et de lâcher, un rien méprisamment : « Il n'y a que des jeunes en Adidas qui mangent des pizzas sans goût pour fréquenter des endroits pareils... »

De notre correspondant
Yves-Michel Riols

(1) Cité dans le remarquable livre de John Lukacs *Budapest 1900*, éditions Quai Voltaire, 1990, 120 F. A lire aussi, de Ferenc Bodor, *Cafés d'Europe*, publié par la maison de Budapest, ainsi que le brochure de l'Institut français, *Les Cafés de Budapest*.

puis une partie de ses symboles dans le répertoire occidental. Outre le *New York*, les grands cafés avaient une prédilection pour les noms étrangers : *Japan*, *London*, *Philadelphia* et, autour du Parlement à l'allure très britannique, il y avait même une ancienne française avec *Le Biarritz* et *L'Elysée*. Tous ont aujourd'hui disparu.

« Les cafés de l'époque avaient trois caractéristiques, estime Gabor Gyanyi. C'étaient des institutions bourgeoises, masculines et fréquentées par des artistes. Pour l'élite culturelle, le café était un deuxième bureau. » A tout moment, écrit John Lukacs, « on pouvait s'y procurer du papier gratuit, une plume et de l'encre ».

A cette vague est venue s'ajouter celle des expressos dans les années 30. L'un des premiers, le *Quid*, porte un nom évocateur. Prioritairement destinés à la classe moyenne commerçante qui n'osait pas fréquenter le cercle intellectuel des « grands » cafés, c'étaient des endroits plus petits, aux couleurs

La capitale hongroise est célèbre pour ses établissements de bains, et cette réputation est méritée. Bains turcs et folles rococo, piscines baroques et mosaïques art nouveau, tout un patrimoine monumental inséré dans les rythmes de la vie quotidienne.

ITES d'entrée. On vous avait déjà proposé des chaussons de feutre pour préserver des parquets historiques, ou des sandales de coton pour fouler des tatamis ; on vous avait déjà fait porter une cape de bure sombre avant de visiter une mosquée. Ici on ne vous demanderait rien de plus que d'adopter la tenue – c'est selon – d'Adam ou d'Eve. Il convenait de ne pas se montrer trop timoré, de jouer le jeu, et même de se jeter à l'eau si l'on était curieux d'architecture, ou si l'on voulait comprendre ce qui attire, jour après jour, générations mêlées, les habitants de Budapest dans ces temples de Neptune, douces éruves et douches glacées, atmosphères sulfureuses d'un Eden vapoureux.

Certains sont vastes, solennels, décorés comme des palais, ceux du début de ce siècle comme les bains Szechenyi, ou le célèbre Gellért ; d'autres, plus familiers, fréquentés surtout par le voisinage. Le bain Kiraly, par exemple, l'un des plus anciens, appartient à son quartier, au pied du rocher de Buda, au pied du château. Dès 6 h 30 le matin, un jour pour les femmes, un jour pour les hommes, en alternance, la porte s'ouvre dans le gracieux bâtiment ajouté au dix-huitième siècle à un bain turc. Derrière un guichet grillagé, une sorte de tour tourière délivre un ticket contre 100 forints (environ 6,50 francs). Tout est calme, autour du jardin clos. Commence alors un parcours soigneusement ponctué d'inscriptions (*gőzfürdő*, bains de vapeur), et, après l'octroi d'une cabine où l'employée notera à la craie votre heure d'arrivée, de haltes à volonté : douches, bains chauds, bains froids, cabines de chaleur sèche, où certaines rougissent en silence, où d'autres continuent la conversation engagée dans le bassin. Jeux tiges et silhouettes fourbues de rhumatismes, murmures ou tapage, chacune ici a ses habitudes. Un dernier passage, sous une porte voûtée : « *A mendeceken szappant használni tilos!* » (défense d'utiliser du savon dans le bain !)

Les dars, presque hermétiques, où le bruit de l'eau contribue à l'enfermement. Et pourtant, sous la coupole piquetée de rais de lumière, sous les étoiles de jour qui transpercent la pénombre et les buées tibides, plongé dans le bassin octogonal aux antiques proportions, le corps flotte deux fois : dans l'eau et dans l'espace de cette architecture calculée au plus juste, où la vapeur estompe les formes, dénoue les réflexes. On pense à une chapelle romane qui autoriserait l'apesanteur. Etrange espèce d'espace.

Espace théâtral sans doute, qui a donné au directeur de l'Institut français de Budapest, Alain Lombard, l'idée de présenter prochainement un spectacle chorégraphique.



Le bain Kiraly, par exemple, l'un des plus anciens, appartient à son quartier, au pied du rocher de Buda, au pied du château. Dès 6 h 30 le matin, un jour pour les femmes, un jour pour les hommes, en alternance, la porte s'ouvre dans le gracieux bâtiment ajouté au dix-huitième siècle à un bain turc. Derrière un guichet grillagé, une sorte de tour tourière délivre un ticket contre 100 forints (environ 6,50 francs). Tout est calme, autour du jardin clos. Commence alors un parcours soigneusement ponctué d'inscriptions (*gőzfürdő*, bains de vapeur), et, après l'octroi d'une cabine où l'employée notera à la craie votre heure d'arrivée, de haltes à volonté : douches, bains chauds, bains froids, cabines de chaleur sèche, où certaines rougissent en silence, où d'autres continuent la conversation engagée dans le bassin. Jeux tiges et silhouettes fourbues de rhumatismes, murmures ou tapage, chacune ici a ses habitudes. Un dernier passage, sous une porte voûtée : « *A mendeceken szappant használni tilos!* » (défense d'utiliser du savon dans le bain !)

Le Monde sur Minitel

GAGNEZ UNE CROISIÈRE SUR LE NIL

pour deux personnes avec SNVB

36.15 LE MONDE

Tapez JEUN

هكذا من الأصل

bains de vapeur

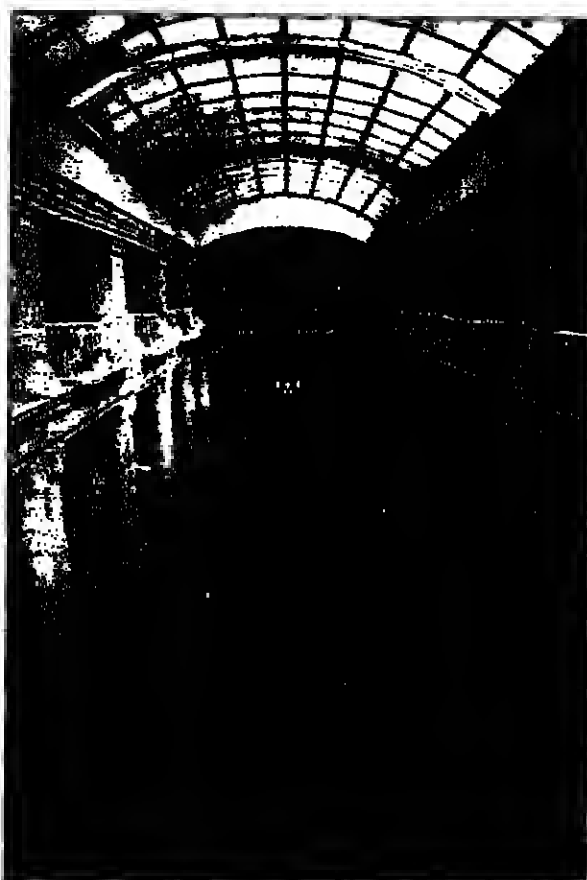


1900 - il a été édifié entre 1909 et 1913, au cœur de cette période heureuse et assez hère que les Hongrois appellent « le temps de paix ». - l'ensemble contient un établissement thermal, moins spectaculaire que le Gellert, et dont les proportions évoquent plus nettement l'architecture hospitalière du dix-neuvième siècle.

Ce qui fait l'intérêt des bains Szechenyi, ce sont surtout les bassins à ciel ouvert. Entourés d'une double galerie de cabines et de galeries néo-baroques, plusieurs piscines aux formes contournées attirent les amateurs en toutes saisons, particulièrement les amateurs de chaud et froid qui apprécient d'y nager dans une eau chaude qui fume au contact de l'air glacé, parmi les statues couvertes de neige.

Préparés par la stagnation économique du régime communiste, les bains ont été, et sont encore, des lieux où l'on se retrouve, et chacun a son style : plus populaire dans les grandes piscines de Szechenyi, où se rencontrent les joueurs d'échecs aquatiques, plus guindé au Gellert, plus intellectuel aux bains Lukacs, où se retrouvent écrivains, journalistes et faiseurs d'opinion. Les jeunes ne rompent pas, même s'ils préfèrent fréquenter des piscines plus modernes, avec cette pratique assez générale dans la société hongroise, et marquée par une étonnante continuité au sein d'une histoire plutôt mouvementée.

Avant guerre, l'Europe hongroise allait volontiers prendre les eaux à Budapest, comme à Carlsbad, à Baden ou à Vichy. La réputation de ce véritable gisement d'eaux thermales ne date pas d'hier. Déjà, les Romains l'avaient exploitée, dénommant Aquincum la ville qu'ils établirent au premier siècle avant notre ère en Pannonie, une de leurs provinces. Les conquérants venus avec Arpad s'installèrent eux aussi près des sources. Les Turcs qui régneront sur Buda pendant un siècle et demi apportèrent avec eux « peu de choses durables », note un historien, « si ce n'est les roses et les bains ». 1541-1686 : à part le tombeau de Gül Facha, Budapest n'a de monuments ottomans que des thermes. Mais elle semble y tenir. Au point d'avoir reconstruit fidèlement, après les bombardements de la fin de la guerre, celui de la rue Fő, le bain Kiraly. D'autres ont conservé un bassin, une cou-



pole, des colonnades, à l'intérieur d'édifices agrandis plus récemment : Rudas, Lukacs, ou les bains Racz, aujourd'hui isolés au milieu d'un échangeur, seul vestige du quartier de Taban, dont les maisons blanches et basses faisaient sur les pentes du château comme une casbah, quartier de tziganes assez mal famé pour que la ville le fasse raser en 1937, sans savoir que, deux ans plus tôt, descendant le Danube, un certain Le Corbusier l'avait repéré dans son carnet de croquis comme l'unique point d'intérêt de la capitale hongroise... A ses yeux.

Si l'Orient avait un Nord, ce serait Budapest. Même si John Lukacs affirme dans *Budapest 1900* que « c'était une ville européenne » et que « nul Viennois n'aurait dit en 1900 ce que Meuternich avait suggéré quatre-vingt-cinq ans plus tôt, que la Hongrie appartenait à l'Orient », la capitale magyare a un équilibre bien à elle : austérité nordique et profusion décorative orientale, traces haussmanniennes et mosaïque sociale de celle qui fut ville-frontière pour les Romains, puis ville de garnison pour les Ottomans. Capitale étourdie de progrès, d'embellissement de puissance à la fin du dix-neuvième siècle, dans son apothéose 1900, elle

affirma sa grandeur au seuil de la catastrophe, quand la séparation tant attendue d'avec les empires-rivaux d'Autriche allait s'accompagner de la perte des deux tiers du territoire national. Une autre guerre, qui l'épargnerait presque jusqu'à la fin pour mieux la dévaster en quelques mois de l'hiver 1944-1945 (plus un pont, les trois quarts des immeubles touchés), puis la reconstruction, le communisme et la stagnation.

« Il faut faire le bilan des avantages de notre retard », disent sans relâche les responsables actuels, et notamment l'adjoint à l'urbanisme, Istvan Schneller. C'est vrai notamment de cet extraordinaire patrimoine thermal conservé dans son esprit d'origine et qui devrait pouvoir résister au capitalisme et à l'ouverture.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

(1) Le spectacle de la compagnie Claude Brumachon sera présenté aux bains Rudas, le samedi 24 avril, par l'association française de Budapest, avec l'appui de la municipalité et le soutien de l'Association française d'action culturelle (AFAA).

que de Claude Brumachon dans les thermes Rudas (1), où le bassin d'époque ottomane est plus vaste, entouré de colonnes et la grande piscine bordée d'une double rangée d'arcades. Ce sera une vraie première pour le public féminin, puisque cet établissement-là est réservé habituellement aux hommes et qu'il est considéré comme l'un des plus intéressants du style de l'époque, c'est-à-dire le seizième siècle.

En ayant accepté cette expérience théâtrale, les autorités qui gèrent le patrimoine thermal montrent aussi qu'elles sont conscientes de sa valeur : « Il ne s'agit pas seulement de baignade, mais également d'émotion esthétique », vantait, en anglais et en allemand, une brochure rédigée par la direction municipale des bains à l'attention des investisseurs étrangers pour les attirer dans des opérations conjuguées et assurer la rentabilité de ces ensembles. Hôtels à construire, rénovations à entreprendre, gestion concédée, ces projets font craindre aux plus attentifs que se perde ce qui fait actuellement l'intérêt unique de ces endroits : ils sont fréquentés naturellement par des citoyens ordinaires et non par les seuls touristes internationaux.

Sans qu'ils aient eu l'idée,

comme aux bains Lukacs, d'apposer des ex-voto sur le lien des bienfaits accomplis ou espérés, nul doute que les habitués qui se dirigent en boitant vers l'entrée des thermes Gellert n'attendent le meilleur effet du caleson, du magnésium, des sulfates, sulfures et autres acides carboniques que produisent les eaux jaillissantes ou des bains salés, bains de bone et bains de vapeur, dispensés par l'établissement. Pourtant, quelle façade ! Austère, imposante, massive, accolée à celle de l'hôtel, on dirait la porte d'entrée d'une ville allemande ou d'une gare de la grande époque.

Inauguré en septembre 1918, et complété dans les années 1920 par une piscine extérieure à vagues (fort moderne pour son temps), le bâtiment était vanté à l'époque pour sa « grandeur architecturale », pour sa « dimension classique avec cependant des détails et ornements à la hongroise d'effet quelque peu oriental ». On serait tenté de ne pas être moins admiratif aujourd'hui, tant l'intérieur de l'édifice, avec son hall néo-Renaissance, ses colonnes de marbre, ses statues et ses proportions majestueuses, est un beau préambule aux folies art nouveau à la hongroise des bains proprement dits.

Le revêtement bleu, vert et or des salles ornées de céramiques irisées, les zsolnay, les sculptures, les bancs, les rampes, la générosité des volumes, la précision du dispositif décoratif, souvent éclairé par des verrières, donnent au lieu une dimension néo-pompéienne, un tour à la fois ludique et majestueux qui réside au temps. La piscine intérieure, aménagée en 1927 à la place d'une serre, bénéficie d'un toit ouvrant, mais on ne sait plus, avec ses halcons enluminés et sa colonnade, s'il s'agit d'un bassin de natation ou d'une salle de bal.

Fréquenté par les grands de ce monde dans les années 30 et jusqu'à la guerre, l'hôtel Gellert proprement dit a malencontreusement été modernisé style « sixties » à l'intérieur. Mais son imbrication avec l'établissement thermal et la vue sur le Danube et le pont de la Liberté lui sauvent la mise.

Encore intacts, moins bien entretenus (revêtements décaits, rajouts mal assortis) mais très animés et parfaitement kitsch, les bains Szechenyi, situés dans le grand parc qui accueillait l'exposition du Millénaire de la Hongrie en 1896, sont l'autre attraction monumentale de la ville. Vaste comme le Petit Palais à Paris et construit dans un style rococo

En haut à gauche, le bassin d'époque ottomane des bains Rudas. En haut à droite et ci-contre, les thermes Gellert.

Islande

66° latitude nord, 20° longitude ouest
une île exotique
entre la sagesse et la folie...

Voyages à Islande - Découvertes
Circuits en hélicoptère - Excursions
Raids à ski et en Moto-neige
Trekking - Randonnées à cheval
Location de véhicules - Hébergement
Voyages à la carte
Week-end à partir de 2850 F

COMPTEUR

D'ISLANDE

Demandez notre brochure:
Compteur d'Islande 8 bd Pasteur
75015 Paris
Tél. 45 67 99 34

Nom: _____
Prénoms: _____
Adresse: _____



PHOTOS MAURICE LEBLANC

SANS VISA
JEUX

Bridge

n° 1531

LA BELLE
DU CASINO

Le jeu de flanc est plus difficile que celui du déclarant et la raison principale est que, pour bien jouer la défense, il faut connaître la technique qui permettrait au déclarant de gagner son contrat. Voici un exemple tiré de la plus belle donne du Tournoi des champions de 1990 au bridgerama du casino de Deauville.

♠ R43	♠ 72
♥ D9764	♥ 10832
♦ V7	♦ D84
♣ V86	♣ A93

♠ AD1095	♠ 97
♥ A5	♥ D1095
♦ 652	♦ 107
♣ 107	

Ann. : E. don. T. ou. vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
Koten	Perron	Bertens	Chemla
passé	20	passé	1♠
passé	4♠	passé	passé...

Ouest fit Pentame normale d'un petit Cœur, et le Valet de Cœur sec du mort fit la levée. Le déclarant joua le Valet de Pique resté maître, et il recommença l'impasse. Ouest prit cette fois avec le Roi de Pique, puis il contre-attaqua le Valet de Trèfle resté maître et le 8 de Trèfle pris par le Roi d'Est qui joua le 2 de Cœur. Comment Chemla en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse

Il semblait y avoir encore un Carreau à perdre, mais Chemla comprit que si Est (qui avait certainement encore l'As de Trèfle second) détachait trois Carreaux, un s'écarterait de la coupe, et il se précipita à la main et, si Est préférait jeter un Trèfle, Sud coupe le 5 de Trèfle pour libérer la Dame de Trèfle.

La défense pouvait-elle au début empêcher cette fin de coup ? Oui, car ce type de séquence avait besoin de deux reprises au mort, et il suffisait que l'adversaire contre-attaque Carreau après le premier ou le second tour à Trèfle pour faire chuter le contrat.

Dans le match des Polonais contre les Israéliens, Lesniewski trouva sa dixième levée d'une façon assez éton-

nante : au mort avec le Valet de Cœur, il joua immédiatement le 2 de Trèfle ! Est mit le Roi, et Sud finit par faire dix levées.

LE RÉVEIL
DE LA CHINE

Parmi les grands pays où le bridge se développe le plus rapidement, la Chine est au premier rang, et le récent séjour à Pékin du président de la Ligue européenne, José Damiani, en a apporté la preuve. Non seulement cet ancien président de notre Fédération a reçu un accueil extraordinaire, mais il a signé un accord avec les dirigeants chinois pour que les Championnats du monde soient organisés en Chine en 1995. On savait que Deng Xiaoping était un excellent joueur, mais les autres dirigeants, parmi lesquels Wang Li, le chef de l'Etat, se sont tous empressés de disputer des tournois pendant trois jours.

Cependant, la plus grande contribution de la Chine au bridge international est la participation chaque année de plus de dix mille Chinois au Simultané Mondial Epton. Voici une des données les plus intéressantes. Elle a été commentée par Omar Sharif dans une plaquette sur ce tournoi.

♠ A85432	♠ 97
♥ A87	♥ D1095
♦ V3	♦ 107
♣ 106	

♠ 106	♠ 97
♥ 6	♥ D1095
♦ RD10954	♦ 107
♣ 643	

♠ RD	♠ 97
♥ V432	♥ D1095
♦ A62	♦ 107
♣ AD107	

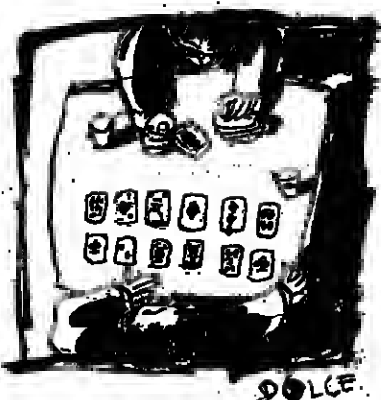
Ann. : N. don. N-S vul.

Ouest	Nord	Est	Sud
Chemla	Y.	Sharif	
1♠	passé	4SA	
40	5♠	passé	6♠
passé	passé	contre 6SA	

Quest ayant entamé le Roi de Carreau, comment Omar a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères
« Le barrage à 4 Carreaux », explique Sharif, est exagéré, et le contre de « 6 Cœurs » est trop agressif. Sur ce contre, je me replie à « 6 SA ». En effet, je sais que Nord détient As, Roi de Cœur, mais pas la Dame car, sur mon BW romain à cinq clés, la réponse « moderne » de « 5 Trèfles » m'a montré trois clés, c'est-à-dire deux As et forcément le Roi de Cœur (puisque j'ai les deux autres As). Au tour suivant l'encheure de « 5 Carreaux » interrogait sur la Dame d'atout, et la réponse de « 5 Cœurs » montrait que Chemla ne l'avait pas... »

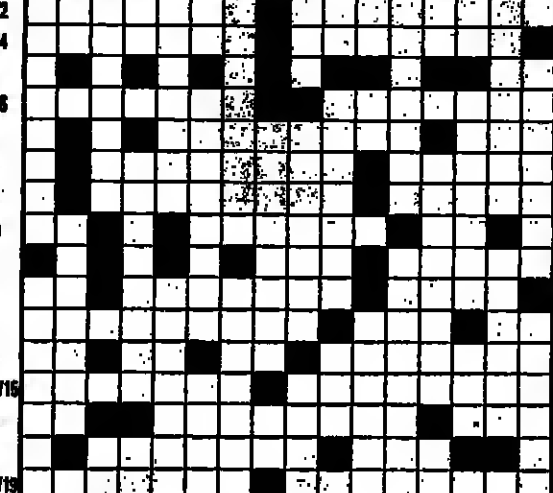
Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 762

Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver.



Les chiffres qui suivent les lettres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

Les lettres qui suivent les chiffres indiquent le nombre de lettres de la solution.

HORIZONTALEMENT

1. EPOPPSU. - 2. AABENOS. - 3. EINORUU. - 4. AENNORU. - 5. IORSVY. - 6. AAMORTY. - 7. AAEHPT. - 8. EENNORT. - 9. AAEHPT. - 10. AAEHPT. - 11. AAEHPT. - 12. AAEHPT. - 13. AAEHPT. - 14. AAEHPT. - 15. AAEHPT. - 16. AAEHPT. - 17. AAEHPT. - 18. AAEHPT. - 19. AAEHPT. - 20. AAEHPT. - 21. AAEHPT. - 22. AAEHPT. - 23. AAEHPT. - 24. AAEHPT. - 25. AAEHPT. - 26. AAEHPT. - 27. AAEHPT. - 28. AAEHPT. - 29. AAEHPT. - 30. AAEHPT. - 31. AAEHPT. - 32. AAEHPT. - 33. AAEHPT. - 34. AAEHPT. - 35. AAEHPT. - 36. AAEHPT. - 37. AAEHPT. - 38. AAEHPT. - 39. AAEHPT. - 40. AAEHPT. - 41. AAEHPT. - 42. AAEHPT. - 43. AAEHPT. - 44. AAEHPT. - 45. AAEHPT. - 46. AAEHPT. - 47. AAEHPT. - 48. AAEHPT. - 49. AAEHPT. - 50. AAEHPT. - 51. AAEHPT. - 52. AAEHPT. - 53. AAEHPT. - 54. AAEHPT. - 55. AAEHPT. - 56. AAEHPT. - 57. AAEHPT. - 58. AAEHPT. - 59. AAEHPT. - 60. AAEHPT. - 61. AAEHPT. - 62. AAEHPT. - 63. AAEHPT. - 64. AAEHPT. - 65. AAEHPT. - 66. AAEHPT. - 67. AAEHPT. - 68. AAEHPT. - 69. AAEHPT. - 70. AAEHPT. - 71. AAEHPT. - 72. AAEHPT. - 73. AAEHPT. - 74. AAEHPT. - 75. AAEHPT. - 76. AAEHPT. - 77. AAEHPT. - 78. AAEHPT. - 79. AAEHPT. - 80. AAEHPT. - 81. AAEHPT. - 82. AAEHPT. - 83. AAEHPT. - 84. AAEHPT. - 85. AAEHPT. - 86. AAEHPT. - 87. AAEHPT. - 88. AAEHPT. - 89. AAEHPT. - 90. AAEHPT. - 91. AAEHPT. - 92. AAEHPT. - 93. AAEHPT. - 94. AAEHPT. - 95. AAEHPT. - 96. AAEHPT. - 97. AAEHPT. - 98. AAEHPT. - 99. AAEHPT. - 100. AAEHPT. - 101. AAEHPT. - 102. AAEHPT. - 103. AAEHPT. - 104. AAEHPT. - 105. AAEHPT. - 106. AAEHPT. - 107. AAEHPT. - 108. AAEHPT. - 109. AAEHPT. - 110. AAEHPT. - 111. AAEHPT. - 112. AAEHPT. - 113. AAEHPT. - 114. AAEHPT. - 115. AAEHPT. - 116. AAEHPT. - 117. AAEHPT. - 118. AAEHPT. - 119. AAEHPT. - 120. AAEHPT. - 121. AAEHPT. - 122. AAEHPT. - 123. AAEHPT. - 124. AAEHPT. - 125. AAEHPT. - 126. AAEHPT. - 127. AAEHPT. - 128. AAEHPT. - 129. AAEHPT. - 130. AAEHPT. - 131. AAEHPT. - 132. AAEHPT. - 133. AAEHPT. - 134. AAEHPT. - 135. AAEHPT. - 136. AAEHPT. - 137. AAEHPT. - 138. AAEHPT. - 139. AAEHPT. - 140. AAEHPT. - 141. AAEHPT. - 142. AAEHPT. - 143. AAEHPT. - 144. AAEHPT. - 145. AAEHPT. - 146. AAEHPT. - 147. AAEHPT. - 148. AAEHPT. - 149. AAEHPT. - 150. AAEHPT. - 151. AAEHPT. - 152. AAEHPT. - 153. AAEHPT. - 154. AAEHPT. - 155. AAEHPT. - 156. AAEHPT. - 157. AAEHPT. - 158. AAEHPT. - 159. AAEHPT. - 160. AAEHPT. - 161. AAEHPT. - 162. AAEHPT. - 163. AAEHPT. - 164. AAEHPT. - 165. AAEHPT. - 166. AAEHPT. - 167. AAEHPT. - 168. AAEHPT. - 169. AAEHPT. - 170. AAEHPT. - 171. AAEHPT. - 172. AAEHPT. - 173. AAEHPT. - 174. AAEHPT. - 175. AAEHPT. - 176. AAEHPT. - 177. AAEHPT. - 178. AAEHPT. - 179. AAEHPT. - 180. AAEHPT. - 181. AAEHPT. - 182. AAEHPT. - 183. AAEHPT. - 184. AAEHPT. - 185. AAEHPT. - 186. AAEHPT. - 187. AAEHPT. - 188. AAEHPT. - 189. AAEHPT. - 190. AAEHPT. - 191. AAEHPT. - 192. AAEHPT. - 193. AAEHPT. - 194. AAEHPT. - 195. AAEHPT. - 196. AAEHPT. - 197. AAEHPT. - 198. AAEHPT. - 199. AAEHPT. - 200. AAEHPT. - 201. AAEHPT. - 202. AAEHPT. - 203. AAEHPT. - 204. AAEHPT. - 205. AAEHPT. - 206. AAEHPT. - 207. AAEHPT. - 208. AAEHPT. - 209. AAEHPT. - 210. AAEHPT. - 211. AAEHPT. - 212. AAEHPT. - 213. AAEHPT. - 214. AAEHPT. - 215. AAEHPT. - 216. AAEHPT. - 217. AAEHPT. - 218. AAEHPT. - 219. AAEHPT. - 220. AAEHPT. - 221. AAEHPT. - 222. AAEHPT. - 223. AAEHPT. - 224. AAEHPT. - 225. AAEHPT. - 226. AAEHPT. - 227. AAEHPT. - 228. AAEHPT. - 229. AAEHPT. - 230. AAEHPT. - 231. AAEHPT. - 232. AAEHPT. - 233. AAEHPT. - 234. AAEHPT. - 235. AAEHPT. - 236. AAEHPT. - 237. AAEHPT. - 238. AAEHPT. - 239. AAEHPT. - 240. AAEHPT. - 241. AAEHPT. - 242. AAEHPT. - 243. AAEHPT. - 244. AAEHPT. - 245. AAEHPT. - 246. AAEHPT. - 247. AAEHPT. - 248. AAEHPT. - 249. AAEHPT. - 250. AAEHPT. - 251. AAEHPT. - 252. AAEHPT. - 253. AAEHPT. - 254. AAEHPT. - 255. AAEHPT. - 256. AAEHPT. - 257. AAEHPT. - 258. AAEHPT. - 259. AAEHPT. - 260. AAEHPT. - 261. AAEHPT. - 262. AAEHPT. - 263. AAEHPT. - 264. AAEHPT. - 265. AAEHPT. - 266. AAEHPT. - 267. AAEHPT. - 268. AAEHPT. - 269. AAEHPT. - 270. AAEHPT. - 271. AAEHPT. - 272. AAEHPT. - 273. AAEHPT. - 274. AAEHPT. - 275. AAEHPT. - 276. AAEHPT. - 277. AAEHPT. - 278. AAEHPT. - 279. AAEHPT. - 280. AAEHPT. - 281. AAEHPT. - 282. AAEHPT. - 283. AAEHPT. - 284. AAEHPT. - 285. AAEHPT. - 286. AAEHPT. - 287. AAEHPT. - 288. AAEHPT. - 289. AAEHPT. - 290. AAEHPT. - 291. AAEHPT. - 292. AAEHPT. - 293. AAEHPT. - 294. AAEHPT. - 295. AAEHPT. - 296. AAEHPT. - 297. AAEHPT. - 298. AAEHPT. - 299. AAEHPT. - 300. AAEHPT. - 301. AAEHPT. - 302. AAEHPT. - 303. AAEHPT. - 304. AAEHPT. - 305. AAEHPT. - 306. AAEHPT. - 307. AAEHPT. - 308. AAEHPT. - 309. AAEHPT. - 310. AAEHPT. - 311. AAEHPT. - 312. AAEHPT. - 313. AAEHPT. - 314. AAEHPT. - 315. AAEHPT. - 316. AAEHPT. - 317. AAEHPT. - 318. AAEHPT. - 319. AAEHPT. - 320. AAEHPT. - 321. AAEHPT. - 322. AAEHPT. - 323. AAEHPT. - 324. AAEHPT. - 325. AAEHPT. - 326. AAEHPT. - 327. AAEHPT. - 328. AAEHPT. - 329. AAEHPT. - 330. AAEHPT. - 331. AAEHPT. - 332. AAEHPT. - 333. AAEHPT. - 334. AAEHPT. - 335. AAEHPT. - 336. AAEHPT. - 337. AAEHPT. - 338. AAEHPT. - 339. AAEHPT. - 340. AAEHPT. - 341. AAEHPT. - 342. AAEHPT. - 343. AAEHPT. - 344. AAEHPT. - 345. AAEHPT. - 346. AAEHPT. - 347. AAEHPT. - 348. AAEHPT. - 349. AAEHPT. - 350. AAEHPT. - 351. AAEHPT. - 352. AAEHPT. - 353. AAEHPT. - 354. AAEHPT. - 355. AAEHPT. - 356. AAEHPT. - 357. AAEHPT. - 358. AAEHPT. - 359. AAEHPT. - 360. AAEHPT. - 361. AAEHPT. - 362. AAEHPT. - 363. AAEHPT. - 364. AAEHPT. - 365. AAEHPT. - 366. AAEHPT. - 367. AAEHPT. - 368. AAEHPT. - 369. AAEHPT. - 370. AAEHPT. - 371. AAEHPT. - 372. AAEHPT. - 373. AAEHPT. - 374. AAEHPT. - 375. AAEHPT. - 376. AAEHPT. - 377. AAEHPT. - 378. AAEHPT. - 379. AAEHPT. - 380. AAEHPT. - 381. AAEHPT. - 382. AAEHPT. - 383. AAEHPT. - 384. AAEHPT. - 385. AAEHPT. - 386. AAEHPT. - 387. AAEHPT. - 388. AAEHPT. - 389. AAEHPT. - 390. AAEHPT. - 391. AAEHPT. - 392. AAEHPT. - 393. AAEHPT. - 394. AAEHPT. - 395. AAEHPT. - 396. AAEHPT. - 397. AAEHPT. - 398. AAEHPT. - 399. AAEHPT. - 400. AAEHPT. - 401. AAEHPT. - 402. AAEHPT. - 403. AAEHPT. - 404. AAEHPT. - 405. AAEHPT. - 406. AAEHPT. - 407. AAEHPT. - 408. AAEHPT. - 409. AAEHPT. - 410. AAEHPT. - 411. AAEHPT. - 412. AAEHPT. - 413. AAEHPT. - 414. AAEHPT. - 415. AAEHPT. - 416. AAEHPT. - 417. AAEHPT. - 418. AAEHPT. - 419. AAEHPT. - 420. AAEHPT. - 421. AAEHPT. - 422. AAEHPT. - 423. AAEHPT. - 424. AAEHPT. - 425. AAEHPT. - 426. AAEHPT. - 427. AAEHPT. - 428. AAEHPT. - 429. AAEHPT. - 430. AAEHPT. - 431. AAEHPT. - 432. AAEHPT. - 433. AAEHPT. - 434. AAEHPT. - 435. AAEHPT. - 436. AAEHPT. - 437. AAEHPT. - 438. AAEHPT. - 439. AAEHPT. - 440. AAEHPT. - 441. AAEHPT. - 442. AAEHPT. - 443. AAEHPT. - 444. AAEHPT. - 445. AAEHPT. - 446. AAEHPT. - 447. AAEHPT. - 448. AAEHPT. - 449. AAEHPT. - 450. AAEHPT. - 451. AAEHPT. - 452. AAEHPT. - 453. AAEHPT. - 454. AAEHPT. - 455. AAEHPT. - 456. AAEHPT. - 457. AAEHPT. - 458. AAEHPT. - 459. AAEHPT. - 460. AAEHPT. - 461. AAEHPT. - 462. AAEHPT. - 463. AAEHPT. - 464. AAEHPT. - 465. AAEHPT. - 466. AAEHPT. - 467. AAEHPT. - 468. AAEHPT. - 469. AAEHPT. - 470. AAEHPT. - 471. AAEHPT. - 472. AAEHPT. - 473. AAEHPT. - 474. AAEHPT. - 475. AAEHPT. - 476. AAEHPT. - 477. AAEHPT. - 478. AAEHPT. - 479. AAEHPT. - 480. AAEHPT. - 481. AAEHPT. - 482. AAEHPT. - 483. AAEHPT. - 484. AAEHPT. - 485. AAEHPT. - 486. AAEHPT. - 487. AAEHPT. - 488. AAEHPT. - 489. AAEHPT. - 490. AAEHPT. - 491. AAEHPT. - 492. AAEHPT. - 493. AAEHPT. - 494. AAEHPT. - 495. AAEHPT. - 496. AAEHPT. - 497. AAEHPT. - 498. AAEHPT. - 499. AAEHPT. - 500. AAEHPT. - 501. AAEHPT. - 502. AAEHPT. - 503. AAEHPT. - 504. AAEHPT. - 505. AAEHPT. - 506. AAEHPT. - 507. AAEHPT. - 508. AAEHPT. - 509. AAEHPT. - 510. AAEHPT. - 511. AAEHPT. - 512. AAEHPT. - 513. AAEHPT. - 514. AAEHPT. - 515. AAEHPT. - 516. AAEHPT. - 517. AAEHPT. - 518. AAEHPT. - 519. AAEHPT. - 520. AAEHPT. - 521. AAEHPT. - 522. AAEHPT. - 523. AAEHPT. - 524. AAEHPT. - 525. AAEHPT. - 526. AAEHPT. - 527. AAEHPT. - 528. AAEHPT. - 529. AAEHPT. - 530. AAEHPT. - 531. AAEHPT. - 532. AAEHPT. - 533. AAEHPT. - 534. AAEHPT. - 535. AAEHPT. - 536. AAEHPT. - 537. AAEHPT. - 538. AAEHPT. - 539. AAEHPT. - 540. AAEHPT. - 541. AAEHPT. - 542. AAEHPT. - 543. AAEHPT. - 544. AAEHPT. - 545. AAEHPT. - 546. AAEHPT. - 547. AAEHPT. - 548. AAEHPT. - 549. AAEHPT. - 550. AAEHPT. - 551. AAEHPT. - 552. AAEHPT. - 553. AAEHPT. - 554. AAEHPT. - 555. AAEHPT. - 556. AAEHPT. - 557. AAEHPT. - 558. AAEHPT. - 559. AAEHPT. - 560. AAEHPT. - 561. AAEHPT. - 562. AAEHPT. - 563. AAEHPT. - 564. AAEHPT. - 565. AAEHPT. - 566. AAEHPT. - 567. AAEHPT. - 568. AAEHPT. - 569. AAEHPT. - 570. AAEHPT. - 571. AAEHPT. - 572. AAEHPT. - 573. AAEHPT. - 574. AAEHPT. - 575. AAEHPT. - 576. AAEHPT. - 577. AAEHPT. - 578. AAEHPT. - 579. AAEHPT. - 580. AAEHPT. - 581. AAEHPT. - 582. AAEHPT. - 583. AAEHPT. - 584. AAEHPT. - 585. AAEHPT. - 586. AAEHPT. - 587. AAEHPT. - 588. AAEHPT. - 589. AAEHPT. - 590. AAEHPT. - 591. AAEHPT. - 592. AAEHPT. - 593. AAEHPT. - 594. AAEHPT. - 595. AAEHPT. - 596. AAEHPT. - 597. AAEHPT. - 598. AAEHPT. - 599. AAEHPT. - 600. AAEHPT. - 601. AAEHPT. - 602. AAEHPT. - 603. AAEHPT. - 604. AAEHPT. - 605. AAEHPT. - 606. AAEHPT. - 607. AAEHPT. - 608. AAEHPT. - 609. AAEHPT. - 610. AAEHPT. - 611. AAEHPT. - 612. AAEHPT. - 613. AAEHPT. - 614. AAEHPT. - 615. AAEHPT. - 616. AAEHPT. - 617. AAEHPT. - 618. AAEHPT. - 619. AAEHPT. - 620. AAEHPT. - 621. AAEHPT. - 622. AAEHPT. - 623. AAEHPT. - 624. AAEHPT. - 625. AAEHPT. - 626. AAEHPT. - 627. AAEHPT. - 628. AAEHPT. - 629. AAEHPT. - 630. AAEHPT. - 631. AAEHPT. - 632. AAEHPT. - 633. AAEHPT. - 634. AAEHPT. - 6

TABLE

Les brocolis du scandale

La presse s'est récemment fait l'écho d'un scandale à la Maison Blanche. En effet, avec l'arrivée à la présidence de Bill Clinton, les brocolis (proscrits par George Bush) sont de retour dans les cuisines officielles.

A dire vrai, l'un comprend moins l'ostentatisme du second que l'enthousiasme du premier.

Le brocoli est une variété de chou-fleur cultivée pour ses pousses florales longues et charnues. Son nom vient de l'italien *broccolo* (pousse de chou) et nous le devons à l'arrivée en France de Catherine de Médicis et de ses cuisiniers (ce fut, notons-le, la fin de la cuisine purement française et gauloise, plus proche des cuisines des pays nordiques et, à mon goût, plus solidement saine. Mais passons...). Donc les Romains se régalaient des brocolis cuits à l'huile d'olive, vin blanc et ail. Les Chinois bien avant eux les appréciaient à l'ail-doux, paraît-il.

Le brocoli est donc de la « race » des choux *Brassica oleracea*. Bill Clinton, en lui ouvrant les portes de la Maison Blanche, ne fait que « saluer » les diètes qui ont tant prodigués Horace, Martial, Propertius et Caton, assurant, lui, que c'est grâce au chou que durant six cents ans les Romains purent se passer de médecins. Mais peut-être que le président Bush, son prédécesseur, avait en certains broccologues du début du siècle accusé le chou de favoriser l'apparition des goitres ? Il est vrai que, plus récemment, des chercheurs américains (Murray, Bass, Stenbeck, Evehiem) ont mis en évidence les effets anti-cancéreux du chou. Passons donc sur le chou en général, qu'il soit ou non médicamenteux, et venons-en à ces brocolis du scandale, légumes intéressants dans lesquels tout se mange, tige, feuilles et fleurs. Du reste, les diététiciens aujourd'hui le recommandent au chou-fleur.

Mais les chefs ?

En notant d'abord qu'Alexandre Dumas, qui le disait fleurissant noir, sauf en Italie, où il fleurit violet, le proposait avec une bonne sauce au beurre ou au gratin avec parmesan.

Mais je me souviens qu'un jour le chef Raymond Oliver (à propos, sa fille Stéphane anime *L'Auberge de la Belle Aventure* à Saint-Leger-en-Yvelines, tél. : 34-86-31-35), Raymond, donc, nous avait préparé des brocolis cuits bûtes minutes à l'eau bouillante salée (al dente, dirait un Italien), bien égouttés puis servis arrosés d'un peu de jus de viande, avec, à part, une saucière de beurre fondu aromatisé de ciboulette ciselée. Mais dans leurs ouvrages de recettes les chefs n'en parlent guère, et vous les trouverez rarement sur les cartes. En Italie non plus. Voici pourtant la recette des brocolis *alla romana* : chauffer en poêlon de l'huile d'olive. Y jeter deux



gousses d'ail émincées, puis 1 kg de brocolis en branches. Secouer pour imbiber d'huile, ajouter sel, poivre, vin blanc, et mijoter à découvert un quart d'heure.

Pourquoi donc n'en parle-t-on pas ? C'est peut-être que leur épluchage est délicat et qu'ils doivent être lavés plus délicatement encore ! Ginette Mathiot propose

de les cuire à la vapeur (cinq à huit minutes) avant de les servir avec une crème fleurée tiède. J'ai lu quelque part aussi la recette des brocolis « à la vendéenne » que voici : cuire en marmite dans 2 litres d'eau 500 grammes de poitrine de porc bien désalée (une heure et demie après ébullition). Ajouter alors 1 kg de brocolis bien

nettoyés, deux gousses d'ail écrasées, saler légèrement et cuire un quart d'heure. Egoutter les brocolis et les remplacer par quelques pommes de terre. Durant leur cuisson, hacher grossièrement les brocolis, les mettre en casserole avec 40 grammes de beurre pour les réchauffer. Couper le lard en tranches et les faire dorer au beurre.

Egoutter les pommes de terre et les couper en rondelles. Disposer sur un plat les brocolis, puis les tranches de lard. Arroser des beurres de cuisson et porter au four avant de servir.

La Reynière

P.S. : Je viens de me régaler avec des beignets de brocolis sauce tomate. C'est une création de Robert Daubian, chef-pâtissier de l'As Gogh. C'est une occasion aussi pour vous annoncer que cette belle maison « les pieds dans l'eau » sera peut-être ouverte aussi le samedi soir. Le Lun Gogh, 2, quai d'Albigeat, port Van-Gogh, à Asnières, tél. : 47-91-05-10.

LE CHEF DU MOIS Un homme d'azur

Tel patron, tel chef, ai-je entendu dire quelquefois. J'ajouterais pour compléter : « Tel cadre, telle cuisine ». Ou, plus exactement, c'est ce qui devrait être. Ce qui est aussi, hélas ! trop souvent vrai lorsqu'il s'agit d'un cadre à la mode, j'allais écrire d'un cadre « m'a-tu vu », sobriquet tout autant que les plats et leur présentation.

Mais les chefs, les cuisiniers, les hommes de cuisine, ce préambule paraît, j'en suis convaincu, parfaitement exact en ce qui concerne La Voile d'Or, de Saint-Jean-Cap-Ferrat. Un des « derniers refuges de la douceur de vivre », a-t-on pu écrire. Ce palace-bijou offre en effet à ses clients une terrasse-jardin toute fleurie de géraniums face au petit port où quelques yachts se mêlent aux bateaux des pêcheurs, ainsi qu'une salle à manger au clair décor. Et la cuisine de Jean Crépin fait, tout comme ce talentueux cuisinier, corps avec le cadre.

D'ABORD par la fraîcheur de tout ce qui vient de la mer, acheté tôt matin aux pêcheurs locaux. Ensuite par l'intelligence de l'accommodement, teinté quelquefois d'exotisme, un exotisme léger, bieu acclimaté (Jean Crépin ne cache point ses voyages en Extrême-Orient, et ses langoustines de dhalat « retour de Chine » en sont la gourmande expression). A noter aussi dans le domaine marin la salade de saint-pierre sauce gaspacho, la royale de loup sauce saint-jeannaise, un bûisson de filets de rougets à l'huile d'olive, le mille-feuille de saumon frais au beurre de cerfeuil, et bien d'autres. Le canon d'agneau au thym frais est, lui aussi, entre autres plats « carnés », un mets à recommander, et le chapitre des desserts nous fait entrer joyeux dans le palais de Diane Tartine.

AJOUTONS une carte des vins du terroir et d'ailleurs, parfaitement équilibrée par le sommelier Melkonian, qui chaque année vous propose une ou deux découvertes.

Ainsi, avec Crépin et Melkonian, le « patron » de La Voile d'Or, M. Jean Lorenzi, peut se dire qu'il a bien de la chance. Les clients aussi.

L. R.

► LA VOILE D'OR, 31, avenue Jean-Mermoz à Saint-Jean-Cap-Ferrat (06230). Tél. : 93-01-13-13, c.l.j.

Puy-de-Dôme gourmand

Ce département de l'Auvergne est celui des volcans éteints et des sources thermales (Mont-Dore, Châtel-Guyon, Saint-Nectaire, Royat...). Mais aussi, ne l'oublions pas, du Broccolo-sur-Couze, fournissant l'hydroxyde, dont les cures à domicile désintoxiquent l'organisme. C'est aussi le pays d'une cuisine solide et savoureuse. Le Broccolo-sur-Couze n'est pas loin de Saint-Germain-Lembron et de Nonette, vestiges féodaux où il y a un quart de siècle les « gastro-mades » (le mot est cher à Curatovsky !) pouvaient apprécier cette cuisine à La Bernigère du chef Brioude, aujourd'hui disparu. Mais le Puy-de-Dôme reste un département « gourmand ». Promenons-nous avec appétit autour de sa « capitale », Clermont-Ferrand.

Déjà Maupassant (dans *Mont-Oriol*), fait dire à l'un de ses personnages en cure à Royat : « On va aller dîner dans un restaurant de Clermont, ceux de Royat ne valent rien ! » Il est vrai qu'aujourd'hui il n'existe pas, à Royat, La Belle Meunière (25, avenue Vallée, tél. : 73-35-80-17), et donc il ne pouvait point connaître les crêpes aux escargots de Jean-Claude Bon ni son agneau de lait en persillade ! Mais Clermont-Ferrand, c'est vrai, est riche en bonnes adresses.

Avant de vous conseiller d'établir votre base, nous l'in, à Chamalières, à l'hôtel Radio (43, avenue Pierre-Curie, tél. : 73-30-87-83), maison de prestige, dont le patron cuisinier, Michel Moche, soigne la joue de bœuf et sa queue « en volants », les pieds de cochon aux pois des champs, etc., y compris un pudding auvergnat (nombreux menus, de 250 à 300 F, et carte ; fermé dimanche soir et lundi).

A Clermont même, dans le

Gérard Trochenet (rond-point de la Pardiou, tél. : 73-27-74-17, fermé samedi midi et dimanche), aux déjeuners « affaires » à 120 F - menus et carte (175 à 300 F).

De l'hôtel Radio, donc, vous pourrez « rayonner » à l'entour. Passer par les gorges de la Sioule, si pittoresques, et y découvrir le gâteau de pommes de terre ; aller à Riom (son église de façade gothique flamboyante et la célèbre « Vierge à l'oiseau » et, si c'est en juin, assister à son « Festival de piano ». Notez aussi ses musées et *Les Petits Venues* (6, rue Adoubourg, tél. : 73-38-21-63), avec ses petits menus de 100 et 150 F et la carte. Visitez surtout Montpeyroux, village du treizième siècle, classé dominant l'Allier, et son Auberge de Trature (tél. : 73-96-60-09), ses menus, sa carte (comptez 400 F environ). Enfin, vous irez visiter Saint-Nectaire pour ses eaux, mais aussi (et surtout) pour son fromage.

A propos de fromage, oubliez pas le pâté d'Ambert et son Musée de la fourme. C'est le pays des « fourmes » (du Forez, de Laguiole, du Mézenc, de Salers même, que l'on nomme plus souvent cantal). Je tiens ce persillé au lait de vache, égal au saint-origène, comme un « grand » des fromages. A Ambert, il y a aussi un musée historique du papier et une bonne petite école : La Chaumière (41, avenue du Maréchal-Foch, tél. : 73-82-14-94), aux chambres coquettes et aux menus bien abordables (de 78 à 180 F).

An fil des heures, peut-être irez-vous faire de la voile sur les lacs d'Aydat et de Chambon, les plans d'eau des Fades-Bessières, des Prades et des Hommes. Peut-être découvrirez-vous les tripous, l'andouillette de Mozac, le gigot brayé, la flageolet au dessert. Et si vous devez rester à Paris, vous savez que vous pouvez « respirer » un peu de ses gourmandises odeurs à l'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3 tél. : 42-72-31-22). Pas de fermeture (comptez 250 à 300 F).

L. R.

A la Maison des polytechniciens, dans l'ancien

MIETTES

Avec un peu de retard, je vous signale le Paris gourmand 1993 de Gilles Pudlowski (mais je ne l'avais point reçu). On connaît le genre : l'auteur « raconte » son Paris gourmand avec franchise, humour, férocité quelquefois. On peut n'être pas toujours d'accord, mais du moins ce guide est-il intéressant, sortant de l'immobilisme fastidieux du Michelin, entre autres. Certes, que l'Apéritif de l'avenue de Villiers gagne sa troisième couronne, Goumard-Fruiterie sa deuxième, on ne saurait protester. On s'étonnera du « recul » de La Barrière de Clichy, de La Côte d'Amour de la rue des Acacias. On voudrait aussi comprendre l'acharnement que Gilles Pudlowski met à ses mauvais jugements de *Bristol* alors qu'il semble tout indulgent pour le George-V, par exemple. Passons. Tel quel, c'est le guide à consulter (même si quelques « bons » y sont oubliés et s'il réplique la banquette - sauf l'abominable Défense !). On y trouvera aussi un guide des spécialités, les meilleures andouillettes (mais pourquoi omettre celles de La Ferme des Mathurins ou de La Ferme Saint-Hubert, rue Vignon, diplômées de l'AAAAA ?), les meilleurs bouillabaisse, boudins, choucroutes, etc. (éditions J.-C. Lattes, 139 F).

Et pendant que j'y suis permettez-moi de signaler le Guide du casse-croûte de J.-L. Petitjean (Hachette éditeur, 98 F), 460 bistrots, cafés, auberges à travers la France. Sur Paris, vous y retrouverez de bonnes adresses, de La Taverne Henry IV (place du Pont-Neuf et « table de Maigret »), à Ma Bourgogne (place des Vosges), du tout nouveau Berry's de Patrick Crotte (rue de Naples) à l'autre Ma Bourgogne (144, boulevard Haussmann, où Louis Pin reçoit ses amis de l'Académie Rabelais, verre en main (et nuire aussi désormais à dîner).

A la Maison des polytechniciens, dans l'ancien

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace

68530 SAINT-HIPPOLYTE
HOSTELLERIE MUNSCH***
« Au Duc de Lorraine » Rel. du silence.
Pied du Ht-Koenigsbourg. Demi-pension
Tél. : 89-73-00-09 - Fax : 89-73-05-46.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOCALS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Le Monde

PUBLIÉTÉ VACANCES VOYAGES
Renseignements :
46-62-75-31

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Sud-Ouest

PÉRIGORD-DORDOGNE
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
**NN LOGIS DE FRANCE
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE
24530 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD.
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

TOURISME

RANDONNÉE
Randonnées et voyages à pied, France et étranger, dnc.
couleur gratuite à :
Chemin du Sud 48110
GABRIAC - Tél. : 65-44-73-54

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES	CONVENTION	MUETTE	PL. PÉREIRE
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1 ^{er} , 47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cadre élég.	LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 19 ^e arr. Tél. : 48-28-81-64. Cuscous et spécialités algériennes. Menu : 115 F. Tagine du jour : 70 F.	AU CADRE VERT, 4, rue Lakanal (16 ^e) angle rue de l'Amour O.T.L.J. cuisine traditionnelle	LE NEM, 67, rue Rennequin, 17 ^e . Spécialités vietnamiennes.
COPENHAGUE, 1 ^{er} étage	PONT-NEUF	TRINITE	
FLORA DANICA, SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 44-13-88-26	RELAIS LOUIS XIII, 8, rue des Grands-Augustins, 6 ^e Menu déj. 190 F. Menu din. 350 F (services, taxes et café compris).	LE SUQUET, 48, rue de Clichy (9 ^e). Tél. : 48-74-25-66. Cuisine du Sud-Est. F./sam. et dim.	
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ	ENTOTTO		
	48-87-81-11. Tél. : 48-87-81-11. Spécialités éthiopiennes.		

Le Monde
RADIO
TELEVISION
Chaque samedi
numéro date d'aujourd'hui

Sainte-Hélène, l'île-prison

Le vingtième siècle n'a rien changé à sa condition d'île la plus isolée du monde. Sainte-Hélène, possession britannique, ne doit sa survie qu'à un cargo mixte dont le coût de fonctionnement est supporté par le gouvernement. Son premier habitant, Fernando Lopez, était un banni portugais, exilé volontaire. Est-ce pour cela que le nom de l'île demeure synonyme de prison ?



Longwood House, une des résidences de Napoléon sur l'île.

ACCOUTÉ au bastingage du pont arrière, John regarde les côtes s'éloigner sans pouvoir rentrer ses jambes. Deux ans. Deux ans, il est resté prisonnier sur ce rocher sombre avant que justice lui soit rendue. Embarqué au Cap (Afrique du Sud), comme chef mécanicien sur un bateau de plaisance hollandais venu des Indes, il ne savait pas que le rafiot était chargé de résine de cannabis. Lorsqu'une avarie de moteur a contraint l'équipage à faire escale à Sainte-Hélène, la police, prévenue par les Sud-Africains, a perquisitionné à bord, trouvé la drogue et arrêté tout le monde. John le Ghanden pleure sur les années perdues et sur cette épreuve rouillée, battue par les flots, ancrée dans la baie de Jamestown pour l'éternité. Les officiers du *RMS St-Helena* ont compris, une respectueuse fraternité prend corps autour de lui. Dans quinze jours, le cargo mixte se glissera, en jouant des marées, dans les écluses de Cardiff. John prendra un avion et regagnera le Ghana en quelques heures.

Sainte-Hélène. Le nom évoque le destin de l'Aigle déchu. Mais qui sait où placer ce roc sinistre sur la carte des océans ? Quelque part en Atlantique sud, entre Brésil et Angola, un dieu furieux a fait émerger ces quelques kilomètres carrés de terre noire. L'Anglaise Mogamedes est à près de 2 000 kilomètres. Le Cap, sud inaccessible, à cinq jours de mer et l'Angleterre, l'île mère, à 7 000 kilomètres. Les hommes pressés traversent en avion les plus vastes continents en quelques heures. Sainte-Hélène impose à ses visiteurs de longs jours de mer avant de dresser devant eux ses hauts murs de basalte noir. Il faut deux mois à Napoléon en 1815 pour rejoindre son ultime prison, il faut aujourd'hui deux semaines au *RMS St-Helena*, dernier bateau du Courrier royal, pour transporter passagers, lettres, vivres et tout le nécessaire à la vie quotidienne depuis le port gallois. Le relief tourmenté de l'île interdit, jusque-là d'y construire le moindre aéroport.

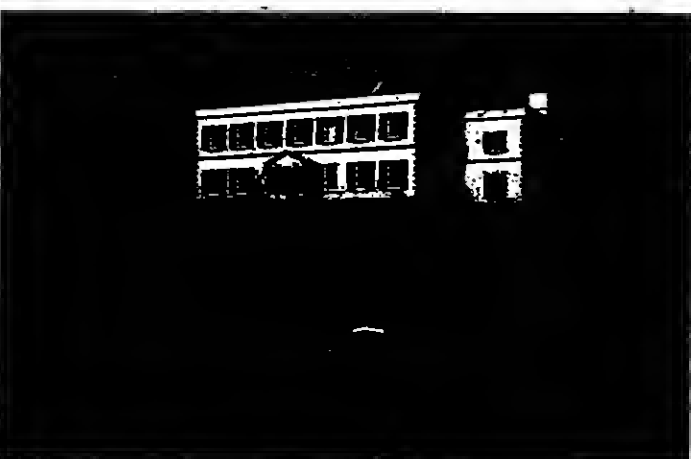
« *Juna de Nova Castella, navigateur portugais, s'était égaré dans les eaux qui séparent l'Afrique de l'Amérique. En 1502, le 18 août, fête de la Sainte-Hélène, mère du premier empereur chrétien, il rencontra une île par le 16° de latitude méridionale et le 11° de longitude; il y toucha et lui donna le nom du jour de la découverte.* » Laissons à Chateaubriand qui a si bien écrit sur Sainte-Hélène sans y être jamais allé, ce préambule histori-

que. Depuis, l'île a conservé sa vocation d'étape pour les navigateurs au long cours. Les galinins sur la route des Indes qui y faisaient relâche et provision d'eau douce ont cédé la place aux plaisanciers venus prendre quelque répit dans leur combat contre l'océan, ou à de rares bateaux de croisière ayant inscrit la halte napoléonienne à leur programme pour attirer le chaland. Et les Héliciens ont cessé de cultiver les citronniers dont les fruits aidaient les marins de passage à lutter contre le scorbut. L'île, dont l'existence demeure secrète jusqu'en 1588, sera au dix-septième siècle au cœur de la rivalité entre Anglais et Hollandais pour la suprématie sur les mers. Les Bataves ne renoncèrent qu'avec l'exil, avait été fait gouverneur par la Compagnie des Indes orientales, britannique, installée alors des garnisons de soldats commandées par un gouverneur. La colonie de Sainte-Hélène va naître. La population hlanche, noire, chinoise, mulâtre témoigne des conquêtes de l'Empire. Les Héliciens ont la peau brune et les yeux bleus, le teint rose au regard héridé.

Héritiers d'une histoire commune, les 5 700 habitants de l'île partagent leur destin sans se diviser.

En 1679, le second donnera à l'île sa renommée universelle, malgré elle, et en fera à jamais un synonyme de prison. La guerre qui éclate entre la France et l'Angleterre en 1803 indiffère les Héliciens qui ne se doutent pas qu'ils verront arriver chez eux, d'auze ans plus tard, le vaincu de l'affrontement final de Waterloo. L'empereur déchu se morfondra six ans dans les brumes de Sainte-Hélène. Personne dans l'île ne s'en émeut. Ni les Briars, ni Longwood House, ses résidences, ni la tombe de Sane Valley où il fut mis en terre, n'attirent les habitants du caillou. Preuve de ce détachement, tous ces territoires ont aujourd'hui été cédés à la France. Le drapeau tricolore flotte sur les domaines français de Sainte-Hélène et Michel Martineau, consul honoraire et conservateur, veille à leur entretien. Ce zélé serviteur des mœurs impériales regrette parfois l'indifférence de la population. Son père, Gilbert Martineau, pré-cédent titulaire du poste, totalise

un quart de siècle de présence sur l'île. La France lui doit la restauration des résidences napoléoniennes, une patiente collection d'objets et une vingtaine d'ouvrages sur l'Empereur, sa famille et son époque. Père et fils forment la plus petite communauté française à l'étranger. Ils vivent dans une aile de Longwood House, à quelques mètres du salon où l'homme qui faillit dominer le monde rendit son dernier soupir le 5 mai 1821. Pour tromper l'interminable défilé des heures, l'écrit, l'autre peint. Les plantes endémiques qui s'épanouissent sous le climat fantasmagique de l'île inspirent au jeune consul les huiles et aquarelles qui enrichissent son herbier. Michel Martineau met aussi ses talents de bot-



La maison du Gouverneur.

niste au service du jardin, sans cesse gâté par les vents de l'Atlantique, dont les contours ont été dessinés par l'Empereur lui-même. « *Quand je ne serai plus ici, disaient-il au fidèle Bertrand, les voyageurs anglais feront le dessin de ce jardin fait par Napoléon. Il n'en est aucun qui ne veuille le visiter.* » La prophétie est restée lettre morte, et les Français de Sainte-Hélène vivent seuls. Les passagers curieux, descendus quelques heures d'un paquebot, viennent rêver un moment sur les destins tragiques et regagnent hien vite le monde des vivants.

La forteresse rend parfois ses prisonniers. Les Héliciens s'en vantent travailler à l'Ascension - l'une de ses dépendances - ou aux Falkland. Des contrats de plinthes manés sur des bases militaires permettent de gagner un peu d'argent avant de retourner sur l'île faire admirer un radio-cassette dernier cri ou une paire de baskets américaines. Les murailles

noires qui entourent Sainte-Hélène, les remparts qui enserrèrent Jamestown - saignée d'habitants et de commerces d'entre deux falaises, décorée du titre de ville - protègent les liens alors qu'ils étouffent les visiteurs. Peut importe si Sandy Bay, seule « plage » de l'île, n'est que boue et rochers, la mer ne participe guère au quotidien. On lui tourne le dos, on la nie. Seuls les jeunes gens qui embarquent pour quelques mois ou quelques années sur le *St-Helena* osent affronter l'océan. Sainte-Hélène, Ténériffe, Cardiff, l'Ascension, Le Cap, puis ils reviendront, à l'écart du bruit et des fureurs du monde, contempler l'immuable Jamestown et son unique artère, Main Street, le sourire et le signe de tête obligatoires à

elles. On enverra des fax, grâce au satellite, mais les lettres mettront plusieurs semaines pour parvenir à leur destinataire. Ceux qui restent se distraient en écoutant le service mondial de la BBC ou en regardant une nouvelle cassette vidéo, la télévision n'est jamais arrivée ici. Le paradoxe ne s'arrête pas là. Pays le plus pauvre du monde, si l'on s'en tient au PIB, la « colonie », comme la couronne se plaît à le frapper sur la monnaie locale, vit le largement de ses quelques 10 millions de livres de subventions annuelles.

Deux ou trois familles se partagent commerces et entreprises, les autres cultivent l'indolence propre aux îliens. Certains ont bien travaillé jusqu'en 1965 pour l'industrie du flax, ce lin importé d'Australie dont on faisait cordages et sacs marins, mais l'arrivée du nylon a eu raison de la petite production locale. Depuis, le flax court à flanc de colline, voie de la terre aux cultures et fascine le regard en ondulant sous le vent. Demain, le bateau s'en ira. Les plus riches remonteront vers cette partie de l'île qui ressemble à la Suisse et tromperont leur ennui en jouant au golf à Deadwood Plain, en attendant la prochaine réception chez le gouverneur à Plantation House. Les autres retourneront les maisons préfabriquées de Ladder Hill et parleront du prochain match de cricket. Inégaux devant la fortune, les Héliciens le sont aussi devant le climat. Il pleut quatre fois plus à Plantation qu'à Jamestown.

En suivant les facettes de l'unique route qui contourne l'île, le visiteur se perd dans une végétation à l'insolence tropicale, erre sur des terres lumineuses, sent de révéler vers une campagne aux accents anglais. Mais si le regard s'élève au-delà de la ligne d'horizon, le grondement de l'océan rappelle hien vite au promeneur qu'il est son prisonnier. Comme ces condamnés qui ne regagnent leur liberté qu'en fin de journée. Le reste du temps, ils partagent le sort commun, et c'est assez. Descendants d'esclaves ou de repris de justice, hauts fonctionnaires de la couronne, exilés volontaires, soumis aux caprices du ciel et aux fureurs océanes, ils égrenent le temps comme on purge une peine. Trois ans de mission pour les uns, une vie pour les autres. Hors du temps, oubliée du monde, Sainte-Hélène n'a plus reçu depuis 1984 la visite d'un membre de la famille royale. Encore s'agissait-il du prince Andrew, un marin, venu inaugurer l'école qui porte son

nom. Depuis, plus rien. Même les échos de la guerre du Golfe ne sont parvenus ici que très assourdis. L'île tient en échec les théories de McLuhan.

Quitter Sainte-Hélène. En ont-ils rêvé, les Bertrand, Montheol, Las Cases, Gourgaud, compagnons de Napoléon, d'un retour en France après la mort de l'homme qu'ils avaient aimé au point de s'exiler avec lui. Le désespoir de la petite colonie française droguée au mercure, alcoolique, minée par la maladie et la dépression donnera des idées aux Anglais. « L'Empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » n'en finit pas de faire la guerre... et des prisonniers. En 1890, le roi zoulou Dinizulu - grand-père de l'actuel chef de l'Inkhata, Mangosuthu Buthelezi - est déporté avec femmes et enfants. Il y restera sept ans. A la guerre contre les Zoulous succèdent les affrontements anglo-boers, des milliers d'Africains viendront expier leur déshonneur sur le rocher maudit. Certains retourneront en Afrique du Sud à la fin du conflit, d'autres renoncèrent aux vastes espaces du Transvaal pour s'inventer une vie sur l'île.

Greg Willis, vingt ans, est leur dernier descendant. Mécanicien à bord du *St-Helena*, il profite des escales pour entretenir soigneusement le petit cimetière boer de Knollcombes. Lui aussi restera ici. L'Afrique du Sud qu'il retrouve quand le bateau fait relâche au Cap n'est pas celle de ses ancêtres. Prisonniers encore, ces opposants au protectorat britannique sur Bahrein, dans les années 50. De leur passage à Sainte-Hélène ne reste qu'une maison délabrée à flanc de falaise ; ceux-là ont retrouvé leur pays. Faut-il se souvenir encore ? Faut-il partir ? Faut-il rester et se laisser gagner par le parfum du caillou qui imprègne l'air et la nourriture ? Frère des marches continentales où se prennent les barques qui emmènent au bateau, un vieillard rêve à voix haute. Il dit avoir cent ans, plus peut-être, mais ses yeux sont ceux d'un jeune homme. Le temps se dilue. Un officier du *St-Helena* raconte qu'il a vu une sirène dans les eaux noires de la « baie. On le croit.

De notre envoyée spéciale
Geneviève Fidani

فَكَذَّبْنَا عَنْ الْأَصْلِ